Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13970 – 4,50 F

MERCREDI 27 DÉCEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

THE UNIVERSITY OF JORDAN SERIALS DIVISION

Imbroglio à Panama

ET maintenant ? Depuis que Manuel Antonio Noriega, déposant les armes, s'est réfugié à la nonciature de Panama, les Américains, maintenant maîtres du terrain, doivent livrer une seconde bataille, politico-juridique celle-là, dont les données leur échappent en grande partie.

En arguant de l'absence de toute convention d'extradition avec les Etats-Unis pour refuser de livrer le général à Washington, le représentant du Vatican à Panama a agi comme l'aurait fait n'importe quel autre ambassadeur. Une nonciature est une ambassade comme les autres, couverte par toutes les conventions sur l'immunité diplomatique, mais où, en même temps, l'exercice du droit d'asile ne saurait se comparer à la tradition d'hospitalité dans les lieux du culte ou monastères, dont certaines hiérarchies religieuses ont souvent usé – et parfois abusé pour protéger des criminels, comme, par exemple, Touvier. La parole est donc maintenant aux autres gouvernements sollicités par l'ancien homme fort du Panama.

OFFICIELLEMENT, l'objectif américain – c'était même la première justification de l'intervention – était de ramener Noriega aux Etats-Unis et de le juger pour trafic de drogue. Pourtant, ce procès pourrait embarrasser la Maison Blanche, dirigée après tout par un homme qui, en tant que directeur de la CIA, fut naguère un employeur occasionnel du *jadis bien pratique* Noriega.

Aussi peut-on se demander si le véritable but des Américains dans cette affaire n'était pas, plus simplement, l'élimination du général panaméen. Faute de l'avoir obtenue « physiquement » au cours des derniers putschs ratés, ils ont provoqué la fin de son régime, et, surtout, de sa mainmise sur le canal, dont Washington voyait l'avenir compromis entre des mains aussi peu sûres.

En attendant – et c'est un facteur dont doit tenir compte le Vatican, – les Etats-Unis ont réveillé, au moins pour un temps, les vieux sentiments anti-« gringos » dans toute la région. Non seulement l'Organisation des Etats américains (OEA) a dénoncé l'opération « Juste cause », mais la lutte concertée contre la drogue, à laquelle la Maison Blanche accorde tant de prix, est compromise.

AINSI le président péruvien, M. Alan Garcia, vient de demander l'annulation du sommet des trois principaux pays producteurs de cocaïne – Bolivie, Colombie, Pérou – auquel M. Bush devait participer en février à Carthagène (Colombie), et son homologue de Colombie, M. Virgilio Barco, ne pourra que rencontrer de nouvelles difficultés pour obtenir l'extradition des trafiquants vers les Etats-Unis.

Enfin, l'opération risque fort de remettre en question le très fragile accord récemment intervenu entre les présidents de cinq pays d'Amérique centrale pour préserver ce qui peut encore être sauvé du plan de paix élaboré en 1987 pour l'ensemble de la région par le président Arias du Costa-Rica.

Alors qu'ils semblaient avoir enfin obtenu de l'URSS de discrètes pressions sur le Nicaragua et Cuba pour détendre la situation, les Etats-Unis doivent constater, pour un point important gagné à Panama, un regrettable recul sur tous les autres « fronts » de la région.

Lire, page 7, les articles de DENIS HAUTIN-GUIRAUT

M 0147 - 1227 0 - 4,50 F

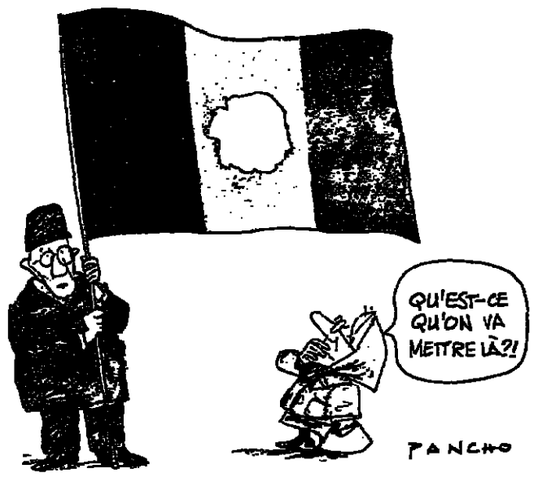
3790147004500 12270

Situation confuse à Bucarest après l'exécution de Nicolae et Elena Ceausescu

Les nouveaux dirigeants roumains tentent de consolider leur pouvoir

Après l'annonce, lundi soir, de la condamnation à mort et de l'exécution immédiate de Nicolae et Elena Ceausescu, la nouvelle direction politique qui a commencé à se mettre en place, mardi matin 26 décembre, tente de consolider son pouvoir. La présidence du conseil du Front de salut national a été confiée à M. Ion Iliescu, ancien secrétaire du comité central du PC roumain, et la vice-présidence à M. Dimitri Mazilu, ancien rapporteur de la Roumanie aux Nations unies. Le nouveau premier ministre, M. Petre Roman, n'est jamais apparu dans une fonction officielle et n'est pas non plus un dissident connu.

Les combats ont diminué d'intensité, mais des tirs sporadiques continuent d'être entendus dans la capitale comme dans plusieurs villes de province. Les autorités semblent cependant être parvenues à se faire remettre les armes détenues par la population civile, et l'on constate que des troupes fraîches assurent le maintien de l'ordre à Bucarest. Si les anciens membres de la Securitate – la police politique du régime déchu – sont encore loin d'avoir cessé toute résistance, un nombre croissant d'entre eux tentent désormais de s'enfuir, et plusieurs ont été arrêtés en territoire yougoslave, alors qu'ils venaient de franchir la frontière.



Un Front composite et fragile

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Il est 20 h 30 à Bucarest en ce Noël 1989. Sur l'écran de télévision est apparu un speaker la manche ornée d'un brassard tricolore, l'air grave. D'une voix aussi solennelle que possible, il a fait la lecture d'un communiqué officiel. Nicolae Ceausescu et sa femme Elena, a-t-il déclaré, avaient été jugés. Accusés entre autres de « *génocide* » et de trafic de devises portant sur « *un milliard de dollars entreposés dans des banques étrangères* », ils avaient été reconnus coupables et condamnés à mort par un tribunal militaire extraordinaire.

La sentence était « *définitive* » et avait été exécutée immédiatement. La lecture du communiqué n'a pas duré trois minutes. Aussitôt après a retenti l'hymne national. La télévision a rediffusé la même séquence plusieurs fois dans la soirée.

GEORGES MARION

Lire la suite page 4

- La population craint qu'on ne lui vole sa révolution
- Le portrait de M. Ion Iliescu, un apparatchik proche des Soviétiques, nommé président du conseil du Front de salut national — page 3
- Les réactions en France et l'organisation de l'aide humanitaire — page 5
- Lire également l'appel du pape en faveur des pays de l'Est — page 9

Un entretien avec le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères

Dans un entretien au *Monde*, le nouveau ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier, estime que son gouvernement ne devrait pas avoir de difficultés à parvenir à un accord avec l'administration Gorbatchev sur le sort des troupes soviétiques stationnées en Tchécoslovaquie. Evoquant la question allemande, il souligne que, quelle que soit la forme que prendra le rapprochement entre les deux Etats actuels, il importe que le processus soit mené « de pair avec la réunification de l'Europe ».

page 4

Le régime présidentiel, remède au présidentialisme ?

Un point de vue de M. Philippe Séguin — page 8

Vague de juifs soviétiques en Israël

Plusieurs centaines de milliers d'émigrés dans les prochaines années — page 6

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le bilan de l'année 1989 — pages 13 à 16

Le sommaire complet se trouve page 28

Liberté et violence

par Daniel Vernet

C'était trop beau pour que cela dure. L'écoulement pacifique du grand chambardement qui secoue l'Europe de l'Est depuis quelques mois tenait du miracle. Ces pays auxquels Staline avait, il y a quarante-cinq ans, imposé son socialisme, tout en reconnaissant qu'il leur allait « comme un tablier à une vache » (dans le cas de l'Allemagne au moins), se libéraient sans violence du joug d'une idéologie et d'un système totalitaires. La plus grande révolution démocratique que l'Europe ait connue pendant ce siècle se passait dans le sérieux toujours, dans l'allégresse parfois, mais sans jamais que l'enthousiasme populaire se transformât en vindicte, et encore moins la vindicte en vengeance ou en recours aux armes. Les adversaires du mouvement libérateur se ralliaient honteusement ou se cachaient pour se faire oublier.

C'eût été un événement extraordinaire que le renversement de tout un système, politique, économique, idéologique et policier, englobant plusieurs dizaines de millions d'hommes, se fasse sans drame et sans débordement. Il était à craindre qu'à un moment ou à un autre la liberté soit enfantée dans la douleur, au prix de milliers de victimes, comme il était à craindre que la Roumanie soit le lieu de cet affrontement entre l'ancien régime et le nouveau régime.

Certes, dans l'histoire des démocraties dites populaires, depuis la fin des années 40, les drames n'ont pas manqué : Berlin en 1953 ; Varsovie et Budapest en 1956 ; Prague en 1968, puis encore les soulèvements ouvriers de Gdansk, à la fin des années 70... Mais, dans l'évolution de ces derniers mois, l'URSS ne joue plus le rôle de *puissance tutélaire de l'ordre* marxiste-léniniste. Avec Mikhaïl Gorbatchev, elle a fait sauter les verrous et ouvert les brèches par lesquelles les peuples d'Europe de l'Est se sont engouffrés, renversant sur leur passage les vestiges du « socialisme scientifique » que le président soviétique s'efforce encore, bon gré, mal gré, de sauver chez lui.

La Pologne a cueilli les fruits de décennies de résistance passive au communisme, ainsi que la mobilisation ouvrière autour de Solidarité et de l'Eglise catholique ; les Hongrois ont repris la route des réformes, interrompues en 1956 ; les Tchécoslovaques ont retrouvé leurs héros du « printemps de Prague » et les Allemands de l'Est eux-mêmes, naguère pourtant les meilleurs exemples de fidélité socialiste, ont mis en lumière le caractère artificiel de leur Etat, à la façade apparemment intacte mais miné de l'intérieur et près de s'écrouler dès l'instant où il perdait la garantie absolue de l'URSS.

Lire la suite page 3

La mort de Samuel Beckett

L'auteur d'« En attendant Godot » est décédé, vendredi 22 décembre à Paris, à l'âge de quatre-vingt-trois ans

« *Voilà, jamais. Voilà plus rien.* » Malone meurt. Il s'immobilise, il se tait, il s'absente. Depuis longtemps installé au bord de cette immobilité, de se silence, de cette absence ayant eu affaire aux mots jusqu'au bout. Ou presque. On croyait qu'il avait, au début des années 60, commencé à s'enfoncer dans le silence pour s'y abolir enfin à coups de textes de plus en plus brefs et de plus en plus rares. Les textes ont continué à voir le jour jusqu'au bout, ou presque, récit ou théâtre, français ou anglais, en minces plaquettes cartonnées blanches et vertes de chez John Calder London, en petites brochures à couverture blanche et bleue des Éditions de Minuit, pas si courts, pas si espacés que ça.

Quelques milliers de lecteurs à travers le monde attendaient avec gourmandise chaque nouveau texte de quelques pages du vieil écrivain de quatre-vingts ans. Quelques centaines de milliers de professeurs expliquaient encore *En attendant Godot* et *Fin de partie* à leurs élèves. Les foules continuaient à se ruer dans les théâtres où l'on jouait ses pièces. Il y avait un phénomène durable Samuel Beckett. Tandis que le « nouveau roman » et le « nouveau théâtre » des années 50 vieillissaient mal, son œuvre à lui prenait une présence de plus en plus forte. C'est fini, tout ça, disait-il. Et il ajoutait des mots aux mots à l'encre noire, de sa fine écriture qu'on reconnaissait de loin.

Cet écrivain inconnu *était* devenu un grand écrivain au début des années 50, après avoir décidé de s'exprimer en français. Pendant dix ans, il n'avait pas écrit une ligne d'anglais. Sa grande période. Depuis quinze ans, il s'exprimait indifféremment dans les deux langues et même on croyait que le bilinguisme de Becket, cet abîme linguistique dont parlent les exégètes, avait basculé du côté de l'anglais.

ALFRED SIMON

Lire la suite page 10

SCIENCES ◆ MÉDECINE

● Afrique : recherche médicale en souffrance ● Les mauvais « cents » de l'étang de Thau ● L'arôme truffier ● Les momies sur le bitume — pages 17 à 19

1989 1990

Tout augmente! sauf IKEA.

IKEA®

PEYRAT & ASSOCIÉS

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,80 f. ; USA (NY), 1,50 $; USA (others), 2 $.

DÉBATS

Immigrés

Les instruments de l'intégration

par Alain Touraine

EN peu d'années, le problème de l'immigration a changé de nature : on parlait de travailleurs immigrés ; on parle aujourd'hui de musulmans. Une catégorie économique est devenue, dans les représentations de beaucoup, une catégorie culturelle et même religieuse. Du même coup, la situation des immigrés, que les esprits libéraux percevaient en termes de discrimination, se définit maintenant comme ségrégation. *Les immigrés ne sont plus perçus* comme non qualifiés ou exploités mais comme différents ou même inassimilables.

Cette nouvelle représentation prend un tour différent selon le niveau d'éducation de ceux qui l'expriment : elle se manifeste partout et, sinon autant à gauche qu'à droite, au moins dans de larges secteurs de la gauche comme dans la majorité de la droite. Nous n'avons pas pris assez nettement conscience de cette transformation et de la direction vers laquelle elle nous entraîne rapidement : la formation de ghettos et l'éclatement d'incidents interethniques, voire de mouvements ouvertement racistes. Les immigrés étaient en bas : les voici en dehors.

Des mesures concrètes

Pour éviter ou arrêter cette dérive, le seul programme d'action possible est l'intégration. Des *mesures réalisables sont proposées* et sont parfois déjà appliquées ici ou là : mais il faut affirmer avec plus de netteté quelques principes fondamentaux, conduisant directement à des mesures concrètes.

En premier lieu, il faut reconnaître que c'est dans le milieu de vie plus que dans le milieu de travail que se pose le problème de l'intégration. Conséquence directe du changement de perspective indiqué en commençant. Ce qui désigne deux lieux privilégiés d'action : le quartier et l'école. La politique urbaine est aujourd'hui, à l'évidence, l'instrument le plus actif de l'intégration. La vie sociale tend naturellement à accumuler les handicaps, à isoler les plus pauvres et les plus faibles, à les enfermer dans des ségrégations multiples.

Le phénomène a été décrit depuis un siècle aux Etats-Unis : il peut l'être dans la France d'aujourd'hui. On a vu, en quelques années, se former des ghettos par le départ des familles les moins pauvres ou les plus solides vers de meilleurs logements et, par voie de conséquence, la concentration des plus pauvres et des plus fragiles dans certains ensembles d'habitation. A ces mécanismes spontanés participe, souvent sans idéologie xénophobe, la majorité de la population, qui déménage pour ne pas voir chuter la valeur de sa propriété dans un quartier occupé par de plus en plus d'immigrés ou pour assurer un meilleur milieu scolaire à ses enfants.

Contre ces tendances spontanées, seule une politique active d'intégration, c'est-à-dire de diversification sociale de tous les quartiers et en particulier des plus détériorés, s'impose. Certaines municipalités ont déjà mené des actions remarquables, et le maire d'Hérouville, François Geindre, s'est fait l'analyste le plus précis des problèmes rencontrés et de leurs solutions possibles. Cela impose naturellement de rejeter toute politique destinée spécifiquement aux immigrés.

L'objectif d'intégration ne peut évidemment pas être atteint par des moyens discriminants, même s'ils sont animés par de bonnes intentions. Les grands ensembles, construits après la guerre, ont longtemps joué, dans une France pauvre, un rôle de brassage social, et les HLM ont eu des effets moins négatifs qu'un habitat pavillonnaire à forts effets ségrégatifs. Mais aujourd'hui, ils produisent des effets inverses et deviennent le foyer principal de formation de nouveaux ghettos.

En ce qui concerne l'école, la traditionnelle ignorance de l'éducation nationale sur son propre fonctionnement – elle fut incapable de répondre à l'invitation de la commission pour la réforme du code de la nationalité – rend difficile de proposer des analyses et des mesures. Mais le travail de quelques chercheurs incite à reconnaître que, dans le domaine de l'immigration comme dans tous les autres, les écoles ont beaucoup plus d'autonomie que ne le laisse supposer l'image conventionnelle du centralisme français.

Loin que la présence d'une forte proportion de jeunes immigrés entraîne automatiquement une baisse du niveau scolaire – à niveau socio-économique égal, – ce qui apparaît le plus visible est que le mode de fonctionnement des écoles et des collèges est un déterminant plus important des résultats scolaires que la composition de la population des élèves. L'intégration veut donc dire ici : donner à chaque unité scolaire la capacité d'agir en fonction de la situation concrète qu'elle vit.

Les positions et instructions de Lionel Jospin, qui ont été si largement critiquées, pourraient bien se révéler le premier pas courageux et efficace fait par l'éducation nationale dans le sens d'une responsabilité croissante des établissements, condition première d'une intégration réussie.

Il faut maintenant s'élever du niveau de l'organisation sociale à celui de la prise de décision. Intégration s'appelle ici démocratie. On peut juger inopportun un débat sur le droit de vote des étrangers aux élections locales, mais il serait absurde de croire qu'on puisse intégrer les immigrés sans les faire participer aux décisions qui les concernent. Certaines municipalités ont créé des commissions de quartier dont les avis sont importants, à la fois pour élaborer des solutions adaptées et pour donner à tous une conscience réelle de participation.

Il ne peut pas y avoir de démocratie sans interconnaissance, argumentation et écoute. La difficulté réelle ici est non pas de créer des lieux de participation, ce qui est une nécessité évidente, mais de faire en sorte que les catégories les plus défavorisées les utilisent puisque les études sur la participation volontaire montrent que celle-ci attire surtout les catégories les plus intégrées et, en particulier, les catégories moyennes instruites.

Enfin, au niveau le plus élevé, celui des relations interculturelles, on peut dire que plus les catégories en présence se définissent par une identité plutôt que par une activité, plus elles se sentent menacées par les changements qui se produisent autour d'elles, et qu'enfin moins elles se sentent appartenir avec d'autres à un ensemble plus vaste, plus les conflits interculturels sont probables.

Les forces hostiles

C'est parce que les intégrismes stimulent ces trois types de réaction qu'ils provoquent autour d'eux des réactions analogues et déclenchent des conflits qui peuvent aller jusqu'aux guerres de religion et aux conflits ethniques ouverts. Inversement, si les immigrés sont d'abord des travailleurs, s'ils participent à une culture de masse – qui se combine avec la recherche ou la défense de l'identité individuelle et collective au lieu de s'opposer absolument à elle, comme le montre l'ensemble de notre société – et enfin si la loi définit clairement les relations des collectivités religieuses et de l'Etat dans un esprit qui ne peut être en France que conforme à la séparation des Églises et de l'Etat, l'intégration l'emportera sur la formation de contre-cultures et de ghettos.

Il existe assurément des deux côtés des forces hostiles à l'intégration : d'un côté, des groupes intégristes ou simplement des immigrés qui refusent une intégration qui leur apparaît comme une menace de déculturation ; de l'autre, des Français inquiets de la fragilité de leur identité nationale et qui s'estiment les dépositaires de valeurs menacées, croisés de la raison conquérante aussi bien que d'une chrétienté devenue mythique. Mais rien dans l'état actuel de la société française, dont les capacités d'intégration culturelle et à nouveau économique sont considérables, ne rend inévitable une crise majeure. Ce qui nous en a dangereusement rapproché est l'absence ou la faiblesse de la politique d'intégration.

Il est possible qu'une prise de conscience salutaire se produise en ce moment, mais on ne sera rassuré que quand une priorité réelle aura été reconnue à l'intégration des immigrés et quand des programmes accélérés de diversification sociale des quartiers, d'initiatives scolaires, de consultation des habitants des quartiers, de reconnaissance des cultures et des religions au niveau administratif comme dans la vie intellectuelle, auront été menés à bien.

Ce qui implique que s'élargisse et s'amplifie le débat qui vient de s'ouvrir, dans des conditions peut-être contestables, mais qui a mis fin à un silence très dommageable, variante intellectuelle du pire laisser-faire. La France se replie-t-elle, dans un monde qui lui paraît chargé de menaces, sur son identité et son histoire et ce qu'elle appelle sa culture, en prêtant à celle-ci une unité en réalité artificiellement construite, ou bien, pays riche, divers et libre, qui n'est même plus menacé par l'ogre totalitaire, a-t-elle suffisamment confiance en elle-même pour s'ouvrir aux innovations techniques et culturelles et rechercher un niveau toujours plus élevé de combinaisons de l'universalisme de la raison avec la particularité de chaque histoire et de chaque personnalité ?

L'intégration des immigrés dépend avant tout de la confiance de la société française dans son propre avenir.

▶ **Alain Touraine a été membre de la commission de réforme du code de la nationalité.**

Sciences

Chercher en français

par Xavier Deniau

L'AVENIR de notre pays est lié à celui de sa civilisation et donc de sa langue ; aussi il est souvent allégué que la langue française ne peut plus être considérée comme une langue de recherche. Mais il ne faut pas confondre les causes et les effets. L'on nous dit qu'il est tout à fait inutile de s'intéresser à la langue française en tant que langue de recherche et de science en face de l'anglais ; cependant le professeur Allais aurait reçu, c'est incontestable, le prix Nobel.

Mais si les prix Nobel de sciences sont décernés à des écrivains anglo-saxons, c'est parce que l'organisme attributaire à Stockholm représente un pays qui a déjà depuis longtemps accepté de publier en anglais.

La France devrait décider la création de prix équivalents du prix Nobel, destinés à des savants publiant en français ou dans d'autres langues d'Europe, au lieu de dépenser des sommes considérables en matière culturelle, en personnel ou en festivités. C'est d'abord parce que le Nobel est anglophone, et en conséquence parce que certains travaux de haute qualité n'ont pas été publiés en anglais, que le prix Nobel tzaarde à être attribué de temps en temps. Et des « prix Nobel » français scientifiques ne nous coûteraient qu'une modique part des salaires que nous payons aux professeurs français d'enseignement supérieur dans un petit pays africain.

On sait qu'Alfred Nobel avait décidé pour des raisons personnelles – et confirmé par testament – qu'il n'y aurait jamais de prix Nobel de mathématiques. En fait, une assemblée internationale de mathématiciens distribue chaque année la médaille Fields, qui est l'équivalent du prix Nobel pour les mathématiques. Cette médaille a *souvent été attribuée à un Français* depuis la guerre, et les mathématiciens, en France comme ailleurs, continuent à publier en français.

J'ai d'ailleurs demandé au président de l'Académie des sciences d'URSS en quelle langue publiaient les membres de son institution. Sauf exception, en russe, m'a-t-il répondu, en ajoutant que les Américains ont un organisme spécialisé qui traduit l'ensemble de ces travaux.

Notons que les historiens, les juristes, comme les mathématiciens, continuent de publier en français : ils n'en sont pas pour autant méconnus à l'étranger.

Je préside moi-même une société savante – comme l'on disait au siècle dernier, – la Société d'ethnographie de Paris, la plus ancienne de France. Nous publions une revue, *l'Ethnographie*, qui a un bon nombre d'abonnés étrangers – et en particulier d'universités américaines – alors qu'elle est publiée en français avec des résumés en anglais ; mais la qualité est là.

Le personnel scientifique utilise l'anglais, nous dit-on, parce qu'il veut être « cité » : cela est nécessaire à sa notoriété et à son avancement. Le CNRS et les universités françaises mettent, en effet, dans les dossiers d'avancement des intéressés les coupures d'*Argus* citant leurs travaux, cet argus relevant d'une entreprise privée américaine, Garfield, de Philadelphie, qui ne cite que des textes en anglais issus en fait de revues anglo-saxonnes.

L'effet n'est pas la cause

Ainsi si la France et d'autres pays, ou bien un organisme européen ou international tel que l'UNESCO, voulaient bien utiliser leur argent à établir un argus de citations scientifiques recouvrant toutes les publications, cette entreprise privée américaine ne détiendrait plus un monopole mondial, et les chercheurs seraient incités à publier dans leur propre langue. A l'heure actuelle, les chercheurs du CNRS ou de Sophia-Antipolis travaillent en français – avec l'argent public, – puis publient en anglais : ce qui ensuite entraîne une mise en données en anglais. J'ai même vu demander une subvention pour retraduire en français des articles ainsi parus dans des revues américaines !

Là non plus, il ne faut pas prendre l'effet pour la cause, qui est l'abandon à la langue américaine d'un monopole qui pourrait être mis en cause si l'on avait une volonté de pluralisme. Quant à l'Institut Pasteur, l'on sait que ses *Annales* sont depuis longtemps diffusées par une société à capitaux américains, qui n'incitait pas à la publication en français.

Si la France se décidait à mettre fin à cette situation inacceptable et qui a été décrite par de nombreux savants en 1980 devant la commission d'enquête sur la langue française de l'Assemblée nationale, que j'ai présidée – la seconde de ce type après celle de l'abbé Grégoire sous la Convention, – le français retrouverait toute sa chance internationale.

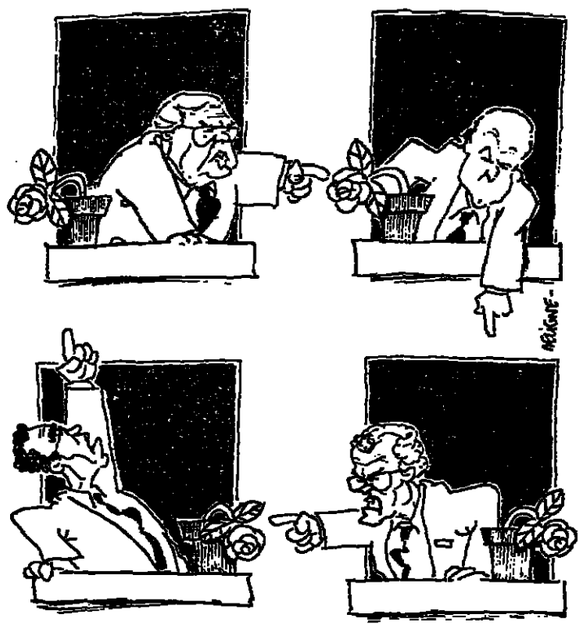
Mais il faut, bien sûr, aider ou créer des revues scientifiques de haut niveau, françaises ou européennes ; pour cela, il est nécessaire que l'atomisation de nos publications entre les universités, les laboratoires, les services de recherche, les patrons divers, prenne fin au bénéfice d'un regroupement de qualité dans les différents domaines.

Je partage le sentiment du professeur Allais concernant l'intérêt d'une coopération européenne dans ce domaine de recherche et de publication et concernant les problèmes de traduction. Mais je suis persuadé, et bien d'autres avec moi, que le développement de la langue française et des autres langues européennes comme langues de recherche ne relève que d'une volonté nationale ou collective et que leur effacement n'a rien de plus inéluctable que la disparition de toute autre langue à travers les siècles.

Nous avons le devoir de ne pas enfouir mais de faire fructifier notre talent. Et nous ne devons pas insulter l'avenir.

▶ **Xavier Deniau, ancien ministre, député du Loiret, est président du comité de la francophonie.**

TRAIT LIBRE



Bibliographie

Touvier entre deux portes

S'IL a systématiquement fui la justice durant quarante-cinq ans, Paul Touvier, que l'on ne présente plus, n'a pas toujours dédaigné de s'expliquer longuement, très longuement, sur sa vie, son rôle et ses « œuvres ». Dans les années 70 et 80, l'ancien chef du service de renseignement de la milice à Lyon en 1943 et 1944 a ainsi multiplié les entretiens fleuves, s'entourant toujours de précautions multiples et vétilleuses, hanté qu'il était par son arrestation.

Lunettes fumées, le jeune homme aux cheveux blonds, soigneusement crantés devenu petit homme gris, jouait de la sorte les vedettes malgré lui, dévôt de sa « juste » cause. L'un de ses confidents de circonstance, Claude Flory, nous livre aujourd'hui sous un titre choc – *Touvier m'a avoué, un document explosif* – la part de vérité de ce Monsieur Paul, une confession très contrôlée et murmurée entre deux portes... de voiture.

« J'étais assis à l'arrière, entre sa fille et lui, nous tournions dans Paris pendant qu'il me racontait son histoire, explique Flory. *Ou bien nous nous dirigions vers une « maison amie », un parloir de couvent, l'appartement d'un prêtre. »* De ces promenades et de ces stations, on retiendra, derrière l'incessant et obsessionnel plaidoyer, les silences et parfois, à défaut d'aveux, de petites phrases tembles énoncées comme si de rien n'était.

« J'avais constitué une équipe spécialisée dans la recherche des voitures d'Israélites camouflés », confie benoîtement Touvier. A propos de l'ordre qu'il donna de faire fusiller sept otages juifs pour venger l'assassinat par la Résistance de Philippe Henriot, l'un des propagandistes les plus en vue de la collaboration, le voilà donnant dans la sobriété sèche : *« Je n'ai pas de remords. Je porte une immense peine. »*

Sur les principaux crimes qui ont valu à Paul Touvier ses incriminations, Claude Moniquet, dans son *Touvier, un milicien à l'ombre de l'Eglise*, passe précisément, bien vite. Une vingtaine de pages, tout juste, sur l'assassinat de Victor et Hélène Basch, âgés respectivement de quatre-vingt-un et quatre-vingts ans, sur la rafle de Montmélian, sur les arrestations à la synagogue du quai de Tilsit et l'exécution sommaire des otages de Rillieux-la-Pape, voilà qui ressemble à de la hâte ! Son livre ne manque pourtant ni de références érudites ni de documents cités méticuleusement.

L'auteur nous conduit de Chambéry à Lyon, de Lyon à Paris, suivant à la trace cet ancien milicien fugitif tout entier tourné vers sa monomanie narcissique : lui-même. Ses récits sont carrés, souvent solides, mais Moniquet semble moins bien armé lorsqu'il tente de décrire les mécanismes ayant permis la grâce de Touvier. Ainsi ne nous dit-il pas, contentons-nous de cette illustration, sur quels documents il se fonde pour laisser entendre que Georges Albertini, secrétaire général du Rassemblement national populaire de Déat durant l'occupation, anticommuniste notoire et homme d'influence par excellence, aurait pu peser sur la décision de Georges Pompidou, Dommage !

LAURENT GREILSAMER

▶ **« Touvier m'a avoué », de Claude Flory, Michel Lafon, 190 pages, 69 F.**

▶ **« Touvier, un milicien à l'ombre de l'Eglise », de Claude Moniquet, Olivier Orban, 293 pages, 96 F.**

AU COURRIER DU Monde

Immigration : déjà en 1939...

Les vestes électorales, même partielles, ont au moins le mérite de balayer les précautions oratoires utilisées par les hommes politiques quand tout va bien. Déjà à « 7 sur 7 », on a pu voir, avant même les résultats de Dreux, M. Rocard placer à tout prix, non sans une certaine rigidité, le discours qu'il avait soigneusement préparé sur l'immigration, et qui était destiné à rassurer les « bons » Français (...)

Mais avec la notion de « *seuil de tolérance* » M. le président de la République m'a fait franchir mon propre seuil de tolérance au double langage d'une certaine gauche : noble humanisme préélectoral, rude réalisme postélectoral.

Déjà en 1939 (triste cinquantenaire!), cinq cent mille Espagnols en situation pas très régulière – aux yeux des autorités de l'époque – passaient à pied la frontière des Pyrénées : alors, des Français outrés de voir englouti sous ce raz-de-marée le « seuil de tolérance », ont exigé de renvoyer dans son pays d'origine toute cette « racaille » ; alors aussi, des Français fidèles aux traditions d'hospitalité de leur patrie, ont aidé ces malheureux (...)

Sans la générosité de cette dernière catégorie de Français, je ne serais pas là, Français naturalisé et fier de l'être, à vous écrire cette lettre...

LOUIS SOLER,
professeur de français d'origine espagnole.

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : **André Fontaine**, directeur de la publication

Anciens directeurs : **Hubert Beuve-Méry** (1944-1969), **Jacques Fauvet** (1969-1982), **André Laurens** (1982-1985)

Rédacteur en chef : **Daniel Vernet**
Corédacteur en chef : **Claude Sales**
Administrateur général : **Bernard Wouts**

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Telex MONDPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81

La Roumanie après l'exécution de Nicolae Ceausescu

La formation d'un nouveau gouvernement a été annoncée mardi matin 26 décembre à Bucarest. La présidence en est confiée à M. Ion Iliescu, qui apparaissait de plus en plus, ces derniers jours, comme l'homme fort du nouveau régime.

L'annonce, lundi soir, de la condamnation à mort et de l'exécution immédiate de Nicolae et Elena Ceausescu, annoncée à la radio et à la télévision, a généralement été accueillie avec soulagement par la population – même si la procédure suivie est jugée expéditive par certains. La télévision a annoncé qu'elle montrerait ultérieurement un film de l'exécution. Les tirs n'ont pas cessé pour autant dans la capitale roumaine, où ils semblent cependant diminuer d'intensité. Les dévastations causées par les combats de ces derniers jours sont considérables. L'agence Agerpress a notamment annoncé que la grande bibliothèque de l'université de Bucarest a été incendiée par des fidèles de l'ex-Conducator et que la plupart des livres qui y étaient conservés ont été détruits ou gravement endommagés.

La situation reste également incertaine en province où les affrontements n'ont pas cessé, en particulier à Cluj, Timisoara, Resica, Oravita, tandis que la ville de Sibiu est décrite comme pratiquement détruite. Selon l'un des envoyés spéciaux de l'AFP, les hommes de la Securitate attaquent toujours l'armée mais chercheraient surtout désormais à s'enfuir. Les juges qui ont condamné l'ancien dictateur et sa femme leur font porter la responsabilité de soixante mille morts depuis le début des combats.

Un peu partout dans le monde, les ambassades de Roumanie suivent l'exemple de celle de Paris, qui a été l'une des toutes premières à se rallier au nouveau régime. Le vice-premier ministre roumain, M. Gheorghe Oprea, qui se trouve en visite en Turquie depuis mercredi dernier, a lui aussi dénoncé lundi le régime Ceausescu.

La population craint qu'on ne lui vole sa révolution

BUCAREST
de notre envoyée spéciale

Bucarest a savouré en silence la mort du tyran. La rue n'a pas bougé, aucune clameur n'est montée au-delà de la place de la République. Même les tirs sporadiques entre l'armée et les éléments rebelles de l'ancienne police secrète du dictateur se sont faits plus discrets.

Les Roumains ont été surpris par l'annonce subite du procès et de l'exécution. C'est tout. Pour le reste, ils ont été comblés. Et il ne faut pas leur demander de s'arrêter sur le sort d'un homme appréhendé, jugé, condamné et exécuté en trois jours. Beaucoup l'auraient piétiné eux-mêmes s'ils l'avaient pu. De cet homme, ils ne prononçaient même pas le nom. Ils disaient « *lui* » ou « *monsieur* » ou encore « *le chef* ». Ou « *le grand salopard* », comme ce garçon de neuf ans, sous la dictée de son père. Elena était l'« *analphabète* ». Que le couple ait eu un procès peut-être expéditif, filmé par une caméra qui n'a même pas montré un juge militaire, ne les émeut pas davantage. « *Un procès, c'était encore trop*, dit un jeune homme. *C'était le Pol Pot européen.* »

Même ceux qui se battent pour les droits de l'homme et la démocratie depuis une semaine ne comprennent pas ces délicatesses. « *Il fallait le faire, c'est tout.* » Quelques-uns ont un petit regret, comme Mme Sophie Kavallieti, qui est pourtant une vieille dame des plus respectables. « *Trois jours ! Qu'est-ce que trois jours ? Il aurait fallu qu'il souffre un peu plus. Nous, nous avons souffert des années. Il aurait fallu le maltraiter comme il nous a maltraités.* »

Pour les Roumains, ce n'est que justice : « *Il a fait de la Roumanie un tombeau.* » Mais certains admettent volontiers qu'en la matière, ils n'ont guère d'expérience. « *C'est le syndrome de la dictature. On a changé de chapeau mais on a gardé la tête* », explique le metteur en scène Amghel Mora, qui n'a pas encore abandonné le réflexe de se retourner de crainte d'être écouté.

Pour eux, la page était en partie tournée. De toutes façons, la mort aurait été tôt ou tard annoncée. Un cierge brûlait, depuis la chute du dictateur, sur la place Romana, comme en action de grâce, allumé par une jeune fille de vingt-quatre ans née l'année de l'accession au pouvoir de Ceausescu. Elle a laissé sur place une lettre adressée « *à tous ceux qui ont donné leur vie, par ceux qui sont restés en vie* ».

Mais la page n'était qu'à moitié tournée, et toute la journée de lundi, entre les tirs du matin et ceux du soir autour de la place de la République, les habitants de la capitale ont occupé la chaussée avec leurs sapins et leurs bouquets de gui, en se demandant où les conduisait cette révolution effrénée. « *Nous avons pris le siège du comité central, c'est bien. Mais qu'allons-nous en faire maintenant ?* », demandait un ingénieur.

La course au pouvoir

Les Roumains n'ont ni place Venceslas ni mur de Berlin : ils n'ont pour symbole que leurs bottes de caoutchouc et leurs anoraks moyenâgeux. Ils ont la révolution la plus spectaculaire des pays de l'Est, mais ils s'en rendent à peine compte. En l'absence de haut lieu symbolique, les habitants de Bucarest ont déambulé dans leur ville. Les rassemblements ne dépassent jamais plus de quelques centaines de personnes. On se regroupe autour de journaux « *libres* » – enfin, plus qu'avant – distribués gratuitement dans la rue. On s'arrête pour lire les messages épinglés sur les murs. Des textes courts, aux marges étroites, pour économiser le papier. Un jeune homme lance une souscription pour ériger un monument à la mémoire des victimes de la répression. Un autre rédacteur anonyme demande aux tireurs de toutes catégories de laisser quelques pierres aux façades néoclassiques de la place de la République. Un libraire prévient qu'il a brûlé de lui-même tous les ouvrage du « génie de la pensée ».

Les gens ne se sont jamais autant parlé. Sur la place Romana, un chercheur met en garde deux cents personnes contre un retour insidieux du communisme dans l'entourage du conseil du Front de salut national. La foule est d'accord. Elle ne veut pas de perestroïka et elle souhaiterait que la télévision « libérée » s'intéresse aussi à elle plutôt que de revenir à la langue de bois. On a déjà commencé à censurer les informations. D'autres pensent aux élections et rêvent de former des partis politiques, et ils cherchent des recrues.

Aux postes de contrôle routiers, tenus par les comités de lutte de quartier, on s'est également posé des questions, lundi, sur la course au pouvoir à laquelle les échelons très supérieurs se livrent. « *On ne peut pas continuer cent jours, comme cela, dans le chaos.* »

Bref, la base se demandait, lundi, si la révolution n'était pas en train de lui être soustraite au motif que « *le peuple n'est pas prêt politiquement* ». Et, après trois jours à veiller, dans le froid, des morceaux de bâtiments calcinés, elle commençait à gronder.

CORINE LESNES

Les motifs de la condamnation

Voici les motifs de la condamnation des époux Ceausescu, tels qu'ils ont été énumérés lundi soir 25 décembre par le commentateur de la télévision roumaine :

– *génocide au cours de leur règne de plus de 60 000 victimes* ;

– noyautage de l'Etat par l'organisation d'actions *armées contre le peuple et le pouvoir d'Etat* ;

– vol et destruction de biens publics (en démolissant certains édifices et en rasant des villes et villages) ;

– mainmise sur l'économie nationale ;

– tentative de fuite pour récupérer des fonds dépassant un milliard de dollars, déposés dans des banques étrangères.

Le commentateur a ajouté : « *Oh, quel jour merveilleux, l'Antéchrist est mort le jour de Noël.* »

Abandonnée au Palais présidentiel

La mère d'Elena Ceausescu a été hospitalisée

Bucarest *(AFP)*. – La mère d'Elena Ceausescu, Mme Elena Petrescu, se trouve depuis vendredi après-midi 22 décembre à l'hôpital d'urgence de Bucarest, alimentée par perfusion et veillée par un médecin. La vieille dame a été trouvé vendredi, laissée seule dans le palais de son gendre, par des soldats de l'armée régulière, ralliée aux insurgés.

Mme Petrescu, quasi centenaire, était en état de déshydratation. Le dictateur roumain déchu Nicolae Ceausescu et sa femme Elena avaient pris la fuite en l'abandonnant. « *Je ne sais pas exactement mon âge, peut-être quatre-vingt-dix-sept ans, peut-être cent trois ans* », a indiqué Mme Petrescu. « *Je ne sais pas où sont ma fille et mon gendre* », a-t-elle affirmé à la journaliste de l'AFP.

M. Ion Iliescu a été nommé président du conseil du Front de salut national

M. Ion Iliescu, cinquante-neuf ans, ancien secrétaire du comité central du PC roumain, a été nommé mardi matin 26 décembre président du conseil du Front de salut national, qui détient le pouvoir politique en Roumanie, a annoncé Radio Bucarest. M. Dimitru Mazilu, ancien rapporteur de la Roumanie aux Nations unies, a *été nommé vice-président du CFSN. M. Petre* Roman devient premier ministre, et le général Nicolae Militaru, ministre de la défense. – *(AFP.)*

Un apparatchik proche des Soviétiques

Pratiquement inconnu en dehors de la Roumanie il y a quelques jours à peine, M. Ion Iliescu a commencé à émerger sur le devant de la scène à la faveur de la confusion qui a accompagné la chute de Nicolae Ceausescu. Des trente-neuf membres du Conseil du front de salut national, il n'a pas tardé à apparaître comme l'une des personnalités les plus marquantes et, sans doute, les plus expérimentées. Dès vendredi après-midi, c'est lui qui a le premier parlé à la foule rassemblée sur la place de la République pour annoncer l'arrestation du dictateur en fuite. Depuis lors, il s'est fait remarquer à la télévision roumaine en tant que principal porte-parole du nouveau pouvoir en train de prendre la relève.

Son allure d'intellectuel bonhomme à la chevelure grisonnante, au regard protégé de lunettes vieillottes, à la voix posée, n'indique pas de prime abord l'apparatchik. Pourtant, un lapsus le révélera d'emblée à une oreille attentive : c'est par le mot désormais banni de « *camarades* » qu'il s'adresse encore vendredi soir à ses compatriotes à la télévision pour confirmer la détention du satrape danubien.

Si M. Ion Iliescu a troqué le complet-veston du dirigeant du parti qu'il fut naguère pour un pull-over, les Roumains savent qu'il a grandi dans le sérail avant de tomber en disgrâce. Agé aujourd'hui de cinquante-neuf ans, il a derrière lui une longue carrière dans l'appareil du parti. Né le 3 mars 1930 à Oltenitsa, non loin de Bucarest, M. Ion Iliescu a à peine quatorze ans quand il adhère à l'Union des jeunesses communistes dont il deviendra membre du comité central cinq ans plus tard. Il entreprend des études à l'Institut polytechnique de Bucarest, entre au Parti communiste en 1953, et se fait suffisamment remarquer pour être envoyé à Moscou à l'Institut Molotov, autrement dit l'école des cadres du parti. Secrétaire de l'association des étudiants roumains en URSS, il y aura pour compagnon d'études un jeune Soviétique promis à un brillant avenir, Mikhaïl Gorbatchev.

Une carrière en dents de scie

A son retour à Bucarest, M. Ion Iliescu devient à la fois secrétaire de la jeunesse communiste et président de l'Union des étudiants tout en travaillant au département de propagande du comité central du PC. Il entre au comité central du parti en 1965 comme suppléant puis trois ans plus tard comme membre de plein droit. Il en sera exclu en 1984, mais sa carrière avait déjà connu des hauts et des bas. Il avait été écarté en 1971 de ses postes de secrétaire du comité central, de ministre de la jeunesse et de responsable de l'idéologie au sein du parti. Il est alors envoyé en province comme secrétaire régional du parti à Timisoara, de 1971 à 1974, puis à Jassy. En 1979, il prend la présidence du conseil national des ressources hydrauliques et retrouvera même un rang de ministre comme président de la commission des prix au début des années 80.

De 1969 à 1979, M. Ion Iliescu a été membre suppléant du bureau politique du parti. Il était entré à l'Assemblée nationale comme député en 1957 et était membre de l'Académie des sciences sociales et politiques depuis 1970. En 1984, son étoile déclinait subitement pour avoir critiqué le régime. D'abord nommé comme directeur d'une maison d'éditions techniques, il est mis carrément au placard en 1987.

M. Ion Iliescu a apparemment la confiance de Moscou pour tenter de combler le vide du pouvoir et d'éviter si possible l'anarchie. Il semble aussi pouvoir compter sur le soutien des militaires pour s'atteler à la redoutable tâche de reconstruction de la Roumanie. Paradoxalement, c'est lui, l'ancien apparatchik, qui a promis la tenue d'élections libres en avril 1990 et l'abolition du rôle dirigeant d'un parti complètement discrédité et dont il ne reste d'ailleurs plus grand-chose.

JEAN-CLAUDE BUHRER

Liberté et violence

Suite de la première page

Même la petite Bulgarie, toujours prompte à imiter le grand frère russe, risque de se retrouver en avance sur son modèle.

La Roumanie était un cas à part. Ayant pris, depuis plus de vingt-cinq ans, ses distances avec Moscou, Ceausescu s'était mis à l'abri des influences venues de l'estq'elles aient poussé dans un sens ou dans l'autre. Dans le reste des pays socialistes, une certaine solidarité liait les nomenklaturas locales entre elles et avec les dirigeants soviétiques. Quand cette solidarité est venue à faire défaut, elles se sont retrouvées désemparées face à leurs peuples, dont elles se méfiaient, à juste titre.

En Roumanie, Ceausescu ne comptait plus depuis longtemps sur l'URSS pour l'aider à maintenir son emprise sur ses sujets ; ayant transformé le système communiste en affaire familiale, ayant épuisé les effets populaires d'une politique nationaliste, il ne faisait confiance qu'à un quadrillage militaire et policier dépassant tout ce que l'on connaissait dans les pays voisins. Dans ces conditions, il n'est guère surprenant que les hommes de la Securitate, tristes continuateurs de la Garde de fer fasciste qui semait la terreur dans la Roumanie des années 30, aient essayé de se battre jusqu'à la dernière cartouche. Ceausescu avait utilisé à l'extrême, pour appuyer son pouvoir personnel, les institutions communes à tous les régimes communistes.

Le retour des archaïsmes

Le drame de la Roumanie est-il le dernier soubresaut d'une tyrannie moribonde ou la première manifestation sanglante d'une nouvelle instabilité européenne ? Les affrontements en URSS, dans le Caucase et en Asie centrale, avaient déjà montré que le processus de libéralisation pouvait difficilement se produire dans un calme total. En Europe centrale non plus, la situation n'est pas parfaitement limpide. Pendant plus de quarante ans, le marxisme-léninisme avait jeté une chape artificielle sur les antagonismes ethniques, les conflits nationaux, les différends frontaliers existant avant la guerre de 1914, que le traité de Versailles et ses compléments avaient déplacés sans les résoudre.

Enlevée la pellicule idéologique jetée par Staline et ses épigones, les archaïsmes réapparaissent : haines nationalistes, revendications territoriales, anti-sémitisme... Des sentiments qui, pour avoir été exploités marginalement par les autorités déchues, étaient cependant le plus souvent mis sous le boisseau refleurissent à la faveur de la libéralisation et des nouvelles possibilités d'expression. L'aspiration démocratique, officiellement proclamée et largement partagée, sera-t-elle maintenant plus forte, malgré les difficultés économiques et l'inexpérience politique ?

Rien n'est moins sûr. Ce n'est pas une raison pour regretter la stabilité imposée de force par l'ordre ancien. C'en est une pour souhaiter que les vieilles démocraties occidentales ne tombent pas dans une euphorie artificielle. Les affrontements de Roumanie seraient d'ailleurs là pour leur rappeler que l'Histoire – y compris dans l'Europe de la fin des années 80 – peut être tragique. L'Europe des Douze doit aider les nouveaux gouvernements de l'Est à faire face à ces situations dangereuses. L'aide humanitaire et économique est indispensable ; elle ne suffit pas. C'est aussi d'un soutien politique qu'ils ont besoin ; d'une intégration dans un ensemble pan-européen qu'il est urgent de définir.

Pour l'instant, seule l'URSS a avancé l'idée, encore vague, d'une « *maison commune européenne* ». Mais il n'est pas certain que la Communauté des Douze soit bien inspirée en reconnaissant à M. Mikhaïl Gorbatchev l'exclusivité dans le dessein de l'Europe future.

DANIEL VERNET

EUROPE

La Roumanie après l'exécution de Nicolae Ceausescu

Un Front composite et fragile

Suite de la première page

Quelques heures plus tard, dans la nuit de lundi à mardi, vers 1 h 35, la télévision a diffusé une nouvelle séquence de six minutes cette fois consacrée aux époux Ceausescu. Pendant que le commentateur relisait l'acte d'accusation du communiqué officiel, l'on voyait Nicolae Ceausescu, aidé par les soldats, sortir péniblement d'un transport de troupes, passer une visite médicale puis attendre, assis, à côté d'Elena, derrière des tables de formica, gardés par un soldat en arme. L'ancien président avait un visage anxieux et traqué ; son épouse gardait la mine fermée, la tête couverte d'un foulard.

L'exécution des époux Ceausescu avait été confirmée quelques heures auparavant par M. Ion Iliescu, président du Front du salut national, à M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action sanitaire, au cours d'une conversation téléphonique. M. Kouchner, qui se trouve à Bucarest depuis samedi pour examiner les besoins de la Roumanie en aide médicale, devait rencontrer M. Iliescu, mardi 26 décembre au matin, au ministère des Affaires étrangères.

Sans doute faudra-t-il attendre pour connaître les circonstances exactes de ce procès de pur style stalinien. Le commentateur de la télévision n'a pas donné le lieu où il s'était déroulé ; il n'a pas précisé qui étaient les juges ou les éventuels avocats et rien n'a été dit des probables déclarations des accusés devant le « tribunal ».

La date de l'exécution n'est, elle-même pas certaine. Contrairement à ce qui avait été fait avec Nicu Ceausescu, fils de Nicolae Ceausescu, complaisamment exhibé devant les caméras le jour de son arrestation, avec d'ailleurs une pommette tuméfiée, jamais la télévision n'avait avant cette nuit diffusé d'images des époux Ceausescu arrêtés. Au point que le doute avait commencé à s'insinuer sur la réalité de cette arrestation. Interrogés à plusieurs reprises, les dirigeants du Front de salut national avaient invoqué de peu crédibles raisons de sécurité.

Désarroi des nouvelles autorités

Lorsque nous avions rencontré le 24 décembre M. Iliescu, il avait catégoriquement refusé de nous dire les circonstances de l'arrestation des époux Ceausescu. « *Je ne veux pas vous répondre* », avait-il rétorqué à nos questions sur ce point, précisant seulement que Nicolae Ceausescu était « *depuis le début entre nos mains* » (*le Monde* du 26 décembre).

Après l'interview, alors que nous le quittions, il avait seulement ajouté – simple additif aux tentatives prémonitoires de se disculper ? – que Nicolae Ceausescu était « *sous contrôle militaire* ». Une petite phrase qui est aujourd'hui susceptible d'indiquer que ce sont les militaires qui ont voulu l'exécution du Conducator déchu. Il est vrai que ces derniers avaient encore en mémoire le « suicide » du général Milea, vraisemblablement assassiné le vendredi 23 décembre pour avoir refusé d'impliquer plus avant l'armée dans la répression.

Quoi qu'il en soit de la responsabilité des uns et des autres, cette double exécution témoigne d'abord du désarroi des nouvelles autorités, apparemment toujours incapables de contrôler la situation. Lundi matin, il semblait pourtant que l'on s'acheminait enfin vers le calme après une nouvelle nuit de combats, notamment sur la place de la République où se font face le bâtiment du comité central et le palais royal.

A l'aube, les bâtiments des alentours apparaissaient encore un peu plus dévastés, mais la place semblait définitivement nettoyée. Les chars engagés dans les combats avaient été relevés par des unités fraîches et des renforts de parachutistes, ce qui semblait indiquer que le pouvoir avait un peu plus de marge de manœuvre. En début d'après-midi, la foule était même autorisée à venir visiter le champ de bataille, où des enfants dépenaillés ramassaient les douilles jonchant les pavés. Du linge propre était distribué aux soldats juchés sur une bonne cinquantaine de chars tourelle pointées vers la façade du château. A première vue, l'armée avait la situation en main.

Et puis, quelques heures plus tard, on apprenait que des tireurs isolés avaient une nouvelle fois réussi à se glisser dans le dispositif militaire. Les rumeurs les plus folles s'emparaient à nouveau de la ville. Des « *terroristes étrangers* » s'apprêtaient à lancer un coup de main sur une ambassade afin de s'emparer d'otages. Plusieurs passants, soupçonnés, d'après leur allure, d'être palestiniens ou iraniens, étaient interpellés dans la rue et emmenés par des soldats pour vérification, comme nous avons pu le constater sur la principale artère de Bucarest.

Quelques heures auparavant, le directeur de l'hôpital des urgences avait crûment expliqué à une délégation de médecins français qu'on reconnaissait les terroristes à leur « *teint basané* », ajoutant : « *Ils n'ont pas la même tête que nous.* »

Des adversaires insaisissables

Les milieux diplomatiques estimaient ces menaces sérieuses, et plusieurs ambassades – celles des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la Grèce et de l'Espagne – prenaient leurs dispositions pour évacuer leurs ressortissants. Vingt gendarmes du GIGN et cinq policiers du GIPN devaient d'ailleurs arriver mardi à Bucarest pour protéger l'ambassade de France.

En fin d'après-midi, les combats reprenaient place de la République, autour de la télévision et autour de l'aéroport, qui était à nouveau fermé. Dans le centre de la ville, les chars tiraient de longues rafales de mitrailleuse.

Mais leurs adversaires demeuraient insaisissables, jouant au chat et à la souris avec des soldats tellement impuissants que l'on se prenait à souhaiter que l'aide à la Roumanie comprenne aussi quelques unités spécialisées capables de rapidement les déloger.

Les difficultés militaires du nouveau régime ont sans nul doute joué leur rôle dans l'exécution de Nicolae Ceausescu. A force de se dire la cible de menées terroristes, le nouveau pouvoir, dans une dialectique classique, s'est laissé entraîner lui-même à une mesure de terreur, mais ces exécutions sommaires sont aussi le signe d'une inquiétante faiblesse politique à la tête de la Roumanie.

Apparemment, le Front de salut national, qui n'a eu aucune peine à faire reconnaître sa légitimité, n'arrive pas à aller plus avant et à formuler un programme politique. Le Front est quasi muet, ne manifestant sa présence que par des déclarations télévisées compassées. Il est virtuellement injoignable, officiellement pour des raisons de sécurité, plus vraisemblablement parce qu'il se perd en discussions subalternes et stériles.

Hormis ses passages à la télévision, il na su accomplir aucun de ces gestes symboliques qui enflamment les foules et tracent le chemin. Avant même d'avoir grandi, il semble déjà essoufflé. Au point que les observateurs de la société roumaine supputent de prochaines scissions.

Car le Front est multiple, composé en réalité de trois groupes aux origines différentes. L'un, sans doute le plus connu, comporte les noms des dissidents célèbres, artistes et intellectuels sans expérience politique ni but commun hors la fin du régime de Ceausescu. A ce groupe appartiennent Doïna Cornea et le pasteur Laszlo Tokes, dont l'arrestation a servi de prétexte aux premières manifestations il y a dix jours.

L'autre est celui des anciens responsables communistes poussés à la dissidence par la méfiance de Ceausescu, qui les avait mis sur la touche. M. Iliescu, ancien membre du comité central et membre suppléant du bureau politique en 1969, en est l'expression la plus fidèle. Le dernier groupe enfin est celui des militaires, représentés par plusieurs généraux au sein du Front.

Comment ces groupes ont-ils accepté le procès et la funeste fin de Ceausescu ? L'unanimité s'est-elle faite pour tenter, par une discussion rapide, d'empêcher la mise en cause de milliers de gens qui aujourd'hui ralliés à la révolution ont longuement servi l'ancien pouvoir ? Ou bien un groupe, celui des militaires, a-t-il su imposer en même temps que sa loi le partage d'une sanglante responsabilité ? Ces questions n'ont pour le moment pas reçu de réponses. De même que demeure flou l'avenir imminent de la Roumanie sans partis politiques ni expérience démocratique.

Pour le moment, le pays fonctionne par automatisme, avec les anciennes structures administratives. Les ministres sont en prison, mais les vice-ministres ou leurs chefs de cabinet dirigent l'administration, tentant de faire oublier leurs anciennes compromissions.

A l'évidence, il ne s'agit que d'une phase de transition instable. Il faudra bien que cela cesse ou alors parleront la rue ou le seul pouvoir organisé qui demeure : l'armée.

GEORGES MARION

Tchécoslovaquie : un entretien avec le ministre des affaires étrangères

La présence des forces soviétiques doit faire l'objet d'un nouveau traité, nous déclare M. Jiri Dienstbier

A quelques jours de l'élection de Vaclav Havel à la présidence de la République, M. Jiri Dienstbier, ministre des affaires étrangères et l'un des principaux dirigeants du Forum civique au « nouveau gouvernement d'entente nationale », nous a accordé à Prague son premier entretien à un journal occidental depuis son entrée en fonctions. Confiant dans la maturité politique et les aspirations démocratiques de ses compatriotes, M. Dienstbier donne ici l'image d'un pays qui, au milieu des remous agitant ses voisins, fait figure d'élève sage de l'Europe centrale.

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

« Comme convenu avec votre collègue soviétique, Edouard Chevardnadze, la semaine dernière à Moscou, une commission soviéto-tchécoslovaque doit entamer dans la première quinzaine de janvier des négociations sur le retrait des troupes soviétiques. Demandez-vous le retour à la situation antérieure à 1968, lorsqu'il n'y avait aucun soldat soviétique sur votre territoire ?

– Je ne voudrais pas exercer ici une pression quelconque sur les négociations, mais notre position est claire : puisque les membres du pacte de Varsovie ont désavoué l'invasion de notre pays du 21 août 1968, le traité sur le stationnement temporaire des forces soviétiques en Tchécoslovaquie est nul et non avenu ; il faut donc négocier un nouveau traité. Portera-t-il sur le départ de la totalité des troupes soviétiques ? Nous devons tenir compte des aspects politiques, militaires, économiques et même psychologiques de cette question.

– Ces « aspects psychologiques » concernent-ils la partie soviétique ou la partie tchécoslovaque ?

– Ils concernent tout le monde... Mais j'ai eu le sentiment d'une sincère bonne volonté de la part des Soviétiques. Le problème fondamental est celui de la stabilité ou de la déstabilisation de l'Europe centrale. Cela signifie, je crois, que les Américains devraient faire un geste de leur côté.

– Avant que vous n'arriviez au pouvoir, un document de l'opposition démocratique tchécoslovaque envisageait la possibilité d'un retrait total des troupes soviétiques d'occupation, assorti d'un accord sur la présence de deux ou trois bases militaires soviétiques sur votre territoire, sous le contrôle des autorités tchécoslovaques. Cette proposition tient-elle toujours ?

– Toutes les propositions sont valables et seront examinées par cette commission. L'objectif final, c'est le retrait des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie ; c'est d'ailleurs le propos que l'on nous tient aussi à Moscou.

La réunification de l'Europe

– Les Soviétiques ont-ils manifesté, à un moment ou à un autre, de la nervosité à propos des événements de ces dernières semaines, par exemple à propos de l'élection de Vaclav Havel à la présidence de la République ?

– Je crois que même les Soviétiques ont admis qu'il s'agissait ici d'une révolution très discipliné, et j'ai dit à M. Chevardnadze qu'à présent, après la condamnation de l'invasion soviétique, nous pouvons revenir à des relations traditionnellement bonnes entre nos deux pays, comme cela était déjà le cas au dix-neuvième siècle.

– Comment voyez-vous le rôle de la Tchécoslovaquie au sein du pacte de Varsovie ? Allez-vous, comme les Hongrois, faire pression en faveur de réformes de cette organisation ?

– Notre objectif est la dissolution des deux blocs, pour faire place à une structure de sécurité démocratique et pluraliste dans l'ensemble de la zone d'Helsinki. Entre-temps, bien entendu, nous devons respecter tous les accords internationaux qui ont été passés. Mais nous voulons et pouvons œuvrer activement en faveur de cet objectif. Bien sûr, nous souhaitons favoriser les changements dans la structure du pacte de Varsovie, mais surtout dans la structure de l'ensemble des relations internationales.

» Ce que nous allons mettre en œuvre, c'est une politique d'ouverture, nous voulons ouvrir la Tchécoslovaquie ; c'était le sens de ma rencontre avec M. Alois Mock [NDLR : ministre autrichien des affaires étrangères] à la frontière autrichienne, puis de ma rencontre ce samedi avec M. Genscher à la frontière allemande.

– Vous venez d'évoquer votre rencontre avec M. Genscher. La perspective de la réunification de l'Allemagne vous effraie-t-elle ?

– Non. On ne peut nier à aucune nation le droit à l'autodétermination. Quelle que soit la configuration de l'Allemagne d'ici deux ou trois ans, que ce soit une confédération, une fédération ou une Allemagne réunifiée, ce que l'on aura surtout, c'est un énorme bloc économique allemand. Mais il est indispensable d'éviter de ressusciter de vieilles peurs ou d'en créer de nouvelles. Ce processus doit nécessairement aller de pair avec la réunification de l'Europe.

– Quelles sont vos intentions à l'égard de la CEE ?

– Nous voulons élargir tous nos contacts internationaux, et notamment avec la CEE dans le cadre de la réunification de l'Europe. Nous souhaitons adhérer au Conseil de l'Europe le plus tôt possible, non pas avec le statut d'observateur mais avec celui de membre. Adhérer à la CEE... nous savons bien que pour l'instant c'est impossible, même l'Autriche n'y est pas acceptée.

– Pensez-vous que l'avenir de la Tchécoslovaquie s'inscrive plutôt dans le cadre régional de l'Europe centrale ?

– Il faut prouver notre volonté de participation à l'Europe par l'ouverture concrète de nos frontières. Cela ne veut pas dire que nous allons seulement nous concentrer sur l'Europe centrale, mais je suis convaincu que nous, dans cette région, avons des ressources et des atouts humains qui nous offrent de grandes possibilités dans de nombreuses directions. La position d'un individu, ou d'une nation, dépend toujours de ce qu'il peut offrir aux autres.

– Dans quelle mesure l'avenir des forces démocratiques tchécoslovaques dépend-il de celui de M. Gorbatchev ?

– Je crois que le processus démocratique en Tchécoslovaquie est désormais irréversible car il n'y a pas de forces intérieures ni de forces extérieures suffisantes pour imposer un retour en arrière. En 1968, il n'y avait pas non plus de force intérieure susceptible de bloquer nos efforts, mais il y avait une force extérieure...

« Nous ne sommes pas comme eux »

» Il ne me semble pas que cela soit lié au sort personnel de M. Gorbatchev ; depuis des années, en fait, je suis persuadé que l'Union soviétique n'a pas d'alternative autre qu'une politique de changements démocratiques fondamentaux. Ce n'est pas seulement le développement du pays qui est en jeu, mais l'existence même de l'Union, et cela, même les conservateurs en sont conscients. C'est là la grande faiblesse du stalinisme, celle d'avoir épuisé toutes les possibilités d'organiser la société soviétique. Les dernières années du brejnévisme se sont traduites non pas par la stagnation, mais par une décomposition totale de la société soviétique. Et Gorbatchev n'est pas arrivé par hasard ; il y avait eu beaucoup de Gorbatchev avant lui ; simplement, ils étaient fusillés ou envoyés en Sibérie. Cette fois-ci, la survie de l'URSS imposait qu'un Gorbatchev fût porté au pouvoir.

– Vous êtes depuis deux semaines à la tête d'un ministère réputé très proche du Parti communiste. Vous heurtez-vous à une résistance de l'appareil ?

– Non, je ne rencontre pas de difficultés. C'est un ministère très spécifique, en ce sens que les gens, ici, ne peuvent pas être que des bureaucrates, ils doivent avoir certaines compétences, parler des langues étrangères pour partir en poste à l'étranger. Il s'agit d'un personnel très qualifié, mais qui n'était pas utilisé à des fins positives : tout devait être approuvé par le département international du comité central.

– Avez-vous procédé à des limogeages ?

– Je n'ai pas eu à le faire car, juste avant mon arrivée, mon prédécesseur, M. Johanes, avait rappelé trente ambassadeurs. Les fonctionnaires qui avaient nui en 1968 sont pour la plupart en retraite, ou sur le point de l'être... Laissons-les. Nous ne sommes pas comme « eux ». J'ai même passé un accord avec les différents partis politiques selon lequel je ne ferai pas de massacre. Si quelqu'un est qualifié et s'il ne représentait pas ouvertement le régime précédent, s'il n'a pas détruit des gens, eh bien ! qu'il travaille selon ses compétences.

– Avez-vous déjà nommé des ambassadeurs ?

– Oui, quatre : Mme Rita Klimova (1) à Washington, M. Karel Duda à Londres – il était jeune ambassadeur à Washington en 1969, avant d'être rappelé, exclu du parti et du ministère – et deux ambassadeurs chargés de missions spécifiques : MM. Cestmir Cisar (2), qui sera chargé des relations culturelles avec la France, ainsi que l'ancien ministre des affaires étrangères du « printemps de Prague », M. Jiri Hajek.

– Votre « douce révolution » a maintenant près de cinq semaines. Avez-vous jamais envisagé qu'elle puisse échouer ?

– Dès que j'ai vu qu'elle s'étendait à Brno et à Bratislava, j'ai su qu'elle n'échouerait pas. Parce que dans ce pays tout le monde, au moins depuis vingt ans, savait que la société ne pouvait pas fonctionner sans changements démocratiques. Après 1948, on avait connu un grand enthousiasme pour les communistes, puis les gens découvrirent que ça ne marchait pas, puis il y eut le « printemps de Prague », mais il fut écrasé. Après 1968, même les membres du bureau politique savaient que cela ne pouvait pas marcher, mais ils se contentaient d'accepter leur titre des mains de Brejnev, pensant que la situation en URSS ne changerait pas de leur vivant... Ces hommes-là furent trahis par l'Histoire. Cela valait aussi pour la société. Les gens disparurent dans leur vie privée car ils pensaient que, toute leur vie, ils auraient à endurer ces conditions.

» J'ai toujours été convaincu que même l'équipe de Husak aurait préféré faire une autre politique mais ils savaient que, s'ils faisaient le premier pas, la situation deviendrait incontrôlable et ils perdraient le pouvoir – exactement ce qui s'est passé.

– Qu'est-ce qui vous a le plus impressionné dans les bouleversements de ces dernières semaines ?

– Pour moi, la culture politique dont ont fait preuve nos nations (3) était absolument incroyable. Les premières manifestations n'étaient pas dirigées, il n'y avait ni micros ni haut-parleurs ; à Brno il y a eu tout d'un coup cinquante mille personnes dans la rue, mais tout le monde était patient. C'est une grande source d'espoir... Ces gens qui ont commencé la révolution après la répression brutale du 17 novembre n'ont pas cassé un seul carreau, ni attaqué un seul poste de police !

» Il y a eu aussi la manière dont on s'est entendus pour former le gouvernement : des gens qui appartiennent aux structures du régime, comme Calfa par exemple, considèrent l'accord passé avec l'opposition comme le résultat de leur propre engagement ; et je dois dire que, de ce point de vue, ce gouvernement représente beaucoup plus qu'un compromis passé faute de mieux, c'est un accord que les deux côtés ont conclu volontairement, pour que cela fonctionne. L'expérience est encore bien jeune, mais lorsque l'on parle avec ces hommes-là, pourtant si différents de nous, on sent une réelle volonté de collaborer, la conscience que notre tâche est de mener le pays aux élections libres.

– Quelle impression cela vous fait-il à vous d'être là, après ces années passées en prison et dans les chaufferies du métro ?

– Vous savez... je n'ai tout simplement pas le temps d'avoir des impressions. Mais je garde le télégramme de félicitations que j'ai reçu de mon « éducateur », mon gardien-chef de la prison de Bory à Plsen, lorsque j'ai été nommé ministre ! »

Propos recueillis par
SYLVIE KAUFFMANN

(1) Economiste d'opposition, très active au sein du Forum civique, Mme Klimova a été en partie élevée aux Etats-Unis.

(2) Ancien responsable du Parti communiste pendant le « printemps de Prague », M. Cisar a retiré, la semaine dernière, en faveur de M. Vaclav Havel, sa candidature à la présidence de la République.

(3) La nation tchèque et la nation slovaque.

L'un des stratèges du nouveau pouvoir

Ancien correspondant de Radio Prague à Washington, d'où il fut rappelé après l'intervention soviétique de 1968, Jiri Dienstbier, cinquante-deux ans, fut ensuite exclu du Parti communiste et chassé de la radio. Il fit alors partie de la petite minorité de Tchécoslovaques qui décida de résister à la normalisation en militant au sein de plusieurs groupes d'opposition dont la Charte 77, ce qui lui valut de passer trois ans en prison. Réduit à travailler comme chauffagiste dans le métro jusqu'à il y a un mois, il n'en resta pas moins très actif dans l'opposition et entretenait de nombreux contacts, entre ses multiples interpellations, avec les représentants des pays occidentaux. Il avait par exemple rencontré le président Mitterrand lors de sa visite à Prague en novembre 1988. Dès le début de la « douce révolution » tchécoslovaque, Jiri Dienstbier participa avec Havel à la création le 19 novembre du Forum civique, dont il devint l'un des stratèges et le porte-parole avant d'être nommé ministre des affaires étrangères dans le gouvernement du communiste Marian Calfa, le 10 décembre.

S. K.

EUROPE

La Roumanie après l'exécution de Nicolae Ceausescu et les réactions en France et en Europe

• M. Rocard plaide pour une aide internationale
• M. Giscard d'Estaing reproche au gouvernement sa « faiblesse »

Le premier ministre, M. Michel Rocard, qui effectue une visite privée en Egypte, a déclaré, lundi 25 décembre au Caire, que Paris est favorable à une aide humanitaire internationale au Front de salut national roumain. M. Rocard s'est par ailleurs félicité du *« courage du peuple roumain, qui a renversé la dictature dans des conditions extrêmement dramatiques »*.

Dans un message envoyé lundi 25 décembre au peuple roumain, au nom du gouvernement français, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, déclare notamment : *« Dès le premier jour de l'insurrection, la France, nation sœur de la Roumanie, a manifesté à votre pays son soutien moral et son aide matérielle. »* M. Dumas rappelle que le gouvernement avait agi au nom de la France et de la Commission européenne. Il ajoute : *« Aujourd'hui, le peuple roumain a gagné et la Roumanie est libre. Demain, l'aube se lèvera sur la Roumanie, belle et généreuse. Les profondes et solides affinités qui nous lient sont garantes de notre volonté de vous aider à la reconstruction. C'est à vous de nous faire savoir ce que vous attendez de nous. »* Et il conclut : *« En ce jour de Noël historique, au nom du gouvernement, je m'incline devant vos morts et j'adresse tous mes vœux au peuple roumain, désormais maître de son destin. »*

Dans une interview au *Figaro* du mardi 26 décembre, M. Valéry Giscard d'Estaing a estimé que le gouvernement français a fait preuve de faiblesse vis-à-vis du régime de Ceausescu. *« Cette faiblesse*, a-t-il ajouté, *a atteint son point culminant en janvier 1989 : la France a alors accepté, lors de la réunion de Vienne qui faisait suite à la conférence d'Helsinki, que la Roumanie signe à nouveau les engagements de ces accords en matière de liberté d'expression, de réunion, de libre circulation des personnes (...). Or tout le monde savait à l'époque que les dirigeants de Bucarest les violaient tous les jours. »*

L'ancien président de la République est revenu également sur la visite que lui avait rendu Nicolae Ceausescu en 1980 : *« Son régime avait une certaine réputation de libéralisme en matière de politique étrangère, bien à tort cela va de soi (...). J'ai d'ailleurs éprouvé personnellement une profonde antipathie contre celui qui se faisait appeler le Conducator. Il suffit, à ce sujet, de se reporter aux témoignages de ceux qui ont participé à nos entretiens. Et notamment de l'interprète qui a rappelé que j'avais dit, à la fin de sa visite : je ne veux plus jamais revoir ce type-là. »*

Dessin extrait de « la Repubblica »

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a salué dimanche *« le soulèvement victorieux du peuple et de l'armée contre le communisme qui opprimait la Roumanie depuis plus de quarante ans, avec ou sans Ceausescu ». « Le FN*, ajoute-t-il, *s'indigne de voir aujourd'hui parader sur les écrans et aux micros, tous vestes retournées, les politiciens et les intellectuels de gauche qui se sont faits les complices, par action ou par omission, par aveuglement ou par lâcheté, du système politique le plus bestial et le plus criminel. »*

M. Lionel Jospin, premier ministre par intérim, a réagi lundi sur Antenne 2 à l'annonce de l'exécution de Nicolae Ceausescu. *« Peut-être aurait-on souhaité que Ceausescu puisse être jugé et dire ce qu'il avait à dire »*, a-t-il déclaré. *« Naturellement, on préfère toujours les procès publics,* a estimé M. Jospin, *mais ce sont des événements tragiques et en même temps pleins d'espoirs que connaît la Roumanie actuellement. Ce qu'il faut retenir, c'est le courage de son peuple ; ce qu'il faut retenir aussi, c'est ce Conseil de salut national qui se met en place et avec lequel nous sommes en contact régulier, de même que l'ensemble des ministères (...) qui se réunissent tous les jours pour suivre ces processus, et politiquement, et sous forme de l'aide. »*

M. Claude Cabanes, dans l'éditorial de *l'Humanité* du mardi 26 décembre, écrit à propos de l'exécution de Nicolae Ceausescu : *« Le sort que devait subir l'ancien dictateur relève de la seule souveraineté du peuple roumain. Nous la respectons et la respecterons : ce principe nous impose de ne porter aucune appréciation sur l'issue tragique de son règne, devant un peloton d'exécution. »*

De nombreuses capitales ont reconnu les nouvelles autorités

De nombreuses capitales ont reconnu officiellement ces deux derniers jours le Comité de salut national comme l'autorité légale de la Roumanie. Du côté occidental, c'est le cas de la France, de la RFA, des Etats-Unis, des Pays-Bas, de la Norvège, et parmi les pays socialistes de la RDA, de la Pologne, de la Bulgarie, de la Hongrie, de l'URSS et de la Yougoslavie, ainsi que de la Chine. *« Comme toujours, nous ne nous ingérons pas dans les affaires intérieures de la Roumanie et nous respectons le choix fait par le peuple roumain »*, dit notamment le communiqué publié mardi 26 décembre par le ministère chinois des affaires étrangères. *« Le gouvernement chinois est disposé à maintenir et développer ses relations d'amitié avec la Roumanie sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique. »*

Le ministère des affaires étrangères albanais a pour sa part publié lundi un communiqué dans lequel il exprime *« les sentiments de sympathie et d'amitié du peuple albanais pour le peuple roumain et le désir du gouvernement albanais de développer les bonnes relations entre les deux pays. »*

URSS : hostile à la sécession

M. Gorbatchev est favorable à l'indépendance du PC lituanien dans le cadre du PC soviétique

M. Gorbatchev s'en est pris lundi 25 décembre, devant le plenum du comité central, à la décision prise la semaine dernière par les communistes lituaniens de se déclarer indépendants de Moscou en adoptant pour leur parti des statuts et un programme distincts de ceux du PC soviétique. Il s'agit, a estimé M. Mikhaïl Gorbatchev, d'une *« rupture avec le PC soviétique, d'une division des forces progressistes favorables à la perestroïka au sein même de la République. Ils portent en fait un coup (...) à nos espoirs et aux projets de renouvellement de la société socialiste dans l'esprit de l'humanisme et de la démocratie ».*

MOSCOU

de notre correspondant

Pour le dirigeant soviétique, les décisions des communistes lituaniens sont purement et simplement *« illégales »* car leurs représentants n'ont pas été élus pour *« diviser »* le parti mais pour le *« restructurer »*. Aucun parti communiste républicain n'a le droit d'adopter un programme et des statuts distincts sans *« prendre en compte les positions du Parti communiste soviétique en général »*. C'est pourquoi, a poursuivi M. Mikhaïl Gorbatchev, *« nous considérons que l'indépendance des partis républicains est tout aussi possible et souhaitable dans le cadre du Parti communiste soviétique que la souveraineté des républiques dans le cadre d'une fédération renouvelée »*.

Autrement dit, la position quelque peu acrobatique de M. Mikhaïl Gorbatchev est la suivante : il se prononce pour une plus grande liberté d'action et pour *« l'indépendance »* des PC républicains, mais estime que la scission au sein des rangs du Parti communiste soviétique est inadmissible.

De même, il considère que les relations entre le Kremlin et les républiques peuvent être profondément revisées sans toucher à l'unité du pays. Le dirigeant soviétique s'est déjà déclaré persuadé à plusieurs reprises que l'on pouvait revoir de fond en comble les rapports entre le centre et la périphérie en URSS, tant pour le Parti communiste que pour les républiques, sans remettre en cause cette unité.

M. Mikhaïl Gorbatchev a accompagné son rapport d'une menace adressée aux mouvements indépendantistes dans le pays. Il a proposé que le Soviet suprême examine la *« légitimité de l'existence dans le pays des organisations et mouvements politiques qui mènent des activités séparatistes et sèment la terreur nationaliste »*.

Les travaux du plénum du comité central devaient se poursuivre mardi. Bien que les plenums étalés sur plusieurs jours ne soient pas exceptionnels, la poursuite des discussions montre que les débats sont assez vifs. La liste des intervenants de lundi montre d'ailleurs que toute l'affaire lituanienne des relations entre le cœur et les républiques en général est au centre des débats. Le premier secrétaire de Lituanie, M. Algirdas Brazauskas, mais aussi d'autres premiers secrétaires de républiques ont pris lundi la parole.

La révision du centralisme en URSS pourrait être bien l'un des principaux enjeux de la préparation au congrès du parti communiste soviétique, prévu pour octobre 1990.

□ **Visite de M. Pierre Joxe.** — M. Pierre Joxe était attendu, mardi 26 décembre, en URSS, à l'invitation conjointe de M. Vadim Bakatine, ministre de l'intérieur, et du général Govorov, chef de la sécurité civile. M. Joxe, premier ministre de l'intérieur d'un pays occidental à se rendre en visite officielle en URSS, doit également aller à Sverdlovsk, dans l'Oural, et à Léningrad. Il s'entretiendra avec les dirigeants soviétiques de la coopération entre les deux pays dans la lutte contre la criminalité, le trafic des stupéfiants, l'organisation de la lutte contre les grandes catastrophes et l'administration des collectivités locales. L'URSS pourrait solliciter l'aide de la France pour la formation de ses responsables de la sécurité publique et du maintien de l'ordre. — *(AFP.)*

L'affaire du Roumain défenestré

Dimanche 1er avril 1984, 9 h 30, avenue Bosquet à Paris. Une femme voit un homme tomber du troisième étage de l'ambassade de Roumanie. D'après les papiers retrouvés dans son portefeuille, la victime, qui gît sur le trottoir, s'appelait Nicolaï Iosif, serait née à Bucarest cinquante-deux ans plus tôt, serait ingénieur et membre du Parti communiste roumain. Un poignard est découvert à un mètre du corps et l'homme a une côte cassée et le cœur transpercé d'un coup de couteau. La police française est convaincue qu'il a été tué avant d'être défenestré.

Une dizaine de jours plus tard, Bucarest donne sa version des faits : Nicolaï Iosif, qui souffrait de dépression nerveuse depuis le tremblement de terre de Bucarest en 1977, s'est suicidé en se poignardant puis en se jetant par la fenêtre.

Dans son réquisitoire contre les *« incohérences »* de la politique française (*le Monde* du 26 décembre), M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures de 1981 à décembre 1984, a affirmé dimanche 24 décembre que la victime était en fait un journaliste *« jeté de l'ambassade, devant l'ambassade, plusieurs heures après avoir été assassiné après tortures dans l'ambassade (...). Voilà ce qu'était ce régime et nous le savions depuis des années, et cependant qu'avons-nous fait ? »*

Interrogé lundi à ce sujet par TF 1, l'ambassadeur de Roumanie à Paris, M. Petre Gigéa — en poste depuis 1986 — qui a rallié le nouveau pouvoir, est resté très évasif. *« Je n'ai pas de preuve »*, a-t-il dit, en ajoutant après une question sur l'affaire Tanase (1), *« ces questions-là étaient taboues, la vérité a toujours été filtrée dans tous les domaines »*.

(1) L'écrivain d'origine roumaine Virgil Tanase, réfugié en France, avait disparu pendant trois mois en 1982. La DST l'avait « mis à l'abri » après la défection d'un agent secret qui se déclarait envoyé de Bucarest pour le tuer.

BULGARIE

Pressions pour la démission du gouvernement

Trois mille Bulgares ont manifesté, lundi 25 décembre à Sofia, pour appuyer les revendications formulées la veille à la télévision par le syndicat indépendant Popredca qui menace d'organiser une grève d'avertissement, puis une grève générale, si le gouvernement, l'Assemblée nationale et le comité central du PC refusaient de démissionner. Des mineurs travaillant à Boukhovo, au nord-ouest de Sofia, et à Roudozem, dans le sud-est du pays, ont d'ores et déjà annoncé qu'ils feront, à tour de rôle, des grèves de la faim d'une journée jusqu'au 1er janvier pour appuyer ces revendications.

Celles-ci ont déclenché de vives discussions au sein de l'Union des forces démocratiques, qui réunit les plus importants mouvements indépendants du pays et dont fait partie le syndicat. La plupart des autres membres de l'Union estiment qu'il est trop tôt pour exercer une telle pression sur les autorités. — *(AFP.)*

Aide humanitaire : la mobilisation prend de l'ampleur

Les gestes de solidarité en faveur de la Roumanie se sont multipliés dans toutes l'Europe au cours de ce week-end de Noël.

● *En France*

— *Le ministère des affaires étrangères* a mis en place un numéro Vert afin de coordonner les dons et les secours à destination de la Roumanie. Tél. : 05-05-05-13.

— *Le ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale* a décrété, lundi soir 25 décembre, la mobilisation de l'ensemble des mille deux cents hôpitaux publics français et de toutes les directions régionales et départementales d'action sanitaire et sociale, afin d'y recueillir les dons en médicaments, couvertures, draps neufs et conserves en boîtes métallique.

— *Médecins sans frontières* a affrété, lundi à Montpellier, un cinquième avion à destination de Bucarest, avec à son bord 20 tonnes de matériel, un logisticien et l'écrivain Virgil Tanase. Vingt-cinq médecins de l'association sont actuellement en Roumanie tandis que 38 tonnes de médicaments et de matériel ont été envoyés.

▶ 8, rue Saint-Sabin, 75011 Paris. Tél. : 40-21-29-29. CCP Paris 40 60 U.

— *Médecins du Monde* devait affréter, mardi à Toulouse, un avion afin de transporter 15 tonnes de matériel chirurgical dont un bloc opératoire. Deux chirurgiens et deux anesthésistes devaient accompagner ce chargement. L'association a parallèlement envoyé, par camions, une trentaine de tonnes de médicaments et de vêtements.

▶ 67, avenue de la République, 75011 Paris. Tél. : 43-57-70-70. CCP Paris 11 44 Z.

— *Le Secours catholique* va acheminer un chargement de médicaments, de matériel chirurgical et de vivres d'un montant de 8 millions de francs, à partir de Szeded, ville du sud de la Hongrie. L'association caritative française s'est vu allouer 6 millions de francs sur la dotation de 2,4 millions d'écus attribuée, dimanche, par la CEE au réseau des Caritas d'Europe.

▶ 106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07. Tél. : 43-20-14-14. CCP Paris 737 G (mention Roumanie).

— *Le Secours populaire* veut faire partir cinquante « camions de la solidarité » à destination de la Roumanie. Un premier chargement de denrées alimentaires et de médicaments est parti de la région Midi-Pyrénées.

▶ 9-11, rue Froissart, 75003 Paris. Tél. : 42-78-60-48. CCP Paris 23 33 S (mention « Solidarité Roumanie »).

— *Aide médicale internationale* a fait partir, dimanche, un convoi routier de plusieurs tonnes de matériel médico-chirurgical avec une équipe médicale de six personnes. L'association souhaite recueillir en priorité des poches à sang, des produits anesthésiques et du matériel chirurgical.

▶ 119, rue des Amandiers, 75020 Paris. Tél. : 48-36-04-04. CCP Paris 45 44 V.

— *La SNCF* devait faire partir, mardi soir, un premier convoi contenant 1 300 tonnes de denrées alimentaires, de médicaments et de couvertures collectés en Normandie. Des wagons ont été mis à disposition de la population dans les gares de Dieppe, Yvetot, Lisieux et Caen.

● *L'action internationale*

— *Le Comité international de la Croix-Rouge* (CICR) a mis sur pied une structure d'assistance aux blessés à partir de deux bases logistiques à Budapest, en Hongrie, et à Varna, en Bulgarie. Le réseau roumain du CICR s'efforce maintenant de coordonner l'afflux des secours en provenance des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant rouge. Des avions en provenance de nombreux pays d'Europe se sont posés en Roumanie et en Bulgarie.

▶ Croix-Rouge française : 1, place Henry-Dunant, 75008 Paris. Tél. : 40-70-10-10. CCP Paris 600 00 Y.

● *Dans les pays de l'Est*

— *L'Union soviétique* a affrété deux avions chargés de matériel médical et de vivres à Moscou et à Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan. En Moldavie, république limitrophe de la Roumanie, une campagne nationale a été lancée. En Ukraine, 120 litres de sang ont été recueillis à Kirovograd.

— *En Allemagne de l'Est*, un avion s'est envolé avec une cargaison de matériel d'urgence et devrait évacuer des blessés roumains à destination des hôpitaux est-allemands prêts à les accueillir.

— *En Pologne*, trois avions-cargos militaires transportant du matériel médical et des flacons de sang de la Croix-Rouge polonaise et du ministère de la défense ont quitté, lundi, Varsovie et Cracovie à destination de Bucarest.

— *En Tchécoslovaquie*, deux avions attendaient, lundi, de pouvoir décoller de Prague. L'un était affrété par le gouvernement, l'autre par le Forum civique qui a fait don de 100 000 dollars à la Roumanie.

— *La Hongrie* a envoyé du sang et du plasma dans des camions réfrigérés et des trains sont prévus pour acheminer du matériel supplémentaire.

● *Lire page 9 l'appel de Jean-Paul II à la solidarité de l'Europe en faveur des pays de l'Est.*

FORSMO
Sapin massif verni.
2 rabats.
Larg. 75 cm. Long. 60/120/180 cm.
590F
IKEA®
PETRAT & ASSOCIES

A NOUVEAU DISPONIBLE

JOURNAL DE JEAN HEROARD

"Le journal d'Héroard est le plus parfait, le plus achevé des journaux d'hygiène et de santé que la médecine galénique ait conçus... Dans toute la mémoire historique des hommes, il est unique. Pour aucun être humain ayant vécu à ce jour, nous ne disposons d'une masse d'informations comparable à celle que nous trouvons dans ces 11054 pages manuscrites... Le journal d'Héroard est le plus grand texte que nous possédions sur l'éducation... L'œuvre va au-delà de son siècle. L'édition d'Héroard concerne la famille historienne toute entière."

Pierre Chaunu, de l'Institut

- Préface de Pierre Chaunu, de l'Institut.
- Introduction générale de 400 pages par Madeleine Foisil, avec la collaboration de Gerhard Ernst pour le chapitre sur le langage.
- Glossaire des mots du XVIe siècle employés par Héroard.
- Index des noms de personnes, index des thèmes.
- 24 illustrations, dont de nombreux dessins de la main de l'enfant Louis XIII; tableaux récapitulatifs sur l'alimentation; cartes représentant les itinéraires de Louis XIII, etc.
- 2 volumes in-octavo (plus de 3100 pages imprimées au total).
- Reliure pleine toile sous couverture illustrée.
- Emboîtage en quadrichromie.

Prix de lancement : 690 F jusqu'au 31.12.89
850 F ensuite

l'Histoire chez FAYARD

PROCHE-ORIENT

Israël : nouvel afflux de juifs soviétiques

Plusieurs centaines de milliers d'immigrants sont attendus dans les prochaines années

JÉRUSALEM
de notre correspondant

« *Ils viennent, et le flux ne va pas s'arrêter de sitôt* », disent les commentateurs les plus sobres. « *C'est le début d'une nouvelle et miraculeuse* alya » (vague d'immigration), lancent les plus enthousiastes. L'ancien dissident soviétique Nathan Chtcharanski, pourtant rarement lyrique, annonce « *le plus grand exodus depuis le départ des juifs d'Espagne* » il y a cinq siècles, et le premier ministre, M. Itzhak Shamir, jurant que « *l'affaire devient critique* », prévoit qu'« *ils* » seront un demi-million à frapper l'an prochain aux portes de Jérusalem...

« *Ils* », ce sont les juifs soviétiques. Depuis deux ou trois mois, ils sont effectivement de plus en plus nombreux à quitter l'URSS et à venir s'installer en Israël. Deux vols par semaine, *via* la Hongrie ou la Roumanie, font le plein et débarquent à Lod leur contingent de nouveaux immigrants, les fameux *olim hadashim*, aussi chers à l'idéal sioniste qu'ils sont – souvent – misérablement accueillis par les bureaucrates de l'Agence juive à l'aéroport.

Israël se voit conforté dans la mission première voulue par les pères fondateurs : être la terre d'accueil des juifs de la Diaspora. En ces temps où l'Intifada se traduit toujours par une moyenne quotidienne d'une demi-douzaine de blessés par balles dans les territoires occupés – on l'oublie facilement, – c'est une actualité de rechange qui est évidemment la bienvenue.

Mais si les autorités ne se privent pas de la célébrer avec emphase et force superlatifs, il n'est pas toujours facile de s'y retrouver sous l'avalanche des chiffres et des estimations. Début octobre, on annonçait 100 000 arrivées dans les trois ans à venir ; début novembre, M. Shamir évoquait une très prochaine vague d'un demi-million d'immigrants juifs soviétiques ; courant décembre, on en était à 750 000 et, comme les évaluations prennent chaque jour de l'ampleur, le million était bientôt mentionné.

Le député Michael Kleiner, qui préside la commission de la Knesset pour l'immigration et l'intégration, s'imagine revenu quelques années en arrière, aux premiers temps de l'Etat : « *Vous allez voir*, s'enflammait-il récemment, *d'ici trois ou quatre mois, il va falloir les mettre sous la tente quand ils vont arriver chaque jour par centaines.* »

On n'en est pas là. Mais les données les plus immédiatement vérifiables n'en dessinent pas moins une courbe ascensionnelle sans précédent. En janvier 1989, 300 juifs soviétiques avaient immigré en Israël. Depuis, le rythme des arrivées mensuelles dans le pays a connu une croissance exponentielle ; il atteignait 1 700 en octobre, 1 800 en novembre, et le cap des 2 000 sera franchi en décembre. Au total, l'année écoulée aura vu quelque 64 000 juifs émigrer d'URSS – et près de 10 000 d'entre eux s'installer en Israël, – soit un chiffre de départs annuels jamais atteint auparavant.

Jusqu'à présent, le record absolu avait été enregistré en 1979, où 51 300 juifs étaient sortis d'URSS – ce fut le point le plus haut de la grande vague d'émigration des années 70.

Perestroïka et glasnost

C'est en partant de ces chiffres et tendances que les dirigeants de l'Agence juive à Jérusalem – organisation qui a pour tâche de favoriser l'immigration en Israël – ont estimé que le pays allait devoir accueillir au moins 100 000 juifs soviétiques dans les trois ans à venir. Mais M. Shamir et certains responsables officiels se fondent sur d'autres données – moins aisément vérifiables : les demandes de visa de sortie qui seraient actuellement déposées à Moscou. Il y en aurait, disent-ils, près de 400 000 et pareille masse, assurent-ils encore, autorise à annoncer l'arrivée de plusieurs centaines de milliers de nouveaux immigrants dans les toutes prochaines années (1).

Telle qu'elle se présente aujourd'hui, la vague d'immigration s'explique de plusieurs manières. La première raison tient à la perestroïka et à la glasnost : depuis 1986, les nouveaux occupants du Kremlin ont considérablement libéralisé l'émigration des juifs. Un projet de loi est en passe d'être voté, qui officialisera cette politique, assouplissant formalités et conditions et devant amener le Congrès américain à annuler l'amendement Jackson-Vanik – il s'agit de cette législation, adoptée en 1974, qui stipule que les Etats-Unis ne pourront accorder d'avantages commerciaux à l'URSS tant que sera restreinte l'émigration des juifs soviétiques.

A en croire la plupart des nouveaux immigrants, tout comme les reportages des envoyés spéciaux de la presse israélienne en URSS, la seconde raison tient encore à la glasnost et à la perestroïka. Ce sont les deux faces de la médaille, dit le professeur Alexandre Libin, juif soviétique installé en Israël depuis quelques années et tout juste de retour d'un séjour à Moscou. « *La perestroïka, c'est la libéralisation* », et donc tout à la fois la possibilité d'un regain d'activités culturelles et religieuses comme la communauté juive d'URSS en a rarement connues et « *le libre cours donné à l'expression de l'antisémitisme traditionnel du courant slavophile, dont les tenants les plus extrémistes sont regroupés au sein du mouvement Pamiat* ».

Valeri Beim, entraîneur d'échecs, arrivé depuis trois semaines en Israël, confie au *Jerusalem Post* : « *Vous entendez aujourd'hui, à voix haute, tout le vieux discours sur la conspiration des maçons, des juifs et des sionistes qui auraient été les architectes de la révolution bolchevique.* » Chtacharanski va plus loin : « *Les Russes*, explique-t-il, *n'endosseront pas la responsabilité de la faillite du système.* » En somme, exagérés ou non, les récits entendus à Jérusalem tournent autour du même thème : la crainte que les juifs ne servent de bouc émissaire dans cette phase troublée de l'histoire de l'URSS. D'où la volonté de partir - volonté renforcée, dit-on dans les mêmes milieux, par ces persistantes rumeurs de menaces à l'encontre des communautés juives des républiques musulmanes de l'empire (comme en Ouzbékistan) où, profitant du relâchement du pouvoir central, l'islamisme militant gagnerait du terrain.

Mais pourquoi Israël ? Jusqu'à présent, à dix contre un, les juifs soviétiques autorisés à émigrer ne juraient que par les Etats-Unis – « *the golden medina* ». Une fois obtenu leur visa israélien à Moscou – parce que c'était la plus facile, sinon la seule, solution pour sortir – ils n'avaient d'autre souci que de faire escale à Vienne ou dans la banlieue de Rome et d'y solliciter un visa américain auprès des consulats des Etats-Unis.

Comme le gouvernement américain leur reconnaissait à tous le statut de réfugié politique, le visa pour les Etats-Unis leur était automatiquement délivré. Le visa israélien ne servait que de document de sortie d'URSS pour obtenir, en Europe occidentale, un permis d'entrée aux Etats-Unis – autant pour les discours sur l'attachement viscéral à la « terre promise » !

Seulement, depuis octobre dernier, ce n'est plus possible. Washington a changé les règles. A la fois pour prendre en compte la démocratisation gorbatchévienne et pour contrôler davantage les flux d'immigration. La situation est paradoxale. Au moment où l'URSS ouvre ses portes à l'émigration, donnant ainsi satisfaction à Washington, les Etats-Unis referment les leurs et décident de n'accorder le statut de réfugié politique qu'aux seuls juifs soviétiques qui pourraient faire la preuve qu'« *ils vivent sous la menace bien établie d'une persécution* » (*le Monde* du 4 octobre 1989).

Avec le visa israélien obtenu à Moscou, on ne peut plus se rendre qu'en Israël, où responsables gouvernementaux et de l'Agence juive ne font pas la fine bouche et refusent de s'interroger sur les motivations – à vrai dire fort peu sionistes – de cette génération de nouveaux immigrants.

Pour intégrer 100 000 nouveaux immigrants en trois ans, le gouvernement a préparé un programme public de 2 milliards de dollars. Il espère aussi mobiliser un demi-milliard dans la communauté juive américaine. Il a sollicité la garantie du gouvernement américain pour un certain nombre de prêts auprès de banques privées.

Garantie qui ne sera accordée que si l'argent n'est pas investi dans les territoires occupés – ce qui ne fait pas l'affaire du ministre du logement et de la construction, M. David Lévy, qui, en bon likoudnik, aimerait bien installer une partie des nouveaux venus en Cisjordanie. A peine arrivés, les « Russes » devront faire un choix, politique et géographique : d'un côté ou de l'autre de la ligne verte.

ALAIN FRACHON

(1) Selon les estimations avancées en Israël, la communauté juive soviétique comprendrait au moins 2 millions de personnes.

Dans une prison de Gaza

Un Palestinien est mort des suites de coups

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Hémorragie interne provoquée par des coups dans la région de l'abdomen. Tel a été le diagnostic des deux médecins légistes chargés d'enquêter sur les causes de la mort récente d'un Palestinien de Gaza dans une cellule d'interrogatoire du Shin Bet (les services de sécurité).

L'autopsie a encore révélé des contusions sur le dos, la poitrine et les jambes du détenu.

Arrêté le 7 décembre dernier, Khaled Kamel al-sheikh Ali, vingt-sept ans, marié, père d'une fillette de six semaines, a été retrouvé mort dans la cellule d'interrogatoire du Shin Bet de la prison de Gaza, dans la nuit du 19 décembre (*nos dernières éditions du 22 décembre*). Selon les informations de la presse israélienne, le Shin Bet aurait été à la recherche d'une cache d'armes – qui n'a pas été trouvée au domicile de l'intéressé.

Khaled Ali est le troisième Palestinien retrouvé mort dans cette cellule d'interrogatoire depuis le début de l'Intifada.

AL. FR.

□ **LIBAN : poursuite des combats entre chiites.** – Pour la troisième journée consécutive et malgré les appels au cessez-le-feu de Damas et Téhéran, les combats se sont poursuivis, lundi 25 décembre, entre milices chiites du Hezbollah (pro-Iraniens) et d'Amal (pro-Syriens) dans le sud du Liban, portant à trente-cinq morts et cent cinquante blessés le bilan des affrontements depuis samedi. D'autre part, l'armée israélienne a attaqué, dans la nuit de lundi à mardi, une base du Parti communiste libanais à trente kilomètres au nord de la frontière, tuant deux militants et en blessant trois autres. – (*Reuter.*)

AFRIQUE

ALGÉRIE

Les réformistes entrent en force au bureau politique du FLN

Le comité central du FLN a élu, lundi 25 décembre, à l'issue de sa première session tenue au Palais des nations, près d'Alger, un bureau politique de quinze personnes, dont le tiers est composé de membres du gouvernement ardents défenseurs des réformes politiques et économiques engagées en Algérie. L'élection de ce bureau proposé par le président Chadli Bendjedid constitue, non seulement, un franc succès pour le chef de l'Etat algérien, mais aussi, pour le premier ministre, M. Mouloud Hamrouche, qu'il a chargé de mener à bien les réformes.

En effet, non seulement M. Hamrouche fait partie lui-même du bureau, mais il a pu y placer quatre de ses ministres et non des moindres, ce qui devrait lui permettre d'avoir les coudées franches pour poursuivre son action. Le ministre de l'économie et des finances, M. Ghazi Hidouci, considéré comme la cheville ouvrière des réformes économiques, figure aux côtés du chef de la diplomatie algérienne, M. Sid-Ahmed Ghozali, dans l'instance exécutive du parti au pouvoir. Deux autres membres de l'équipe de M. Hamrouche, MM. Abdelkader Bendaoud (agriculture) et Ali Benflis (justice) qui, de leur côté, impriment à leurs ministères de profondes réformes, siègent au bureau politique.

Les autres membres du bureau politique, instance dont la création a été décidée par le dernier congrès du FLN en remplacement du secrétariat exécutif du comité central, sont pour la plupart des cadres du parti. Certains d'entre eux avaient, par le passé, assumé des fonctions ministérielles dans différents gouvernements. En revanche, aucune personnalité de « la vieille garde », dont certaines avaient, après une longue éclipse, rejoint le FLN lors de son congrès extraordinaire à la fin du mois de novembre dernier, ne figure parmi « les 15 ». C'est le cas de l'ancien ministre des affaires étrangères du président défunt Houari Boumediène, M. Abdelaziz Bouteflika, de l'ancien coordonateur du FLN, M. Mohamed Salah Yahiaoui, et de M. Belaid Abdesselam, qui a marqué de son empreinte l'économie algérienne, qui avaient pourtant opéré un retour remarqué lors des dernières assises du Front. Les chefs des deux gouvernements précédents, MM. Abdelhamid Brahimi et Kasdi Merbah, l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahimi, et l'ancien « numéro deux » du FLN, M. Mohamed Cherif Messaadia, n'ont pas été retenus non plus dans la liste proposée par le président Bendjedid. (*AFP.*)

BURKINA-FASO

Une tentative de coup d'Etat aurait été déjouée

Les autorités burkinabé ont annoncé, lundi 25 décembre, avoir déjoué une tentative de coup d'Etat contre le régime du président Blaise Compaoré, mais ont démenti les informations faisant état de sept exécutions. Plusieurs personnes, dont des « *mercenaires étrangers* », sont impliquées dans cette tentative et ont été arrêtées, a affirmé le ministre de la justice, M. Antoine Komi Sambo qui a présenté à la presse deux ressortissants camerounais, MM. Joseph Mock Sack et Mohamed Salam. Ceux-ci ont reconnu avoir été engagés par un opposant burkinabé réfugié au Ghana, le capitaine Boukari Kabore, pour renverser le régime du président Compaoré.

La Ligue burkinabé des droits de l'homme a protesté, dans un communiqué, contre la répression au Burkina-Faso. « *A la date du 25 décembre, plus de cinquante personnes ont été arrêtées, et leur nombre est appelé à doubler dans les jours à venir* », affirme la Ligue.

□ **COTE-D'IVOIRE : arrestation de deux opposants togolais.** – Le gouvernement de Lomé vient officiellement de se féliciter de l'arrestation à Abidjan de deux opposants togolais, MM. Gowin Tete, ancien fonctionnaire de l'ONU, et Daniel Kuevi Akué, professeur de mathématiques. Ceux-ci ont été interpellés par la police ivoirienne, dimanche à l'aéroport d'Abidjan, en possession de documents considérés par les autorités ivoiriennes comme « *hostiles au gouvernement togolais* ». Ils sont retenus depuis lors à la direction de la surveillance du territoire. – (*AFP.*)

□ **MADAGASCAR : vers le multipartisme.** – Madagascar a amendé sa Constitution pour permettre la libre formation de partis politiques, après quatorze ans d'un système n'autorisant que les partis favorables au président Didier Ratsiraka. Le Parlement a récemment voté un amendement à la Constitution qui supprime une clause donnant au Front national pour la défense de la révolution (FNDR) le monopole de l'activité politique. Selon le ministère de l'intérieur, seize formations attendent leur légalisation en plus des sept qui constituent le FNDR. – (*AFP.*)

□ **TCHAD : libération de 45 détenus politiques.** – Quarante-cinq détenus politiques, dont trois femmes, viennent d'être libérés à l'occasion de la prestation de serment de M. Hissène Habré, pour un mandat de sept ans à la présidence de la République. Parmi les prisonniers libérés figure M. Moktar Bachar Moktar, ancien secrétaire d'Etat à l'agriculture. – (*AFP.*)

AMÉRIQUES

PANAMA : les suites de l'intervention américaine

Le Vatican fait savoir qu'il ne livrera pas le général Noriega aux Etats-Unis

Tandis que sur le terrain, le gouvernement de M. Guillermo Endara, mis en place par les Américains, s'efforce de rétablir un minimum d'ordre dans Panama dévastée, la plus grande *incertitude plane sur l'avenir du général* Noriega ; ce dernier se trouve toujours dans les locaux de la nonciature apostolique, en compagnie de trente-deux autres réfugiés du régime déchu, dont un haut responsable militaire, le lieutenant colonel Nivaldo Madrinan, ancien chef du Département national d'investigations.

Le nonce apostolique au Panama a fait savoir, lundi 25 décembre, qu'il ne livrerait le général Noriega *« ni aux Etats-Unis ni au gouvernement panaméen pro-américain »*. Position confirmée par le porte-parole du Vatican, M. Joaquim Navarro, qui a précisé, lundi, dans un communiqué qu'*« il n'y a aucun accord d'extradition entre le Saint-Siège et Washington »*. Le porte-parole devait ajouter : *« Des contacts seront pris au plus tôt avec les parties intéressées, en premier lieu avec le gouvernement panaméen* (que le Saint-Siège semble ainsi reconnaître « de fait »), *ainsi qu'avec les Etats-Unis, pour étudier tous les aspects de cette affaire, du point de vue aussi bien humanitaire que juridique international. »*

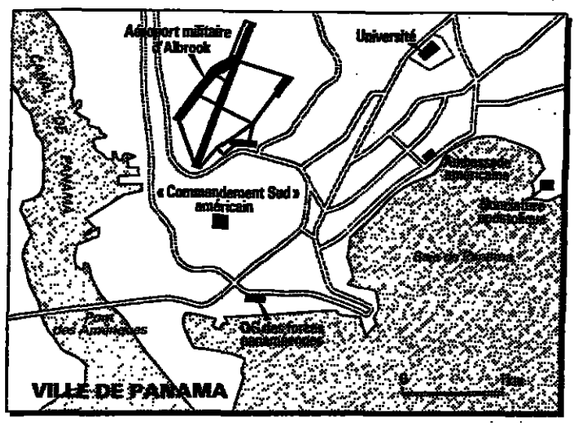
A Madrid, le ministre espagnol des affaires étrangères, Francisco Fernandez Ordonez, a confirmé, lundi, que le général Noriega avait demandé l'asile politique à l'Espagne ainsi qu'à Cuba, entre autres pays. Rappelant qu'un traité d'extradition existe entre son pays et les Etats-Unis, le ministre espagnol a ajouté : *« C'est à la nonciature à Panama de décider du sort de celui qui s'est réfugié chez elle. »* Pour sa part, Cuba a annoncé qu'il était prêt à accorder l'asile au général panaméen *« si il en faisait la demande »* et a démenti que le général Noriega se soit à un moment quelconque réfugié dans l'ambassade cubaine au Panama, autour de laquelle les forces américaines ont pris position.

Quant aux Américains, empêtrés dans l'imbroglio juridico-politique posé à présent par le général panaméen, ils affichent la plus grande sérénité, y compris face aux critiques suscitées par leur intervention, notamment au sein de l'épiscopat panaméen et des pays membres de l'Organisation des Etats américains (OEA). Le conseiller de la Maison Blanche pour les affaires de sécurité intérieure, M. Brent Scowcroft, s'est ainsi rendu à Camp David (Maryland), où le président Bush passait Noël, pour *« discuter du sort de M. Noriega »*, tandis qu'un porte-parole du Pentagone, évoquant le *« retour à la normale à Panama »*, déclarait : *« Je suis sûr que le retrait des troupes est envisagé maintenant que la situation militaire a changé. »* Le secrétaire à la défense, M. Richard Cheney, qui se trouve toujours en *« visite d'inspection »* à Panama, a pour sa part redit que *« la capture de M. Noriega n'était plus essentielle »* et conclu que *« la balle n'était plus à présent dans le camp des militaires et que c'était aux diplomates et aux juristes de jouer »*.

En attendant, les Etats-Unis enregistrent une petite victoire de consolation : l'arrestation d'un proche du général Noriéga, le lieutenant colonel Luis del Cid, qui s'est rendu samedi aux forces américaines et a été escorté lundi par des agents de la police antidrogue américaine jusqu'à Miami (Floride), où il sera jugé pour trafic de drogue ; il figure à côté de Manuel Antonio Noriega sur la liste des seize personnes inculpées par les tribunaux de Floride en 1988 pour trafic de drogue. — *(AFP, Reuter.)*

Les cicatrices de la guerre

Dans la capitale dévastée, le retour au calme ne s'effectue que lentement...



PANAMA

de notre envoyé spécial

Escortés par des véhicules de l'armée américaine, des camions-poubelles ont commencé à sillonner la capitale, jonchée de détritus et de gravats. Panama, peu à peu, change de visage, mais les cicatrices sont grandes. Des milliers de sacs plastiques déchirés laissent encore échapper une odeur nauséabonde, et devant les boutiques éventrées les employés balaient les traces des multiples pillages, tandis que débris de vitrine, grilles arrachées et mobiliers saccagés s'amoncellent le long des rues. Autour de ce qui était le quartier général des forces armées, dans la partie historique de la ville et du quartier populaire de Chorillo, la brutalité des affrontements a laissé des traces plus profondes. Ici la guerre a eu lieu, et il ne reste des maisons que des amas de débris calcinés. Des conduites d'eau sectionnées, de puissants jets viennent alimenter des ruisseaux de détritus. Le bâtiment de l'ancien quartier général, troué de tous côtés, est noirci par les multiples foyers d'incendie. Des centaines de voitures accidentées ou simplement dépouillées forment autant de barrages. Ailleurs ce sont des troncs d'arbre, quelques pierres, ou — encore — des amas de déchets qui composent d'obligatoires chicanes, obstacles qui s'ajoutent aux points de contrôle des forces armées des Etats-Unis. Des civils, armés ou non, défendent leurs habitations. Beaucoup d'autres ont perdu la leur, et viennent trouver refuge et assistance auprès des militaires américains.

Les chancelleries étrangères, qui ont à maintes reprises réclamé une protection, n'ont pour la plupart pas été entendues. Certaines, qui auraient sans doute espéré moins de sollicitude, sont, elles, encerclées. Comme celle du Nicaragua, qui a la mauvaise chance de jouxter un des Q.G. des forces américaines. Autour de la résidence de l'ambassadeur cubain, c'est l'état de siège : des chars ont été postés aux alentours, et les GI'S sont nombreux. Personne ne sait ce que peut renfermer cette confortable maison. Une vingtaine d'enfants s'y trouvent. Mais aussi peut-être d'anciens responsables policiers et militaires cubains, ou encore des documents appartenant au général Noriega. Pures conjectures, qu'alimentent pareilles mesures de sécurité.

Dans Panama ravagé, une grande partie de la population a commencé — souvent pour la première fois en cinq jours — à sortir dans la rue, mais ce n'est pas encore l'allégresse. Bien sûr, la fin de cette situation chaotique est accueillie avec soulagement par la majorité des habitants, mais la vie est loin d'être retournée à la normale. Avec seulement trois pompes à essence encore en service, le manque de carburant interdit la circulation des bus et restreint celle des quelques taxis. Les embouteillages n'affectent que les multiples bateaux qui attendent de pouvoir emprunter la voie interocéanique, dont la fermeture aux premières heures de l'intervention a provoqué la congestion.

Les marchés rouvrent peu à peu leurs portes, et même de nombreux magasins en dépit de leurs grilles encore verrouillées. Le couvre-feu, officiellement fixé à 18 heures, reste en vigueur, mais semble déjà moins respecté. Vivant un inhabituel et triste Noël, les Panaméens cherchent à oublier au plus vite cette noire période.

Un ultime affront

Dans une conférence de presse annonçant, lundi 25 décembre, la *« normalisation »* du pays, le vice-président et ministre de la justice, M. Ricardo Arias Calderon, a indiqué que la totalité des régions militaires étaient sous le contrôle des nouvelles autorités. Des gouverneurs ont été nommés dans les six provinces du pays.

C'est l'heure du retour au calme. Sur les chars américains, des touristes en mal de sensation se font photographier aux côtés de soldats souriants. Dérision d'une fin de « petite guerre » qui ne fut loin d'être anecdotique. Officiellement, selon les forces armées des Etats-Unis, l'opération « Juste cause » a fait vingt-trois morts et trois cent trois blessés parmi les forces américaines et chez « l'ennemi » — *comme l'indique le panneau d'information du commandement sud* — deux cent quatre vingt-dix tués. Un bilan qui peut paraître peu important mais qui représente pour Panama une dramatique nouveauté. Jamais dans l'histoire du pays, même au moment de l'indépendance, le pays n'avait eu à supporter pareille violence.

Le nouveau gouvernement a aussi annoncé la création d'une unité de sécurité se substituant aux anciennes forces armées. Tout n'est pas terminé pour autant. D'abord parce qu'il faut, à très court terme, remettre en route la machine économique. Ensuite parce que le général Noriega, toujours réfugié à la nonciature, ne semble pas devoir être livré aux autorités américaines. Autour de la chancellerie vaticane, les mesures de sécurité sont draconiennes, et les soldats nerveux. L'homme qui a si longtemps défié les Etats-Unis a, une fois encore, fait preuve d'habileté. Il n'a vraisemblablement, et contrairement à certaines informations américaines, jamais quitté la capitale. Sa présence en plein cœur de Panama, à l'abri d'une protection dont on voit mal comment elle pourrait être violée, est perçue comme un ultime affront.

Les négociations en vue d'un éventuel départ vers un pays étranger se poursuivent. L'Espagne, qui avait envisagé un moment de lui accorder l'asile politique, s'est pour l'heure retractée. Même réfugié, le général Noriega continue son « bras de fer » par diplomates interposés. Le régime panaméen joue là sa future crédibilité vis-à-vis des autres pays latino-américains. De toute façon, accéder aux demandes d'extradition de Washington, lui est interdit par sa Constitution, et le « nouveau » Panama ne veut pas non plus prendre le risque de paraître totalement inféodé au grand voisin américain. Malgré le retour à une certaine normalité, la crise n'est donc pas terminée.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Sandra Noriega de Beauchamp, ex-consul général

Marseille et le « fantôme » de Panama

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Officiellement, elle n'a jamais été consul. Cela n'aurait guère d'importance s'il ne s'agissait de Sandra de Beauchamp. Marseille peut « oublier » un consul général. Difficilement celui de Panama, moins encore si le diplomate en question n'est autre que la fille aînée du général Manuel Antonio Noriega. Pourtant Marseille, comme Paris d'ailleurs, semble perdre la mémoire, et l'annuaire diplomatique ne mentionne pas son nom. Les faits sont têtus. Sandra Noriega est arrivée au début de l'année dans la cité phocéenne, en compagnie de son mari, Juan Beauchamp, et de sa femme de confiance, Nilza Doris Aparicio, en annonçant qu'elle occupait désormais le poste de consul général, laissé libre après le départ de son prédécesseur, Cecilio Arcadio Castillero Castillero. Une entrée en fonction discrète malgré tout, puisque personne n'en fera mention.

Sandra Noriega ne défraye, il est vrai, que peu souvent la chronique. Au cours de l'été 1987, son mariage avec Juan Beauchamp, fils d'un général dominicain qui fut ministre de la défense de son pays entre 1974 et 1978, fut pourtant remarqué. Avions privés, charters, hôtels de luxe, rien n'y a manqué.

A peine les opposants panaméens troublent-ils la fête en imposant un changement de programme. C'est finalement sur une base militaire qu'est célébré l'heureux événement, l'ancien adjoint du général Noriega, le colonel Diaz Herrerra, ayant eu le mauvais goût de faire des révélations fracassantes sur « l'homme fort » du régime quelques jours auparavant. De nombreux manifestants avaient alors envahi la capitale.

Juan Beauchamp s'occupe alors d'import-export. Sa jeune épouse — âgée d'à peine vingt ans — embrasse la carrière diplomatique. Le couple s'embarque, après la noce, au mois d'octobre pour Rotterdam, où le corps consulaire — en majorité quinquagénaire — découvre avec une certaine surprise leur très nouvelle collègue au poste de consul général de Panama.

Discrète, dynamique, mais souvent absente, Sandra de Beauchamp ne se fait guère remarquer, si ce n'est par sa beauté. A peine certains de ses collègues soulignent-ils que les responsabilités semblent quelque peu la dépasser.

C'est en sa qualité de diplomate de carrière que Sandra de Beauchamp arrive à Marseille. Elle prévient toutefois que, attendant pour la fin de l'été un heureux événement, elle confiera son poste à son adjointe pour un temps indéterminé. Celui qui sera le premier petit-fils du général Noriega, jusqu'ici père de trois filles, n'est pas encore né et les deux époux recherchent un appartament. Ils ont bien l'intention de s'installer.

Marseille, c'est, pour le nouveau consul général, l'assurance d'un travail moins lourd que dans le port néerlandais. Les passages de bateaux battant pavillon panaméen y sont moins nombreux (453 contre 1 662 pour l'année 1988) et les échanges commerciaux entre Panama et Marseille sont fort modestes (1), surtout depuis que les sanctions américaines empêchent tout financement de projets importants. Enfin, les ressortissants panaméens de la région sont pratiquement inexistants. Une douce sinécure.

Les exportations de produits de luxe, principalement vers la zone libre de Colon, n'ont aucune incidence sur le fonctionnement du consulat. Bien sûr, beaucoup d'entreprises (de toutes nationalités) profitent des conditions avantageuses dont bénéficient leurs produits à Panama, qu'ils soient fabriqués sur place ou qu'ils y soient exposés. Il apparaît aussi évident à beaucoup d'observateurs que les « pertes » déclarées par des entreprises (containers endommagés, perdus ou volés) permettent en fait le plus souvent d'alimenter leurs caisses noires sans grands risques, puisque les plaintes ne sont formulées que pour la forme. Mais Marseille ne joue là aucun rôle particulier et le consulat a cessé depuis une bonne dizaine d'années de « vendre sur mesure » des sociétés anonymes de droit panaméen.

Selon l'une de ses connaissances, Sandra de Beauchamp espère donc tout simplement *« apprendre son métier »*, et voyager en compagnie de son époux, grâce à la présence de celle qu'elle présente comme la cheville ouvrière du consulat, Nilza Doris Aparicio.

« Démission »

Panama et Marseille ont en effet signé un accord de jumelage et de nombreux voyages ont été effectués de part et d'autre. Le général Noriega s'est ainsi rendu dans la cité phocéenne, en voyage privé, au mois de février 1986. Il s'intéresse alors aux installations de la COMEX, une entreprise marseillaise réputée pour tout ce qui a trait à la plongée sous-marine. Le général passe à ce moment commande d'un caisson de décompression et d'équipements de plongeur.

En octobre 1986, Robert Vigouroux, élu maire de Marseille cinq mois plus tôt, entreprend (en cette qualité) un de ses premiers voyages à Panama à l'occasion de la signature d'un contrat avec la Société des eaux de Marseille, auteur de plusieurs réalisations dans le pays. Le programme officiel ne prévoyait pas de rencontre avec le général, mais un déjeuner les réunira finalement dans l'île privée du commandant en chef des forces armées. Les deux hommes signeront à cette occasion le projet de jumelage.

Moins de six mois plus tard, au mois de février 1987, le général Noriega fera un détour par Marseille après la remise de sa Légion d'honneur à Paris. Il sera, entre autres, reçu à cette occasion par la légion étrangère. Le maire de Marseille fait à nouveau escale à Panama en août 1988, au moment du congrès des villes jumelées qui s'est tenu à cette date à Lima.

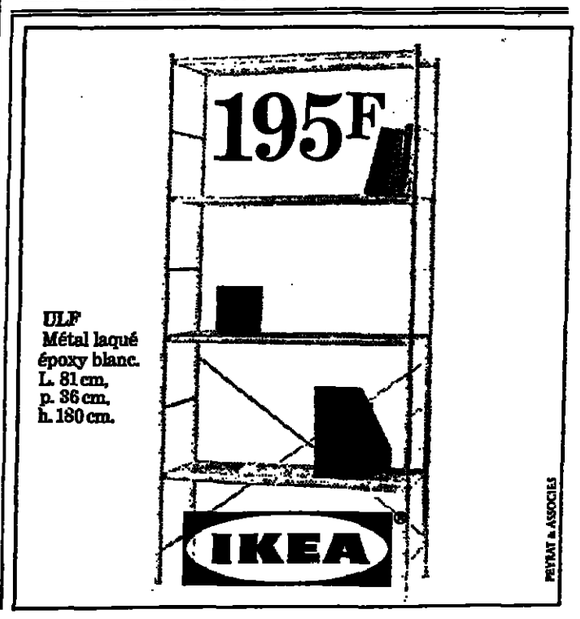
D'autres liens existent encore entre Panama et Marseille, qui devaient faciliter l'intégration du nouveau consul. Son mari est en relation d'affaires avec le responsable commercial de la filiale de Dior-Parfums à Panama, M. Daniel de Vandeul, cousin du directeur de la chambre de commerce et d'industrie de Marseille, M. Henry O'Byrne.

Pourtant, malgré cet environnement favorable, le séjour de Sandra de Beauchamp tourne court. Avant l'été, elle regagne Panama. Ses relations marseillaises précisent qu'elle n'est restée en fait que quelques semaines et qu'elle a *« changé d'avis »*, préférant rejoindre son pays au moment des difficiles élections du mois de mai. L'ambassade de Panama à Paris confirme son arrivée le 20 février et sa démission le 15 juin *« pour raisons personnelles »*. Un départ qui ne sera officialisé — discrètement — que plus tard par les autorités françaises. Ce n'est qu'au cours du mois d'octobre dernier que Mme Aparicio est en effet confirmée dans les fonctions de consul général et qu'apparaît la « démission » de Sandra de Beauchamp.

Les raisons de ce départ pourraient cependant être plus diplomatiques. Son autorisation d'exercer — l'*exequatur* — ne lui serait tout simplement jamais parvenue. Après la « gaffe » d'une Légion d'honneur un peu vite attribuée au général, la présence de sa fille comme diplomate en France n'était pas du meilleur effet. Même si Marseille ne semblait pas s'offusquer d'une telle présence.

D. H.-G.

(1) Pour l'année 1988, selon les *statistiques du commerce extérieur*, les importations françaises du Panama représentent un montant de 111 millions de francs, pour 374 millions de francs d'exportation. La part de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur n'est que de 7 % pour les importations et d'un peu plus de 3 % pour les exportations.



POLITIQUE

POINT DE VUE

Le régime présidentiel, remède au présidentialisme ?

par Philippe Séguin

La nation revient à l'ordre du jour. C'est heureux. Sous la réserve qu'on se souvienne qu'elle est une idée et un sentiment fondés sur une communauté de souvenir, d'idéal et de projet. C'est dire qu'à l'intérieur, la nation ne saurait être l'alibi de l'exclusion ou du rejet. C'est dire qu'à l'extérieur, en raison même du pacte multiséculaire passé entre la France et la liberté du monde, le sentiment national français doit être le contraire d'un nationalisme égoïste, agressif ou étriqué.

Il était bien temps de se souvenir que la nation existe. Trop d'artisans de la construction européenne ont cru, des décennies durant, ne pouvoir parvenir à leurs fins que sur les ruines de l'idée nationale. Trop d'adeptes d'une démocratie locale vivante ont cru n'avoir de chances d'atteindre leurs objectifs qu'en dépeçant l'Etat, incarnation de la nation. Aujourd'hui, les bouleversements européens nous démontrent la persistance des sentiments nationaux, tandis que les incertitudes qu'ils engendrent nous conduisent à chercher des réponses collectives à un niveau que nous avions trop longtemps oublié. Il faut aller maintenant au bout de cette logique. Et faire en sorte que nos institutions nationales retrouvent leur vigueur.

A cet égard, force est de constater que si l'institution présidentielle, confortée en 1962 par le suffrage universel, a conservé toute sa vigueur malgré trois alternances dont une période de « cohabitation », il n'en va pas de même du Parlement. Or l'institution présidentielle ne saurait, à elle seule, suffire à incarner la nation.

Les réalités politiques étant ce qu'elles sont, le président demeure contesté par une partie des Français qui peuvent ne pas se reconnaître en lui. Seul, un Parlement doté de pouvoirs réels et au sein duquel se développent de véritables discussions peut donner à chaque Français le sentiment d'être représenté et de peser, indirectement, sur les grands choix du pays.

Or le Parlement français est en crise profonde.

Et le divorce actuel entre les Français et la chose publique est probablement, d'abord, un divorce entre les Français et leur Parlement. Le désintérêt pour le débat public est la conséquence et non la cause de l'antiparlementarisme.

On pourra évidemment objecter que la « rationalisation » du parlementarisme ne date pas d'hier et que rien n'est venu aggraver, dans les textes, une situation qui remonte à 1958.

Ce n'est vrai qu'en apparence.

L'organisation d'une cohérence forcée entre le président de la République, son gouvernement et la majorité de l'Assemblée nationale a été une nécessité aussi longtemps que s'affrontaient deux projets de société contradictoires. Il fallait alors obtenir l'affirmation d'un choix par l'ensemble des trois partenaires, dont l'unisson était indispensable. Les divergences sur l'accessoire devaient, à leur niveau, céder le pas à l'accord sur l'essentiel. Et s'imposait l'existence d'une négociation permanente et organisée, sinon entre le législatif et l'exécutif, du moins entre la majorité et le gouvernement, le Parlement restant en tout état de cause la chambre d'écho du débat idéologique.

Le Parlement tourne à vide

Aujourd'hui, c'est un fait qu'il n'y a plus de débat idéologique – on ne saurait d'ailleurs que s'en réjouir – mais, du coup, puisque les conséquences n'en ont pas été tirées, le Parlement tourne à vide.

En l'absence d'un débat de cette nature, il devient de moins en moins admissible que l'appartenance partisane continue de primer sur la réflexion : la majorité socialiste vote par discipline, les communistes s'abstiennent par républicanisme et l'opposition s'oppose par principe...

Les implications de ces mécanismes ne sont que trop connues : la réalité de la fonction législative continue à se désagréger : l'intervention du Parlement déjà obérée par le recours systématique à des procédures qui sont littéralement d'un autre âge (par exemple, l'application à répétition de l'article 49-3) (1) se trouve de surcroît limitée par l'extension du droit communautaire et les contrecoups de la décentralisation. La fonction de contrôle ne se porte guère mieux : la vocation que continue à se reconnaître la majorité de protéger avant tout le gouvernement empêche la création de commissions d'enquête et de contrôle ayant un autre objet... que de mettre en accusation l'opposition elle-même (2). En fait, le contrôle du gouvernement n'est plus aujourd'hui assuré que par les seuls médias, dont on ne saurait prétendre qu'ils sont les mieux armés pour exercer cette fonction.

Même les actes les plus solennels de la vie parlementaire tendent à sombrer dans la dérision : ainsi en est-il pour les motions de censure, désormais votées à la sauvette, dans l'indifférence générale.

Tout se passe comme si les élus du peuple étaient les seuls Français auxquels n'est pas reconnu le droit à l'aspiration générale à plus de participation. En tout état de cause, le maintien de règles et de comportements surannés, dans un contexte politique pourtant radicalement transformé, les empêche de prendre une part pourtant potentiellement essentielle dans le traitement des problèmes graves qui se posent à notre pays, confrontés à tant de défis nouveaux.

Le spectacle de la trop fameuse séance télévisée du mercredi, qui laisse pantois tant de Français, est le symbole le plus achevé de cette impuissance.

Et il n'est pas jusqu'aux projets d'extension de la saisine du Conseil constitutionnel aux simples citoyens ou de création du référendum d'initiative populaire qui ne risquent, demain, d'accroître encore un sentiment d'inutilité de plus en plus répandu.

C'est parce que cette situation ne saurait se prolonger sans risques graves que certains, rompant souvent avec leurs préventions de naguère, ont émis l'idée qu'une évolution vers le régime présidentiel pourrait constituer une solution à cette inquiétante dérive.

Pour le quinquennat

Leur proposition a fait scandale.

Sans doute parce qu'elle pose d'abord un problème de communication. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, se prononcer pour un vrai régime présidentiel, c'est vouloir la réhabilitation du Parlement et refuser la poursuite d'un « présidentialisme » hors de saison.

Mais cette proposition, pour audacieuse qu'elle soit, a du moins le mérite de lancer un débat. Un débat utile. Au demeurant, elle ne fait jamais que prendre en compte des évolutions déjà entamées ou esquissées – sans que pour autant on en ait tiré toutes les conséquences sur le Parlement :

– De parlementaire en 1958, le régime est devenu semi-présidentiel en 1962.

– Le premier ministre, depuis longtemps, n'est plus responsable devant l'Assemblée nationale, mais devant le président, dont il est le chef d'état-major... et le fusible.

– Le projet de quinquennat pouvait paraître constituer le signe avant-coureur d'une simultanéité de l'élection présidentielle et des élections législatives dont l'opportunité est d'autant plus forte que, du fait de la normalisation de l'alternance, la conformité entre majorité parlementaire et majorité présidentielle n'est plus une règle absolue.

– Le droit de dissolution n'est plus un moyen pour le peuple d'arbitrer une conflit entre le premier ministre et le Parlement, mais un moyen supplémentaire et excessif dans les mains du président.

Il peut donc paraître souhaitable de mettre le droit en accord avec les faits et de donner le moyen au Parlement de se libérer de ses inhibitions et de ses blocages actuels.

Il est donc légitime de se demander s'il n'est pas temps de clarifier les rôles au sein de l'exécutif et législatif.

Cela passerait par la reconnaissance du président de la République comme seul chef de l'exécutif : il lui reviendra de nommer et de révoquer en toute liberté les membres du gouvernement comme il le fait déjà en réalité. Dès lors, le président tenant ses pouvoirs de la nation, il ne serait plus responsable que devant elle : il y aurait donc lieu de supprimer la responsabilité du gouvernement et le droit de dissolution.

A ceux qui s'effraieraient du précédent du 2 décembre 1851, on répondra tout simplement que la Constitution de 1848 n'instituait pas un véritable régime présidentiel, mais assortissait certains de ses éléments avec d'autres relevant du régime parlementaire, voire du régime d'Assemblée...

A ceux qui s'obstineraient à crier au crime de lèse-Gaullisme, on répondra d'une simple phrase :

« C'est des peuples qu'il s'agit, les régimes, nous savons ce que c'est : des choses qui passent. Mais les peuples ne passent pas. »

(1) Lequel, conçu comme un instrument de cohésion de la majorité devient, à titre principal, une arme contre l'opposition.
(2) Ainsi en a-t-il été de la constitution de la commission d'enquête sur les privatisations.

► **Philippe Séguin est député des Vosges. Maire d'Epinal : il anime le courant Pour l'union et la rénovation au sein du RPR.**

Le préfet et des élus corses font l'objet d'un « avertissement » de la CNIL

Les 13 et 14 novembre derniers, une délégation de la Commission nationale de l'informatique et des Libertés, conduite par son président M. Jacques Fauvet, découvrait en Corse plusieurs fichiers douteux, dont un fichier manifestement illégal d'électeurs abstentionnistes constitué à la mairie d'Ajaccio. Des missions de vérification avaient été également conduites à la préfecture de Corse-du-Sud, au conseil général de Corse du Sud et à l'Assemblée de Corse. (*Le Monde*, du 17 novembre.) M. Henri Caillavet, commissaire chargé du secteur des collectivités territoriales, a rapporté devant la CNIL, le 19 décembre, à propos des *« errements accumulés par les différents services »* en violation de la loi, selon les termes du communiqué publié par la CNIL à l'occasion de la présentation de ce rapport.

La commission précise qu'elle a pris acte *« de l'engagement tant du préfet de Corse que du sénateur et maire d'Ajaccio de se conformer aux principes édictés par la loi, notamment en demandant la suppression de la liste des abstentionnistes »*. La CNIL a néanmoins décidé d'adresser un *« avertissement »* au préfet, au maire d'Ajaccio ainsi qu'au président du conseil général de Corse-du-Sud. (Il s'agit, respectivement, de MM. Charles Ornano, Jean-Gilbert Marzin et José Rossi.) Une *« lettre de rappel à l'observation de la loi »* sera également adressée au président de l'Assemblée de Corse, M. Jean-Paul de Rocca-Serra.

Enfin, la CNIL, *« invite sans désemparer à la régularisation dans les délais les plus brefs des applications illégales »*.

BIBLIOGRAPHIE

« Une certaine idée de mon père », de Philippe de Gaulle

Une image familière

L'année de Gaulle commencera le 1er janvier prochain avec les multiples célébrations qui marqueront le centenaire de la naissance du général et aussi avec l'évocation des millésimes qui ont jalonné sa vie.

La production littéraire relative à de Gaulle qui ne s'est jamais tarie va connaître un nouveau jaillissement. Déjà les éditions Plon viennent de rééditer, dans la collection « Histoire contemporaine », toute une série d'ouvrages ayant traité de de Gaulle comme *Un certain 18 juin*, de Maurice Schumann, *De Gaulle ou la France en général*, d'André Frossard et d'autres évoquant la Résistance comme l'histoire du réseau Alliance de Marie-Madeleine Fourcade sous le titre *l'Arche de Noé*, ou *La liberté souffre violence*, d'Elisabeth de Miribel, la collaboratrice de de Gaulle devenue carmélite ou encore *Regarde-toi qui meures*, de Brigitte Friand, agent secret de la France libre devenue journaliste.

Plon réédite également mais en un seul volume l'ensemble des *Mémoires de guerre* de de Gaulle, ces Mémoires qui commencent par la fameuse phrase : *« Toute ma vie je me suis fait une certaine idée de la France. »* Son fils, à son tour, nous révèle que, lui, *« toute sa vie, s'est fait une certaine idée »* de son père. L'ouvrage qu'il publie sous le simple titre de *De Gaulle* n'est pas une analyse de son œuvre ni une exégèse supplémentaire de ses textes. L'amiral Philippe de Gaulle, qui a déjà publié en douze volumes toute la série des *Lettres, notes et carnets* du général, apporte cependant ici une confirmation : le général avait prévu de se retirer de lui-même de l'Elysée *« le jour où il serait devenu octogénaire »*, c'est-à-dire le 22 novembre 1970, alors que son septennat n'expirait qu'en décembre 1972. On sait comment le référendum perdu du 27 avril 1969 a précipité sa décision qui a précédé d'un peu plus d'un an sa mort à Colombey-les-Deux-Eglises, le 9 novembre 1970.

L'ouvrage de Philippe de Gaulle – aujourd'hui sénateur RPR de Paris – constitue surtout une incomparable iconographie de la vie du général. Pour la première fois, il publie toute une série de photos inédites relevant de la catégorie des « photos de famille », avec ses enfants et ses petits-enfants et même au cours de pique-niques, dans des attitudes détendues mais où subsiste toujours un certain air de majesté ! Cet album contient aussi les photographies des grands événements qui ont entouré la vie publique du général mais selon un choix naturellement subjectif et qui révèle bien la perception qu'a pu en avoir alors son entourage familial.

ANDRÉ PASSERON

► *Une certaine idée de mon père*, de Philippe de Gaulle, Plon, 173 p., 240 F.

DÉFENSE

Avec le plan « Armées 2000 »

Le commandement à Cherbourg conservera les missions d'une préfecture maritime

Dans son dernier numéro, l'hebdomadaire *Cols bleus* de la marine nationale annonce, sous la signature du chef d'état-major de la marine, l'amiral Bernard Louzeau, que, dans le cadre du plan « Armées 2000 » de réorganisation de l'ensemble des forces françaises, le commandement de la marine à Cherbourg, qui sera institué après la disparition de la préfecture maritime actuelle, conservera les attributions administratives et économiques dévolues à une préfecture maritime.

Par rapport à l'ancienne organisation de la marine, qui disposait de trois préfectures maritimes, le plan « Armées 2000 » conçu par le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, ne laisse que deux préfectures maritimes, à Toulon (pour la façade méditerranéenne) et à Brest (pour la région atlantique et la Manche). La préfecture maritime de Cherbourg disparaît pour se transformer en un arrondissement maritime, comme il pouvait en exister à ce jour, à Rochefort.

Organisé en un arrondissement, le commandement de la marine à Cherbourg conservera néanmoins, selon l'amiral Louzeau, toutes les attributions d'un préfet maritime pour ce qui relève de l'action de l'Etat en mer. En effet, les préfets maritimes n'ont pas pour seule compétence la responsabilité d'un commandement de zone ou de théâtre pour ce qui est de l'emploi des forces navales sous leurs ordres. Ils sont aussi, à titre civil, chargés de coordonner les actions de l'Etat dans le domaine administratif et économique, comme la liberté de navigation, la lutte contre la pollution, le contrôle des eaux territoriales ou intérieures, les tâches de service public (sauvetage et sécurité) et la recherche des contrevenants dans les zones économiques exclusives de l'Etat en mer.

1,650 milliard de francs en trois ans pour la Nouvelle-Calédonie

Les contrats Etat-provinces permettront une meilleure répartition des fonds publics

NOUMÉA
de notre correspondant

Les présidents des trois provinces et le haut-commissaire de Nouvelle-Calédonie ont signé, vendredi 22 décembre, les contrats de développement Etat-provinces qui vont injecter en trois ans 1,650 milliard de francs dans l'économie du territoire.

Ces contrats de développement signés avec chacune des trois provinces sont bâtis selon le modèle des contrats de plan Etat-région. Ils constituent le volet économique des accords Matignon. Dans l'esprit des signataires de ces accords, cet effort d'investissement doit prendre en compte les spécificités de chacune des trois provinces et permettre un rééquilibrage du développement économique du territoire entre le nord et les îles majoritairement indépendantistes et la province sud avec Nouméa, concentrant jusqu'à présent l'essentiel des activités économiques, des infrastructures et de la population d'origine européenne.

La répartition des crédits d'Etat respecte la proportion imposée par les accords Matignon : 25 % pour la province sud et 75 % pour les provinces nord et les îles, cette répartition inégale étant destinée à assurer le rééquilibrage économique du territoire.

Pour la province des îles, l'Etat va financer 60 % des 275 millions de francs du contrat, qui vise surtout à développer la formation, améliorer les conditions de vie et les infrastructures portuaires et routières des trois îles Loyauté.

Pour ce qui concerne la province nord, les opérations inscrites dans le contrat de développement représentent environ 880 millions de francs, dont 47 % sont à la charge de l'Etat. Le président (FLNKS) de la province nord, M. Léopold Jorédié s'est réservé lors de la signature la possibilité de renégocier avec l'Etat sur cette contribution (il réclame en particulier près de 100 millions supplémentaires pour une route transversale entre la côte est et la côte ouest).

Le sud financera à 50 % un contrat d'environ 480 millions de francs destinés à améliorer les conditions de vie, l'insertion des jeunes et à favoriser la création d'emplois.

Les quatre signataires ont tous insisté, y compris le représentant de l'Etat, sur la qualité du travail accompli mais aussi sur la rapidité extrême avec laquelle élus et fonctionnaires avaient dû travailler pour parvenir, depuis le 14 juillet 1989 (date d'installation officielle des provinces), à cette signature qui devait absolument, aux termes des accords Matignon, intervenir avant la fin de l'année. – *(Intérim.)*

ROBERT SCHUMAN
par RAYMOND POIDEVIN
témoignage de RAYMOND BARRE
256 p. POLITIQUES & CHRÉTIENS - 1 120 FF
BEAUCHESNE, 72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS - Tél. : 45 48 20 28

VOS VŒUX PAR TELEPHONE

M. Jospin : « Il n'y a pas à faire l'impasse sur le PCF »

M. Lionel Jospin a participé, mercredi 20 décembre, à un débat organisé par le « Club des 101 » sur les thèmes de l'union de la gauche et de l'eurogauche. *« Ces mots ont vieilli*, a-t-il fait remarquer, *mais pas les aspirations qu'ils recouvrent. » « En revanche*, a poursuivi M. Jospin, *l'union de la gauche s'est accompagnée d'un développement du PS et d'un déclin du PC qui n'est pas achevé, malgré une stabilisation électorale. » « La victoire de François Mitterrand, en 1981, a été la victoire de l'union contre le Parti communiste, qui en était l'ennemi. En 1984, les communistes ont fait une fausse analyse : ils n'ont pas cru que nous pourrions l'emporter sur la droite en 1988 après la défaite prévisible de 1986. » « Le Parti communiste a perdu une chance de peser sur nous en voulant nous soumettre et non nous influencer »*, a indiqué M. Jospin, qui s'est félicité de *« l'acquis formidable »* du Parti socialiste, *« durer et exister »*. *« Mais nous avons évolué*, a reconnu M. Jospin ; *du fait des délices et des illusions de la gestion qui pousse au modérantisme, le Parti socialiste s'interroge, ce sera sans doute l'objet du congrès. Il n'y a pas à faire l'impasse sur le PCF, je suis très content quand mon budget passe à l'Assemblée avec l'abstention des députés communistes, ce qui équivaut, compte tenu des circonstances, à un vote pour*, a ajouté M. Jospin, *il n'y a pas à faire l'impasse si une évolution se produit au Parti communiste, même si je n'y crois pas, le rassemblement reste un objectif. »*

RELIGIONS

Dans son message de Noël

Le pape lance un appel à la solidarité de l'Europe en faveur des pays de l'Est

**Dans son message de Noël, lancé devant dix mille fidèles depuis le balcon de la place Saint-Pierre à Rome, lundi 25 décembre, le pape a souhaité que *« l'Europe ouvre son cœur pour comprendre et recevoir les problèmes des nations qui demandent son aide »*. *« Que notre Europe,* a-t-il ajouté, *sache répondre avec vigueur et générosité à l'appel de ce moment unique et providentiel que vit le monde, comme délivré d'un cauchemar et promis à une espérance meilleure. »* Jean-Paul II a, en particulier, prié *« pour la noble terre de Roumanie qui célèbre Noël dans la douleur pour tant de vies humaines tragiquement perdues et dans la joie d'avoir repris le chemin de la liberté »*.

Ce message a été prononcé à la télévision en une cinquantaine de langues. Les *offices religieux de Noël célébrés dans la* diversité des confessions à Berlin, où se sont retrouvés pour la première fois les Allemands des deux côtés de l'ancien mur, puis à Budapest, à Prague, à Bucarest et à Sofia, ont été largement retransmis par la télévision, ce qui constituait dans chacun de ces pays un événement sans précédent.

La victoire de la liberté religieuse

Dans son message de Noël 1989, le pape a souligné une fois de plus combien *« l'Europe reste profondément marquée par l'empreinte de l'Evangile, sa conception de la dignité inviolable de l'homme »*. Il a souhaité l'aide de l'Occident aux pays de l'Est. Jamais, depuis l'élection en 1978 du premier pape slave de l'histoire, la cause des peuples et des cultures de l'Europe de l'Est n'avait été autant défendue et promue dans la conscience catholique occidentale.

A-t-on assez souligné la part prise par les croyants de toute confession, pasteurs, prêtres, évêques ou simples militants, dans les changements majeurs qui, en trois mois, viennent de bouleverser la carte de l'Europe ? Le dernier *exemple en date – et le plus tragique* – a été l'action du pasteur Tokes en Roumanie, militant de longue date des droits de l'homme, très connu dans les milieux œcuméniques, dont le déplacement forcé par les autorités de Timisoara avait déclenché les émeutes du 17 décembre.

Le retour à la liberté et à la démocratie se confirme dans les pays de l'Est. La propagande athée reflue. La contrainte religieuse, notamment dans l'enseignement, se desserre. Les églises se rouvrent au culte. Les congrégations religieuses rentrent au pays. Les hiérarchies ecclésiastiques se reconstituent. Avec précautions et sans triomphalisme, cette avalanche de bonnes nouvelles est accueillie, dans les milieux croyants et les Eglises européennes, comme le résultat des longues décennies, hachées par la répression et la persécution, de lutte pour la liberté religieuse. Celle-ci se serait élargie dans cette sorte de revendication plus vaste pour tous les droits civils qui aboutit aujourd'hui.

« La vérité et le pardon »

Qu'il s'agisse des catholiques en Pologne, des juifs en URSS, des protestants en Allemagne de l'Est ou en Hongrie, des orthodoxes dissidents à Moscou, des gréco-catholiques en Ukraine, la revendication était partout la même. Chez ces non-violents, elle visait non pas d'abord l'élimination du système politique – d'où peut-être le caractère pacifique, à l'exception dramatique de la Roumanie, de cette *« révolution dans la révolution socialiste »*, – mais le droit pour chacun de prier son dieu à sa façon.

Dans cette prise de conscience, et chacun à sa manière, des hommes comme Soljenitsyne dans les années 70 ou Walesa dans la décennie suivante, des militants comme les refuzniks en URSS, ceux de Solidarité en Pologne, de la Charte 77 en Tchécoslovaquie (qui compte au moins un tiers de croyants), ont joué un rôle capital, malgré un contexte défavorable, dans l'évolution des mentalités et la préparation intellectuelle des événements d'aujourd'hui.

Pour toutes ces personnalités et tous ces croyants militants de la liberté religieuse et des droits de l'homme, *les frustrations nées de la* coupure en deux de l'Europe n'étaient plus seulement formulées en termes politiques. Elles l'étaient de plus en plus en termes culturels, historiques et spirituels. A vouloir séparer l'aspect politique et l'aspect éthique des situations, les pays officiellement athées ont subi une sorte de *« schizophrénie »*, vient de commenter un porte-parole du Vatican. M. Gorbatchev lui-même en a tiré les conséquences, comme le montre l'ampleur des révisions idéologiques dans son pays et des promesses qu'il vient de faire publiquement, au Vatican même devant le pape, en faveur de la liberté de conscience et de religion dans toute l'Union soviétique.

Quelle contribution ces croyants vont-ils apporter à la phase de transition démocratique et à la mise en place des nouvelles institutions ? On a entendu des Roumains regretter l'absence dans leur pays de mouvements d'expérience, populaires et pacifiques, comme Solidarité ou Charte 77. L'archevêque de Paris, Mgr Lustiger, vient de déclarer que la tâche la plus difficile serait de *« pardonner »* et de s'habituer à la *« vérité »* dans des pays dont certains ont peu d'expérience démocratique et qui n'ont vécu que sous le poids du *« mensonge »*.

L'*« instrumentalisation »* des Eglises au service de la moralisation de la société désirée par M. Gorbatchev et la nouvelle génération des dirigeants de l'Est ne serait pas sans risque. Les Eglises *martyres d'hier, leurs héros persé*cutés, connaissent aujourd'hui une nouvelle légitimité, mais pour quel projet ? S'agit-il de reproduire les modèles d'hier, où elles jouaient un rôle d'encadrement moral de la société, ou d'accepter dans ses propres *rangs le jeu démocratique* et pluraliste devenu la règle dominante ? A vouloir restaurer des modes de fonctionnement anciens, autoritaires et homogènes, le capital de sympathie acquis par les Eglises de l'Est, notamment auprès des jeunes, *serait vite dilapidé*.

HENRI TINCQ

MÉDECINE

Dans le Loiret

Deux élèves meurent des suites d'une méningite cérébro-spinale

Deux élèves d'une classe de seconde du lycée Durzy, un établissement technique de Montargis (Loiret) sont décédés dans la nuit de Noël, victimes d'une méningite cérébro-spinale. Deux autres élèves, dont l'un d'un autre établissement, le LEP Jeannette Verdier, ont été placés en observation à l'hôpital de Montargis. A la suite d'un appel de la préfecture du Loiret, les sept cents élèves des deux établissements, qui ont été joints à leur domicile, ont été priés de se rendre dans les services d'urgence des hôpitaux ou auprès de leur médecin pour subir des examens de contrôle. Sept cas douteux ont été détectés lundi 25 décembre et toutes les personnes examinées se sont vu prescrire de la rovamycine.

Des mesures urgentes

Selon les informations communiquées par le secrétaire général de la préfecture du Loiret, les deux cas mortels de méningite recensés à Montargis sont des cas de méningite cérébro-spinale dus à une infection par méningocoque. La méningite cérébro-spinale se *caractérise par l'apparition extrê*mement rapide de symptômes qui sont d'emblée inquiétants (fièvre élevée, raideur de la nuque, troubles de la conscience puis installation d'un coma). Dans ce contexte, la vie du malade tient à la sûreté et à la précocité du diagnostic, la moindre suspicion de méningite devant imposer une hospitalisation en urgence dans un service spécialisé. En cas de méningite à méningocoque, l'administration d'un traitement antibiotique adapté permet d'enrayer l'infection et de sauver le malade.

Compte tenu du risque de transmission interhumaine du germe par voie aérienne, le recensement de plusieurs cas de méningite à méningocoque impose une série de mesures permettant de prévenir tout risque d'épidémie. On dispose d'un vaccin mais qui n'est efficace que vis-à-vis de deux types de méningocoque (les types A et C) et qui ne peut donc être administré qu'après identification du germe en cause, ce qui, semble-t-il, n'a pas encore été fait dans le Loiret.

L'autre mesure qui doit impérativement être prise par les autorités de santé publique concerne l'administration d'un antibiotique préventif (la Spiramycine ou la Rovamycine en particulier) chez les personnes ayant récemment été au contact de malades. L'information précise de la population et une surveillance médicale étroite s'imposent également sans pour autant que l'on aboutisse à l'installation toujours possible d'une psychose généralisée.

A cet égard, il ne semble pas que les autorités du Loiret soient parvenues à maîtriser parfaitement la situation. La décision d'effectuer des prélèvements de gorge à plusieurs centaines de personnes apparaît en outre, aux yeux des spécialistes, comme une décision tout à fait regrettable parce que sans efficacité. On sait en effet qu'il existe de nombreux « porteurs sains » de méningocoque, ce germe pouvant être retrouvé dans l'oro-pharynx sans qu'il y ait pour autant risque de méningite.

J.-Y. N.

EN BREF

□ **Séismes au Canada et en Tunisie.** – *Les villages des indiens* Inuit, situés dans le Nord canadien, ont été secoués par un fort tremblement de terre de magnitude 6,3 sur l'échelle de Richter, lundi 25 décembre. Le séisme ne semble pas avoir fait de dégâts. D'autres secousses d'une magnitude 3,3 degrés, ont été perçues en Tunisie, dans les environs de Gafsa. – *(AFP.)*

□ **Cinq mille personnes privées d'eau en Dordogne.** – Dix communes de Dordogne sont privées d'eau depuis le 25 décembre au matin, par suite d'un acte de vandalisme commis pendant la nuit du réveillon, sur le château d'eau de Maurens.

DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

Cadeau de Noël

LA scène se passe à Berlin-Est le 4 novembre dernier, veille de tous les éclatements. Une manifestante porte son enfant en bandoulière, comme cela se fait maintenant. Dans un geste digne d'une Vierge de Giotto, elle tient la main en conque au-dessus du petit visage rougi de sommeil. Tout, en elle, exprime une joie sans ombre. Et pourtant des larmes brillent à ses joues. Pourquoi ? s'inquiète un ami. Morte cet été, sa mère « n'aura pas connu ÇA ».

La même scène, mais inverse, se reproduit le 17 décembre, à Moscou. Dans la foule qui piétine devant le palais des Komsomols, pour saluer la dépouille de Sakharov, un homme sourit inexplicablement. A quelle pensée ? Disparue depuis peu, son épouse, par bonheur cette fois, « n'aura pas connu ÇA ».

Quand l'Histoire s'affole, comme ces temps-ci, notre pensée se tourne volontiers vers les êtres chers qui, à quelques jours près, à quelques heures parfois, n'auront pas vécu ce qui nous exalte ou nous désole, et qu'il est si doux de partager.

D'où vient, à ce propos, que les grands événements collectifs rapprochent les individus, embrasent les amants ? Dans *l'Education sentimentale*, l'effervescence de la rue ajoute aux émois intimes de Frédéric. Les livres de souvenirs traduisent souvent une allégresse personnelle liée à l'accélération de l'actualité. Comme si cela nous rassurait que les deux durées, celle de tous et la nôtre propre, tellement distinctes d'ordinaire, s'écoulent enfin d'un même rythme.

Ce n'est pas seulement affaire d'émotions complices. Les réactions de certains esprits nous manquent. Qu'auraient pensé de ce que nous vivons les visionnaires d'hier, qu'ils se soient beaucoup trompés ou jamais ? Que diraient de Gaulle, Sartre, Aron, Camus, Aragon ?

Au fait, j'y pense, les vivants dont l'avis nous importe se font rares. Il paraît que c'est mieux ainsi, qu'on en avait soupé, des maîtres-penseurs, qu'il en va de notre maturité. Il n'empêche : quel silence des beaux esprits, comparé au tumulte de ce qui arrive ! Et ce ne sont pas les bilans de la décennie tels qu'ils envahissent journaux ou antennes, et tels que la fin de période les ridiculise, qui peupleront ce vide.

A défaut d'explications, dont on se passe, en effet, comme des systèmes qui les inspiraient, quelques pronostics ne feraient pas de mal.

On a beaucoup remarqué qu'aucun expert patenté n'avait annoncé les bouleversements de l'automne. Même les astrologues et les auteurs de politique-fiction, libres d'extravaguer, n'avaient rien vu venir d'aussi follement inespéré. Le pire garde ses séductions. Le Pentagone avait-il seulement retenu la perestroïka et ses suites parmi les scénarios possibles du siècle finissant ? La surprise générale renforce le prestige de Gorbatchev, qui apparaît du même coup comme le seul chef d'Etat à avoir prévu, et voulu, les choses. Voulu, jusqu'à quel point ?

Le tableau de l'échec économique en URSS n'est plus à faire. Tout de même, comment ne pas y insister, et par des impressions puisque les statistiques demeurent rares, ou cachées ? Retrouver Paris, et le Paris des achats frénétiques des fêtes, après seulement une semaine à Moscou, cela fait moins l'effet d'un dépaysement que d'une plongée dans le passé le plus noir, pour peu qu'on ait connu les pénuries de la guerre.

« Quand il n'y en a plus, il y en a encore ! », disait-on alors. C'est vrai, les disettes sont lentes à devenir famines, la débrouillardise en retarde les effets, singulièrement dans un peuple resté paysan pour une large part ; mais les corps et les esprits sont déjà installés dans la lourde obsession du manque.

J'ai reconnu là-bas des réflexes oubliés depuis l'Occupation allemande à Paris. Au Goum, comme dans les marchés kolkhoziens, *des queues se forment pour moins* que rien : un bouquet d'oignons confits, un poignée de fèves, un épi de maïs, un cageot de pommes de pin. Les anciennes maisons de bois tombent en ruine derrière les palais staliniens, dont les fastes ont perdu leur reste de sens. Les enfants manquent de lait. La mortalité infantile serait en hausse. Sel et sable font défaut pour combattre l'enneigement des rues. Seuls respirent le luxe, non sans absurdité, les marbres et les bronzes funéraires du métro, ainsi que les éventaires d'œillets qui s'improvisent aux stations, entre deux portes démantibulées. La chapka au ras des yeux, le regard au loin, les Moscovites envahissent en silence les escalators aux pentes vertigineuses, ou les trolleybus boueux, impatients de rejoindre, dès quatre heures de l'après-midi, leurs alignements de HLM encroûtés de verglas.

CONSÉQUENCE d'un marasme que des rumeurs disent amplifié exprès par les responsables de la distribution hostiles à la politique nouvelle : le faible pouvoir d'achat de la population ne trouve même pas à s'employer. L'existence de cette consommation potentielle n'a pas échappé aux affairistes d'Allemagne fédérale et d'Italie, plus prompts que les Français à *profiter de l'aubaine. Des Freetime, des piz*zerias et des « grandes surfaces » pourraient surgir bientôt là où ne s'entrouvrent pour l'instant que des restaurants aux horaires de cantine, aux cartes affligeantes, et des échopes aux quinquets, aux ersatz et aux odeurs de ville fraîchement bombardée.

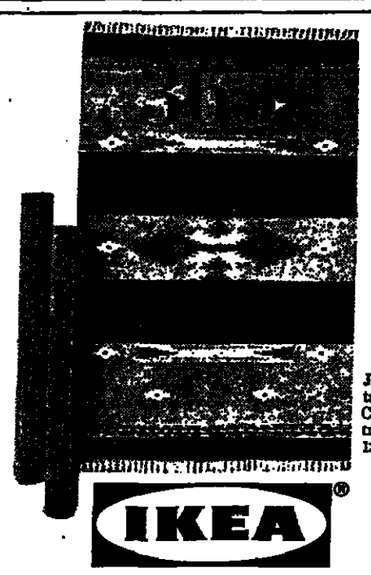
Sera-ce un bien ? Personne ne peut répondre à la place de qui connaît la faim. Tolstoï, lui, était formel. Dans une de ses dernières lettres à M. L. Obolenskaïa (22 mars 1906, Gallimard, p. 328), il mettait en garde son pays contre l'*« impasse »* où s'étaient engagés les progrès européens, au regard de la fraternité et de la vertu.

Ces deux valeurs, aucune idéologie n'a réussi à en atténuer l'éclat aux yeux d'un public qui revoit des pièces comme *les Possédés* avec les joies du dessillement (ce mot, négligé, mériterait de reprendre de l'usage pour qualifier l'état d'esprit qui se répand un peu partout à l'Est, à tout propos). Partagés entre la générosité et la tentation du terrorisme ou du despotisme, les personnages de Dostoïevski apparaissent de nouveau dans leur ambiguïté – autre notion qui n'avait plus cours et reprend force, en même temps que l'irrationnel et le mysticisme. L'âme russe (éternelle ?) va-t-elle repousser, après soixante-dix ans de dialectique matérialiste ? Trouvera-t-elle le compromis rêvé par Tolstoï, et par l'Occident d'aujourd'hui, entre l'envie d'enrichissement et l'aspiration au partage ?

Le libéralisme n'est pas pour demain en URSS. Les conservateurs se liguent pour faire entendre à l'opinion que les difficultés quotidiennes pourraient bien provenir des franchises accordées à une poignée d'intellectuels. L'Etat de droit est à bâtir de toutes *pièces : l'appareil du Parti continue de décider*, sans recours possible, des candidatures à la députation.

Mais, de la rue moscovite, des conversations et des attitudes délivrées des peurs anciennes, monte l'évidence que le besoin de liberté résiste à quatre générations d'étouffement, et qu'il tient bel et bien d'un *instinct*. Pour un cadeau de Noël, c'est un cadeau de Noël !

Lettres et pensées du Prince de Ligne
d'après l'édition de Madame de Staël
Présentées et annotées par Raymond Trousson
« Il n'y a rien dans cette masse de littérature qui soit plat ou indifférent...
Ces mots méritent d'être historiques...
Excellente étude de Raymond Trousson »
(Jean Dutourd de l'Académie française, *Le Point*).
Collection In Texte Tallandier



JERRIG
tapis Dhurries.
Chaîne en coton/
trame en laine
122 x 183 cm.
PETRAY & ASSOCIÉS

CULTURE

Samuel Beckett : « En attendant Godot », 1961.

De la solitude au Nobel

Samuel Beckett est né le 13 avril 1906 dans la banlieue de Dublin. A dix-sept ans, il entre au Trinity College de Dublin, où il étudie le français et l'italien et découvre Dante. En 1928, il se rend à Paris où il séjourne deux ans. Il y est lecteur d'anglais à l'Ecole normale supérieure et y fait la rencontre de son compatriote James Joyce, avec qui il va se lier.

Il écrit, en anglais, ses premiers textes en 1929 : un essai sur *Dante, Bruno, Vico, Joyce*. Mais c'est à Paris qu'est édité, par Nancy Cunard, son premier texte, un poème : *Whoroscope*. L'année suivante paraît à Londres son essai sur Proust. En 1933, à la mort de son père, il s'établit à Londres où il vit très pauvrement. Il y écrit, sans succès, *More Pricks than Kicks* (1934), et, dans la plus extrême solitude, *Murphy*, qui ne sera publié qu'en 1938.

En 1937, il s'installe à Paris et fait ses premiers essais d'écriture en français, notamment la traduction de *Murphy*. Pour échapper à la Gestapo, en 1942, il se réfugie dans le Vaucluse où il vit de travaux agricoles tout en écrivant la nuit, en anglais, *Watt*.

1946 : retour à Paris, il écrit, en français, *Mercier et Camier*, *Premier amour*, et des nouvelles. Il écrit également en 1947 une pièce de théâtre, *Eleutheria*, encore inédite aujourd'hui. Cette même année, paraît aux éditions Bordas sa traduction française de *Murphy*.

Ce n'est qu'en 1951 que Jérôme Lindon et les éditions de Minuit donnent leur véritable chance à l'écrivain, dont l'œuvre demeurera définitivement liée à la maison de la rue Bernard-Palissy. *Molloy* et *Malone meurt*, deux romans, paraissent cette année-là, mais c'est la publication d'une pièce de théâtre, *En attendant Godot* (1952), qui assure rapidement à Beckett une renommée internationale.

La vie de Beckett, fuyant toutes les mondanités, toutes les manifestations médiatiques, se confond dès lors avec la liste de ses ouvrages, écrits d'abord en français et qu'il traduit le plus souvent lui-même en langue anglaise : *Nouvelles et textes pour rien* (1956), *Tous ceux qui tombent* et *Fin de partie* (1957), *D'un ouvrage abandonné* (1958), *la Dernière Bande* (1960), *Comment c'est* (1961), *Oh ! les beaux jours* (1963), *Comédie et actes divers* (1965), *Têtes mortes* (1967), *Watt* (1969), *le Dépeupleur* et *Mercier et Camier* (1970), *Pour en finir et autres foirades* (1976), *Pas* (1978), *Compagnie* (1980), *Mal vu mal dit* (1981), *Catastrophe et autres dramaticules* (1982), *l'Image* (1988) et *Soubresauts* (1989). Samuel Beckett avait obtenu le prix Nobel de littérature en 1969.

Discrétion

La mort de Samuel Beckett a été entourée d'une exceptionnelle discrétion, comme sa vie. Décédé à Paris vendredi 22 décembre des suites, croit-on, d'une embolie pulmonaire, il a été enterré mardi 26 décembre — au cimetière Montparnasse, dans la plus stricte intimité. La nouvelle a été annoncée aussitôt après par son éditeur et ami Jérôme Lindon, directeur des Editions de Minuit, où a paru toute son œuvre.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Auditorium Théâtre musical de Paris Mardi 2 janvier à 19 heures (p.a. Valmalète Werner)
Kathryn HARRIES
Soprano
Michael POLLOCK
Piano
MOZART, FAURE SCHUMANN, DEBUSSY

Auditorium Théâtre musical de Paris Jeudi 4 janvier à 19 heures (p.a. Valmalète)
LES ARTS FLORISSANTS
Dir. : William CHRISTIE
Autour des Cantates de Montéclair
LAMBERT, COUPERIN CHARPENTIER MONTECLAIR

16 novembre - 15 janvier
Jan Voss
Galerie Lelong
13, rue de Téhéran, Paris 8e

MUSÉE BOURDELLE
16, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris
ouvert tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40
Métro : Montparnasse-Bienvenüe

PROSCENIUM
35, rue de Seine, 75006 Paris
43.54.92.01
JEAN COCTEAU
Centenaire

La mort de Samuel B

Suite de la première page

Il disait que l'anglais était devenu à son tour une langue étrangère pour lui, comme le français comme toute langue.

Au bout de quelque temps, il ne savait plus s'il avait d'abord écrit son texte en anglais ou en français. Depuis des années, il assurait lui-même la traduction dans l'autre langue. Car il s'agissait bien d'une traduction et non d'une nouvelle version, comme on le soutenait quelquefois. Chaque texte avait sa version originale. Becket traduisait en mot à mot. S'il ne trouvait pas l'équivalent exact,il préférait couper. Or, dans les dernières années, le français a reparu comme langue d'origine, *Mal ou mal dit*, *Catastrophes*, *Quoi où*. Mais l'un de ses derniers textes, écrit en anglais, s'est révélé intraduisible dès le titre *Worstward*. Écrire c'est s'inventer soi-même dans les mots d'une autre langue.

On croyait l'œuvre de Beckett étrangère à toute préoccupation politique. En vertu de l'axiome, « l'apolitisme est de droite », les esprits raides de la gauche doctrinaire avaient même tenté de le faire passer pour un écrivain de droite. Plus subtil que ces derniers, Cioran a eu raison de voir en lui « *un de ces êtres qui font concevoir que l'histoire est une dimension dont l'homme aurait pu se passer* ». Encore une évidence à réviser ! On l'a vu prendre parti sur le tard pour des individus, Arrabal, Vaclav Havel et même Jack Lang ! Ses essais dramatiques récents, tels *Catastrophes* et *Quoi où* sont les œuvres engagées d'un auteur qui fuyait l'engagement, les pièces les plus hautement politiques de la période récente.

La vieille souffrance

Dans ces jeux de doubles, Beckett établit entre le rapport de l'écrivain à sa création et la manipulation du sujet par les pouvoirs totalitaires des analogies inquiétantes. Il avait une manière de lier ensemble la déshumanisation de l'homme inscrite dans sa condition d'homme et l'écriture comme entreprise de manipulation de l'homme sur lui-même et ses doubles, qui nous a paru de plus en plus essentielle à son œuvre. Quelle que soit l'interprétation donnée des couples Mercier-Camier, Pozzo-Lucky, Ham-Clov, leur vérité n'est accessible qu'à travers la relation de l'auteur à ses créatures, le père, Dieu, l'écrivain, tous des géniteurs dans un monde où, selon le mot de Baudelaire, « *Vivre est un mal* ».

Enfin on croyait les pièces de Beckett réservées aux théâtres de poche, boîtes scéniques où le spectateur est dans une proximité immédiate et frontale avec l'acteur. Or on a vu récemment *En attendant Godot* faire concurrence au *Cercle de craie caucasien* devant trois mille personnes dans la Cour d'honneur du Palais des papes. Et au théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis, quelques dizaines de spectateurs placés au balcon avaient besoin de tout l'espace vide et nocturne du parterre pour atteindre la tête de l'acteur David Warrilow suspendue dans le noir de *Cette fois*.

Beckett n'aura donc jamais cessé de nous surprendre, lui, l'écrivain par excellence répétitif, par son énergie à ressasser la vieille rengaine, la vieile antienne, la vieille souffrance, la vieille errance, et la série continue : la pauvre vieille pouilleuse de terre, le vieux cri paroxystique « *Chante ta chanson, Winnie* » — *Lui, il ne vieillissait pas*. Un demi-siècle à Paris, dans le même quartier, rive gauche, entre Montparnasse et les Gobelins. La maison d'Ussy en Seine-et-Oise, construite en pleins champs avec ses premiers droits d'auteur, pavillon de banlieue entouré de hauts murs à tessons : il s'y rendait par le train et, pour les derniers kilomètres, la 2 CV de ses débuts dont il avait perdu la clé. Le même appartement depuis vingt-cinq ans, boulevard Saint-Jacques. Pour la valeur symbolique, on se doit de préciser « *entre la prison de la Santé et l'hôpital Sainte-Anne* ». Ceux du quartier le rencontraient parfois. Toujours seul. Depuis des années, il donnait tous ses rendez-vous au café de l'hôtel PLM Saint-Jacques, à jours et à heures fixes. Il ne voyait plus que quelques amis, des metteurs en scène, des spécialistes de son œuvre. Il les écoutait, amusé, suivre les fausses pistes dont il avait sciemment semé son œuvre, lui conférant ambiguïté et polyvalence. On doit croire Roger Blin quand il confiait : « *Dans Godot il y a tout ce que tout le monde y a vu. Toutes les interprétations du texte les plus farfelues et les plus sérieuses ont été placées là par Beckett.* » Par la suite, celui-ci n'a cessé d'effacer, de simplifier, de dénuder !

Rappelons-nous l'arbre de *Godot* ! On y a vu un rappel du paysage irlandais, l'arbre double du judéo-christianisme, l'arbre du Bien et du Mal et le bois de la Croix, l'exercice n° 52 du yoga dont Beckett apporta un jour le schéma à une répétition et, pourquoi pas ? l'arbre mort du vieux sage japonais dont il est question dans *le Sacrifice* de Tarkovski. Mais c'est d'abord tout simplement le seul élément de décor traditionnel qui meuble le vide de la scène : « *Route à la campagne, avec arbre. Soir* ». Beckett se moquait de la sobriété de ces indications scéniques qu'il attribuait, non au dépouillement essentiel auquel il est parvenu ensuite, mais à son ignorance de la réalité théâtrale à cette époque lointaine.

Dans les pièces suivantes, les précisions méticuleuses se développent à mesure que le texte des acteurs se réduit. Comparez le texte de *Quoi où*, paru aux Editions de Minuit, déjà court, avec celui qu'on entendait au Petit Théâtre du Rond-Point : il ne reste presque rien. Les œuvres de Beckett sont inépuisables. La tentation est grande de charger de sens les moindres détails. Mais le metteur en scène doit toujours se méfier de toute vieillerie métaphysique.

Beckett considérait *Fin de partie* comme sa pièce la plus rigoureuse, la plus accomplie, la plus conforme à son projet. C'est aussi celle qui se prête le plus aux boursouflures allégoriques. Pour sa seconde mise en scène, en 1960, Roger Blin dut, à la demande de Beckett, gommer tout ce qui paraissait trop évident dans le personnage de Ham, le vieux clown, le vieux roi, le Dieu déchu, tout l'appareil du cirque, du théâtre shakespearien, de la mythologie judéo-chrétienne. Trop de choses, de mots, de sens. La rencontre entre Beckett et Blin reste pour nous exemplaire.

Un malentendu fécond

« *Je dois tout à Jérôme Lindon et à Roger Blin* », répétait-il, l'éditeur de *Molloy*, le metteur en scène de *Godot*, grâce auxquels les romans et les pièces de l'auteur irlandais ont été reconnus en leur temps comme des productions géniales. Or on se rend compte aujourd'hui que, entre le metteur en scène et l'écrivain, à travers leur « *solidarité de maîgres* », a peut-être existé le même malentendu fécond qu'entre Tchekhov et Stanislavski. Roger Blin a accentué les éléments tragiques et religieux que Beckett avait bien mis dans ses pièces, mais qu'il n'a cessé par la suite de minimiser.

Dans les discussions actuelles, les mises en scène de Blin, pourtant légendaires, sont presque toujours critiquées à l'avantage des réalisations récentes, surtout anglo-saxonnes, celles de Alan Schneider, Lou Breuer, David Warrilow, plus novatrices. Sur le pessimisme tragique, sur la catastrophe ontologique, sur la désolation beckettienne, tout semble avoir été dit en trente-cinq ans de beckettologie à outrance.

On assiste à un mouvement de mode qui peut se résumer ainsi : « Molière ou Mozart, ou Marivaux sont pessimistes et tragiques. Beckett ou Shakespeare ou Kafka sont optimistes et rigolos. » Au bout, la banalisation et l'appauvrissement. La part de l'humour est importante dans le travail de Beckett. Elle est immense dans les œuvres de la période triomphaliste, de *Molloy* à *Fin de partie*.

Elle a même conduit à substituer la figure du *clown* à celle du *clochard* alors que le clochard et le clown étaient justement la face désolée et la face hilarante indéfiniment réversible de la créature beckettienne, cet être désemparé, cette entreprise que nous sommes tous à l'état d'épave, dont parlait Georges Bataille. Le public n'a cessé de se diviser entre ceux qui recevaient avec angoisse les grimaces du clown triste et ceux que cette pitrerie métaphysique faisait rire. Telle est la grande ambi-

DU MARDI 26 AU VENDREDI 29 DÉCEMBRE
RTL VOUS OFFRE LA ROUTE DE L'ESPACE.
LES PLUS CÉLÈBRES SITES DE L'ESPACE
SPACE CAMP (CANNES)
LA CITÉ DES ÉTOILES (MOSCOU)
CAP KENNEDY (FLORIDE)
KOUROU (GUYANE)
15/20 RS
JULIEN LEPERS
« LES AMBASSADEURS » - 8 H 30
RTL

CULTURE

Samuel Beckett

gaîté beckettienne. Le malheur et le comique de l'homme ne sont pas seulement inséparables, ils sont les paroxysmes l'un de l'autre. L'intuition centrale de Beckett se résume sans doute à cette proposition : *« Rien n'est plus grotesque que le malheur ».* C'est elle qui est à l'œuvre dans le travail de Beckett *sur la forme* et le fond, sur les mots et la pensée, sur la narrativité de son théâtre et sur la théâtralité de son récit. Elle rejoint une autre proposition de *Comment c'est. « Rien n'est plus réel que le rien »* — et l'on pourrait en ajouter une troisième que Beckett n'a jamais formulée mais qui soustend son anti discours : *« Rien n'est plus essentiel que l'inessentiel. »*

Si l'on perd de vue ces trois intuitions, ou bien l'on retombe dans la vieillerie métaphysique et symbolique, ou bien l'on désamorce la charge subversive de l'œuvre en la privant de toute profondeur et de toute signification. Le clown et le clochard ont fait leur temps. Depuis longtemps, l'un a quitté le cirque, l'autre a déserté la décharge. Le cirque et la décharge ont fait place à des lieux abstraits, cylindres et espaces nus des no man's land de fin du monde où agonisent les derniers vivants. L'humour beckettien n'a cessé de se détériorer à mesure que la présence de l'homme sur la scène, celle du théâtre ou celle de l'écriture se réduisait à un corps nu, rose et tiède, à une tête coupée, à une bouche, à une voix.

Un double engagement

Et voici un autre malentendu, aussi grave et aussi fécond peut-être. Beckett s'accrochait à la différence de nature entre les proses et les textes dramatiques. Une certaine fatigue des grandes pièces, trop jouées, a poussé néanmoins les metteurs en scène, même parmi les plus proches de lui, à faire théâtre de tout texte de Beckett, écrit ou non pour la scène. Beckett renâclait toujours, même s'il lui est arrivé d'aider, par exemple, Pierre Dux à établir la version scénique de *Compagnie.*

Il devait beaucoup au théâtre. Trop sans doute. Il lui en voulait un peu, surtout à *Godot* auquel il reprochait d'avoir occulté quelque peu le reste de son œuvre, ses récits surtout. Et aux yeux de certains beckettiens, purs et durs, l'entreprise théâtrale aura toujours moins de nécessité que l'écriture romanesque. La reconnaissance de l'écrit beckettien à travers le monde est pourtant née d'un double engagement de l'auteur, dans la langue française d'abord, dans le théâtre ensuite, même s'il est vrai que *Godot* a d'abord été, pour lui, une « merveilleuse diversion » pour échapper à l'affreuse tension provoquée par *Molloy* et par *Malone meurt.*

Dès le début, les personnages soupçonnent que leur condition est d'essence théâtrale. Vladimir et Cotragon, c'est Mercier et Camier prenant conscience qu'ils sont devenus les personnages de théâtre qu'ils étaient déjà sans le savoir. La conscience de leur condition théâtrale reste à l'état d'ébauche, fait l'objet de calembours minables. Ils se sentent « servis sur un plateau ». *« On se croirait au spectacle. »* Ils sont pris dans un entre-deux du *roman et du théâtre*, de l'écriture et du jeu, du personnage et de l'acteur.

L'homme-acteur est déjà présent dans les premiers écrits de l'écrivain, qui naît en français entre 1945 et 1950, à cheval sur le roman et le théâtre, encore emberlificoté dans l'écriture et, déjà, cherchant à s'évader dans le jeu, fondant ce mime scripturaire qui constitue à proprement parler le style de Beckett. D'ailleurs, dans *les Textes pour rien,* une courte allusion est faite à Pozzo : *« Pozzo, pourquoi est-il parti de chez lui ? Il avait un château et des serviteurs. »* Quel est donc le « chez lui », le *home* d'où est parti Pozzo, sinon une autre histoire, un roman peut-être que Beckett avait commencé d'écrire, un autre théâtre, le théâtre de l'écriture ?

Tout commence aux premières lignes de *Molloy* quand un guetteur, Molloy lui-même sans doute qui dit « je », dissimulé sur une hauteur contre la paroi d'un rocher, observe deux hommes qui se croisent à la sortie d'une ville. Image inoubliable. Venus de nulle part, n'allant nulle part, de leur déambulation clownesque, les deux marcheurs beckettiens se sentent regardés, comme Vladimir (*« Moi aussi un autre me regarde »*), comme Winnie et tous les autres (*« Quelqu'un me regarde encore »*). Il y a quelque chose à voir et à dire, mal vu mal dit. Voir un voir, des yeux sur des yeux. Dire un dire, des mots dans les mots ; le jour où l'écrivain a compris qu'il devait aller de plus en plus loin dans l'entreprise de mal voir pour mieux mal dire, notre Proust, notre Joyce, notre Céline du second demi-siècle était né. Mais aussi notre Dante, notre Pascal, notre Shakespeare.

Ecrivain de l'empêchement

Les lecteurs ont longtemps concentré leur attention sur les écrits de la période triomphaliste. En 1962, Beckett écrit presque simultanément son dernier grand roman (en français) *Comment c'est* et sa dernière grande pièce (en anglais) *Happy days.* Pas mal de lecteurs ont alors le sentiment d'avoir tiré de lui tout ce qu'ils pouvaient en tirer. Voyez les confidences d'un certain nombre d'écrivains qui semblent en être restés à *Malone meurt* et à *En attendant Godot.*

En mal de sujets pour leur thèse, les spécialistes redécouvrent alors les poésies, les essais, les nouvelles d'avant-guerre, les écrits de sa période anglaise. Ceux qui le connaissaient alors ont beau jeu de dire qu'ils pressentaient son génie. A quarante ans, prisonnier du stéréotype de l'avant-garde, Beckett avait tout d'un raté, comme le Stendhal des premiers brouillons ou le Proust de *Jean Santeuil.* Et pourtant l'essentiel était là, informe, gratuit, jusque dans *Murphy* publié en anglais, sans succès, à la veille de la guerre.

Beckett, oui, mais méconnaissable. Le vrai Beckett est né le jour où il a su qu'il devait fonder son art sur ce qu'il prenait pour le signe de son échec, le chaos, le gâchis, la bêtise, l'impuissance à raconter des histoires, à se raconter lui-même. Il serait un écrivain de l'empêchement, comme Bram Van Velde et Tal-Coat, ses peintre préférés, étaient des peintres de l'empêchement. Il écrivait sur l'impossibilité d'écrire, il fonderait la littérature sur l'impossibilité de la littérature, il dirait l'impossibilité de dire.

> **Sombres maximes**
>
> *« Voilà l'homme tout entier, s'en prenant à sa chaussure alors que c'est son pied le coupable. »*
>
> (En attendant Godot.)
>
> *« Plus la peine de faire de procès aux mots. Ils ne sont pas plus creux que ce qu'ils charrient. »*
>
> (Malone meurt.)
>
> *« Le soleil brillait, n'ayant pas d'alternative, sur le rien de neuf. »*
>
> (Murphy.)
>
> *« Nous naissons tous fous. Quelques-uns le demeurent. »*
>
> (En attendant Godot.)
>
> *« Elle n'était jamais née réellement. Voilà ce qu'elle avait. »*
>
> (Tous ceux qui tombent.)
>
> *« Ah, me répandre par terre comme une bouse et ne plus bouger ! »*
>
> (Tous ceux qui tombent.)

Mais, sans faire de tout cela la théorie, sans jouer à l'idéologue, au grand-maître de la sagesse, au détenteur d'une quelconque vérité. Interdit de grands mots et de grandes idées. L'écrivain le plus pauvre, le plus démuni qui ait jamais existé. Borges lui-même, mal inspiré ce jour-là, s'est demandé ce qu'il pouvait bien y *avoir à lire et à voir dans une pièce où deux types en attendent un troisième qui ne vient jamais.*

Tel fut ce vieil écrivain hors d'âge qui n'en pouvait plus d'exister, qui s'obstinait, néanmoins, indéniable, increvable, né le Vendredi Saint 13 avril 1906 à Foxrock, dans la banlieue de Dublin, mort le même jour au même endroit, comme chacun *d'entre nous, mais le sachant* mieux que nous, le disant mieux que nous, le disant à notre place. Et d'apprendre par lui à quel point nous étions mortels nous apprenait à vivre. *« Un dernier soupir, c'est ça qui vous ravigote ».* D'où l'étrange joie qui émanait de ses récits, de ses pièces, de sa présence. La plus grande joie naissait de la plus totale désolation.

Clownerie sainte sans grimace

On le voyait soudain arriver avec son drôle de petit bonnet brun enfoncé jusqu'aux oreilles, sa vieille canadienne, son chandail à col roulé, le visage buriné dans la substance même de l'être pensant, la minceur ascétique d'un corps réduit à l'essentiel, l'œil du hibou dans son trou, celui que Hugo appelle *« le regardeur formidable du puits ».* On se sentait regardé formidablement et quelque chose à travers vous. Il écoutait à travers vous le monde s'obstiner à exister.

Rien, ni l'homme, ni les choses, ni le moi, ni le théâtre ne sont réductibles à zéro. Il le prouvait en allant aussi loin que possible vers le rien sans y arriver jamais. Non, il ne prouvait rien. Il laissait les choses s'amenuiser en lui et autour de lui. Il s'amenuisait en elles sans se fondre, sans s'abolir. Il affectait de ne rien voir de mystique à cela.

Tous ceux qui l'ont connu vraiment parlent de sainteté, de franciscanisme. Une sorte de clownerie sainte, sans truquage, sans grimace, sans pirouette. De temps à autre, il plongeait dans un de ses fameux silences. Il y piquait du nez et il se préparait à regagner la nuit des grands fonds. Il fallait ou le ramener vers soi ou plonger avec lui. Mais comment se taire aussi fort que lui ? *« L'autre jour, vous m'avez dit... — Moi, je vous ai dit ça ?... — Heu !... Oui... je crois — Alors, je dis encore des conneries. Je ne me surveille pas assez, parlons plutôt de vous. »* Des choses très simples qui sont dans ses livres, à travers lesquelles l'essentiel est approché, dérisoires, franciscaines, oui, le vieux chapeau jauni du grand-père, *le manteau vert de* Papa, et, bien sûr, le bas-ventre de Maman, un mur de pierres à sauter, un bol de lait à boire, la pluie sur la route, un oiseau dans l'arbre, un éclat de soleil sur la vitre. Il n'aimait pas qu'on prenne des notes. Il suppliait qu'on ne le cite pas. Tous ceux qui l'ont cité l'ont trahi, lui ont fait dire des conneries. Il ne parlait pas comme ça. Il disait autre chose autrement. Rien que des mots simples, humbles, presque dérisoires pour désigner ses ouvrages, toute une œuvre qui est un sommet de la littérature moderne. Il disait foirades pour ses proses, mirlitonnades pour ses poésies, dramaticules pour ses pièces de théâtre.

A travers les mots, il était en marche vers la limite de quelque chose qui tendait vers le rien. Il vient d'atteindre cette limite. Faire entrer les mots dans la mort, ou la mort dans les mots, maintenant il sait *comment c'est.* Il est seul à le savoir.

ALFRED SIMON.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

THÉATRE

Les hommes en imperméable

Marionnettiste, illusionniste, metteur en scène Philippe Genty dérive dans un pays où poupées et humains se mêlent et se démultiplient. « Dérives » est le titre de son spectacle

Un train passe au loin. La fumée envahit la nuit, s'écarte sur un homme en imperméable coiffé d'un chapeau à la Bogart. Pas un homme, une grande poupée au visage soucieux qui va se démultiplier, et ses doubles s'envoleront dans le cosmos, et puis reparaîtront. Il y en aura de toutes tailles, ils tourneront, se mêleront et engendreront des êtres humains qui leur ressemblent. Des êtres sans corps. Seulement des imperméables se déplaçant, glissant sans bruit.

Dans leurs déambulations, hommes et poupées tracent une bizarre géographie. Observent une sorte de cérémonial pervers. Les acteurs dirigent les marionnettes par une tige fixée au cou et semblent les conduire quelque part sous la menace d'un revolver braqué sur leur nuque. De leurs tournoiements de derviches naîtra une femme rousse, manifestement nue sous un imperméable semblable au leur. Une poupée au comportement provocant. Ils jouent avec elle, jeu cruel, troublant, auquel elle se prête. Elle exhibe son corps callipyge, séduit un personnage introverti marionnette étrangement émouvante. Elle le force sous le regard des autres. Ils contemplent, impassibles. Il n'y a pas de paroles, pas de cris, pas de bruit. Seulement une musique insistante qui se répète sans lassitude.

C'est une histoire inquiétante que ces *Dérives* présentées par Philippe Genty au Théâtre de la Ville, interprétée par ses marionnettes, par Pascale Blaison, Christian Carrignon, Katy Deville, Gabriel Guimard, Eric de Sarria. Histoire nocturne zébrée de brefs éclats lumineux. La poésie y vient de la simplicité et finit par installer une angoisse que par instants déchire la dérision. A la fin, ce qui reste et ne s'oublie pas est l'impression d'avoir traversé un monde fantasmagorique, enfermé dans le cercle vicieux des peurs indicibles, là où le rêve dévoile la vérité.

COLETTE GODARD

▶ **Théâtre de la Ville — 20 h 45 du 26 au 31 décembre. A 18 h 30, reprise de *Désirs parade.***

CINÉMA

Obsessions

« L'homme qui voulait savoir », un film hitchcockien d'un réalisateur néerlandais, George Sluizer une fois encore sauvé par les comédiens

Il a posé des affiches partout, avec le portrait de Saskia la blonde... Un homme macho, brun et tourmenté (Gene Bervoets) veut savoir ce qu'est devenue son amie, disparue dans le magasin d'une station-service, il y a trois ans. Déjà, quelque temps auparavant, sa femme l'avait lâché au beau milieu de la route. Mais ils venaient de se disputer gravement et, vraisemblablement soulagé, il n'a rien fait pour la retrouver. Or cette seconde fois était bien différente : lui et Saskia étaient en pleine lune de miel. C'est pourquoi, trois ans plus tard, pour savoir, il revient sur les « lieux du crime » avec une autre amie, qui supporte mal la présence du fantôme.

Parallèlement à cette recherche obsessionnelle, l'obsession d'un autre homme : le meurtre parfait et parfaitement gratuit. Simplement par entraînement au défi : à seize ans, il saute du balcon, plus tard se jette dans une eau bourbeuse pour sauver une enfant, puis y retourne repêcher sa poupée. Il passe pour un héros aux yeux de sa fille — *« Un héros, dit-il à peu près, c'est dangereux, c'est seulement quelqu'un capable d'un moment d'excès. »* Alors lui aussi veut savoir. Savoir s'il peut franchir la porte du mal.

Lui, c'est Bernard-Pierre Donnadieu, visage bouffi et lisse d'eunuque, prolongé d'une petite barbe minable. Tout en lui est miteux : son comportement maniaque avec sa femme, ses filles, ses élèves — il est prof, — avec les chiffres. Sa façon de préparer son crime, sans passion. Sa façon d'aborder les femmes, de se faire rembarrer, sans dignité. Donadieu poursuit le premier homme, joue avec lui au chat et à la souris, puis va le chercher, se raconte par retours en arrière et, forcément, le suspense disparaît. Tout ce qu'il y a de convenu dans l'histoire, de prétentieux dans le traitement du film devient terriblement visible. On se rend compte alors que l'intérêt tient au jeu appuyé, mais impitoyable, et précis, et juste, des deux acteurs. Ils décalent la vérité, et elle devient étouffante. Comme chez Hitchock, qui faisait naître l'angoisse d'intrigues incroyables. On y pense, le réalisateur aussi sans doute. Mais il a oublié l'essentiel : l'humour.

COLETTE GODARD

FESTIVAL JEAN COCTEAU
27, 28, 30 DECEMBRE 20 H 30
OPERA COMIQUE
LES MARIES DE LA TOUR EIFFEL
LE BŒUF SUR LE TOIT
LE PAUVRE MATELOT
RENSEIGNEMENTS-LOCATION : 42.60.04.99 – 42.96.12.20

Chez IKEA
les prix sont si bas
qu'on a l'impression
d'avoir eu
une augmentation.

Et ça, ça s'arrose!

LOBBY
lot de 12 verres à vin 19 cl.

Ils sont fous ces Suédois IKEA®

Offre valable jusqu'au 7 janvier 1990 dans la limite des stocks disponibles.

IKEA PARIS NORD II. AUTOROUTE DU NORD. SORTIE 22 PARIS NORD. LUN - VEN : 10 H -20H SAM : 9H -20H DIM : 10H -19H NOCTURNE MER 22H TEL. (1) 48.63.20.25.

IKEA PARIS EVRY AUTOROUTE DU SUD. SORTIE EVRY LISSES MENNECY LUN -VEN : 10 H -20 H. SAM : 9 H-20 H. NOCTURNE JEU ET VEN 22 H TÉL.: (1) 64.97.71.30.

IKEA LYON. ZAC DU CHAMP DU PONT ST-PRIEST. LUN - VEN : 10 H -20H SAM : 9H -20H NOCTURNE JEU ET VEN 22H TEL. (1) 78.26.49.48.

IKEA MARSEILLE. RN 113 CENTRE CIAL VITROLLES ESPACE. LUN VEN : 10 H -20H SAM 9H -20H DIM 10H -19H TEL. (1) 42.89.98.16.

IKEA LILLE. C. CIAL DE LOMME. BUS METRO. STATION, ST-PHILIBERT LUN VEN. 10 H -20H SAM 9H -20H NOCTURNE MER 22H TEL. (1) 20.93.36.77.

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUS NOS MAGASINS MINITEL 3614 IKEA

SPORTS

RAID-MARATHON : le 12e Paris-Tripoli-Dakar

Le désert français

A l'aube du lundi 25 décembre, les 490 équipages engagés dans le douzième raid-marathon Paris-Dakar ont pris le départ à la Défense (Hauts-de-Seine). Par la route des vacances, ils ont gagné Marseille où une haie de spectateurs a suivi leur lente progression jusqu'aux quais du Vieux-Port.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Les jours de Noël ne sont pas des moments où les couche-tard vont terminer leur réveillon en regardant s'élancer les monstres mécaniques. Seul un millier de spectateurs avaient bravé l'air frais de ce lundi 25 décembre pour assister sous l'arche de la Défense au départ des concurrents de la douzième édition de l'épreuve africaine. *« C'est vraiment dommage, le lieu est superbe, mais la date nous dessert trop »*, expliquait le motard Cyrille Neveu en souhaitant un retour rapide au départ le 1er janvier, comme par le passé.

Sans admirateurs enthousiastes, les cavaliers du désert ont chevauché leurs machines dans la discrétion. Possesseurs de rêves intérieurs de dunes et de pistes, ils ont quand même compris que des événements plus tragiques et plus importants détournaient l'attention de leurs concitoyens. Là-bas, à l'Est, l'actualité faisait surgir la liberté et rendait plus dérisoire leur quête de sensations fortes.

Mais, au fil des heures et des kilomètres parcourus, cette impression de solitude s'est légèrement estompée. *« Sur les routes bien givrées du Morvan, il y avait des gens qui nous faisaient signe pour nous proposer du café »*, raconte le porteur du dossard *n° 57*, Thierry Rannou. Un motard tout de noir vêtu, tenant le guidon d'un engin peint de la même couleur. Cette allure un peu sombre ne l'empêche pas de recevoir des encouragements dans les villes traversées. *« Aux carrefours, il y avait toujours une quinzaine de personnes qui s'étaient rassemblées pour voir passer la caravane »*, raconte-t-il.

Des manifestations spontanées qui l'ont agréablement surpris mais qui l'ont aussi étonné. *« Les gens applaudissaient un exploit que nous n'avions pas encore réalisé »*, reconnaît Thierry... Lui, comme les cent trente-six autres motards engagés dans l'épreuve, espère atteindre Dakar, mais pour l'instant demeure modeste. Après avoir suivi trois éditions du rallye avec un appareil photo ou un stylo, cet ancien journaliste du quotidien *Sport* a décidé de se lancer dans l'aventure.

« Je suis un nouvel adepte de la moto, explique-t-il, *mais j'ai décidé de beaucoup m'entraîner en participant à des stages d'endurance l'été dernier. »* Cet ancien navigateur est un sportif accompli. Il avoue que sa longue pratique des sports de glisse l'a aider à maîtriser un engin qui a toujours tendance à refuser la position verticale. Mais il a aussi appris à réfléchir *« avant d'utiliser la manette des gaz »* et à doser l'effort demandé au moteur.

Impression de faire la manche

Ses premiers tours de roue en compétition, il les a effectués à l'automne, lors du rallye des Pharaons. Une honorable vingtième place lui avait donné un peu trop confiance en lui lors de l'avant-dernière étape. *« A 120 kilomètres-heure, je me suis relâché et j'ai heurté un caillou. Résultat : huit heures de souffrances avec un traumatisme crânien. »* L'accident n'a pas stoppé son ardeur pour autant. A peine remis, il s'est lancé dans la chasse aux financiers pour boucler le budget de sa course.

Grâce à une marque de parfum, il a pu accumuler les fonds nécessaires à son entreprise. Car le rallye est dévoreur de moyens, même lorsque l'on a, comme lui, la chance de bénéficier du prêt d'une ancienne moto d'usine. *« Un amateur doit disposer d'un mécanicien s'il veut bénéficier d'un minimum d'assistance technique »*, explique Thierry en détaillant le coût de l'investissement : *« Un salaire de 800 francs par jour plus 66 000 francs de frais de transport. »* Ensuite, il y a les pièces spéciales, indispensables pour des motos qui affrontent les sables, et les roues de secours qu'il faut faire acheminer.

« Parfois, on a vraiment l'impression de faire la manche en allant trouver les concurrents de la catégorie camions pour essayer de leur confier une caisse ou des pneus. » De longues transactions pour aboutir à un tarif de 160 francs par kilo de matériel transporté. Des négociations qui peuvent s'avérer vaines si le camion que l'on a choisi ne prend pas le départ. Sur les quais du Vieux-Port, entre les haies de Marseillais qui saluent les camions, Thierry va continuer ses recherches car il a encore un moteur de secours à « caser ».

Son budget de départ (350 000 francs) risque de connaître une légère inflation. Qu'importe, le passionné veut mettre tous les atouts de son côté. Il souhaite réussir son pari. Il estime nécessaire de tout faire pour répondre aux applaudissements de ces milliers de jeunes qui l'ont encouragé ainsi que ses compagnons dans les rues de Marseille.

SERGE BOLLOCH

□ **FOOTBALL : Michel Platini diplômé.** — Directeur des sélections nationales, Michel Platini vient d'obtenir son diplôme d'initiateur sportif. L'ancien international a terminé à la première place d'un stage qui regroupait dix-sept candidats au CREPS de Nancy. Il a été dispensé de la partie technique de l'examen où le jury lui a attribué la meilleure note possible. Il a toutefois dû plancher sur la pédagogie, l'arbitrage, l'administration et les connaissances générales en football. Michel Platini était à la tête de l'équipe de France depuis novembre 1988 sans avoir le moindre diplôme professionnel. Son but est d'atteindre le brevet d'Etat du troisième degré.

Un album de Chenez

La vie entre sur les courts

Le 7 septembre 1972, au moment des événements tragiques de Munich, Bernard Chenez offrait ses premiers traits de crayon aux lecteurs du *Monde*. Le dessin représentait les cinq anneaux olympiques d'où s'échappaient des gouttes de sang. L'actualité avait fourni l'occasion de cette rencontre entre l'illustrateur et le monde du sport.

Au cours des dix années qui allaient suivre, Chenez n'eut pas l'occasion de retrouver la route des stades. Avec ses complices, Konk et Plantu, il avait assez à faire pour les pages spéciales éducation ou les articles de politique étrangère. En septembre 1987, grâce à la dernière page de l'éphémère quotidien *le Sport*, il a signalé son retour. Chaque matin il signait son « édito », une ligne de texte au-dessus d'un dessin volontairement provocateur, pour faire descendre de leur piédestal les vedettes des stades.

Grâce à Noël Couëdel, directeur de la rédaction de *l'Equipe*, Chenez n'est pas resté longtemps sans se moquer des sportifs, quand *le Sport* a dû mettre la clé sous la porte. Le « Chenez » illustre maintenant, depuis près d'un an, les colonnes de ce journal. Il y apporte cette bouffée d'air qui tempère une légère tendance au conformisme. A côté des cocoricos ou des sempiternels titres sur la forme de Yannick Noah, une fenêtre offerte au dessinateur laisse passer un vent iconoclaste.

Chenez est un doux. Il ne veut de mal à personne, mais il entend les sportifs, il les voit sur son petit écran ou du haut des gradins, et il laisse aller son crayon. Est-ce sa faute si les chars envahissent la place Tiananmen au moment où un petit joueur de tennis nommé Michael Chang ridiculise un Tchèque nommé Ivan Lendl ? Comment éviter que son dessin ne fasse apparaître un tank sur la brique rouge de Roland-Garros ? La vie entre sur le court et Chenez fait sourire le lecteur, il lui rappelle que le sport n'est pas un univers clos, en marge de la société.

Le crayon du dessinateur saisit toutes les occasions. Rien n'échappe à l'observateur, ni Michel Platini rêvant aux lendemains qui chantent, ni Ben Johnson courant une seringue plantée dans la cuisse. Une centaine de dessins parus dans *l'Equipe* viennent d'être rassemblés dans un petit album, que Chenez a intitulé *« J'essaierai de faire mieux la prochaine fois »*. Par dérision pour ce monde de sport qu'il aime autant qu'il le raille.

S. B.

▶ *J'essaierai de faire mieux la prochaine fois !* Chenez, 140 pages. Denoël.

COMMUNICATION

La bataille judiciaire pour le contrôle de Mondadori

Match nul entre M. Berlusconi et M. De Benedetti

Vendredi 22 décembre, M. Silvio Berlusconi semblait avoir marqué un point décisif dans la tentative de prise de contrôle du groupe de presse italien Mondadori. Mme Gabriela Manfrin, juge à la huitième section du tribunal de Milan, avait, en effet, fait droit à sa requête et interdit la convocation d'une assemblée générale extraordinaire de Mondadori par M. Carlo de Benedetti. L'*ingegnere* comptait sur cette réunion pour lancer une augmentation de capital et diluer ainsi la participation de M. Berlusconi.

Mais dès le lendemain, M. De Benedetti tenait sa revanche. Le vice-président du tribunal de Milan, M. Clemente Papi, confirmait le séquestre des actions de la famille Formenton dans l'AMEF, holding qui détient 50,3 % des actions de Mondadori. Mme Cristiane Mondadori-Formenton et ses fils Luca s'étaient engagés le 21 décembre 1988 à céder leur participation dans l'AMEF à M. De Benedetti. Or le juge estime que la famille Formenton a bien tenté de rompre ce contrat en vendant ses actions à M. Berlusconi. Dans le même jugement, M. Papi place sous séquestre un paquet d'actions Mondadori, déjà achetées par M. De Benedetti à la famille Formenton, action qui au terme du contrat de décembre 1988, doivent être « neutralisées » en cas de désaccord entre M. De Benedetti et la famille Formenton.

Le patron d'Olivetti et le magnat de la télévision privée italienne se retrouvent donc à égalité après ce match nul juridique. Ni M. De Benedetti, ni M. Berlusconi ne semblent en mesure d'imposer leur pouvoir dans un groupe qui a pourtant besoin de décisions rapides, ne serait-ce que pour éponger les pertes dues au rachat récent du quotidien *Repubblica*. Le juge Clemente Papi a invité les deux parties à la négociation.

J.-F. L.

En rachetant la participation de M. Alan Bond

M. Maxwell cherche à entrer dans le satellite BSB

Selon le quotidien britannique *Financial Times*, M. Robert Maxwell négocie le rachat de la participation de M. Alan Bond dans le consortium British broadcasting satellite (BSB).

Ce consortium a reçu l'autorisation d'exploiter, pour quinze ans, quatre canaux de télévision directe sur le satellite britannique. M. Alan Bond, homme d'affaires australien, détient 35 % du capital de BSB, mais il doit faire face à deux tentatives d'OPA et réduire rapidement un énorme endettement en sacrifiant des actifs (*le Monde* du 5 décembre).

M. Robert Maxwell a toujours rêvé d'entrer sur le marché de la télévision britannique autrement que par la porte étroite des quelques chaînes câblées qu'il possède. S'il parvient à prendre pied dans BSB, il se retrouvera en concurrence avec son vieux rival, M. Rupert Murdoch, qui a déjà lancé Sky Television, quatre chaînes sur le satellite Astra (*le Monde* du 15 novembre). Selon le *Financial Times*, les autres actionnaires du BSB-Granada, les éditeurs Pearson et Reed, le groupe Chargeurs de M. Jérôme Seydoux — ne sont pas opposés à l'arrivée de M. Maxwell. Mais la nouvelle loi sur l'audiovisuel, en discussion devant le Parlement, limite à 20 % la participation d'un groupe de presse dans une entreprise de télévision.

Les Rolling Stones en direct sur le câble américain

La télévision à la carte mise sur l'événement

La télévision à la carte (« pay-per-view »), qui permet au téléspectateur américain de choisir et de payer à la carte ses programmes sur le câble, n'a pas encore répondu aux espoirs portés sur elle. La retransmission de grands concerts de rock pourrait cependant, avec les événements sportifs, doper son expansion.

Une grande affaire que ce concert final de la tournée américaine des Rolling Stones ! MTV, la chaîne musicale, en parlait depuis des semaines, multipliant les interviews, portraits, rétrospectives et témoignages sur le plus mythique des groupes de rock'n'roll. La radio *ABC* faisait également savoir que le grand soir du 19 décembre, à 20 h 30 précises, elle ouvrirait ses micros stéréo pour trois heures de concert « inoubliables », faisant de ses stations affiliées et clientes des privilégiées enviées dans toute l'Amérique. Et la presse, à grands coups de placards de publicité, annonçait aux abonnés du câble qu'en passant un simple coup de fil, ils pourraient, eux aussi, faire partie du club des élus et assister en direct, dans leur fauteuil, à ce spectacle exceptionnel. L'événement chez eux en temps réel, grâce à Showtime Event, l'un des services de télévision à la carte, la « *pay-per-view* ».

L'enjeu, en fait, était important pour les promoteurs de ce service de télévision par câble, certains observateurs allant même jusqu'à considérer cette retransmisson comme un test pour l'avenir et les débouchés du système. Un système dans lequel l'industrie du câble, du cinéma et du spectacle vivant avait placé de grands espoirs, lors de son lancement il y a déjà une dizaine d'années, mais qui n'a pas encore réussi à trouver son équilibre.

La formule est simple : elle permet aux téléspectateurs de s'échapper des pesanteurs des grilles des programmes habituels et de recevoir chez eux, sur un simple appel de leur part, un programme particulier (un film très récent, un événement sportif en direct, un concert) qu'ils paieront à l'unité. L'ennui, c'est que le prix du spectacle (entre 90 F et 250 F) se rajoute au coût de l'abonnement mensuel au câble et que le choix est tel entre toutes les chaînes thématiques que le spectateur hésite aujourd'hui à débourser davantage pour élargir son éventail, fût-ce pour disposer d'un programme à la carte. C'est ce qui explique l'échec relatif des films de cinéma, même s'ils constituent le pain quotidien des services de « *pay-per-view* ». Encore les studios de Hollywood attendent-ils l'accroissement du nombre de foyers susceptibles d'accéder au système (actuellement 13,5 millions, soit 20 % de foyers), pour tirer des conclusions susceptibles de modifier l'économie d'un film ou de bousculer le calendrier de sa sortie en vidéo.

Priorité au direct

L'autre chance de la télévision à la carte réside dans la retransmission d'événements exceptionnels — leur nombre a doublé en 1989 — qui constitue d'ores et déjà sa plus importante source de revenus. Les fans des combats de boxe, de catch ou de concerts ne regardent guère à la dépense pour assister en direct à un événement auquel aucune autre chaîne ne peut les emmener. Et ce n'est pas un hasard si le record des recettes (165 millions de francs) est actuellement détenu par la retransmisson du combat qui a opposé, en juin dernier, Sugar Ray Leonard à Roberto Duran et pour lequel les téléspectateurs avaient dû payer 150 F.

« La magie de la télévision, c'est le direct. C'est la joie de se sentir participer à un événement au moment même où il se déroule. C'est le sentiment de faire partie d'une communauté éparpillée dans tout le pays, mais qui vibre à l'unisson », explique M. Tom Neville, vice-président de Showtime Event TV, qui retransmettait le concert des Rolling Stones. *« Il n'y a que la télévision à la carte qui puisse offrir ce plaisir pour un événement comme celui-là. »*

Il est encore trop tôt pour savoir si le concert des Stones a battu le record des matches de boxe ou de catch, mais les promoteurs affichent déjà leur satisfaction. *« C'était l'un des plus beaux concerts de la décennie*, affirme M. Neville. *Les efforts de marketing et de promotion ont réussi à le faire apparaître comme l'événement qu'on n'avait pas le droit de rater. »* Un événement que Showtime a payé très cher (on parle de deux millions de dollars de droits de retransmission) mais qui pourrait rapporter entre 4 millions et 6 millions de dollars de recette.

ANNICK COJEAN

Nouvelle société de financement du cinéma

SOFIARP réunit 88 millions de francs

Une nouvelle SOFICA — société de financement du cinéma et de l'audiovisuel, — la SOFIARP, a été officiellement constituée, mardi 19 décembre, à l'initiative de l'ARP, la société civile de collecte de droits réunissant depuis deux ans le gotha des auteurs-réalisateurs-producteurs du cinéma français. Destinée à *« favoriser le financement d'une production cinématographique de qualité »*, cette SOFICA ne fera pas d'appel public à l'épargne. Elle réunit, en effet, aux côtés de Canal Plus et de Chargeurs SA, la plupart des grands investisseurs dans l'audiovisuel : la BNP, Bouygues, Générale des eaux, Havas qui, chacun, ont apporté 10 millions de francs. Ils ont été rejoints par Gaumont, Expand, la Banque commerciale privée, MSC (le holding de M. Michel Seydoux), le GAN ainsi que plusieurs membres de l'ARP (Claude Berri, Claude Lelouch, Bertrand Tavernier, Claude Millo, Constantin Costa-Gavras, Luc Besson et Jean-Jacques Annaud).

En réunissant ainsi un capital de 88 millions de francs, SOFIARP devient d'emblée, la SOFICA ayant collecté le plus de fonds cette année. L'ensemble des autres SOFICA existantes n'ont réuni cette année que 130 millions de francs, faute d'avoir obtenu les aménagements de la réglementation qu'elles estimaient nécessaires (*le Monde* du 26 octobre).

EN BREF

□ **FR 3 : la nouvelle tranche d'information de la mi-journée devrait démarrer à la mi-janvier.** — Après la nomination de Norbert Balit à la direction de la rédaction et celle de Paul Amar au « 19-20 », FR 3 poursuit la réorganisation de ses émissions d'information. C'est ainsi que le nouveau « 12-13 » devrait être mis en place à la mi-janvier. S'y succéderont informations régionales, nationales et internationales sur le modèle du « 19-20 ». Anne de Coudenhove, actuellement à Canal Plus, en sera la présentatrice et Gilles Vaubourg, le rédacteur en chef. Soir 3, d'autre part, devrait bénéficier d'un horaire fixe (entre 22 h 15 et 22 h 30) et sera présenté par Marc Autheman, un ancien de « Télématin » sur A 2 ; son rédacteur en chef sera Patrick Vinsonneau. Enfin, les journaux du week-end seront désormais présentés par Eric Cachart (auparavant au « 19-20 ») et les flashs horaires, une semaine sur deux, par Catherine Matausch et Didier Chaumont.

□ **Le gouvernement souhaite renforcer la présence audiovisuelle de la France en Europe de l'Est.** — Le gouvernement estime nécessaire de *« renforcer en (...) Europe de l'Est, l'action audiovisuelle de la France »*, déclare un communiqué de l'hôtel Matignon, à l'issue de la première réunion du Conseil de l'audiovisuel extérieur présidé par le premier ministre. Le Conseil a en outre décidé, vendredi 22 décembre, de rénover *« l'organisation et la grille des programmes »*, de la chaîne francophone TV 5, ainsi que d'étendre au reste du monde, avec la SOFIRAD comme opérateur, les activités de Canal France International, banque de programmes créée en avril dernier à destination des télévisions africaines et proche-orientales. Enfin, le Conseil a confirmé qu'Antenne 2 pourrait être mise *« à la disposition des pays qui le sollicitent, à l'instar de ce qui s'est fait en Tunisie et qui est en cours de réalisation à Athènes »*.

CHAMPS ECONOMIQUES

Le bilan économique 1989

Vent d'Est

Un grand vent de liberté a soufflé sur l'Europe de l'Est, réveillant tour à tour les populations, de la Pologne à la Roumanie. L'ouverture du mur de Berlin, le 9 novembre, a été le symbole de ces retrouvailles avec la démocratie, après quarante ans de gel totalitaire. Le dirigisme bureaucratique, la planification autoritaire n'avaient pas engendré de lendemains qui chantent.

Aussi les bouleversements à l'Est traduisent-ils le rejet d'un communisme perverti et l'attrait d'un libéralisme scintillant. L'économie de marché et la société de consommation font recette, marquant des points également à l'Ouest et partout dans le monde. De fait, les vingt-quatre pays membres de l'OCDE ont connu leur septième année de croissance consécutive, après la légère récession de 1982.

Bien plus : depuis le début de 1987 et jusqu'à la fin du premier semestre de 1989, le rythme annuel a atteint 4 %. Et la croissance a de nouveau été tirée par une rapide progression des investissements productifs, en principe porteurs d'avenir, et des exportations – notamment en Allemagne – qui, pour la première fois, ont dépassé les 3 000 milliards de dollars.

Le tout s'est déroulé dans une ambiance inflationniste relativement douce, même si les prix ont quelque tendance à s'accélérer depuis trois ans. Parallèlement, des progrès ont été réalisés dans la résorption des déséquilibres extérieurs, notamment des Etats-Unis, déficitaires, et du Japon, excédentaire. Le pragmatisme monétaire et le pointillisme bancaire ont donné des résultats positifs dans un climat de coopération internationale consolidée.

Du coup, le chômage a continué de se réduire, pour la sixième année consécutive, étant revenu de 8,7 % de la population active en 1983, à 6,6 % en 1989. Toutefois, il touche encore plus de 25 millions de personnes dans l'ensemble de l'OCDE – près de 16 millions en Europe, – et l'emploi prend parfois des formes floues, sans oublier les phénomènes de pauvreté et d'exclusion.

Tout compte fait, le capitalisme apparaît triomphant et les tensions ou les incidents, comme le mini-krach boursier du 13 octobre, servent à la poursuite de son mouvement. L'économie mondiale sort renforcée de cette année 1989, marquée par maintes concentrations-fusions-associations (comme Daimler-Benz-MBB, première société européenne), ainsi que par la présence, parfois obsédante, du Japon.

Toutefois, la rançon de la croissance a été une aggravation des inégalités entre les pays – avec le poids toujours lourd de la dette du tiers-monde (1 300 milliards de dollars) et de la malnutrition (500 millions de personnes) – et à l'intérieur des pays eux-mêmes. Le risque en est une dégradation de la nature et une uniformisation des cultures sous le règne de l'argent. Peut-être le vent d'Est permettra-t-il la naissance d'une autre Europe, plus humaine, de l'Atlantique à l'Oural.

ACTIVITÉ

En bonne santé

Alors que les pays industrialisés avaient en 1988 tous marché d'un même pas rapide sur le chemin de la croissance, 1989 aura enregistré deux défaillances. Dans le premier cas – les Etats-Unis, – le mot exact serait plutôt essoufflement ; dans le second cas – la Grande-Bretagne, – mieux vaudrait parler de fièvre exigeant repos.

Tel est bien le tableau d'une année qui, dans l'ensemble a été très bonne en termes d'activité, de production, de création d'emplois. Que, dans l'ensemble des pays industrialisés, la croissance n'ait été d'après l'OCDE qu'un peu supérieure à 3,5 % alors qu'elle avait été de 4,4 % l'année précédente ne traduit pas de changement notable de climat.

Celui-ci est resté très bon, les industriels continuant d'investir et les ménages de consommer alors que les échanges commerciaux dans le monde continuaient de se développer (7,6 % en volume, après 9 %). D'une certaine façon, on peut dire que l'optimisme n'a cessé de monter en cours d'année, au fur et à mesure que s'estompaient les craintes d'une accélération de l'inflation dans le monde, au fur et à mesure, aussi, que s'effaçaient les risques de récession aux Etats-Unis.

Depuis le début de 1987, la croissance moyenne des productions nationales a été de 4 % en volume dans l'ensemble des grands pays industrialisés. Un résultat étonnant qui rappelle presque les performances des belles années d'avant 1974 et le premier choc pétrolier. Qu'à ce rythme-là certains pays commencent à décrocher n'a rien d'étonnant.

Les Etats-Unis en sont à leur septième année d'expansion. Leurs exportations de produits manufacturés – moteur important de leur activité – ont atteint des taux exceptionnels de progression : 22 % en 1987, 15 % en 1988, plus de 10 % encore en 1989. La pause enregistrée outre-Atlantique s'explique par l'usure des effets de la baisse du dollar, interrompue en 1985. Elle s'explique aussi, de façon plus conjoncturelle, par le durcissement d'une politique monétaire qui n'a commencé à se relâcher qu'au printemps 1989. Rien n'empêche maintenant de penser que la croissance rebondira aux Etats-Unis en 1990 avec un dollar de nouveau à la baisse.

Le cas britannique est plus inquiétant dans la mesure où depuis longtemps des déséquilibres sérieux se sont installés outre-Manche (inflation des prix et plus encore des salaires ; déséquilibre des paiements extérieurs). Les autorités monétaires ont été contraintes d'étrangler l'activité économique par des taux d'intérêt portés à 15 %.

Toutefois, dans tous les autres pays, quel optimisme ! Le Japon aura approché les 5 % de croissance, après déjà 5,7 % en 1988. La RFA, déjà en plein boom avec un taux de croissance annuelle dépassant 6 % au premier semestre 1989, n'a cessé de réviser ses comptes à la hausse pendant toute la seconde partie de l'année, sous l'effet euphorisant du grand mouvement de libéralisation intervenu dans les pays du bloc communiste et, bien sûr, d'abord en RDA.

Toute l'Europe a bénéficié de cette santé éclatante qui va faire rapidement oublier les craintes que beaucoup nourrissaient à l'égard d'une RFA à la démographie déclinante. Ainsi l'Europe – aidée par les pays pétroliers aux revenus constitués – compensait-elle l'essoufflement anglo-saxon. Et l'on voyait, comme dans un ballet bien réglé, la consommation des ménages se substituer en fin d'année à l'exportation et à l'investissement comme moteur essentiel de la croissance.

Ces mouvements permettaient d'envisager une année 1990 poursuivant sur sa lancée. On imagine mal les industriels de tous pays freinant durablement leurs investissements au moment où les niveaux de vie s'améliorent plus rapidement, où se prépare un grand marché européen, et alors que les pays de l'Est découvrent des besoins plus immenses encore qu'on ne l'imaginait.

ÉCHANGES

3 000 milliards de dollars

L'année a été un nouveau grand cru pour le commerce international : 7 % de croissance en volume, venant après les 8,5 % de 1988, selon le GATT. En valeur (en dollars courants), le commerce mondial des marchandises aura franchi en 1989 le cap des 3 000 milliards.

Il faudrait ajouter quelque 20 % représentant la valeur des services faisant l'objet de transactions internationales (560 milliards de dollars en 1988). Dans le même temps, la production des biens et services progresse en volume à un rythme moins rapide – quoique très honorable.

Cette divergence, qui s'accentue depuis quelques années, entre la croissance du commerce et celle de la production, reflète l'intégration en cours des économies nationales dans l'« économie monde ». La part du commerce extérieur dans la production nationale s'accroît presque partout, imposant les normes de la concurrence internationale jusqu'au cœur de ce qu'on appelait naguère les « secteurs protégés » par opposition aux « secteurs exposés », les premiers tendant d'ailleurs à se réduire.

Les politiques économiques – au sens large – suivies par les partenaires commerciaux influencent de façon de plus en plus importante les flux commerciaux, donc l'économie nationale des autres pays. On en a eu l'illustration avec les Etats-Unis de 1985-86, tirant l'économie mondiale par leurs importations, que favorisaient le dollar fort et la reprise intérieure ; puis, avec les Etats-Unis de 1987, affolés par leur déficit commercial et la perte de leurs parts de marché, adoptant une attitude nettement plus défensive (l'article 301 de la loi générale de 1988 sur le commerce extérieur permet de prendre des mesures de rétorsion unilatérales contre les partenaires commerciaux jugés « déloyaux »).

Il en résulte l'importance des négociations commerciales en cours dans le cadre de l'« Uruguay Round », qui doit s'achever en novembre 1990. Le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) a joué pendant quarante ans le rôle de plate-forme commune pour les relations entre nations commerçantes, et il a permis d'abaisser la moyenne des tarifs douaniers mondiaux de 40 % en 1947 à moins de 5 % aujourd'hui. Mais il lui faut maintenant s'adapter aux problèmes actuels du commerce international – ou perdre progressivement toute utilité.

Déjà, 20 % des transactions, celles portant sur les services, échappent à ses règles. Comment les réintégrer ? Comment faire respecter les droits de propriété intellectuelle liés au commerce. Comment traiter les investissements commerciaux ? Et, surtout, comment traquer le protectionnisme sournois qui prend des formes juridiques (actions anti-dumping) ou diplomatiques, avec des accords bilatéraux par lesquels les pays producteurs limitent « volontairement » leurs exportations de tel ou tel produit ?

Questions complexes, d'autant plus difficiles à résoudre quand plus de cent pays sont concernés, dans des regroupements à géométrie variable (on est bien loin de la simple dichotomie Nord-Sud). La complexité n'exclut d'ailleurs pas les affrontements frontaux de bloc à bloc, comme c'est le cas entre la Communauté économique européenne et les Etats-Unis sur les subventions agricoles. Les pessimistes craignent, si l'« Uruguay Round » ne débouche sur rien de concret, une dérive protectionniste.

La santé du commerce mondial, qui n'a jamais été aussi insolente que depuis le milieu des années 80, justement au moment où l'on a vu refleurir toutes les pratiques douteuses dénoncées par le GATT, leur apporte la meilleure des garanties. Même si tous les pays ne profitent pas également – tant s'en faut – du pactole commercial, aucun n'a intérêt à assassiner Mercure.

Le renouveau industriel

Les rachats « amicaux » c'est-à-dire avec le consentement de la société acquise, semblent avoir remplacé en 1989 les OPA « sauvages » qui avaient marqué 1988. Les raisonnements industriels commencent-ils à regagner un peu sur les pures spéculations financières ? Les raiders héros de Wall Street sont-ils passés de mode ?

Il est difficile de répondre, tant l'actualité se charge ces temps-ci de démentir les pronostics. Mais il faut relever que Sir James Goldsmith a manqué son OPA sur le conglomérat britannique BAT (ex-British American Tobacco), ce qui laisse à penser que l'importation en Europe des OPA géantes financées par des emprunts douteux, les junk-bonds, n'est pas si aisée.

Restent des OPA importantes. Celle, conjointe dans l'électronique de l'allemand Siemens et du britannique GEC sur l'autre britannique Plenye qui a réussi ou celle du groupe Paribas en France sur la Compagnie de navigation mixte qui fut manquée. Le rapprochement des firmes et leur mondialisation ont encore une fois marqué l'année.

En Europe, la concentration des entreprises s'accélère à l'approche de 1993, date d'entrée en vigueur du grand marché : dans la finance – l'armateur allemand Colocria repris par le groupe Victoire – comme dans l'industrie – l'allemand MBB (aéronautique et électronique militaire) acquis par Daimler-Benz qui consolide sa place de plus grande société européenne.

Cette opération, par sa taille, a d'ailleurs soulevé des craintes en RFA de voir se constituer un *Konzern* surpuissant dictant sa loi aux autorités fédérales. Le groupe fait valoir que seule une importante taille permettrait de lutter à armes égales contre les concurrents.

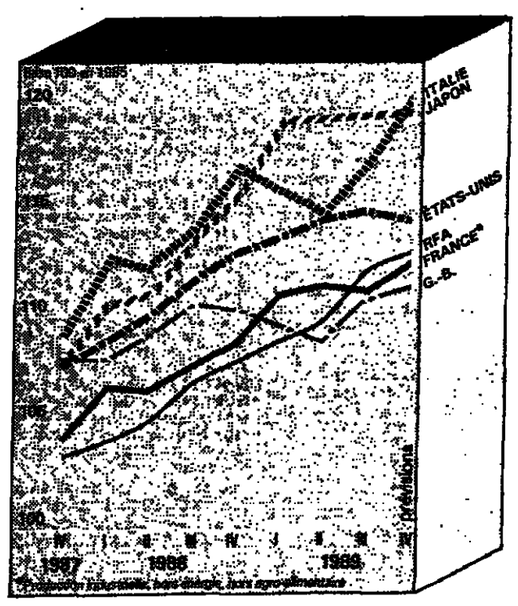
Même raisonnement dans tous les pays et dans tous les secteurs : en France, par exemple, où l'Etat a conduit une deuxième restructuration de la chimie d'Etat. En Espagne, des entreprises trop petites sont jugées inviables et sont vendues à des groupes étrangers – Pegazo dans les poids lourds repris par les allemands Man et par le même Daimler-Benz.

Les géants japonais, eux, poursuivent leur internationalisation. A cet égard le rachat de Columbia, major de Hollywood, par le japonais Sony et celui du Rockefeller Center à New-York, par Mitsubishi, resteront comme des symboles. Côté Ouest et côté Est les Etats-Unis subissent la mainmise japonaise. Mais les Européens ont, eux aussi, eu leur part du grand festin d'une Amérique qui, après avoir racheté le monde dans les années 50 et 60, voit désormais les investissements étrangers se multiplier sur son sol.

Autres investissements : ceux effectués dans les pays de l'Est. L'implosion du communisme au-delà du rideau de fer a provoqué une explosion de projets, notamment dans la télévision par câble (un groupe d'investisseurs américains en Pologne), de l'automobile (des Japonais en Hongrie). Si le marché chinois a été fermé après les événements de la place Tiananmen à Pékin avant l'été, causant des reports et des déceptions – notamment dans les industries de biens de consommation, – l'Est européen a vu s'ouvrir tous les espoirs.

Au total, l'impression d'une industrie mondiale dynamique, pleine de projets et d'innovations prédomine. Les années 80 avaient commencé sur le thème de l'ère postindustrielle consacrant les services, le tourisme et les loisirs. Elles se terminent sur une bonne conjoncture dans l'acier, des ventes records d'automobiles et par un renouveau général des techniques et des usines. Les années 90 s'annoncent hyper-industrielles.

PRODUCTION INDUSTRIELLE



CHAMPS ECONOMIQUES

L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

MONNAIES

Le dollar en question

En 1988, le dollar s'était nettement raffermi pour la première fois depuis qu'au printemps 1985 il avait touché son sommet à 3,47 DM et 10,61 F, avant d'amorcer sa descente touchant au plus bas, 1,57 DM et 5,30 F, à la fin 1987. Ce raffermissement fut provoqué par une diminution du très *important déficit commercial* des Etats-Unis, toutefois mise en doute pendant le deuxième trimestre de 1988 qui vit le billet vert céder pas mal de terrain par rapport à son plus haut cours de l'année, 1,92 DM et 6,50 F.

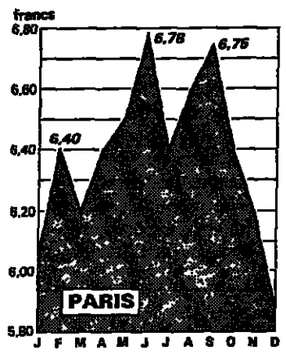
En 1989, son évolution fut très vivement contrastée en raison de l'influence prédominante des variations des taux d'intérêt sur le comportement des monnaies. Ainsi, pendant le premier semestre 1989, la poursuite de la politique restrictive de la Réserve fédérale des Etats-Unis, soucieuse de lutter contre l'inflation et la montée des rendements sur la place de New-York, dopa littéralement le dollar, *dont les cours s'élevèrent à nouveau* jusqu'à l'été pour dépasser leur plus haut niveau de l'année précédente, à 2 DM et 6,80 F.

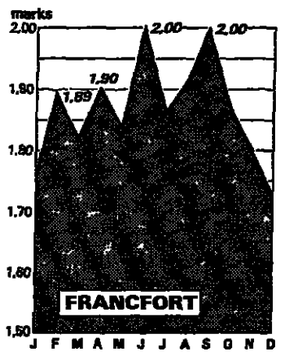
Toutefois, au milieu de l'été, le relatif assouplissement de la politique de la Réserve fédérale, conjugué avec la montée des taux d'intérêt allemands, fit reculer le dollar. Une ruée irrésistible des capitaux internationaux sur le mark, qui offrait à la fois des rendements plus attrayants que par le passé et *la perspective d'une revalorisation* éventuelle en capital pour les placements effectués dans cette monnaie, explique le phénomène. Il se produisit alors un véritable renversement de tendance, les détenteurs de capitaux se mettant à quitter le dollar, dont le cours retomba en fin d'année à près de 1,70 DM et au-*dessous de 6 F.*

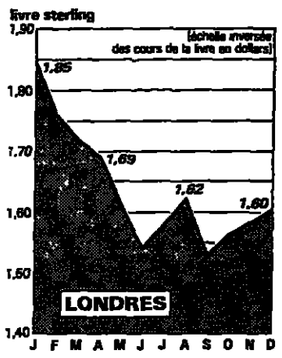
En contrepartie, la devise allemande a opéré, au dernier trimestre 1989, un redressement spectaculaire, à la plus grande satisfaction de la Bundesbank pour qui une monnaie forte est une des meilleures garanties contre l'inflation.

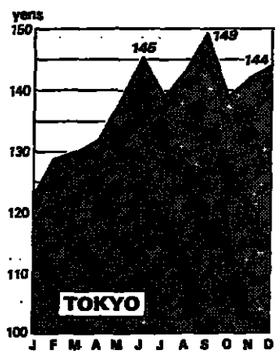
Cela n'a pas été le cas de la livre sterling qui, malgré deux relèvements du taux minimum de la Banque d'Angleterre, porté à un niveau record de 15 %, a fortement baissé à partir de l'automne, surtout par rapport aux devises européennes, mais aussi par rapport au dollar. L'accélération de l'inflation outre-Manche et le gonflement très inquiétant du déficit commercial *ont fini par effrayer les investisseurs internationaux, qui ont commencé à fuir les placements en* livre pour se porter sur le mark.

Le yen enfin a perdu du terrain, et surtout vis-à-vis des monnaies de la CEE, se dépréciant de plus de 18 % par rapport au mark. Ce glissement est attribué d'abord au bas niveau des taux d'intérêt japonais qui n'attire guère les investisseurs en question, et ensuite à la diminu*tion des excédents commerciaux* nippons.









PRIX

Plus de peur que de mal

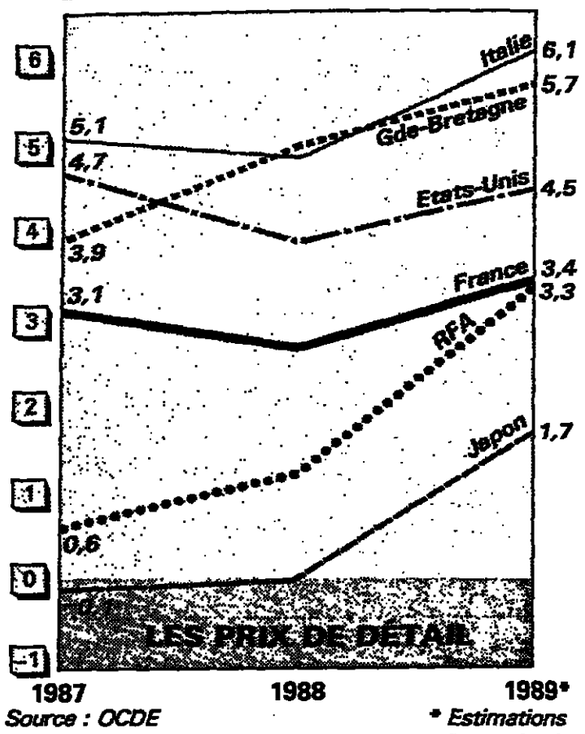
La crainte d'un retour en force de l'inflation, après avoir été au centre des préoccupations des gouvernements et de leurs politiques économiques, s'est, au fil des mois, *progressivement estompée.* Fin 1989, les tensions apparues en début d'année avaient en partie disparu, sauf dans quelques pays comme la Grande-Bretagne, la Suède, l'Espagne, l'Australie...

L'accélération de l'inflation au *premier semestre 1989 a été forte,* la hausse des prix dépassant en moyenne dans l'ensemble des grands pays industrialisés 5 % l'an. Mais ce phénomène provenait en général non pas de dérapages salariaux, mais de la forte hausse des prix pétroliers, de l'alourdissement des taxes indirectes (RFA en janvier), de réformes fiscales (introduction d'une TVA au Japon en avril).

Ce n'est en fait qu'aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne que l'accélération de l'inflation pouvait légitimement inquiéter puisqu'elle provenait de la forte progression des coûts salariaux : dérapage dans les services outre-Atlantique, du fait notamment des cotisations retraites et maladies, mais aussi des primes ; dérapage des salaires outre-Manche, où la main-d'œuvre qualifiée s'arrachait à prix d'or.

A partir de l'été 89, la hausse *des prix a cessé de s'accélérer,* en particulier à cause d'une baisse des prix pétroliers de 6 % au troisième trimestre par rapport au deuxième, mais aussi des cours des matières premières alimentaires, dont l'offre redevenait normale après une longue période d'insuffisance due à la sécheresse de 1988 aux Etats-Unis. Ainsi, à l'automne 1989, la hausse des prix revenait à moins de 5 % l'an.

L'inflation ne s'est pas réinstallée dans les économies industrialisées parce que, échaudé par l'expérience des années 70, les gouvernements ont réagi à temps en durcissant leur politique monétaire. Des taux d'intérêt nominaux et réels très élevés ont limité les risques.



Source : OCDE — ** Estimations*

Il n'empêche que par rapport à 1988 les rémunérations moyennes ont augmenté de 5,7 % par salarié au premier semestre, soit presque un point de plus qu'en 1988. Dans *certains pays comme la Grande-*Bretagne et le Japon l'accélération a été forte, tandis qu'elle restait modérée aux Etats-Unis, en Italie, en RFA, en France.

Il est plus inquiétant de constater *que beaucoup de hausses de* salaires ont été accordées alors même que les progrès de la productivité marquaient le pas, ce qui a eu pour effet de gonfler les coûts unitaires de main-d'œuvre, dont la progression a dépassé de plus d'un point celle de 1988. Ce phénomène *a été surtout sensible en Grande-*Bretagne, en Italie, aux Etats-Unis, au Canada. D'autres pays, comme le Japon, la RFA, la France, ont *été* complètement épargnés.

D'une façon générale, l'accélération des hausses de salaires dans le monde a stabilisé le partage de la valeur ajoutée qui, depuis des *années, ne cessait de se déformer* en faveur des profits des firmes et au détriment des salariés. Juste retour des choses après des années de rigueur salariale.

MATIÈRES PREMIÈRES

Fléchissement

Après avoir donné l'illusion, jusqu'à la fin du premier trimestre, qu'ils poursuivraient sur leur lancée de l'année précédente, les prix des grandes matières premières industrielles ont finalement fléchi, souvent de façon sensible et brutale. *Les métaux ont été les plus* attaqués, le nickel, en particulier, qui a perdu quelque 40 % de sa valeur, pénalisé par la baisse de la production mondiale d'acier inox et la reprise des livraisons en provenance d'Union soviétique.

L'aluminium a dû, lui aussi, en rabattre (– 30 %), déprimé par un recul de la demande et par la reconstitution des stocks chez les producteurs. L'apparition de nouveaux excédents a ruiné la reprise de l'étain (– 30 %), tandis que le cuivre, tout en limitant les dégâts (– 10 %), continuait de perdre des débouchés. Depuis 1980, la part du métal rouge dans les radiateurs automobiles s'est ainsi réduite de 37 % à l'avantage de l'aluminium.

D'une manière générale, les conditions qui avaient maintenu jusqu'ici la pression sur les cours des métaux ont disparu. Les grèves ont cessé dans les mines de zinc du Pérou, les approvisionnements sont redevenus fluides pour la quasi-totalité des non-ferreux, y compris *pour la marchandise de qualité.* Ce retour à la normale a permis une accalmie sur les prix de livraison à court terme.

Si les *besoins en métaux des nouveaux pays industriels restent* importants (pour leur métallurgie et leur activité mécanique), les perspectives de croissance de la consommation dans les pays riches sont limitées. Le Fonds monétaire international a calculé que la demande de métaux non ferreux continuait de progresser, mais moins vite que l'activité des industries utilisatrices. *De leur côté, les* compagnies minières considèrent *que les cours sont de nouveau trop* faibles pour justifier de nouvelles *exploitations de gisements.*

Il semble aussi que le recul des cours *intervenu en 1989 rapproche* le marché des métaux de son niveau d'équilibre. Mais la baisse ne s'est pas arrêtée là : malgré l'explosion de ses usages sanitaires (gants de chirurgie, préservatifs), *le caoutchouc naturel a essuyé une* sévère diminution des prix (– 20 %), provoquée par un « trop-plein » de gomme.

Le café (– 41 %) et le cacao (– 39 %) ont été, une fois encore, les deux plaies du tiers-monde, de l'Afrique *en particulier. Dans* les deux cas, les mêmes maux ont provoqué les mêmes effets : la crise de surproduction, l'éclatement d'accords internationaux et l'absence d'entente entre les producteurs eux-mêmes sur une stratégie commune ont précipité vers l'abîme les prix des denrées tropicales, au plus bas depuis quinze ans.

On a pu constater, en Amérique latine comme en Afrique, combien la crise des cultures de rente incitait les planteurs à se reconvertir dans le cannabis, le pavot ou la coca. Cependant, la résorption progressive des excédents mondiaux a permis au sucre de rester ferme (+ 38 %), tandis que le regain d'intérêt pour les fibres naturelles donnait au coton une seconde jeunesse (+ 28 %).

Il semble qu'au total les matières premières ont connu leur plus mauvaise année depuis 1986. L'ouverture des économies de l'Est leur apportera peut-être un soutien dont elles ont nettement besoin.

AGRICULTURE

Malnutrition

Perturbée en 1988 par une dramatique sécheresse en Amérique du Nord, l'agriculture mondiale a retrouvé en 1989 un climat plus serein. La production céréalière a *progressé de 120 millions de tonnes* pour atteindre 1 880 millions. *Mais, comme l'a noté le président* de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), Edouard Saouma, l'augmentation des récoltes n'empêche pas que, pour la troisième année consécutive, l'offre a été inférieure à la demande.

Les stocks ont encore diminué et sont revenus à leur niveau d'étiage de 1970. Si la production s'est améliorée dans les pays développés, en revanche la progression a été très faible (1 %) dans les pays du tiers-monde. De nouvelles inquiétudes se sont portées sur la situation alimentaire en Ethiopie, en voie de détérioration rapide. Selon un premier bilan des années 80, la malnutrition n'a fait que s'aggraver et touche quelque 500 millions de personnes.

Une fois encore, les Etats-Unis et la CEE ont poursuivi leur affrontement sur le terrain des subventions à leurs agricultures respectives. Si l'Amérique a réitéré, dans le cadre de l'Uruguay Round, sa proposition d'« option zéro », elle a dans le même temps lancé une offensive commerciale vers les pays du Maghreb à l'aide de subsides substantiels. La Communauté a critiqué cet écart entre le discours et la pratique, avant de proposer en fin d'année un nouveau « paquet » de négociations.

Bruxelles a ainsi demandé à Washington d'abandonner ses *aides directes aux agriculteurs* (les *« deficiency paiements »*). En *contrepartie,* la CEE *accepterait* de diminuer son soutien aux paysans des Douze et d'abaisser les droits d'entrée pour certains pro*duits comme les céréales, le sucre,* les produits laitiers et la viande bovine. En revanche, l'Europe rééquilibrerait en sa faveur la protection communautaire sur les importations d'oléagineux et de protéagineux.

Les Etats-Unis ont admis la nécessité de supprimer dans les dix ans les subventions aux exportations, mais ils ont refusé de réduire les aides directes à leurs agriculteurs, considérant qu'elles n'affectaient pas les échanges. Les discussions ont été d'autant plus âpres que, en dépit de l'ouverture accélérée des pays de l'Est, leurs importations agricoles n'ont pas sensiblement élargi les débouchés occidentaux.

Le Conseil international du blé a ainsi estimé à *95 millions de tonnes* les échanges mondiaux de blé, en baisse de 3 millions sur l'année précédente. L'URSS n'en a acheté que 11 millions de tonnes, contre 15 millions en 1988.

Si la CEE a réussi à réduire, voire supprimer, ses excédents (en beurre et produits laitiers notamment) elle a enrichi son programme de mise en jachère en aug*mentant le montant des primes au* gel des terres et en proposant d'aider les productions agricoles à des fins non alimentaires. La préoc*cupation écologique a enfin gagné* les milieux agricoles internationaux qui ont appelé à la mise en œuvre d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement.

ÉNERGIE

Retournement

Perceptible dès la fin de 1988, le retournement à la hausse du marché énergétique est devenu évident en 1989. Stimulée par le bas niveau des prix depuis le contrechoc de *1986 et par la reprise économique* mondiale, la consommation énergétique et notamment pétrolière a continué de croître à un rythme soutenu, dépassant même à la fin de l'année le niveau record de 1979.

La demande de brut a été particulièrement forte dans les pays en *développement* (+ 6 %) et en Asie (+ 10 %), de même que dans les *pays de l'Est,* alors qu'elle a *stagné* en Europe et aux Etats-Unis. Ce retournement, beaucoup plus rapide que prévu par les experts, a eu trois conséquences majeures sur le secteur.

D'une part, il a entraîné un net raffermissement des cours non seulement du pétrole (+ 20 %) et des produits pétroliers, mais aussi du gaz (indexé avec retard sur les cours pétroliers) et du charbon (près de 50 % de hausse en deux ans), les revenus des treize pays de l'OPEP sont passés de 86,4 milliards de dollars en 1988 à plus de 115 milliards en 1989.

D'autre part, il a permis au cartel de l'OPEP, contraint depuis des années de limiter sa production très en dessous des capacités afin d'évi*ter un effondrement des cours,* de retrouver un certain niveau de confort. La production des treize principaux exportateurs mondiaux a fortement augmenté (de 19,7 millions de barils/jour en 1988 jusqu'à plus de 22 millions de barils/jour au second semestre de 1989) et leur part de la production mondiale est revenue de moins de 40 % en 1985 à plus de 46 %.

Enfin la reprise rapide de la demande a largement saturé les capacités de production et de raffinage en dehors du Golfe. La production américaine, trop chère, a continué de diminuer, de même que la production soviétique, handicapée par des années de mauvais entretien des champs et par les effets pervers de la perestroïka. En mer du Nord, le rythme d'extraction, affecté par une série d'incidents techniques, a stagné.

Même les producteurs du tiers-*monde non OPEP, comme le Mexi*que, ont dû réduire leurs exportations, la hausse de la consommation absorbant l'essentiel des progrès accomplis en amont. Quant au raffinage, après des années de marasme, il a lui aussi fonctionné *en 1989 pratiquement au maxi*mum de ses capacités, notamment *en Amérique du Nord et en Asie,* Singapour par exemple étant à la limite de la rupture.

Comme le secteur pétrolier, toutes les autres branches énergétiques ont largement profité de cette reprise, à l'exception notable du nucléaire, toujours handicapé par les conséquences sur l'opinion de l'accident de Tchernobyl. Bien que l'ensemble des programmes mondiaux *soient restés gelés, quelques* frémissements avant-coureurs d'un redémarrage se sont toutefois là aussi fait sentir. La montée des préoccupations écologistes (effet de serre, pluies acides), de plus en plus sensibles dans l'énergie, comme l'a montré la Conférence *mondiale de Montréal,* a paradoxalement redonné du lustre à l'atome, considéré comme une énergie certes potentiellement dangereuse mais propre.

Toutefois, c'est surtout la dégradation de la *situation énergétique* américaine qui pourrait provoquer une relance des programmes. Les importations de brut s'envolent et devraient dépasser prochainement le cap psychologique des 50 %. Le gouvernement, conscient des enjeux, a clairement affiché ses intentions de raviver le programme d'équipement nucléaire, déliquescent, et a encouragé la recherche de nouveaux types de réacteurs dits intrinsèquement sûrs, plus acceptables par l'opinion.

CHAMPS ECONOMIQUES

L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

DETTE

Le « plan Brady »

En 1989, les gouvernements et les banques des pays créditeurs semblent avoir pris définitivement conscience du fait qu'ils ne recouvreront pas l'ensemble des sommes prêtées aux pays en voie de développement. Avec 1 290 milliards (contre 1 284 milliards en 1988), la dette totale des pays en voie de développement continue de progresser lentement : si les prêts nets des banques commerciales ont été inférieurs en 1989 (notamment en raison de remboursements anticipés de la Malaisie, de la Corée du Sud, de la Roumanie et de la Thaïlande), ceux consentis au titre de l'aide publique ont été beaucoup plus élevés.

Cependant, alors que les transferts globaux de ressources vers l'Amérique latine se montaient à 35 milliards de dollars annuellement en 1982-1984, ils n'atteignaient plus que 7 milliards en 1986-1989. L'année a également été marquée par le ralentissement des conversions de créances (en avoirs liquides, en titres financiers ou en d'autres formes de dette) : le montant de ces opérations, après avoir culminé à 22 milliards de dollars en 1988, est retombé à 7 milliards en 1989.

La croissance a été globalement dynamique dans le monde en développement en 1989 (– 4,2 %). Mais la progression a été très inégale (– 6,3 % en Asie contre 2,5 % en Afrique subsaharienne et 1,2 % en Amérique latine) et le PNB par habitant a continué de décliner dans ces deux dernières zones.

Le service de la dette a représenté en moyenne 27,5 % des exportations en 1989, soit un point de moins que l'année précédente. Mais l'Amérique latine et les Caraïbes continuent à consacrer près de 40 % de leurs exportations au remboursement de leur dette.

Après la priorité donnée aux pays d'Afrique à faibles revenus en 1988, connue sous le nom d'« initiative de Toronto », les pays à revenus intermédiaires ont à leur tour bénéficié d'une stratégie d'allégement des créances. Le 10 mars 1989, le secrétaire américain au Trésor, Nicholas Brady, demandait aux banques d'accepter de transformer une partie de leurs créances en obligations à valeur diminuée, ou à concéder des diminutions de taux d'intérêt.

Le FMI et la Banque mondiale étaient, pour leur part, invités à apporter des garanties financières aux programmes de réduction des dettes. Le « plan Brady » ne créait qu'à moitié la surprise, puisque déjà la France et le Japon étaient intervenus en ce sens et avaient demandé qu'aux « menus » s'ajoutent de véritables diminutions des créances. Rapidement, des négociations s'engageaient entre plusieurs pays en développement et les comités représentatifs de leurs banques créditrices.

Le Mexique, qui déclencha la crise de la dette en 1982 en annonçant au monde son incapacité à rembourser les sommes empruntées, fut le premier « pays test » du « plan Brady » et annonçait, en juillet, la signature d'un accord de principe avec le comité représentatif des banques créditrices. Les quelque cinq cents créanciers du Mexique se voyaient présenter le choix de convertir leurs créances en obligations de valeur nominale identique, mais assorties d'un taux d'intérêt réduit, de les échanger contre des titres à valeur décotée ou d'accorder des prêts nouveaux.

En septembre, c'était au tour des Philippines de parvenir à un « accord Brady » avec les banques, dont l'axe principal était cette fois l'échange des créances sur le marché secondaire. Le Costa-Rica est parvenu à un accord semblable, tandis que d'autres pays à revenus intermédiaires, qui ont mis en place des programmes économiques d'ajustement, devraient s'engager sur une voie similaire.

Il est évidemment trop tôt pour tirer un bilan de cette approche cas par cas car nul ne sait quel sera, au terme de ces arrangements complexes, le montant de la dette véritablement annulée. Pour l'instant, la Banque mondiale estime qu'une augmentation de 2 % des taux d'intérêt réels dans le monde suffirait à éliminer les gains découlant de la réduction de la dette et de son service. Le processus est en tout cas engagé.

Après les pays pauvres, ceux à revenus intermédiaires, serait-ce au tour des « bons élèves » de la dette de bénéficier des annulations de créances ? Jusqu'à présent, les initiatives prises ont concerné, et c'est naturel, seulement les seuls pays qui ont connu des problèmes de paiements et dont les créances sont, de ce fait, décotées sur le marché secondaire.

Cependant, ceux qui ont choisi de rembourser leurs emprunts rubis sur l'ongle, quel qu'en soit le coût, ne sont pas pour autant à ignorer. La Hongrie, par exemple, est de plus en plus confrontée aux problèmes classiques des pays en développement – service de la dette élevé et programme d'ajustement impopulaire.

EMPLOI

Un « noyau dur »

A mesure que les pays renouent les uns après les autres avec la création d'emplois, pratiquement sans exception, tous découvrent les limites du retour au plein-emploi. Une notion de plus en plus périmée, attachée aux principes de l'après-guerre, et qui s'était réalisée enfin, les « trente glorieuses » venues. Maintenant, quoi qu'il se produise, une part de la population ne retrouvera pas une place dans la société productive et l'exclusion demeurera.

D'ordinaire confiante, l'OCDE bute sur ce constat dans ses « Perspectives de l'emploi ». On peut créer de l'emploi, et l'ensemble des pays membres l'ont augmenté de 1,8 % en 1988, avec un rythme supérieur à ce qui avait été obtenu depuis dix ans, sans pour autant avoir prise sur le noyau dur du chômage. Plus grave, les distorsions se sont accentuées au fil des années de crise au point que les régions défavorisées connaissent maintenant des taux de chômage deux fois supérieurs à ceux des régions les plus favorisées.

On peut diminuer le nombre global des personnes sans emploi, ramené, selon les derniers chiffres de l'OCDE, de 28,5 millions en 1987 à 25,4 millions en 1989, soit 7 % de la population active, sans pouvoir aller au-delà dans l'amélioration. D'après les prévisions, 1990 devrait enregistrer une hausse du chômage et de nombreux signes montrent qu'on en arrive à la fin d'un cycle. Ce n'est pas par hasard si les Etats-Unis se situent à un seuil incompressible de 5,3 % ou 5,4 % de chômeurs, malgré la création de 200 000 emplois en novembre dernier.

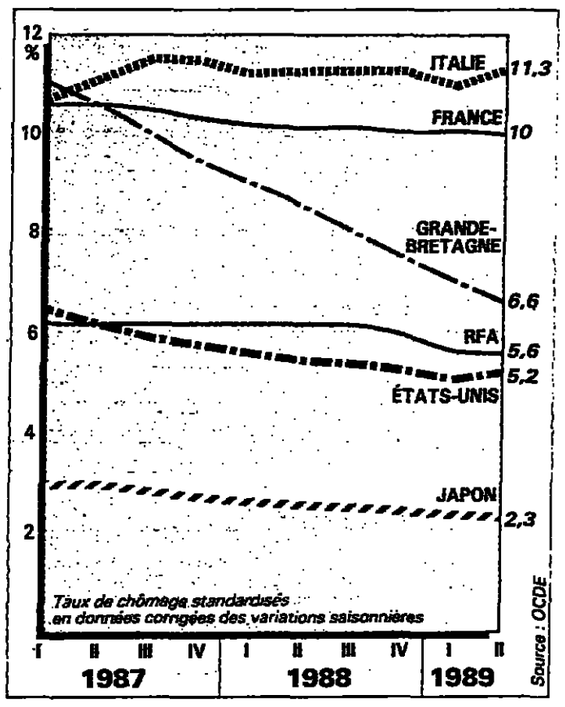
Pour résorber le reste de chômage, il faudrait lever, dit l'OCDE, les « entraves » au développement des emplois « atypiques », le temps partiel, le travail de fin de semaine ou les formules les plus précaires qui sont seules susceptibles d'absorber la demande de chômeurs trop peu qualifiés pour se réintégrer. Mais encore faut-il que les dispositions de protection sociale suivent – dans le sens de la réduction – et que les salaires versés demeurent compatibles avec une productivité faible. Autrement dit, il est temps de provoquer la naissance d'un second marché du travail, d'ailleurs largement constitué dans un certain nombre de pays...

En même temps, les limites de telles politiques « actives » se précisent chez ceux qui les ont déjà expérimentées. Aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, les revenus du personnel stable augmentent plus vite que le pouvoir d'achat moyen alors que le manque de personnel qualifié devient préoccupant et accélère le processus. En RFA et au Japon, où la baisse de la population active devient une réalité, avant qu'elle ne touche d'autres pays, cela se double d'une inquiétude sur la capacité d'une économie à rester compétitive à terme, sauf à avoir recours à la délocalisation.

Cependant les déplacements de l'emploi vers les services ou le travail indépendant n'a pas que des mérites, ainsi que le montrent les exemples des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne, trop souvent abonnés des emplois à temps partiel, temporaires et féminins, c'est-à-dire de basse qualification et à faibles salaires. Pour dix emplois dans la production, on en comptait vingt-six dans les services en 1984, aux Etats-Unis, contre quinze en 1959.

La majeure partie des créations d'emplois en Grande-Bretagne ont été obtenues, en dehors des secteurs industriel et masculin. Sous couvert de travail indépendant, ce qui est faux le plus souvent, se sont développées des pratiques où le contrat commercial venait remplacer le contrat de travail. Cette solution a correspondu avec des phases de régression technique, comme dans le bâtiment, où 10 % du personnel sont maintenant salariés. Parallèlement, la reprise de l'emploi a surtout profité aux femmes qui, pour 38,9 % d'entre elles, occupent un travail hors normes, à temps partiel ou temporaire, essentiellement dans le secteur des services.

Si cela assure une activité rémunérée, est-ce pour autant le signe d'une bonne santé et la preuve d'une vitalité économique durablement reconstituée ? Une chose est sûre : ce qui se passe dans les pays à politique libérale préfigure ce qui se prépare, y compris inconsciemment, dans les autres, dont la France. Les éléments qui l'annoncent sont déjà en place.



FINANCES PUBLIQUES

Grâce à la conjoncture

Dans l'ensemble, les pays industriels ont tiré parti de l'excellente conjoncture économique pour réduire leurs déficits budgétaires ou renforcer leurs excédents. Selon l'OCDE, dans les sept plus grands, les besoins de financement public dans leur acception la plus large reviendraient d'une moyenne de 2,4 à 0,9 % du PNB entre 1987 et 1990.

Il reste toutefois beaucoup à faire, surtout en Italie, qui continue à traîner le boulet d'un énorme déficit. L'amélioration reste également très insuffisante aux Etats-Unis, où la faiblesse de l'épargne privée exigerait de dégager un excédent substantiel des comptes publics.

● Etats-Unis : lents progrès

A terme, une véritable détente internationale permettrait de résorber sans douleur le lourd déficit fédéral légué par l'ère Reagan, car le budget militaire pèse 300 milliards de dollars. Dans l'immédiat, l'administration Bush se trouve à peu près aussi paralysée que la précédente.

Le budget de l'année 1989, achevée le 30 septembre, était encore du ressort de l'administration sortante. Malgré une croissance économique honorable et une baisse tendancielle des taux d'intérêt, il s'est soldé par un déficit de 152 milliards de dollars, à peine inférieur à celui de 1988, et dépassant largement les objectifs initiaux.

Le ratio déficit fédéral/PNB a tout de même été réduit de nouveau, cette fois de 3,2 % en 1988 à 2,9 %. Il avait culminé à 5,2 % en 1985. Avec l'excédent substantiel des collectivités locales, on peut estimer le total des besoins de financement publics à 1,5 % du PNB.

● Allemagne : assainissement

Assez restrictive en 1989, la gestion des finances publiques va être réorientée dans un sens expansionniste. Ce choix, non sans arrière-pensées électoralistes, risque d'alimenter des tensions sur les prix et les taux d'intérêt, compte tenu du dynamisme de l'activité et de l'impossibilité d'évaluer avec précision les coûts budgétaires liés à l'immigration d'Europe orientale.

En 1989, l'assainissement a dépassé les attentes officielles : le déficit au niveau de l'Etat est actuellement estimé à quelque 21 milliards de marks au lieu des 28 prévus initialement et des 35 milliards atteints en 1988. Il a pourtant fallu abroger en catastrophe la retenue à la source de 10 % sur les intérêts de placements, jugée responsable d'énormes sorties de capitaux en début d'année.

Les recettes ont tout de même augmenté de 10 % environ grâce aux relèvements d'impôts indirects, à la majoration des dividendes versés par la Bundesbank et surtout aux plus-values fiscales, liées à une conjoncture exceptionnelle. En outre, la progression des dépenses a été contenue à 4 %.

● Japon : vers l'équilibre

Après les remous entraînés par le chamboulement fiscal du printemps, le cap a été remis sur le rééquilibre du budget de l'Etat à l'horizon de 1990. La vigueur de la demande interne, les risques d'inflation et le moindre excédent extérieur atténuent les pressions de l'étranger en faveur d'une politique expansionniste.

La loi de finances de 1989, qui s'achèvera le 30 mars prochain, a été conditionnée par la réforme des impôts. Pour compenser l'introduction de la très impopulaire taxe à la consommation de 3 %, un allègement plus qu'équivalent des impôts directs a été consenti. D'un autre côté, le volume des dépenses publiques est en recul, notamment pour les investissements.

Les recettes, comme la croissance, s'avèrent supérieures aux estimations de départ, et les émissions d'obligations pour couvrir le déficit devraient tomber à 11 % environ des dépenses, au plus bas depuis 1974. Le solde du secteur public, qui englobe le surplus de la sécurité sociale, aura un excédent de l'ordre de 2 % du PNB.

● Royaume Uni : rigueur tempérée

Contrairement au credo thatchérien, qui lui dénie une vocation conjoncturelle, la politique budgétaire apporte désormais sa contribution à la lutte contre une inflation qui frise les 8 % et un déficit extérieur insupportable.

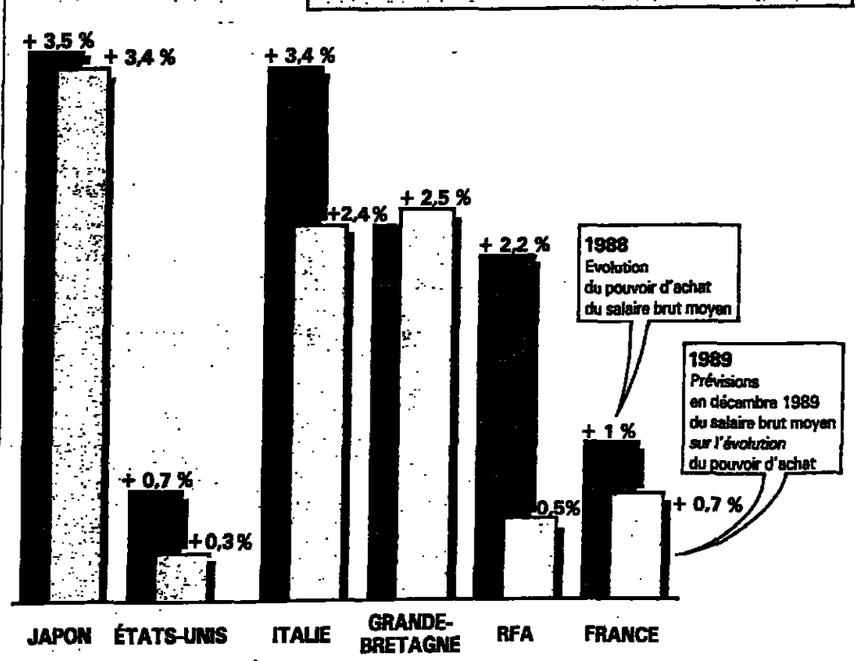
Le budget de 1989, commencé le 1er avril, met fin à plusieurs années d'allégement de la fiscalité directe. Nigel Lawson s'en est tenu à une réduction des cotisations sociales pour moins de 2 milliards de livres. En revanche, le rapport dépenses/PIB, en baisse rapide depuis le « pic » de 47 % atteint en 1982, est stabilisé à quelque 39 %, ce qui signifie qu'elles augmentent modérément en volume. L'excédent du secteur public est estimé à 12,5 milliards de livres, en léger recul sur 1988 (14 milliards).

● Italie : cercle vicieux

L'Italie peine à atteindre le modeste objectif fixé pour 1992 : éliminer les quelque 20 % du déficit non imputables aux intérêts de la dette publique. Une démarche pourtant indispensable pour freiner l'inflation (6,5 % actuellement) et fixer l'épargne locale, qui va bientôt bénéficier d'une totale liberté de mouvement en Europe.

Le projet de budget pour 1989 avait l'ambition de réduire d'un point de PIB le découvert de l'Etat, grâce à une réforme fiscale doublée d'un resserrement des dépenses et des subventions. Faute d'accord total du Parlement, le gouvernement de Mita est revenu à la charge en mars avec un dispositif incluant quelques privatisations, une limitation à 1 % des gains de pouvoir d'achat des fonctionnaires et une réduction générale de 2 % des achats publics. Mais il a aussi concédé l'indexation du barème de l'impôt sur le revenu. L'impasse effective est actuellement estimée à 11 % du PIB, contre 11,5 % en 1988.

POUVOIR D'ACHAT



Le bilan économique et social 1989 a été réalisé par :

MICHEL BOYER
ÉRIC FOTTORINO
SOPHIE GHÉRARDI
PIERRE JULIEN
FRANÇOISE LAZARE
ALAIN LEBAUBE
ÉRIC LE BOUCHER
VÉRONIQUE MAURUS
FRANÇOIS RENARD
ALAIN VERNHOLES

CHAMPS ECONOMIQUES

L'ÉTAT DE LA FRANCE

ACTIVITÉ

Au sommet

Le PIB marchand (produit intérieur brut) *aurait augmenté de* 3,9 % en 1988 et de 3,6 % en 1989. Ces chiffres seront *révisés*. Ils montrent tout de même que l'activité a atteint un sommet au début de 1989, puis s'est un peu ralentie – tout en restant forte – au cours du printemps et de l'été.

Pour sa part, la production industrielle après avoir augmenté de plus de 5 % en 1988, a progressé de 4 % en 1989. Il est très possible d'ailleurs que l'expansion soit repartie à tout va, fin 1989, tirée par une demande des ménages dopée par des gains importants de pouvoir d'achat.

S'il est un facteur de croissance qui ne se dérobe pas, c'est bien celui de l'investissement industriel, qui aura beaucoup progressé pour *la troisième année consécutive*. Les chiffres officiels indiquent une *accélération sensible* dès 1987 (+ 5,7 % par rapport à 1986) puis encore en 1988 (+ 11,2 %), suivie d'un très léger ralentissement en 1989 (+ 9 %). En tout cas, le tissu industriel français est bien en train de se renouveler.

Le commerce extérieur, en revanche, a joué un rôle de moins en moins entraînant pour la production au fur et à mesure que les mois passaient. Après avoir augmenté au rythme annuel exceptionnel de 16 % en volume au premier semestre, les exportations sont *revenues à 7 % au second semestre*.

Ce ralentissement s'explique par la baisse d'activité en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Il provient peut-être aussi d'une politique *imprudente* des industriels français, qui semblent avoir beaucoup augmenté leurs prix à l'exportation tout au long de l'année.

Comme dans un ballet bien *réglé, la consommation des* ménages est venue relayer, au second semestre, l'affaiblissement de la demande étrangère. Du coup, la production des biens de consommation a *doublé de rythme* au second semestre (+ 6,8 % l'an contre + 3,4 %), sans qu'il soit possible de savoir dans quelle mesure les industries françaises ou installées en France ont été capables de satisfaire cette demande supplémentaire.

Il semblait clair, fin 1989, que le *risque d'une surchauffe* conjoncturelle était plus important que celui d'un tassement de l'activité, que la plupart des organismes de conjoncture français et étrangers ne prévoyaient d'ailleurs pas. La forte distribution de pouvoir d'achat en 1989, *mais surtout* son exceptionnelle concentration sur le second semestre (+ 3 %, soit + 6 % en rythme annuel pour le revenu disponible) amenaient fin décembre à se poser la *question* d'un freinage de la demande volontairement provoqué par le gouvernement pour éviter une dégradation supplémentaire de la balance commerciale.

% de variation annuelle en volume	Investissements industriels concurrentiels	Investissements productifs (agriculture, industrie, services)
1980	+ 8,9 %	+ 4,7 %
1981	– 8 %	– 3,1 %
1982	– 5,9 %	– 0,5 %
1983	– 1,9 %	– 4,1 %
1984	+ 2,2 %	– 2,5 %
1985	+11,8 %	+ 4,9 %
1986	+ 3,7 %	+ 4,7 %
1987	+ 5,7 %	+ 5 %
1988	+11,2 %	+ 9,4 %
1989	+ 9 % (*prévision*)	+ 7 % (*prévision*)

ÉCHANGES

Déficit industriel

Le commerce extérieur aura *posé la question brûlante* d'un déficit grandissant. Pourtant, un premier trimestre réconfortant avait fait croire que les efforts d'investissement des dernières années commençaient à produire leurs effets.

Les ventes à l'étranger dépassaient en mars, pour la première fois, les 100 milliards de francs par mois en chiffres bruts. Sur l'ensemble du premier trimestre, la progression était de 20 % par rapport à la période correspondante de 1988. Ces performances avaient pour cause non seulement des ventes *accrues d'Airbus* (passées de 4 à 8 par mois), mais aussi un boom général causé par la forte croissance allemande, stimulant l'activité dans presque toute l'Europe.

Les exportations ont d'abord plafonné au deuxième trimestre pour décliner ensuite au troisième. Aussi le déficit commercial a-t-il atteint 4,5 milliards de francs en moyenne mensuelle au deuxième trimestre, puis 4,9 milliards de francs au troisième trimestre, équivalant à une tendance annuelle d'une soixantaine de milliards de francs. Finalement – sauf imprévu, – le déficit du commerce extérieur de la France aura avoisiné les 50 milliards de francs après une trentaine de milliards de francs en 1988.

Principaux responsables de cette détérioration : la balance énergie et celle des produits manufacturés. *La hausse du brut, qui culmine au* cours des premiers mois de 1989, pousse le prix du baril à 18 dollars en moyenne sur l'ensemble de l'année contre 14,8 dollars en 1988. Cette hausse de 20 % explique l'accroissement du déficit énergétique, passé à *une soixantaine de* milliards de francs au cours des neuf premiers mois de 1989 contre une cinquantaine de milliards pendant la même période de 1988 (+ 20 %).

Toutefois, c'est l'industrie qui est la principale responsable de la *dégradation* enregistrée en 1989 : + 80 % sur les neuf premiers mois. Non pas la balance des biens de consommation ni celle des biens d'équipement professionnels, mais celle des biens intermédiaires (sidérurgie, chimie...), pour des raisons encore inexpliquées.

L'automobile est une autre raison de détérioration mais pour des raisons parfaitement explicables. Depuis trois ans, Peugeot et Renault butent sur des capacités de production insuffisantes faute d'avoir assez investi.

A l'évidence, l'industrie automobile française a largement sous-estimé – comme d'autres secteurs – la vigueur de la reprise intervenue dès le printemps 1987, qui ne s'est pas démentie depuis lors. *L'offre nationale étant incapable* de satisfaire la demande, les importations ont augmenté de 15 % en volume en 1989 alors que les exportations ne croissaient que de 6 %.

Le ralentissement de la demande mondiale n'est pas la cause de tout. Si le tassement de l'activité aux Etats-Unis peut justifier l'aggravation du déficit, l'explication ne vaut pas pour la Grande-Bretagne, avec *laquelle le solde positif* s'est amélioré de plus de 15 % (neuf premiers mois de 1989).

De même ne tient-elle pas pour la RFA, avec laquelle le déficit se creuse de 20 %, malgré la forte croissance économique enregistrée outre-Rhin. Finalement, ce n'est guère qu'avec les pays en voie de développement que la France enregistre ses succès, *triplant ses excédents*.

La balance des paiements courants n'aura fort heureusement été que faiblement déficitaire (une vingtaine de milliards de francs), grâce à une balance des services en nette amélioration. Les rentrées de devises dues au tourisme – la célébration du Bicentenaire de la Révolution aidant – auront été bien utiles.

PRIX

Accélération

Les prix de détail en France ont *augmenté plus vite en 1989 qu'en* 1988 : un peu plus de 3,5 % contre 3,1 %. Encore les baisses de TVA décidées par le gouvernement – sur l'automobile notamment en septembre – ont-elles sensiblement freiné le mouvement, plus nettement qu'en 1988.

Les prix des produits manufacturés n'ont augmenté que de 2 %, grâce notamment à la réduction de la taxe à la valeur ajoutée qui a représenté un allégement de 0,8 % sur l'ensemble de l'année. En excluant les baisses de TVA et les hausses de l'énergie pour connaître le rythme réel de l'inflation, les prix ont augmenté de 3,8 %, soit presque un demi-point de plus qu'en 1988.

Cette accélération a été provo*quée par la forte hausse des prix* alimentaires, phénomène passé un peu inaperçu mais qui aura pourtant marqué toute l'année. Autant ces prix avaient évolué modérément en 1986, 1987 et 1988, autant leur hausse a été très vive en 1989, *atteignant presque 5,5 % en* rythme annuel au second semestre, soit le double de la hausse des produits manufacturés.

Ce phénomène d'accélération a eu plusieurs causes dont certaines remontent assez loin. Les quotas laitiers décidés par la CEE pour réduire les excédents en Europe ont provoqué des abattages extrêmement nombreux de bœufs et de vaches de réforme, notamment en 1987. Les conséquences ne se sont pas fait attendre : moins de bovins, globalement moins de viande, une offre raréfiée et des prix en forte hausse.

Ce phénomène s'est produit à un moment particulièrement malheureux puisque les prix du porc, qui fluctuent régulièrement en fonction de cycles de production, ont été à la hausse en 1989. Enfin la sécheresse exceptionnelle de l'été *dernier a pesé à la hausse sur les* prix des légumes.

Les prix des produits manufacturés du secteur privé, quant à eux, ont augmenté modérément après un premier semestre où sont apparues quelques tensions. Mais le phénomène notable est la stabilisation des prix des matières premières industrielles importées, qui s'est produite après plus de deux ans de forte hausse.

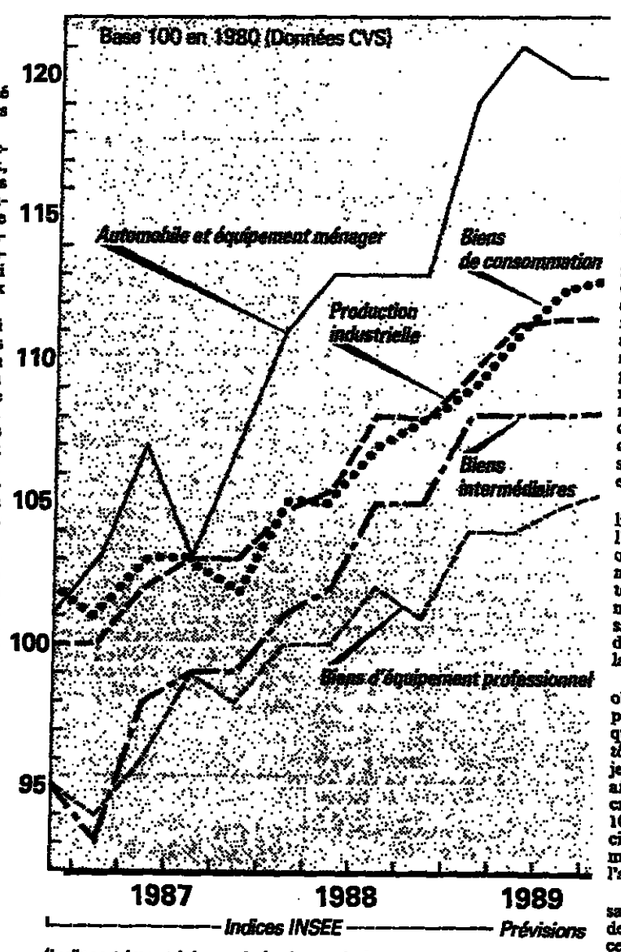
Quant aux services, qui n'avaient cessé d'augmenter très rapidement depuis leur remise en liberté début 1987, un certain ralentissement a commencé à se manifester. Le gouvernement a pour sa part freiné au maximum les relèvements de tarifs publics (à peine plus de 1 % sur toute l'année) pour compenser le dérapage des prix alimentaires et les tensions apparues sur le pétrole dès le début d'année.

Tout compte fait, l'écart d'inflation avec la RFA a retrouvé en octobre 1989, avec 0,4 point, son plus bas niveau depuis quinze ans. La forte hausse de la fiscalité indirecte appliquée par Bonn en janvier 1989 explique que la RFA ait vu, tout au long de 1989, son taux annuel d'inflation « flirter » avec celui de la France.

Ce phénomène a pris fin mécaniquement en janvier 1990, un an après les hausses fiscales qui avaient pesé sur certains prix. Aussi l'écart d'inflation avec la France s'est-il *ipso facto* élargi de 0,6 ou 0,7 point.

Il n'en reste pas moins vrai que les gains de productivité en France et la faible hausse des coûts salariaux unitaires de production devraient permettre à l'économie française de rapprocher durablement son rythme d'inflation de celui de son grand partenaire.

PRODUCTION INDUSTRIELLE



(indices trimestriels corrigés des variations saisonnières calculés sur la base 100 en 1980)

EMPLOI

Remise en ordre

L'emploi augmente. Le chômage *diminue à peine*. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée menace, et pas seulement pour les formations les plus élevées. La durée moyenne d'inscription à l'ANPE s'allonge et les demandeurs d'emploi les plus anciens ont encore moins de *chances que par le passé*.

Avec la sortie de crise, le mouvement de recomposition du marché du travail s'accélère. Les formes d'emploi se sont durablement modifiées et les frontières anciennes s'effacent. Profitant du répit, *c'est aussi le moment pour le* gouvernement d'entreprendre un ravalement des politiques de traitement social, défigurées par plus d'une décennie de replâtrages décidés sous l'urgence. Presque sans douleur, le temps des réformes est venu.

A nouveau révisée, la loi sur les licenciements économiques enterre l'autorisation administrative et ouvre la voie à la gestion prévisionnelle du personnel. CNPF en tête, tout le monde admet qu'il faut maintenant songer à protéger les salariés en fin de carrière, les départs des plus âgés représentant la moitié des réductions d'effectifs.

Evolution démographique oblige, on commence à se préoccuper de la formation des plus de quarante ans qu'on ne pourra bientôt plus remplacer par de plus jeunes. Annoncée comme la grande affaire du second septennat, le crédit-formation prend corps pour 100 000 jeunes de moins de vingt-cinq ans que l'on entend amener au minimum jusqu'au CAP avec l'acquiescement général.

La remise en ordre se prépare sans drames réels avec la réforme de l'ANPE, réorientée vers le placement, celle du service public de l'emploi, rendu plus cohérent, et celle de l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes), prévue en complément. Avec le deuxième plan pour l'emploi du gouvernement Rocard, arrêté en septembre, se poursuit le nettoyage de formules boursouflées par l'excès.

Après les SIVP, moralisés, c'est au tour des TUC de rentrer dans le rang puisqu'ils seront assortis d'un contrat de travail et d'un salaire appuyé sur le SMIC. D'anciens stages disparaissent qui avaient beaucoup servi à ralentir la montée du chômage.

Selon le nouveau credo, il faut abaisser le coût du travail, notamment pour les populations les plus menacées par le chômage. D'où toute une série d'exonérations de charges sociales, le plus souvent temporaires, qui ont par exemple permis, en un an, l'embauche de 50 000 salariés supplémentaires dans les entreprises jusqu'alors individuelles.

Bien plus, l'embauche d'un chômeur de plus de cinquante-cinq ans, inscrit à l'ANPE depuis douze mois, sera *exonérée de toute charge* sociale jusqu'à la retraite. Tant et si bien qu'il n'y aura bientôt plus, d'après cette logique, que les salariés âgés de vingt-cinq à cinquante-cinq ans pour supporter le poids des cotisations sociales...

Cependant, diverses formes d'emploi et divers types de chômage sont apparus qui ne communiquent pas forcément entre eux. Par exemple, le travail temporaire, et donc précaire, continue sa percée, et un projet de loi a été déposé pour en limiter l'abus. L'intérim progresse de près de 30 % en un an et les contrats à durée déterminée *représentent environ sept recrutements* sur dix.

Ce remue-ménage perturbe les statistiques. Brusquement, lors de son enquête annuelle, l'INSEE *annonce la révision à la baisse* du taux de chômage par rapport à la population active, qui revient de 10,1 %, en juillet, à 9,6 %. Or, dans le même temps, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE ne bouge guère, et en novembre, en comparaison de l'année précédente, le chômage n'aura reculé que de 44 000 pour un total de 2,5 millions de personnes sans emploi.

Entre les deux estimations, il y a 600 000 situations individuelles. Des chômeurs « *découragés* », évalués à 170 000, et compris dans un ensemble de 300 000 « *inactifs* », pourtant présents dans les listes de l'ANPE, aux côtés de 300 000 autres chômeurs disposant d'un emploi, c'est-à-dire qui exercent des « *activités réduites* » autorisées, et autres « *petits boulots* ».

Parallèlement, on découvre qu'un actif occupé sur cinq travaille selon « *les nouvelles formes particulières d'emploi* », au contenu indéfini. Ils étaient 4,5 millions dans ce cas en mars 1989, soit 174 000 de plus que douze mois plus tôt...

Tout cela est bien sûr à comparer avec *le mouvement de création* d'emplois, indiscutable, mais qui donne lieu à des appréciations divergentes entre l'INSEE et l'UNEDIC. Quand l'un estime à 225 000 les effectifs salariés supplémentaires dégagés de septembre 1988 à septembre 1989, l'autre parle de 400 000 postes de plus, authentifiés par des rentrées de cotisations correspondantes. Qui croire et que comprendre ?

La création d'emplois ne mord pas sur le chômage et les exclus le demeurent. Les emplois précaires se *multiplient, qui sont mal* ou pas indemnisés par le régime d'assurance-chômage, ainsi qu'en témoigne l'augmentation des rejets de dossiers d'indemnisation. Pendant ce temps, les employeurs se plaignent de ne pas trouver le personnel qualifié dont ils ont besoin.

BUDGET

Dérapages

Voté fin 1988 par une majorité *parlementaire dominée par les* socialistes, le budget de 1989 fut préparé jusqu'à la fin d'avril par le gouvernement de Jacques Chirac. Est-ce cette double paternité qui le rendit *aussi neutre* ? Toujours *est-il* que, prévoyant 1 152 milliards de francs de dépenses publiques et un déficit de 100,5 milliards de francs, la loi de finances 1989 s'achève *sans modifications apparentes*.

Le respect absolu du déficit prévu de 100 milliards de francs *dissimule pourtant des évolutions* importantes intervenues en cours d'année. Autant le budget initial 1989 contenait peu d'innovations (baisse de 42 à 39 % de l'impôt sur les sociétés, baisse du taux réduit de la TVA à 5,5 %, crédit formation pour les jeunes...), autant des décisions « lourdes » furent prises au fil des mois.

La plus importante fut la rallonge de 9 milliards de francs consacrée sous des formes diverses *aux traitements des fonctionnaires*. Mais les charges croissantes de la dette publique (5 milliards de francs supplémentaires) montrent que la politique de défense du franc par des taux d'intérêt élevés a un prix. Enfin les 5 milliards de francs *ajoutés* pour éponger les sinistres commerciaux survenus avec l'étranger montrent que la politique des grands contrats à l'exportation – pour spectaculaire *qu'elle soit – se paie et se paiera* longtemps très cher.

Ces dérapages additionnés, qui *ont représenté une trentaine de* milliards de francs, n'ont pas modifié le déficit final dans la mesure où la forte croissance économique faisait rentrer dans les caisses de l'Etat des *recettes fiscales* beaucoup plus importantes que prévu. Le gouvernement aurait pu doter les entreprises publiques, ce qui n'a pas été fait *sinon* par des habiletés qui ont abouti à donner à Thomson et à Bull ce que l'Etat économisait en transformant la dette Renault en emprunt, dont il n'assure plus maintenant que les intérêts (le capital est désormais à la charge du Trésor, *c'est-à-dire des générations* futures). Cette prudence dans une conjoncture encore facile s'explique par le souci d'alléger autant que faire se peut l'exécution du budget de 1990 qui, elle, sera probablement plus difficile.

SCIENCES • MEDECINE

Afrique : recherche médicale en souffrance

Les bouleversements politiques de l'Europe de l'Est menacent l'aide de l'Occident à l'Afrique. Réunis à Bamako (Mali), les responsables francophones de la recherche médicale viennent de lancer un appel solennel aux hommes politiques.

BAMAKO

de notre envoyé spécial

A deux pas du fleuve Niger, dans l'Hôtel de l'Amitié construit il y aura bientôt trente ans grâce à l'Egypte et transformé pour deux jours en quartier général de la francophonie médicale, le colloque de Bamako restera comme un moment important de l'histoire de la recherche médico-scientifique au service de l'Afrique d'expression française (1). Ce fut aussi une rencontre sortant parfois de l'ordinaire, l'abandon de la langue de bois qui prévaut dans toutes les réunions internationales ayant ici permis quelques beaux moments d'autocritique et de lucidité.

En matière de recherche médicale effectuée en Afrique, et aussi peu vraisemblable que cela puisse paraître, le premier constat est celui... de l'absence de constat. Personne, en d'autres termes, ne peut aujourd'hui fournir un organigramme détaillé, actualisé et exhaustif des hommes, des structures et de leur financement.

Si l'on excepte le réseau parfaitement structuré des instituts Pasteur (2), qui ont souvent contribué à de substantiels progrès dans la compréhension et dans le lutte contre les maladies tropicales, tout semble dans le plus grand flou comme en ont témoigné les interventions des organisations responsables de l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM), de l'Organisation de coordination pour la lutte contre les grandes endémies en Afrique centrale (OCEAC) ou de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Foisonnement et multiplicité des structures, absence quasi totale de communications entre Africains – *« pour savoir ce qui se passe chez nous, mieux vaux être à Paris, à Marseille ou à Bordeaux que sur place »*, – démotivation des « nationaux », le bilan n'a rien d'enthousiasmant. Plusieurs intervenants au colloque de Bamako sont même allés jusqu'à reconnaître, non sans quelque courage, qu'en matière de recherche médicale la situation était sans doute plus brillante avant l'accession de leur pays à l'indépendance.

Structures coloniales

On peut, chronologiquement, définir plusieurs étapes comme l'a fait, de manière tout à fait remarquable à Bamako le professeur Hilaire Tiendrebeogo, secrétaire général adjoint de l'Organisation de coordination et de coopération pour la lutte contre les grandes endémies (OSTGE). Au départ, existaient des structures coloniales dans lesquelles recherche, formation et lutte contre les maladies tropicales étaient intégrées afin de répondre aux grandes priorités sanitaires des pays concernés.

On visait alors avant tout à résoudre de manière efficace les grands problèmes médicaux dans une perspective de développement. A l'évidence ce modèle a permis d'obtenir des résultats très appréciables, qu'il s'agisse de l'onchocercose, de la fièvre jaune, ou des méningites cérébro-spinales. On a également enregistré des progrès dans le contrôle des tréponématoses, de la lèpre ou de la trypanosomiase. Avec l'accession des pays africains à l'indépendance et au nom de leur souveraineté nationale, chaque pays a créé de manière séparée et souvent hétérogène ses propres structures de recherche, de formation et de soins, cette multiplication des structures étant parfois accélérée par les bailleurs de fonds *« créant,* dit le professeur Tiendrebeogo, *un véritable handicap qu'il nous faut aujourd'hui surmonter »*.

Parallèlement, la situation sanitaire s'est terriblement compliquée du fait notamment de l'accroissement démographique, de l'urbanisation sauvage où des multiples bouleversements sociaux et politiques. Ainsi, aujourd'hui le paludisme ressurgit sous de nouvelles formes et avec une intensité accrue (*le Monde*, du mercredi 23 août) la tuberculose pose de nouveaux problèmes thérapeutiques, les maladies sexuellement transmissibles « urbaines » se développent, sans parler de l'épidémie de sida, dont tous les spécialistes africains et européens pressentent et disent qu'elle va en Afrique provoquer une véritable hécatombe sans que les responsables politiques africains ou occidentaux en soient outre mesure troublés.

Dès lors, la recherche, qu'elle soit ou non menée en Afrique, se traduit mal dans la vie quotidienne et ne permet pas davantage de résoudre les difficultés sanitaires des Africains. *« Depuis l'indépendance de mon pays, la recherche médicale et technologique n'a eu que très peu d'impact sur le développement du Mali »*, a déclaré à Bamako le professeur Y. Touré, directeur du centre national de la recherche scientifique et technique.

« Parmi les nombreux problèmes qui se posent à nous aujourd'hui, a déclaré le professeur Tiendrebeogo, *il y a l'absence de communication Sud-Sud qui fait que le réseau de l'espace francophone fonctionne à sens unique entre le Nord et le Sud ; il y a aussi la sélection indispensable qui doit être faite entre les thèmes de recherche. On peut prendre l'exemple des recherches sur les plantes de la pharmacopée traditionnelle africaine. En dépit de très nombreux colloques où symposiums sur ce thème, qui aujourd'hui peut dire où on en est ? Même si cela ne plaît pas toujours, il nous faut bien convenir que beaucoup d'argent a été consacré à ce sujet sans grands résultats. Il faut aussi souligner que d'une manière générale les sommes dont nous disposons sont suffisantes pour réaliser en Afrique des recherches conséquentes et efficaces. Il nous faut dès maintenant envisager la création de cercles de qualité, faire en sorte que l'on ne puisse plus continuer à présenter comme une nouveauté ce que son patron faisait il y a cinq ans ou ce que fait son voisin de laboratoire. »*

Maladies parasitaires

Pour M. René Le Berre (OMS) spécialiste de la lutte contre les maladies tropicales en Afrique, l'évolution de la situation n'a pas été plus heureuse dans les pays anglophones. *« Avant l'indépendance, il y avait au Kenya, en Tanzanie ou en Ouganda de très bons instituts de recherche travaillant sur les arboviroses et les maladies parasitaires,* explique-t-il. *Après, ces instituts se sont le plus souvent balkanisés, fossilisés. Aujourd'hui, il y a des pays où, pour diverses raisons, rien ne se fait en matière de recherche médicale, hormis sur le papier. C'est notamment le cas de la Somalie, de la Zambie ou de l'Ouganda. On pourrait aussi prendre l'exemple du Nigéria qui, ces dernières années, a payé un très lourd tribut – plusieurs dizaines de milliers de morts – à la fièvre jaune. Or, dans ce pays, ce ne sont pas les Nigerians qui travaillent sur ce sujet mais l'Institut Pasteur, l'ORSTOM ou les spécialistes américains du CDC d'Atlanta. »*

DIDIER LEFEVRE/AGENCE VU

D'une manière générale, M. Le Berre estime qu'en comparaison les pays de l'Afrique francophone, grâce aux liens qui continuent de les unir, via l'OCEAC ou l'OCCGE, sont dans une situation moins catastrophique. *« Il serait temps de reconnaître franchement qu'il n'existe plus, dans aucun pays francophone de l'Afrique sahélienne, une seule institution nationale présentant le niveau désormais requis pour se tenir au courant des progrès des connaissances dans son domaine et, a fortiori, pour participer à la production de connaissances nouvelles »* estime pour sa part le professeur J. Brunet-Jailly, coopérant à Bamako.

Les institutions universitaires ont sombré, à l'exception de quelques écoles de médecine par exemple, et les laboratoires qui conservent une *activité de recherche scientifique* sont totalement dépendants de l'aide extérieure en matière de financement et de compétences scientifiques. Il serait temps de le reconnaître parce que la coopération n'est utile que si elle est adaptée au contexte dans lequel elle s'insère. On prétend mener des activités de recherche dans des institutions créées sur le papier avant tout bilan sérieux des potentialités et dans lesquelles on a nommé en grand nombre des fonctionnaires ordinaires sans contrôle réel ni de leurs titres en matière de recherches ni de leur capacité effective à diriger ces recherche. Ces institutions ne disposent d'aucun budget de fonctionnement, elles sont donc intellectuellement et matériellement dans la main des bailleurs de fonds étrangers.

D'autre part, l'absence de toute donnée épidémiologique fiable fait que la situation sanitaire dramatique de nombreux pays africains s'accompagne, triste paradoxe, de l'incertitude générale quant aux priorités à fixer. Faut-il ne s'intéresser qu'aux maladies infectieuses transmissibles et, si oui, l'épidémie de sida est-elle à ce point menaçante qu'il faille en oublier le paludisme, le tétanos néonatal, la tuberculose et toutes les parasitoses endémiques d'Afrique ? Peut-on négliger les maladies non-transmissibles (pathologie cardiovasculaire, cancers, diabète) ? Faudra-t-il enfin attendre d'avoir une photographie claire de la réalité sanitaire africaine pour agir ? Ou, à l'image des grands médecins venus d'Occident à l'époque de la colonisation du continent africain, ne faut-il pas lutter sans relevés épidémiologiques exhaustifs mais avec ingéniosité et sans craindre d'imposer un modèle sanitaire occidental qui peut faire ses preuves ?

L'esprit d'Alma-Ata

A cet égard, le colloque de Bamako et l'appel international lancé à cette occasion marquent la fin d'une décennie dominée par « l'esprit d'Alma-Ata », du nom de la conférence internationale organisée en 1978 et qui fondait sur le concept de *« soins de santé primaire »* la protection et la promotion *« de la santé de tous les peuples du monde. »*

« On sait aujourd'hui que les soins de santé primaire n'ont pas atteint leur objectif et que le fameux slogan de « la santé pour tous en l'an 2000) n'a, au mieux, qu'une vertu mobilisatrice », explique le professeur Marc Gentilini, organisateur de la réunion de Bamako. *L'esprit d'Alma-Ata a, entre autres, contribué à faire perdre deux ans à l'OMS dans sa lutte contre le sida. Alma-Ata n'était au fond que la résultante de tout ce qui allait dans le sens des démarches populaires pseudo-démocratiques, dans le sens du tout pour le peuple, rien que pour le peuple. Finalement, c'est un fiasco, comme celui des régimes qui développaient ces idées. Alma-Ata ne marche pas et il n'y a aucune autre proposition. D'autre part, les événements prodigieux qui se passent à l'Est ne seront pas sans conséquences rapides sur les rapports Nord-Sud et en particulier sur la recherche et la coopération en Afrique. On a vu combien il a été difficile de relancer les accords de Lomé et, déjà, les Italiens et les Allemands de l'Ouest poussent à un désengagement sur les programmes de recherche de la CEE dans les pays en voie de développement. Pour avoir malheureusement voulu faire croire que la santé pouvait ne pas coûter cher, nous sommes aujourd'hui en pleine déconfiture. »*

JEAN-YVES NAU

(1) Le colloque de Bamako sur « la recherche médicale dans l'espace scientifique francophone » était organisé les 20 et 21 décembre par le réseau Sids-paludisme dans le cadre de l'université des réseaux d'expression française (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française).

(2) Il existe à travers le monde un réseau de vingt-six Instituts Pasteur ou établissements associés, dont six en Afrique, (Sénégal, République centrafricaine, Côte-d'Ivoire, Cameroun, Congo) et à Madagascar. qui emploient au total près de six cents personnes.

L'appel de Bamako

Nous publions ici les principaux extraits du texte adopté au terme de la réunion internationale de Bamako (1).

Réunis à Bamako (Mali) les 20 et 21 décembre 1989, les universitaires et chercheurs francophones des facultés, écoles de médecine, et des institutions de recherche spécialisées, appellent solennellement l'attention des gouvernements et des personnels de santé de la communauté internationale, ainsi que celle des bailleurs de fonds, publics ou privés, sur ce qui suit : aucun développement ne peut être escompté sans développement sanitaire ; aucun espoir de développement sanitaire ne peut être envisagé sans développement de la recherche médicale, dans le monde en général et dans les *pays en voie de développement* ; aucune maladie ou aucun problème de santé publique ne peut être considéré dans le monde d'aujourd'hui comme ne concernant qu'une fraction de l'humanité. L'amélioration de la santé du monde est indivisible, politiquement, économiquement, culturellement, techniquement et géographiquement.

Vigilance

Les changements politiques et économiques survenus récemment dans l'hémisphère Nord ne doivent entraîner aucune remise en cause, même partielle, des engagements du Nord pour le Sud. En particulier, ils ne peuvent en aucun cas provoquer une révision à la baisse des moyens et des engagements concernant les interventions sanitaires. Ces changements doivent inciter les décideurs politiques des Etats des pays en voie de développement à une grande vigilance à l'égard de leurs pairs ; ils doivent de même privilégier les priorités exprimées dans tous les pays en vue de l'amélioration de la santé à tous les niveaux, et du développement de la recherche en santé.

Contrairement à l'idée diffusée depuis 1978 dans les pays en voie de développement, il est illusoire d'écarter le constat du coût élevé de la santé. Le refus de cette exigence ne peut conduire qu'à des choix opportunistes ou inefficaces. (...)

Les pays en voie de développement souffrent de sous-information sur le niveau réel de leur potentiel de recherche. L'inventaire des structures, des moyens, matériels et humains de la recherche dans les pays en voie de développement doit être dressé et périodiquement réactualisé. (...)

Le capital humain est le facteur le plus important dans le développement de la recherche. Il est lent à constituer, exigeant un investissement initial national. Il est difficile à maintenir, réclamant un suivi et un ajustement permanents. L'engagement de l'Etat dans ce domaine est à terme l'un des plus rentables pour le développement. (...)

Le financement de la recherche médicale doit mobiliser des fonds nationaux, régionaux, internationaux, publics ou privés. La recherche n'est monopole ni d'un Etat, ni d'un groupe social. (...)

La recherche médicale ne connaît aucune frontière, pas plus que les maladies, leurs causes et leurs vecteurs. La notion de frontière sanitaire ne concerne que les voyageurs. Les Etats doivent assurer la libre circulation des idées et des chercheurs, faciliter les échanges, renoncer à toutes les contraintes d'ordre politique, administratif, douanier, qui constitueraient une entrave pour le travail du chercheur. L'indépendance de la communauté scientifique internationale est le garant de la continuité de la coopération médicale entre les peuples, quels que soient les revirements d'alliances économiques ou politiques (...)

L'espace scientifique francophone ne constitue pas une zone protégée, mais doit permettre par la mise en synergie de son potentiel une dynamique visant à la reconnaissance de son identité, en considération de ses réalisations passées, présentes, et de ses potentialités. (...)

La santé des pays en voie de développement ne peut être oubliée : l'aide internationale n'est pas un investissement à court terme, mais doit être un support de développement à moyen et long terme.

(1) Ce texte, qui sera prochainement diffusé à l'échelon international auprès des gouvernements et des organisations internationales, pourra faire l'objet de quelques modifications mineures dans sa rédaction.

Les mauvais « cents » de l'étang de Thau

La présence de salmonelles oblige les laboratoires chargés du contrôle de la qualité des eaux à alerter les pouvoirs publics.

SÈTE

de notre envoyée spéciale

C'EST une bataille entre ceux *« qui ne voient les choses que sur un tableau noir »* – les scientifiques, selon le mot d'un conchyliculteur – et ceux qui auraient tendance à ne voir que le fond de leur porte-monnaie, vide – les producteurs de coquillages. Enjeu de la lutte : quelques kilomètres carrés d'eau saumâtre entre Sète et Marseillan, l'étang de Thau. Un bassin tout planté de grandes cages de fer, les tables à huîtres, qui portent sous la surface les grappes du précieux mollusque. Tout autour, des villages – Mèze, Loupian, Bouzigues – parfois entièrement tournés vers la culture conchylicole.

Première alerte, le 29 novembre dernier. L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER), chargé de la surveillance de la salubrité des eaux de l'étang, y découvre des traces de salmonelles. La vente des coquillages du bassin est interdite, au grand dam des éleveurs, pendant quatre jours. La réouverture sera de courte durée. Le 13 décembre, de nouvelles analyses positives poussent le ministre de la mer à proscrire les moules, huîtres et autres palourdes de Thau, *« pour ne pas mettre en danger la santé de nos concitoyens »*. La bactérie repérée alors, la *« salmonelle de* Duisbourg », est jugée relativement peu dangereuse (elle n'entraîne pas de typhoïde), mais peut engendrer des gastro-entérites.

Commence alors une véritable guerre d'analyses entre l'IFREMER et les conchyliculteurs, qui finira de manière violente par le saccage des locaux de l'Institut et de l'immeuble des affaires maritimes à Sète. Mettant en doute les résultats de l'organisme scientifique, les éleveurs d'huîtres produisent « leurs » conclusions. Elles s'appuient sur une série de cent quarante-neuf prélèvements, relevés à la même période (entre le 6 et le 8 décembre), qui ont fait l'objet d'analyses par le laboratoire départemental des services vétérinaires, lesquelles se sont toutes révélées négatives. Autre argument : un laboratoire privé de Montpellier n'a lui non plus rien décelé d'anormal. Détail : dans les deux cas, les prélèvements ont été portés par les conchyliculteurs eux-mêmes. Un « autocontrôle » qui convainc d'autant moins les affaires maritimes que l'IFREMER est le seul organisme habilité en matière de qualité des eaux. Le partage des tâches attribue aux services vétérinaires une mission en aval dans le processus de commercialisation, leur laissant, en particulier, le contrôle sanitaire des produits mis en vente.

« Tout ou rien »

Les résultats de l'institut scientifique sont donc le fruit d'un travail de surveillance aussi constant que précis. En temps normal, les six stations d'évaluation de l'étang de Thau sont contrôlées tous les quinze jours. Les germes (coliformes) sont systématiquement recherchés dans le coquillage, véritable « concentrateur » de microbes. Entre l'huître et son milieu aquatique, l'osmose est parfaite, et les examens faits sur les mollusques donnent une idée exacte de la qualité des eaux. L'équation est simple : eau propre égale coquillage comestible.

Le stade de la surveillance en « veilleuse » est rapidement dépassé dès que les conditions climatiques engendrent un risque accru de pollution. Des pluies abondantes, pas de mistral ni de tramontane pour balayer les eaux douces et sales restées en surface : la météo n'a pas été favorable aux producteurs de Thau, en ce début d'hiver. Les précipitations entraînent, semble-t-il, vers le bassin un ensemble d'eaux usées (égouts, bassins d'épandage...) qui, bien que traitées en station d'épuration, charrient encore de nombreux microbes. Dans de telles circonstances, la fréquence des contrôles effectués passe à trois prélèvements hebdomadaires dans chaque point d'observation et la détection de salmonelles devient l'objectif prioritaire.

P. SCHWARTZ

« La recherche de pathogènes [les salmonelles provoquent plusieurs sortes de maladies] *est quelque chose de relativement nouveau »* explique M. Jean-Pierre Angeli, chercheur à IFREMER-Sète. *Il y a encore un ou deux ans, on se contentait de surveiller la présence de coliformes fécaux. Après un certain seuil, on pensait qu'il y avait risque de salmonelles et on fermait tout avant de faire les vérifications supplémentaires. Depuis, on s'est aperçu qu'il pouvait y avoir des salmonelles en l'absence de coliformes. »* D'où la nécessité d'analyses spécifiques, aujourd'hui mises en place.

Contrairement à d'autres microbes, où l'on peut parler de quantité (au-delà d'un certain seuil, il y a danger pour l'organisme humain), la détection des salmonelles se fait en terme de « tout ou rien ». Dès que la bactérie est repérée, l'alerte est donnée, quel que soit le degré de toxicité de l'espèce (il existe plus de deux mille variétés de salmonelles, plus ou moins dangereuses). A ce moment, la préfecture, à qui appartient la décision finale, ne prend pas le risque – si minime soit-il – de laisser sur le marché des coquillages pollués qui présentent un danger en particulier pour une population faible et âgée.

De leur côté, les quelque neuf cents conchyliculteurs de l'étang de Thau continuent de proclamer haut et fort qu'ils mangent des huîtres *« tous les jours »* et ne s'en portent pas plus mal. Pour eux, la catastrophe est déjà là, alors que 50 % de la production annuelle (5 000 à 6 000 tonnes) est habituellement vendue pendant les fêtes du mois de décembre. Soit 70 % des recettes, en raison de l'augmentation du prix des huîtres à cette période. Un manque à gagner évalué à 40 millions de francs dans un premier temps. Et, alors que les huîtres sont stockées immergées dans des pochons de plastique, une image de marque des « coquillages de Thau » ternie par le doute.

La remise en vente des produits de l'étang n'est pas à l'ordre du jour. Après la destruction du matériel d'IFREMER par un commando d'éleveurs en colère, et pour vider la querelle, le ministère a confié l'analyse des derniers prélèvements conjointement à trois laboratoires de la région. Des examens rapprochés dans le temps seront désormais nécessaires pour suivre avec précision l'évolution du milieu aquatique, avant la réouverture du bassin.

Encore faudra-t-il s'attaquer à la cause première de l'infection : une pollution très probablement d'origine terrestre, apportée par les eaux de pluie. Car, comme le constate M. Pierre Papon, PDG d'IFREMER : *« Quand on est malade, rien ne sert de casser le thermomètre. »* Les remèdes, en l'occurrence, sont de deux sortes : prendre le mal à la racine en assainissant parfaitement le réseau des eaux se déversant dans l'étang ; traiter les coquillages avant consommation, soit dans une station d'épuration, soit par dégorgement dans des « piscines » d'eau propre. Dans tous les cas, la potion aura le goût amer des investissements coûteux.

JUDITH RUEFF

L'arôme truffier

Des chercheurs toulousains ont synthétisé l'arôme du champignon qui a fait la fortune des terres pauvres du Périgord.

LA truffe, ce régal que les gourmets ont baptisé « le diamant noir de la cuisine française », ce mystérieux champignon souterrain qui a fait la fortune des terres pauvres du Périgord, du Quercy et de la Provence, va-t-elle être détrônée par un vulgaire produit de synthèse sorti des laboratoires de chimie ? Déjà, des centaines de restaurateurs, dont certaines toques parmi les plus cotées, corsent leurs plats avec un arôme parfaitement imité, mais dans lequel n'entre pas un milligramme du coûteux cryptogame.

Ils ne l'avouent pas, mais les chiffres parlent pour eux. En un an, ils ont acheté et employé une tonne d'huile végétale à goût de truffe, alors que la consommation totale de vraies truffes n'a guère dépassé 30 tonnes. Tout laisse prévoir que ces proportions vont s'inverser : l'arôme artificiel et bon marché va peu à peu se substituer au champignon. Voilà en tout cas ce que redoutent les trufficulteurs, les gourmets et les maisons de négoce.

C'est pourtant la plus ancienne et la plus importante d'entre elles qui a tout déclenché. Les établissements Pebeyre, fondés en 1897, se cachent dans une ruelle du vieux Cahors derrière une simple plaque de cuivre. Jacques Pebeyre et son fils, Pierre-Jean, se désolent de voir disparaître les fournisseurs qui, depuis quatre générations, alimentent leur négoce. De plusieurs centaines de tonnes en 1925, les « récoltes » sont tombées à quelques dizaines de tonnes aujourd'hui. Depuis les années 70, une équipe de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) a tenté de relancer cette « spéculation » en mettant sur le marché des plants de chênes mycorhisés, c'est-à-dire dont les racines ont été mariées avec le mycélium de la truffe. Mais les courageux qui ont planté des hectares de chênes dit « truffiers » n'ont pas été payés de retour. La truffe semble vouée à figurer bientôt sur la liste des espèces végétales en voie de disparition.

Les négociants de Cahors ont alors décidé de s'intéresser, non plus à l'arbre avec lequel la *tuber melanosporum* (nom savant de la truffe noire) vit en symbiose, mais au cryptogame lui-même et aux facteurs qui peuvent favoriser son développement. Jacques Pebeyre a demandé à un de ses anciens camarades de lycée, Charles Marchant, patron du laboratoire de cryptogamie de l'Institut national polytechnique de Toulouse, de travailler là-dessus. Curieusement, les connaissances étaient rares et la bibliographie fort pauvre. La truffe est toujours apparue comme un don du ciel, un végétal quasi mythique, défiant l'analyse scientifique.

Grâce aux travaux des spécialistes toulousains, et avec l'assistance de Michel Kulifaj, un agrobiologiste de trente-deux ans engagé tout exprès, la firme de Cahors a mis au point une méthode de « culture » de la truffe. On est encore incapable de la faire naître, mais, dès qu'elle est présente dans le sol, on sait, aujourd'hui, comment favoriser sa croissance. On peut voir dans le Lot une dizaine de truffières expérimentales suivies et subventionnées par la direction départementale de l'agriculture.

Un cocktail de molécules

Les sols trufficoles sont protégés par des serres en plastique les mettant à l'abri des grands froids et des grosses chaleurs. Des rampes d'arrosage y entretiennent une humidité de 15 %. La croissance des champignons est améliorée par un engrais breveté, constitué d'un mélange de matières organiques non fermentées, de tourteaux, de potassium et de calcaire actif. L'acidité du sol doit, en effet, être maintenue au pH 8. A ces conditions, la production de truffes est plusieurs fois plus abondante à celle des parcelles-témoins soumises aux aléas naturels. Si ce succès se confirme, la méthode sera vulgarisée par les services agricoles d'ici deux à trois ans.

Mais y aura-t-il encore un marché pour la vraie truffe ? Les recherches de la société Pebeyre et du laboratoire de cryptogamie ont littéralement ouvert la boîte de Pandore. On a cherché à savoir pourquoi la *tuber melanosporum*, rouge et inodore au début de sa croissance, devient noire et délicieusement odorante quand elle mûrit, au cours de l'hiver. Une autre équipe de l'Institut national polytechnique de Toulouse – des chimistes cette fois (1) – s'est attaquée à ce mystère. Financée à raison de 4 millions de francs par le négociant de Cahors, par le ministère de l'agriculture et par le conseil régional de Midi-Pyrénées, elle a réussi ce qui n'avait jamais été fait jusqu'ici : l'analyse moléculaire de l'arôme de la truffe... puis sa synthèse.

C'est Thierry Talou, un ingénieur de recherche de trente ans, qui est l'un des principaux inventeurs de la méthode. Il recueille l'effluve de truffes naturelles et la fixe sur une poudre polymère refroidie à moins 30 degrés. Brusquement réchauffée à 240 degrés, la poudre libère les molécules odorantes, qui sont alors propulsées dans une canalisation en serpentin, de 50 mètres de développement, mais de section minuscule. A l'intérieur de ce piège, les molécules voyagent à des vitesses différentes et se présentent une par une à la sortie. On peut alors les compter et mesurer leur teneur. L'appareil qui réalise ce travail, un chromatographe à colonne gazeuse, n'est pas plus volumineux qu'un téléviseur.

Il révèle que l'arôme de la truffe est un cocktail d'une cinquantaine de molécules simples. Reste à les identifier. On les soumet aux coups de boutoir électroniques d'un spectromètre de masses qui, avec l'aide d'un ordinateur ayant en mémoire le profil de 30 000 molécules élémentaires, donne leur carte d'identité.

Thierry Talou est ainsi parvenu à repérer une quinzaine de constituants majeurs de l'arôme de truffe. Ces alcools, aldéhydes, éther, cétones et autres composés soufrés figurent au catalogue des industriels fournissant les laboratoires pharmaceutiques. La tentation était grande d'en reconstituer l'assemblage. Un beau jour de 1986, le jeune chercheur toulousain déboulait dans le minuscule bureau de Pierre-Jean Pebeyre, à Cahors. Dans une fiole contenant de l'huile de soja (support comestible et complètement neutre), il avait mélangé ses fameuses molécules. La mixture synthétique sentait la truffe à plein nez.

On en envoya des échantillons aux meilleurs cuisiniers de France. Ils approuvèrent. On en enfouit sous vingt centimètres de terre. Les cochons et les chiens truffiers les détectèrent immédiatement. Fallait-il alors commercialiser le succédané au risque de tuer la vraie truffe ? Le débat, cornélien pour les Pebeyre, fut vite tranché. *« Si vous ne le faites pas vous-mêmes, en tâchant de limiter les dégâts, d'autres le feront demain sans aucun scrupule »*, prédirent les chimistes.

L'arôme artificiel de truffe a donc reçu, sous ce nom, l'aval de la direction de la consommation. Le procédé de fabrication a été breveté en France, en Europe, aux Etats-Unis et au Japon. Depuis juillet 1988, douze mille boîtes de fer blanc contenant quatre-vingts grammes de mixture ont été vendues. Jusqu'ici, uniquement aux restaurateurs et aux conserveurs. Un mélangeur automatique contrôlé par un mini-ordinateur a été mis au point par l'Institut polytechnique de Toulouse qui se félicite de cette collaboration exemplaire entre l'université et les entreprises. Il permettra de doubler bientôt la cadence de production, à Cahors. Déjà plusieurs « jus de truffe » inspirés par la découverte des chimistes toulousains sont apparus sur le marché.

« Ces imitateurs seront identifiés et poursuivis, dit Thierry Talou, *mais ils témoignent que nous avons réussi. Nous espérons qu'en 1992 la législation européenne sera moins pointilleuse que les textes français et qu'elle autorisera la vente de notre produit sous la dénomination arôme de truffe identique au naturel. »*

C'est ce que redoute Jean-Jacques Maysonnier, négociant en truffes de Souillac. *« Le lobby européen chimio-alimentaire va réussir à effacer du vocabulaire les mots « artificiel » ou « synthétique » pour leur substituer celui de naturel*, dit-il. *Ce tour de passe-passe sémantique fera finalement deux victimes : les consommateurs et notre bonne vieille truffe. »*

MARC AMBROISE-RENDU

(1) Institut national polytechnique. Laboratoire des agroressources, 118, route de Narbonne, 31077 Toulouse, Cedex. France.

Les momies sur le bitume

Deux ingénieurs pétroliers apportent des informations nouvelles sur la momification pratiquée en Egypte.

A première vue, l'étude de la composition des produits pétroliers et celle des matières utilisées pour l'embaumement des momies n'ont aucun point commun. Pourtant, deux ingénieurs d'Elf-Aquitaine, MM. Jacques Connan et Daniel Dessort, ont fait progresser la connaissance des « baumes » à momie dans un travail que M. Guy Ourisson a présenté récemment à l'Académie des sciences.

Le bitume, c'est-à-dire des hydrocabures visqueux ou même solides, a été utilisé dès l 'Antiquité. La plus ancienne mention connue du bitume figure sur une tablette écrite en cunéiforme trouvée à Drehem (l'antique Puzrish Dagan) en Irak et datant de 2100 ou 2000 avant Jésus-Christ et conservée au Musée du Louvre.

Les utilisations du bitume en Mésopotamie étaient très variées : jointoiement des briques crues dans les constructions monumentales (palais, temples, ziggourats); revêtement des sols de cours, étanchéité des ouvrages hydrauliques, etc. Ce qui s'explique par les suintements naturels du bitume, obligatoires dans une région si riche en pétrole. En outre, le bitume était réputé pour ses vertus médicinales, magiques et désinfectantes.

Depuis la fin du dix-huitième siècle, des traductions approximatives avaient fait admettre l'idée que le « baume » de momification était du bitume de Judée. Des blocs de bitume solide, en effet, remontent en surface à la suite des mouvements tectoniques se produisant dans le fossé de la mer Morte et de la vallée du Jourdain. Au début du dix-neuvième siècle, des chimistes avaient bien essayé d'analyser l'un et l'autre produit, mais les techniques de l'époque étaient totalement insuffisantes pour obtenir la composition de ceux-ci.

Actuellement, les techniques d'analyse sont parvenues à une précision telle que les travaux de MM. Connan et Dessort ont apporté des informations tout à fait nouvelles. Actuellement, en effet, on peut identifier des molécules très particulières, les « géostéroïdes » et les « géohopanoïdes », qui sont qualifiées de « molécules fossiles », car elles se sont obligatoirement formées lors de la lente maturation des hydrocarbures dans la roche mère au cours des temps géologiques. Elles sont donc de véritables signatures qui trahissent la présence d'hydrocarbures. On peut aussi identifier et doser les différents hydrocarbures entrant dans la composition d'un pétrole ou d'un bitume.

Tout a commencé par la diffusion, sur FR 3, d'une émission sur les momies. Des égyptologues et des médecins de Lyon « découpaient » devant les caméras une des momies anonymes du Musée Guimet de Lyon pour essayer de comprendre les techniques de momification. Au cours de cette émission, M. Jean-Claude Goyon a montré un bout du « baume » retiré de la momie.

M. Connan est rentré en rapport avec M. Goyon et il a reçu trois échantillons de « baume » prélevés, le premier, dans le crâne, le second, entre les genoux, le troisième, dans les petits paquets de viscères remis après embaumement dans l'abdomen de la momie.

Les trois « baumes » sont de composition différente. En outre, celui provenant de l'intérieur du crâne a été plus chauffé que les deux autres. Ce qui s'explique quand on sait qu'on le faisait couler par un orifice ménagé par le nez dans le plancher du crâne. De plus, les trois « baumes » contiennent indiscutablement du bitume de la mer Morte, mais en quantité infime. Ils sont faits surtout de cire d'abeille, de graisse animale et de gommes-résines (qui ne sont pas encore identifiées).

La présence d'un peu de bitume de la mer Morte dans une momie datant sans doute de l'époque ptolémaïque (332-30 avant Jésus-Christ) n'a rien d'étonnant. Des textes ont révélé depuis longtemps que le commerce du bitume entre la mer Morte et l'Egypte était très fructueux sous les Ptolémées.

MM. Connan et Dessort travaillent aussi, dans le cadre du mécénat scientifique d'Elf-Aquitaine, sur les bitumes de divers sites archéologiques d'Irak, de Syrie, du Koweït, de Bahreïn et d'Oman. Ils ont ainsi prouvé que le bitume de Ras-Shamra (près de Lattaquié) vient du suintement tout proche de Farich ; que celui de Babylone est sorti de Hit (sur la route de Bagdad vers la Syrie). Reste à vérifier l'origine des bitumes de Larsa et de Khorsabad (en Irak) et celle du bitume utilisé vers 5600 avant Jésus-Christ à Tell-el-Oueili (près de Larsa, en Irak). Ces bitumes semblent bien provenir de la même source, et des textes cunéiformes disent que le bitume de Larsa vient du pays de Madga, proche de Kirkouk, zone fort riche en pétrole.

YVONNE REBEYROL

POINT DE VUE

Cholestérophobie et chocolat

par HENRI CHAVERON

L'ABAISSEMENT du taux de cholestérol dans le sang tient une large place dans la stratégie de prévention de l'infarctus du myocarde. Un des volets de cette stratégie consiste à limiter le cholestérol exogène, celui qui est apporté par les aliments. Ce qui nécessite l'établissement et la diffusion de listes négatives d'aliments riches en cholestérol.

Le chocolat se trouve par erreur et régulièrement dans ces listes (1) avec des teneurs en cholestérol de 70 mg pour 100 g qui le font voisiner, sur ce plan, avec la graisse de bœuf. Or le chocolat ne contient pratiquement pas de cholestérol. Ce qui n'a rien de surprenant. La matière grasse qu'il renferme, le beurre de cacao, étant d'origine végétale.

Une étude toute récente effectuée à l'université de Compiègne sur un échantillonnage de chocolats représentatif de ce qui est commercialisé en France a confirmé que la moyenne des teneurs en cholestérol est de 1 mg pour 100 g de chocolat (2). Ce chiffre est très éloigné de la valeur indiquée ci-dessus et est à rapprocher de ce que l'on trouve dans les matières grasses végétales.

Le chocolat a donc un rôle dérisoire dans l'apport exogène de cholestérol (100 g de chocolat fournissent le 1/250e de l'apport journalier moyen de cholestérol d'un Occidental). De plus, les phytostérols contenus dans le chocolat gênent l'absorption du cholestérol apporté par les autres aliments.

Deuxième grief fait au chocolat, celui qui concerne le rôle hypercholestérolémiant des acides gras saturés (le beurre de cacao est constitué pour près des 2/3 d'acides gras saturés, stéarique : 34 % et palmitique : 28 %). L'acide oléique représente 35 % et l'acide linoléique, acide gras polyinsaturé essentiel, 3 %.

Dans cette hypothèse, les acides gras saturés élèveraient le taux de *cholestérol dans le sang, l'acide oléique monoinsaturé (huile d'olive) serait indifférent sur ce plan. Quant aux acides polyinsaturés (huiles de tournesol, de maïs et de soja),* ils auraient une action hypocholestérolémiante.

En fait, l'acide stéarique se distingue nettement des autres acides saturés sur le plan de son action sur la cholestérolémie.

Déjà, Keys en 1965 attribuait un rôle neutre à cet acide. Il a été montré que l'acide stéarique se désaturait rapidement dans l'organisme pour donner l'acide oléique. Dans ces conditions, le beurre de cacao engendrerait une quantité importante d'acide oléique, 69 % (celui de constitution et celui formé par désaturation de l'acide stéarique). L'effet neutre du beurre de cacao sur la cholestérolémie, mise en évidence au cours d'expérimentations déjà anciennes, trouverait là son explication. Le comportement du beurre de cacao s'apparenterait alors à celui des matières grasses riches en acide oléique.

Le troisième niveau de connaissance sur la cholestérolémie prend appui sur les travaux de Brown et Goldstein, Prix Nobel de médecine 1985. Des très importants résultats obtenus par ces auteurs sur le métabolisme du cholestérol ne sont descendus dans la rue, via les cabinets médicaux et les médias, que deux notions maintenant très répandues : le « bon » (HDL) et le « mauvais » (LDL) cholestérol. Pour prévoir les risques athéromateux, il est nécessaire maintenant de faire la distinction entre les HDL et les LDL. Pour diminuer ces risques, il ne suffit plus de faire baisser la cholestérolémie globale, il faut diminuer simultanément les LDL et augmenter les HDL.

Des expérimentations menées en considérant ces deux paramètres ont montré en particulier que l'acide oléique diminue les LDL sans diminuer les HDL antiathérogènes.

De plus, des essais *in vitro* ont montré que les HDL voyaient leur aptitude à « capter » le cholestérol améliorée lorsqu'ils provenaient de sujets ayant subi un régime riche en acide oléique. Le « bon » cholestérol devenait « meilleur » ! Pour ces raisons les matières grasses riches en acide oléique commencent à occuper une position privilégiée dans la vasculo-protection.

Il n'est pas alors déraisonnable, dans ce contexte, de formuler l'hypothèse que le beurre de cacao, assimilé, après désaturation de l'acide stéarique (près de 70 % d'acide oléique), aux matières grasses riches en acide oléique, se comporte, vis-à-vis des HDL, comme celles-ci.

Enfin il ne faut pas occulter dans la consommation du chocolat les effets « relaxation » et « antistress » de ses composantes psychosensorielle et hédonique, effets, comme le subodorent certains, favorables aux HDL. A mesure que les connaissances sur le métabolisme du cholestérol s'accroissent et s'affinent, le regard porté sur les aliments se modifie et se précise. Le chocolat, longtemps victime d'interdits nutritionnels arbitraires, bénéficie de cette évolution. Le temps n'est peut-être pas loin où la consommation de chocolat sera conseillée dans les régimes limitant les risques d'athérosclérose !

(1) *Info Santé*, n° 113, mars 1988, et *50 Millions de consommateurs*, n° 2, 19 juillet 1989.

(2) Le chocolat au lait contient lui en moyenne 10 mg de cholestérol pour 100 g, provenant pour l'essentiel de la matière grasse du lait.

► HENRI CHAVERON,
est professeur des universités, département de génie biologique et médical, université de Compiègne.

Résumé du précédent numéro

Nous proposons ci-dessous à ceux de nos lecteurs qui n'ont pu lire le supplément « Sciences et médecine » du 20 décembre en raison de la grève des NMPP des extraits des principaux articles qui figuraient dans ce numéro.

Les codes du vivant

Au code génétique universel, décrypté depuis plus de vingt ans, s'ajoute-t-il un second code indispensable à l'élaboration des protéines ? Il y a deux ans à peine, un premier élément de réponse nous venait d'un laboratoire américain du Massachusetts Institute of Technology (*le Monde* daté 15-16 mai 1988). En révélant dans le détail, par cristallographie à rayons X, comment interagissent deux molécules biologiques impliquées dans la synthèse protéique, des chimistes américains de l'université Yale (New-Haven) viennent de confirmer en beauté cette hypothèse. Parus – avec les honneurs de la couverture – dans un récent numéro de la revue *Science*, leurs travaux, menés sur la bactérie *Escherichia Coli* et qualifiés d'« *avancée décisive* » par nombre de biologistes, devraient ainsi permettre, dans un proche avenir, de parfaire nos connaissances des mécanismes les plus intimes de la vie. Voire de remonter à ceux qui ont présidé à l'apparition de la matière vivante sur notre planète, il y a de cela près de trois milliards d'années, aux origines mêmes du code génétique.

Renaissance d'une horloge

Giovanni Dondi peut s'en retourner d'aise dans sa tombe : Emmanuel Poulle et Jean-Pierre Verdet, respectivement directeur de l'Ecole des chartes à la Sorbonne et astronome titulaire à l'Observatoire de Paris, viennent de terminer la « fabrication » de son astrarium, la première horloge planétaire jamais construite en Occident. Une extraordinaire aventure intellectuelle vécue par les deux hommes qui, à plus de six cents ans de distance, ont suivi à la trace et analysé les pensées, puis les gestes de ce Léonard de Vinci avant la lettre, pour recréer de toutes pièces à partir de simples notes et dessins d'époque son rêve mécanique disparu depuis quatre siècles. Reprenant la théorie ptoléméenne des mouvements planétaires alors en vigueur, l'horloge de Dondi indique, en plus de l'heure, les positions dans le zodiaque de la Lune, du Soleil et des cinq planètes visibles à l'œil nu. Une dizaine de musées ou de riches collectionneurs ont d'ores et déjà posé leur candidature pour acquérir des exemplaires de ce chef-d'œuvre du Quattrocento, qu'un industriel serait prêt à fabriquer – pour 600 000 francs – à partir des plans de ses « réinventeurs ».

La lente mutation des poux

Près d'un enfant sur cinq en France serait porteur de poux. Dans plusieurs régions, notamment à Besançon et à Tours, mais aussi au Caire et à Libreville, apparaissent des souches de parasites mutants capables de résister aux produits destinés à les détruire. Cette chimiorésistance impose une modification dans la stratégie de lutte (nature des produits, fréquence d'utilisation...). De nouvelles substances sont d'ores et déjà en cours d'expérimentation.

Les mers changent de bords

Le niveau général des mers va-t-il monter ? Et, si oui, qu'arrivera-t-il aux villes, aux installations industrielles, aux exploitations agricoles occupant de plus en plus les zones côtières basses de la Terre entière ? Ces questions ne sont pas de la théorie pure. Au début de l'ère industrielle, vers 1850, la teneur de l'atmosphère en gaz carbonique (CO_2) était de 270 à 280 parties par million (ppm) ; elle est actuellement de 350 ppm et elle augmente régulièrement.

On peut craindre que les climats de la Terre se réchauffent et donc que le niveau des mers monte. Ce qui mettrait en péril toutes les basses terres émergées. Or on comptait en 1950 sept agglomérations de plus de cinq millions d'habitants ; on en dénombre actuellement trente-quatre, et on en prévoit pour 2025 quatre-vingt-treize (dont quatre-vingts dans les seuls pays en voie de développement), qui seront pour la plupart situées sur les côtes ou tout près de celles-ci.

Certes, en l'état actuel des données, rien ne permet de dire que le réchauffement général de la planète a commencé. La variabilité normale annuelle et pluriannuelle de la météorologie est telle qu'aucun « signal » n'est actuellement perceptible.

De même, il est impossible de dire si le niveau des mers a commencé à monter. Sur certaines côtes, certes, les eaux se sont élevées de quelques décimètres ou de quelques centimètres. Mais cette montée apparente de la mer peut être due à un affaissement de la côte lié à des pompages inconsidérés dans les aquifères proches du rivage (ce qui est le cas à Osaka, au Japon, où l'affaissement est de 2,80 mètres, ou à Venise). Elle peut aussi être provoquée par une descente (subsidence) d'une portion de croûte continentale, entraînée par la tectonique générale de la région, comme cela se passe à Venise et au Bangladesh.

Ces incertitudes n'empêchent pas que les conséquences d'une éventuelle montée du niveau des mers doivent être étudiées dès maintenant. Le colloque Cités du bord de l'eau a réuni à Venise, du 11 au 13 décembre, des spécialistes qui ont échangé leurs points de vue.

la Villette cité des Sciences et de l'Industrie

Ministère de la Francophonie

la cité

Forum de la communication scientifique et technique

Quelles langues pour la science ?

9 et 10 janvier 1990

Comité scientifique :
Jean-Marie Lehn, membre de l'Institut, professeur du Collège de France, prix Nobel de chimie 1987 ; Monique Augé-Lafon, Jean Audouze, Michel Beaud, Christian Bècle, Pierre Bourdieu, Bernard Cerquiglini, Jean-Pierre Changeux, Bernard Decomps, Michèle Gendreau-Massaloux, Pierre Joliot, Claude Julien, Jean-Pierre Kahane, François Kourilsky, Philipppe Lazar, Emmanuel Le Roy-Ladurie, Jean-Marie Luton, Edgar Morin, Alassane N'Diaye, Riccardo Petrella, Jacques Robin, Michel Serres, José Vidal-Beneyto.

Mardi 9 janvier

9h30
Séance d'ouverture
Alain Decaux, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, chargé de la Francophonie ; Hubert Curien, ministre de la Recherche et de la Technologie ; Jean-Marie Lehn, prix Nobel de chimie 1987, président du comité scientifique du forum.

10h30 / 12h30
Table ronde
Chercher, inventer, innover dans sa langue
Président : Jean-Marc Lévy-Leblond, professeur à l'université de Nice.

14h30 / 16h30
Table ronde
Dans quelle langue livrer les résultats de la recherche ?
Président : Philippe Lazar, directeur général de l'INSERM.

17h / 19 h
Ateliers
Les langues de la communication scientifique

17h
Première session
trois ateliers sur la dimension linguistique de l'information scientifique et technique : banques de données-bibliothèques, terminologie, industries de la langue.

18h
Deuxième session
la place des différentes langues dans la production des résultats de la recherche.

Ateliers thématiques
physique nucléaire et corpusculaire, mathématiques et physique de base, sciences physiques pour l'ingénieur, chimie, terre-océan-atmosphère-espace, sciences de la vie- médecine, sciences de l'homme et de la société.

Mercredi 10 janvier

10h / 12h30
Tables rondes
1. Langues, appropriation des savoirs et activités de production
Président : Michèle Gendreau-Massaloux, recteur de l'Académie de Paris.
2. Vulgariser dans sa langue
Président : Roger Lesgards, président de la cité des Sciences et de l'Industrie.

14h30
Science et conscience linguistique

15h15 Table ronde
Pourquoi croyons-nous à la pluralité des langues de la science et de la technique ?
Président : Claude Julien, directeur du *Monde diplomatique*.

17h
Synthèse générale du colloque
Bernard Cassen, ancien chef de la Mission interministérielle de l'information scientifique et technique.

17h30 Quelles langues pour la science ?
Alain Decaux.

Pendant la durée du colloque est organisée une exposition de livres et de publications scientifiques, banques de données, traduction assistée par ordinateur, imagerie médicale, télévision haute définition...

Accès libre sur inscription

Secrétariat général :
Claude Doumet-Pincet
(1) 40 05 76 36
Réservations
(1) 47 59 45 05

cité des Sciences et de l'Industrie
30 avenue Corentin Cariou 75019 PARIS
Ⓜ Porte de la Villette

Le Monde
CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

Banque privée, Paris-8e

recherche pour animer son département Engagements

CADRE ADMINISTRATIF

classe IV/V

Diplômes bancaires et/ou juridiques
Expérience rédaction d'actes et si possible pré-contentieux.
Expérience animation petite équipe souhaitable.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
Direction du personnel,
Banque française intercontinentale,
30, avenue George-V, 75008 Paris.

meilleurs vœux
1990
publival
27, Route des Gardes
92190 MEUDON
Tél. : 45 34 88 22

DEMANDES D'EMPLOIS

PME-PMI
L'HOMME DE VOS PROJETS A L'EXPORT
20 ans d'expérience de haut niveau
Ingénieur-conseil dans un important organisme financier à PARIS (secteur BTP et industries).
recherche
missions de conseil, d'expertise, de montage de projets, d'études de faisabilité et de risques.
Ecrire sous n° 8662
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris

Homme, 35 ans, américain, 10 ans en France, MBA + ingénieur confirmé en vente internationale, production et gestion high-tech
recherche
DIRECTION PME/PMI ou ligne de produits
Écrire sous n° 8624
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

VILLE DE CHILLY-MAZARIN
RECRUTE
Pour les services financiers
1 ADJOINT(E)
ou responsable obligatoirement titulaire BTS gestion informatique.
Pour le service affaires générales
1 ATTACHÉ
de préférence titulaire d'une licence en droit.
Adresser immédiatement candidatures manuscrites + C.V. à : M. le Maire, hôtel de ville, 91380 Chilly-Mazarin.

Nous sommes une société d'ingénierie de taille humaine (30 personnes), implantée dans la région Rhône-Alpes (Pierrelatte), filiale d'un grand groupe européen (environ 2 000 personnes) spécialisé dans la maintenance industrielle.
Nous recherchons
pour notre bureau d'étude mécanique un
DESSINATEUR PROJETEUR
De formation DUT ou BTS mécanique générale, vous souhaitez mettre à profit une solide expérience de la conception de machines spéciales fortement automatisées.
Vous participerez aussi, par vos connaissances de la DAO/CAO, à l'informatisation du bureau d'étude.
Votre expérience vous permettra de vous adapter aux exigences du travail en assurance de la qualité.
Ecrire sous le n° 8713
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

VOUS
Secrétaire de direction de 35/45 ans environ, dynamique, d'initiatives, de responsabilités, d'expérience réussie (secrétariat/comptabilité/gestion/informatique), disponible rapidement.
NOUS
STUDIO DE CRÉATION PUBLICITAIRE
(La Défense). Env. lettre manusc., C.V., photo, prét. à : D. Noel, 19, allée F.-Mauriac, 95580 Margency.

La Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile-de-France recherche pour son centre de formation professionnelle
ANIMATEUR
Titulaire d'une maîtrise de sciences économiques ou d'un diplôme d'études supérieures, possédant références pédagogiques en vue d'assurer enseignement comptabilité et gestion.
Salaire annuel :
8 191,87 F × 13,66 ou 8 907,22 F × 13,66 selon expérience professionnelle.
Adresser candidatures à M. le Directeur de la CRAMIF, 17/19, rue de Flandre, 75954 Paris cedex 19, avant le 3 janvier 1990.
Renseignements : 42-85-71-30 postes 235 ou 204.

CENTRE D'ANIMATIONS
Pour son secteur Jeunesse
ANIMATEUR PERMANENT DIPLOMÉ
ENVOI C.V. à : C.A.S.C.
Rue A.-de-Vigny
78960 VOISINS-LE-BTX

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements ventes

5e arrdt

Rare, Gobelins. Hôtel historique. Salon + 1 chbre en mezzanine. Poutres peintes superbes. Calme, soleil, gd charme. 50 m². 1 800 000 F. 46-44-88-07

6e arrdt

OBSERVATOIRE. 3 p. 80 m². R. de c. Très clair, s/rue et cour. 1 980 000 F. 46-44-88-07

appartements achats

Recherche 2 à 4 pièces PARIS, préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE COMPT chez notaire, 48-73-48-07 même le soir.

locations non meublées demandes

Paris

Cherche studio Paris intra-muros. 2 500 F charges comprises. 69-80-61-82.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, 75008 Paris, rech. APPARTS DE GRANDE CLASSE, VIDES ou MEUBLÉS, HOTEL PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-OUEST.
(1) 45-62-76-99.

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pr BANQUES, STÉS MULTIN. et DIPLOMATES GDS APPTS de stand. 5, 6, 7 P. Tél. : 42-60-20-42.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitution de sociétés. Démarches et tous serv. Perman. téléphoniques.
43-55-17-50.

L'AGENDA

Jeune fille au pair

USA rég. New-York besoin d'une jeune fille au pair pour 2 enfants en fév. Angl. nécessaire, non fumeur, permis de conduire international, inclure réf., n° de tél., photo. Ecr. à Mme Facchine, 6, Bluebirdcourt Flemington New Jersey 08.822 USA

Hôtes payants

École américaine ch. à loger étudiants australiens en hôtes payants, du 3 au 29 janvier 1990, en famille. Quartier latin ou rive gauche de préférence. Contacter M. Ageron. 43-29-38-83.

Association, sérieuses réf., cherche familles d'accueil pour étudiants étrangers en hôtes payants Paris ou banlieue proche. Séjours courts ou longs. 39-54-28-47 (répondeur).

Formations

FORMATEURS, INTERVENANTS
3616 ST'AGENDA
vous permet, partout en France, de mieux vendre vos compétences et vos disponibilités.

Modèles

POURQUOI PAS VOUS ?
Ouvert, sympathique, l'envie de changer vous tente, pour cela les créateurs
SAINT ALGUE
vous attendent nombreux pour « coupe-brushing (40 F), coupe-permanente (80 F), coupe-couleur (90 F) » au CENTRE DE PERFECTIONNEMENT SAINT ALGUE
14, rue des Deux-Gares, Paris-10e (Mo Gare-du-Nord ou Gare-de-l'Est).
Des conseils vous seront apportés en fonction de votre style, de la nature et de la longueur de vos cheveux. Pour prendre R.V. : téléphoner au 40-37-17-00

Vacances

Tourisme

Loisirs

DRISCOLL HOUSE-HOTEL
200 chambres simples 100 £ per sem. demi-pension.
Rens. : 172 New Kent Road LONDON SE 1 4YT-GB
19-44-7-703-41-76

AVORIAZ. Studio, 3 personnes, plein sud, sur pistes. Particulier. Après 18 h. (16-1) 39-82-33-30.

BICENTENAIRE

Un colloque international à Porto-Novo, au Bénin

L'Afrique et la Révolution française

L'Afrique n'aura pas été absente de la commémoration du bicentenaire de la Révolution française. A s'en tenir là, apparaît une des originalités significatives de cette année 1989, rapportée aux célébrations précédentes de 1889 et de 1939, toutes deux sous l'empire trop évident du modèle colonial.

PORTO-NOVO

de notre envoyé spécial

Depuis le colloque international sur la traite de Nantes, en juillet 1985 (1), jusqu'aux tout derniers tenus à Porto-Novo (République populaire du Bénin) du 22 au 25 novembre, à Port-au-Prince, début décembre, et à la Guadeloupe, du 17 au 23 décembre, les hauts lieux de la traite triangulaire sont devenus comme autant de repères dans le ressaisissement de la mémoire historique par elle-même en l'un de ses impensés les plus tenaces.

Le colloque de Porto-Novo fut à cet égard des plus éclairants. Organisé fin novembre conjointement par le Centre panafricain de prospective sociale, dirigé dans l'ancienne capitale du Dahomey par M. Albert Tévoédjré (2) et par la Mission française de coopération et d'action culturelle, il a rassemblé une vingtaine de spécialistes européens et africains (surtout béninois) et une assistance nombreuse d'enseignants et d'étudiants sur le thème : « La Révolution française et l'Afrique : leçons pour le vingt et unième siècle ».

Dictature marxiste-léniniste d'opérette (c'est-à-dire dictature bien réelle et léninisme d'opérette, abandonné officiellement le 7 décembre comme dogme d'Etat), la République populaire est à bout de souffle : en banqueroute quasi complète, l'Etat n'a pas payé ses fonctionnaires depuis plus de cinq mois. Sur le plan des droits de l'homme, la liste des manquements du leader Kérékou et infractions de l'Etat est à peu près exhaustive, à commencer par les libertés d'expression et de presse. Pourtant, durant les cinq jours de débats sur la Révolution française et l'Afrique, l'audace des propositions comme la liberté de ton de tous les intervenants ne connut pas de limites.

S'il ne fut question, tout au long des travaux, que de démocratie et de souveraineté populaire du côté des hôtes béninois – qui paraissent *redécouvrir les vertus*, pour l'instant toutes théoriques, de l'Etat de droit, – le contraste était cependant total avec les représentants, surtout français, de l'historiographie traditionnelle de l'esclavage, pour l'essentiel sous l'emprise d'une tradition des plus « jacobines », c'est-à-dire peu ou prou... marxiste-léniniste.

En résumé, historiens et philosophes européens spécialistes du sujet partagent quelques idées de base, au premier rang desquelles celle-ci : les révolutionnaires qui déclarent les droits de l'homme sont aussi ceux qui maintiennent l'esclavage et la traite des Noirs, preuve irrécusable du caractère formel – ou, variante, abstrait – de ces droits. La nature bourgeoise de la Révolution est ainsi éclairée puisque l'intérêt y prime si évidemment le droit, en même temps qu'est on en peut mieux révélé le caractère hypocrite de cette bourgeoisie.

Jean Suret-Canale, Yves Bénot, Jacques Mouteaux ou Edmond Jouve se sont ainsi livrés à la critique sévère de la Déclaration de 1789, dès lors réputée par trop incomplète, voire inconséquente, et ont esquissé l'éloge comparé de celle de 1793, encore enrichie par la Déclaration universelle de 1948. Suret-Canale a même cru devoir encenser la « perestroïka » en ce qu'elle résumait « *l'adéquation des principes proclamés et de la pratique* »...

Seul Jacques Muglioni, inspecteur général honoraire de philosophie, s'est risqué à faire valoir les droits... des droits : « *On ne peut*, a-t-il livré dans sa communication, *sans mauvaise foi contester l'universalité des principes en rappelant qu'ils n'ont pas été partout suivis d'application.* » C'est au nom de ces droits justement déclarés le plus abstraitement en 1789 que l'on peut, et que l'on pourra toujours, mesurer l'écart entre ces droits et la réalité, sur l'esclavage comme sur d'autres sujets, à condition précisément de ne pas les prendre pour des « formalités ».

Mûrs pour la démocratie

Cette analyse, si rarement exprimée sur l'esclavage, fut en définitive celle qui recueillit le plus d'écho du côté africain. Toutes les communications des chercheurs locaux tendirent à démontrer que la démocratie, loin d'être en procès, était bien l'enjeu premier pour l'Afrique aujourd'hui.

M. Joseph Adrien Sjivo, historien béninois, souligna d'abord que l'Afrique cherche depuis longtemps ses « *voies vers la liberté* », rappela que le pluralisme politique avait existé avant les indépendances et que la responsabilité des intellectuels africains était engagée dès lors qu'ils avaient permis l'émergence de partis uniques. M. Théodore Holo, également béninois, s'est livré à un éloge du constitutionnalisme issu de la Révolution française, déclarant sans ambages que « *tous les peuples sont mûrs pour la démocratie* ».

M. Sylvain Anignikin, enfin, a mis en lumière les premiers combats pour les droits civiques menés au début du siècle au Dahomey, et insisté sur le rôle joué par ceux que l'on appelle ici les « évolués », ces anciens esclaves ou descendants d'esclaves brésiliens de la région de Bahia, affranchis à la suite des grandes révoltes du dix-neuvième siècle et revenus sur les côtes du Dahomey, dans ce qu'il faut bien reconnaître comme l'éclosion initiale de la liberté de la presse en Afrique.

« Toute la belle construction s'effondre »

Mais c'est peut-être du public, massivement présent à chaque journée du colloque, que sont venus les appels les plus vibrants aux valeurs démocratiques. Moment d'émotion, par exemple, lorsqu'un jeune historien est monté à la tribune et a livré sa perplexité devant les événements survenus à Berlin, Budapest, Prague ou Varsovie : « *Je croyais*, a-t-il dit, *avoir des certitudes : 1793 était un progrès par rapport à 1789 : puis il y eut 1830, 1848, la Commune de Paris et 1917. Et voilà que j'ouvre la télé, et toute la belle construction s'effondre brutalement.* »

Lors d'une discussion publique à l'université nationale, une jeune romancière demanda bien « *ce que* [faisait] *la France pour défendre les droits de l'homme en Afrique* », mais la plupart des interventions mirent davantage l'accent – fait nouveau – sur les responsabilités des Africains eux-mêmes. C'est en tout cas ainsi que furent abordées les questions de la corruption ou de ce qu'on appela les « idéologismes ».

Les neuf propositions de projets concrets sur lesquelles ont débouché les travaux du colloque reflètent bien cette nouvelle donne. De la célébration, chaque année, de l'abolition de l'esclavage (la date du 7 avril a été proposée, jour de l'anniversaire de la mort de Toussaint Louverture – originaire du Bénin – au fort de Joux, dans le Doubs, en 1803) à la tenue d'une « contre-conférence de Berlin » ayant pour thème la notion de « dette historique et actuelle » de l'Occident envers l'Afrique, en passant par l'enseignement effectif des principes de la Déclaration des droits de l'homme ou la reconnaissance de la démocratie pluraliste comme facteur du développement, ou encore des programmes d'action visant à s'opposer à la corruption, le colloque de Porto-Novo a clairement fixé les enjeux qui attendent les pays africains.

OLIVIER SALVATORI

(1) Les actes du colloque ont été publiés en 1988 en deux volumes par le Centre de recherche sur l'histoire du monde atlantique (BP 1025, 44036 Nantes Cedex), sous le titre *De la traite à l'esclavage*. 1. Du Ve au XVIIIe siècle ; 2. Du XVIIIe au XIXe siècle, sous la direction de Serge Daget (400 F les deux).

(2) CPPS : BP 1501, Porto-Novo, Bénin.

La célébration, de Téhéran à Beyrouth

On a observé à la Mission du bicentenaire que les pays musulmans étaient à peu près le seul groupe politico-culturel important à n'avoir pratiquement pas marqué l'anniversaire de 1789. Ce n'est pas tout à fait exact dans la mesure, par exemple, où des journaux arabophones, au Caire notamment, ont consacré de longs articles à la Révolution française et à sa commémoration en France.

Mais il y a plus insolite : en Iran, en dépit des médiocres relations actuelles avec Paris et malgré le fait que la révolution islamique soit sans doute le premier grand bouleversement intervenu au sein d'une nation depuis 1789 et qui ne doive sans doute pas grand-chose à notre révolution, celle-ci n'a pas vu son bicentenaire ignoré dans l'ancienne Perse.

Ainsi, au sein de l'Université iranienne, un sondage a été pratiqué par des professeurs auprès d'un échantillon d'étudiants impliqués dans le chambardement islamique engagé en 1979 mais n'ayant pas suivi de cours de civilisation française. Leurs connaissances sur 1789 venaient donc essentiellement de leur culture générale, de leurs lectures personnelles, etc.

Les questions portaient sur la société française sous Louis XVI, la dynastie au pouvoir et de nombreux événements des années 1789-1795, de la prise de la Bastille à l'exécution de Marie-Antoinette, de la Déclaration des droits de l'homme au lieu de naissance de Bonaparte.

Quarante-neuf pour cent des personnes interrogées savaient que le « tombeur » de la Révolution était né en Corse, de même que 55 % d'entre elles ont pu dire que Danton avait été guillotiné. Danton, cité par 67 % des étudiants comme « *la principale figure révolutionnaire* », suivi par Robespierre (24 %). Près de 92 % des sondés citent la Bastille comme une prison et 20 % pensent que Marie-Antoinette « *conseillait au peuple de manger des gâteaux à la place du pain* », ce qui prouve que les poncifs historiques les plus éculés passent aussi les frontières lointaines...

A l'Est et à l'Ouest

En revanche, 54 % des étudiants sont en mesure d'indiquer que la Déclaration des droits « *proclamait l'égalité des Français devant la loi* » et 50 % d'entre eux savent que le roi dut abandonner une partie de ses pouvoirs à la Constituante. En somme des réponses honorables, surtout quand on a vu celles des Français eux-mêmes à des questions comparables... Et, ainsi que s'interroge la revue culturelle *Logman* (1), de Téhéran : en dehors de quelques étudiants spécialisés, que peuvent bien connaître de la révolution islamique les jeunes Français hormis les noms du dernier chah et de Khomeiny ?

A l'autre bout du Proche-Orient, un pays subissant depuis quinze ans une guerre qui est aussi à bien des égards une révolution politique, sociale et culturelle : le Liban, n'en a pas moins, en dépit des obus et de la tension, apporté également sa contribution au Bicentenaire : l'Association libanaise des droits de l'homme, appuyée par les responsables culturels français locaux a ainsi organisé ce mois-ci à Beyrouth, Est et Ouest, l'opération « Aux livres, citoyens ! » et une Semaine de la Révolution française (expositions, films, tables rondes, conférences, etc.).

Sans doute n'était-il pas indifférent, dans un pays où la liberté de s'exprimer demeure malgré tout plus grande que dans la plupart des Etats de la région, de rappeler que la Déclaration de 1789 proclame le droit d'écrire et d'imprimer librement, ce que contestent certains « révolutionnaires » islamistes libanais. Le Liban continue, à lui seul, de publier plus de livres que les vingt autres membres de la Ligue arabe, et parmi ces ouvrages il en est forcément de dérangeants pour telle ou telle faction...

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

(1) Créée en français après la révolution islamique, *Logman* est la seule publication culturelle en langue étrangère paraissant actuellement en Iran (*le Monde* des 6 février 1988 et 27 octobre 1989). *Logman*, Presses universitaires d'Iran, 85, avenue Parc, 14134 Téhéran.

CINÉMA

Programmes du mercredi 27 décembre au mardi 2 janvier

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Les Arrivistes (1960), de Louis Daquin, 16 h ; le Dernier des Mohicans (1920), de Maurice Tourneur, 19 h ; le Roman d'un jeune homme pauvre *(1935), d'Abel Gance, 21 h.*

JEUDI

Tante Zita (1968), de Robert Enrico, 16 h ; Vers sa destinée (1939, v.o.), de John Ford, 19 h ; Lucrèce Borgia (1935), d'Abel Gance, 21 h.

VENDREDI

Chien de pique (1960), d'Yves Allégret, 16 h ; la Chevauchée fantastique (1939, v.o. s.t.f.), de John Ford, 19 h ; Un grand amour de Beethoven (1936), d'Abel Gance, 21 h.

SAMEDI

Cléo de 5 à 7 (1962), d'Agnès Varda, 15 h ; Patrouille en mer (1938), de John Ford, 17 h ; Quatre hommes et une prière (1938, v.o.), de John Ford, 19 h ; Jérôme Perreau héros des barricades (1935), d'Abel Gance, 21 h.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

Révoltes, Révolutions, Cinéma : Partons avec Pancho Villa (1935, v.o. s.t.f.), de Fernando de Fuentes, 14 h 30 ; Viva Portugal (1974, v.o. s.t.f.), de M. Rauch, C. Gerhards, S. Schirmbeck, S. July, 17 h 30 ; Viva Zapata (1952, v.o. s.t.f.), de Elia Kazan, 20 h 30.

JEUDI

Révoltes, Révolutions, Cinéma : Ukamau (1966, v.o. s.t.f.), de Jorge Sanjines, 14 h 30 ; le Premier Maître (1967, v.o. s.t.f.), d'Andreï Mikhalkov-Kontchalovski, 17 h 30 ; le Reporter rouge (1919, v.o. traduction simultanée), 20 h 30.

VENDREDI

Révoltes, Révolutions, Cinéma : les Treize (1936, v.o. s.t.f.), de Mikhaïl Romm, *14 h 30 ;* Cerromaior (1984, v.o. s.t.f.), de Luis Filipe Roche, 17 h 30 ; la Terre de la grande promesse (1976, v.o. s.t.f.), d'Andrzej Wajda, 20 h 30.

SAMEDI

Révoltes, Révolutions, Cinéma : la Mère (1926), de Vsévolod Poudovkine, 14 h 30 ; la Nouvelle Babylone (1929), de Grigori Kozintsev et Leonide Trauberg, 17 h 30 ; Octobre (1928), de S.M. Eisenstein, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

Montparnasse 1919-1989 : Jeune public : *Verticale Orly (1965) de J.-J.* Languepin, Y a-t-il un pilote dans l'avion ?, v.f.) de Jim Abrahams, David Zucker, Jerry Zucker, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Actualités Gaumont, 16 h 30 ; Man Ray : Man Ray (1961) de Claude Feyard, la Bande à Man Ray (1987) de Jean-Marie Drot, 18 h 30 ; Autour d'Apollinaire : Henri Rousseau le douanier (1980) de Geneviève Bastid, A la recherche de Guillaume Apollinaire *(1983) de Jean-Marie Drot,* 20 h 30.

JEUDI

Montparnasse 1919-1989 : Nostalgie (1937) de Victor Tourjansky ; Actualités Gaumont, Femmes, Femmes (1974) de Paul Vecchiali, 14 h 30 ; Artistes peintres : Des valses 1900 à la Grande Guerre (1987) de Jean-Marie Drot, Montparnasse et ses peintres (1987) d'Yves Allain, la Nouvelle Réalité (1979) de Carlos Vilardebo, 16 h 30 ; la Coupole : la Coupole a cinquante ans (1978) de B. Queysanne, Trois Jours, Trois Photographes (1978) de Fernand Moszkowicz, The Chevalier Brothers (1985) de Jimmy Glasberg, 18 h 30 ; Rencontres à Montparnasse : Bande annonce : 4 Aventures de Reinette et M. (1987) d'Eric Rohmer, 4 Aventures de Reinette et Mirabelle (1987) de Eric Rohmer, 20 h 30.

VENDREDI

Montparnasse 1919-1989 : la Tour infernale : Construction de la tour Montparnasse (1972) de Joseph Morder, Gratte-Ciel (1984) de Christophe Jacrot, Trois Petits Tours (1984) de Pierre-Oscar Lévy, l'Imprécateur (1977) de Jean-Louis Bertucelli, 14 h 30 ; Au cœur de Montparnasse : Carrefour Vavin (1981) de Claude Thiébaut, l'Homme fragile (1980) de Claire Clouzot, 16 h 30 ; Trafics : Flux et Reflux (1972) d'Yves Ciara, Rouge Gorge (1984) de Pierre Zucca, 18 h 30 ; Cafés pour noctambules : Sous la coupole (1985) de M.-A. Poyet, les Clowns de Dieu (1986) de Jean Schmidt, 20 h 30.

SAMEDI

Montparnasse 1919-1989 : Actualités anciennes : Actualités Gaumont, 12 h 30 ; Ateliers d'artistes : la Ruche : une cité d'artistes (1986) de Jean-Pierre Dougnac, Chez ceux du Montparnasse (1957) de Jean-Claude Bernard, Vingt-deux adresses pour une impasse (1977) de Marie-Josèphe Dubergey, 14 h 30 ; les Années folles : la Fureur de vivre des années vingt (1963) de Jean-Marie Drot, Quartet (1981) de James Ivory, 16 h 30 ; la Vie de quartier : la Modiste de Denfert (1977) de Daniel Martineau, Daguerréotypes (1975) de Agnès Varda, 18 h 30 ; Maine Montparnasse : l'Armor (1965) d'Yves Ciara, Montparnasse (1974) de Claude Nogretta, Camarades (1969) de Marin Karmitz, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (Tchécoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne, v.f.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR (Fr.-All.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BANDINI (Fr.-Bel.-It.-A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; *v.f. : Pathé Français,* 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).

BAPTÊME (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

BATMAN (A., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

BLACK RAIN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; *Mistral, 14e* (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BORIS GODOUNOV (Fr.-Esp.-Youg., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e *(45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées,* 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

BRÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

BURNING SECRET (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

CARNET DE NOTES SUR VÊTEMENTS ET VILLES (All., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; *Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ;* Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

CHAMBRE A PART (Fr.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

***COMÉDIE D'AMOUR** (Fr.) : Elysées Lincoln,* 8e (43-59-36-14).

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

DÉLIT DE FUITES (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

EL VERDUGO (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse, 6e* (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA FEMME DE ROSE HILL (Fr.-Suis.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

HAUTE SÉCURITÉ (*) (A., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

HISTOIRE D'OROKIA (Fr.-burkinabé, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

HIVER 54 (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

L'HOMME QUI VOULAIT SAVOIR (*) (Fr.-Hol.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr., v.o.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

JOYEUX NOËL, BONNE ANNÉE (Fr.-It.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

MAICOL (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MONSIEUR SPALT, PAR EXEMPLE (All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MOUNA (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; *Grand Pavois, 15e* (45-54-46-85).

NOCE BLANCHE (Fr.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

OLIVER ET COMPAGNIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'ORCHESTRE ROUGE (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

PALOMBELLA ROSSA (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).

PENTIMENTO (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE PETIT DIABLE (It., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA PETITE VÉRA (Sov., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

PLUIE NOIRE (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Panthéon, 5e (43-54-15-04).

PUNISHER (*) (A.-Austr., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; *Pathé Français, 9e* (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

RAIN MAN (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

RETOUR VERS LE FUTUR 2e PARTIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; *Pathé Wepler, 18e* (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES LUMIÈRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES TERRIBLES (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

ROUGE (Hong Kong, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

S.O.S. FANTOMES II (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; *UGC Ermitage, 8e* (45-63-16-16) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; *v.f. : Gaumont Opéra, 2e* (47-42-60-33).

THE LAST OF ENGLAND (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins, 13e* (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

UNE SAISON BLANCHE ET SÈCHE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

VALMONT (Fr., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

VANILLE FRAISE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er *(42-33-42-26) ; Rex, 2e* (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VIE ET RIEN D'AUTRE (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LE VOLEUR DE SAVONNETTES (It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Racine Odéon, 6e (43-26-*19-68) ; Les Trois Balzac, 8e* (45-61-10-60) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

YAABA (Burkina-Faso, v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES GRANDES REPRISES

ALLEMAGNE, MÈRE BLAFARDE (All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES AVENTURES DE ROBINSON CRUSOÉ (Mex.-A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LE BALLON ROUGE (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

CHANTONS SOUS LA PLUIE (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

CRIN BLANC (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

E.T. L'EXTRATERRESTRE (A., v.f.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

GILDA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LA HUITIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

JOUR DE FÊTE (Fr.) : Le Champo - *Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60).*

LADY EVE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LOLA (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23).

LOUISIANA STORY (A.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

MON ONCLE (Fr.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60).

NANOUK L'ESQUIMAU (A.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LA RONDE (Fr.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

SABRINA (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

THE PALM BEACH STORY (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

UN JOUR AU CIRQUE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LES VACANCES DE M. HULOT (Fr.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60).

LA VÉRITÉ (Fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

YELLOW SUBMARINE (Brit., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

LES SÉANCES SPÉCIALES

ABYSS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer., ven., lun., mar. 22 h 30, dim. 22 h, sam. 0 h 30.

ALIEN (*) (Brit., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 19 h, jeu. 15 h, 19 h, ven. 15 h, sam. 18 h 30, 0 h 30, lun. 14 h 50, 19 h, mer. 17 h.

AMARCORD (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., lun. 16 h 40.

L'ANNÉE DES TREIZE LUNES (**) (All., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) mer. 11 h 50, ven. 21 h 10, sam. 20 h 20, dim. 15 h 20, lun. 21 h 40, mar. 22 h.

LES AVENTURES DE ROBINSON CRUSOÉ (Mex.-A., v.o.) : Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89) mer., jeu., ven., sam., dim., lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 25 mn après.

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) mer., sam., dim. 13 h 15.

LA BALLADE DES DALTON (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 17 h, jeu. 15 h 15.

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., dim. 13 h 40, ven., sam., mar. 15 h 15.

BLADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer., ven., lun. 17 h, sam. 22 h 15, mar. 19 h.

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., jeu., lun. 22 h 15, sam. 14 h, dim. 18 h 15.

LE CHAGRIN ET LA PITIÉ (All.-Suis., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) mer., dim., film à 14 h 30, 19 h 30 PL : 40 F, T.R. : 30 F.

LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 18 h 45, sam. 19 h 15.

DE BRUIT ET DE FUREUR (**) (Fr.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) mer. à 12 h 15.

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE... LA SUITE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer., ven., lun., mer. 21 h.

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer., ven., mar. 22 h.

E.T. L'EXTRATERRESTRE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 17 h, sam., dim. 13 h 15.

FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., v.f.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) mer., ven., dim., mer. à 12 h, 13 h 25, 15 h, 16 h 35.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., dim., mar. 17 h.

LA GUERRE DES TUQUES (Can.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) mer., jeu., ven., mar. 15 h.

LA GUERRE DU FEU (Fr.-Can.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 19 h, sam. 18 h 45, dim. 16 h 50, mar. 13 h 45.

HANTISE (A., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer., jeu., ven. à 22 h.

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., ven., sam. 18 h 15, dim. 14 h, lun. 20 h 30.

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) mer., ven., dim., mer. à 12 h.

LE LOCATAIRE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., ven. 21 h.

MANIKA UNE VIE PLUS TARD (Fr., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) mer., dim. à 12 h.

***METROPOLIS** (All., v.o.) : Républic* Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer., sam. 20 h 20, lun. 18 h 30.

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (Brit., v.o.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) mer., ven., sam., lun., mar. à 19 h 30, 22 h.

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., mar. 21 h.

LE PEUPLE SINGE (Fr.-Indon.) : Grand Pavois, *15e (45-54-46-85)* (Son SR) mer. 14 h, jeu. 13 h 45, ven. 17 h 20, sam. 18 h 45, dim. 15 h 15, lun. 19 h, mer. 17 h 30.

LE PRINCE NEZHA TRIOMPHE DU ROI DRAGON (Chin., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) mer., ven., mar. 13 h 45, sam., dim., lun. 15 h.

QUERELLE (**) (Fr.-All., v.f.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer. 22 h 30.

SALAAM BOMBAY ! (Indo-Fr., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) film mer., jeu., ven., sam., dim., mer. à 12 h.

LE SEIGNEUR DES ANNEAUX (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., jeu., ven., sam., dim. 16 h 45, mar. 13 h 45.

SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer. 18 h.

TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 16 h 50, ven., dim., lun. 15 h 30 ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 15 h 30 ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., dim. 15 h 15, jeu., lun. 13 h 40.

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 20 h 30, ven. 13 h 45, sam. 22 h 15, lun. 15 h, mar. 15 h 15, 20 h 30.

37°2 LE MATIN (*) (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer., jeu., ven., sam. 16 h dim. 15 h 30, mer. 22 h

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer., sam. 18 h 40, jeu. 20 h.

ZELIG (A., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) mer. 14 h.

LES FESTIVALS

CINÉ-U (v.o.), Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40). Duel, Tlj sf dim., et lun. à 12 h (20 F) ; le Secret derrière la porte, tlj sf dim., et lun. à 12 h (20 F).

CINÉMA ALBANAIS (v.o.), Lucernaire, 6e (45-44-57-34). Avril brisé, film à 18 h, 20 h, 22 h ; Une fable de jadis, film à 14 h, 16 h.

CYCLE DE COURTS MÉTRAGES, Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65). Bérénice, sam. 13 h 30 (14 F) ; le Poème, dim. 13 h 30 (14 F).

HITCHCOCK LES ANNÉES D'OR (v.o.), 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00). La Corde, jeu. à 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15 ; l'Homme qui en savait trop, mer. à 14 h 05, 16 h 30, 19 h 50, 22 h ; Sueurs froides, sam. 14 h 05, 16 h 30, 19 h 50, 22 h ; *Mais qui a tué Harry ?, lun. à 14 h 15,* 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15.

HOMMAGE A ANATOLE DAUMAN (v.o.), Studio 28, 18e (46-06-36-07). La Première Nuit, La Planète sauvage, mer. à 19 h, 21 h ; l'Ile de Pâques, Les Diamants de la nuit, jeu. à 19 h, 21 h ; l'Invention de la photographie, Mona, ven. à 19 h, 21 h ; le Sacrifice, sam. à 15 h, 18 h, 21 h ; le Cœur d'amour épris *du roi René, L'Année dernière à Marienbad,* dim. à 15 h, 17 h, 19 h, 21 h ; le *Cid,* dim. à 15 h, 17 h, 19 h, 21 h ; Cinéma différent, Le Jeu, Corps profonds, A Valparaiso, La Jetée, mar. à 19 h, 21 h.

JEAN COCTEAU CINÉASTE, Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77). Orphée, ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; l'Aigle à deux têtes, lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; le Testament d'Orphée, mer., mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; les Parents terribles, sam. à *14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; la Belle et* la Bête, jeu. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h.

L'ACMA PRÉSENTE : LE CINÉMA TCHÈQUE DES ANNÉES 60 (v.o.), Accatone, 5e (46-33-86-86). Les Amours d'une blonde, mer. 17 h, jeu. 13 h 30, sam. 13 h 40 ; l'As de pique, mer. 15 h 30, dim. 13 h 50 ; la Plaisanterie, jeu. 19 h 40, lun. 14 h 40 ; Personne ne rira, jeu. 21 h 30, lun. 13 h ; les *Diamants de la nuit, jeu. 15 h ;* la Fête et les invités, jeu. 16 h 30 ; Trains étroitement surveillés, jeu. 17 h 50, sam. 12 h.

LES ETERNELS DU CINÉMA EUROPÉEN (v.o.), Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34). Le Knack... ou comment l'avoir, mer., séances à 11 h 50, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; Family Life, jeu., séances à 11 h 50, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; le Voyeur, ven., séances à 11 h 50, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; le Messager, sam., séances à 11 h 50, 14 h 20, 16 h 50, 19 h 20, 21 h 50 ; Trois Dames et un as, dim., séances à 11 h 50, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; l'Homme au million, lun., séances à 11 h 50, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; Comment tuer un oncle à héritage, séances lun. à 11 h 50, 14 h, 16 h, *19 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; le* Troisième Homme, mar. à 11 h 50, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après.

MARGUERITE DURAS, L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63). Hiroshima mon amour, mer., jeu., ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Moderato Cantabile, sam. à 14 h, 16 h, 20 h, 22 h mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Une aussi longue absence, dim., lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

PIER PAOLO PASOLINI (v.o.), Accatone, 5e (46-33-86-86). Théorème, mer. à 20 h 15, jeu. à 0 h 30, ven. à 19 h 35, sam. 18 h 40, dim. 21 h 40, lun. 20 h, mar. 14 h 50 ; Porcherie, mer. 18 h 30, ven. 17 h 40, sam. 16 h 50, dim. 17 h 40, lun. 18 h 10, mar. 16 h 30 ; Médée, ven. 15 h 50, sam. 15 h, dim. 19 h 40, lun. 16 h 20, mar. 18 h 20.

ROBERTO ROSSELLINI (v.o.), L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63). Rome ville ouverte, ven., lun. à 22 h ; Allemagne année zéro, mer., dim. 22 h ; Voyage en Italie, jeu., sam. 22 h ; Stromboli, mar. 22 h.

RÉTROSPECTIVE PHILIPPE GARREL, 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00). Athanor, La Cicatrice intérieure, dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; les Baisers de secours, jeu. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Droit de visite, Le Lit de la vierge, ven. à 13 h 40, 15 h 50, *17 h 55, 20 h, 22 h 10 ; les Enfants* désaccordés, Marie pour mémoire, sam. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Rue Fontaine, L'Enfant secret, lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Liberté la nuit, mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

VOIR ET REVOIR *NANNI MORETTI* (v.o.), Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34). Je suis un autarcique, mer., dim., séances à 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10 ; Ecce bombo, jeu., mar., séances à 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10 ; Bianca, ven., lun., séances à 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10 ; La messe est finie, sam. à 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10 ; Rêves d'or, sam., séances unique à 22 h 10.

WOODY ALLEN (v.o.), Action Christine, 6e (43-29-11-30). Broadway Danny Rose, mer., séances à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 5 mn après ; Intérieurs, jeu., séances à *14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40,* 22 h 20 film 5 mn après ; Guerre et Amour, ven., séances à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 5 mn après ; Manhattan, sam., séances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 20 mn après ; Annie Hall, dim., séances à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 5 mn après ; Tout ce que vous avez toujours voulu savoir, lun., séances à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 5 mn après ; Woody et les Robots, mar., séances à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 5 mn après.

SCIENCES

Bureau à Tokyo accord avec Moscou

L'Agence spatiale européenne accroît sa coopération avec l'URSS et le Japon

L'Agence spatiale européenne (ESA) va ouvrir un bureau à *Tokyo au début* de l'année prochaine afin de développer la coopération dans le domaine spatial avec le Japon, a annoncé M. Reimar Lüst, directeur général de l'ESA. L'Agence, dont le siège est à Paris, va en outre se doter d'une antenne à Bruxelles pour améliorer ses contacts avec... la Commission européenne.

D'autre part, le conseil de l'ESA vient de mandater M. Reimar Lüst pour « *signer dans les prochaines semaines un nouvel accord de coopération avec l'URSS* », a précisé M. Lüst. Ce document, établi au niveau gouvernemental, remplacera les échanges de lettres entre l'Académie des sciences soviétiques et l'ESA, qui étaient jusqu'à présent la règle. Il n'y aura aucun transfert de fonds entre les deux partenaires, qui se contenteront d'apporter chacun sa contribution à des projets communs.

La coopération pourrait s'étendre à « des échanges d'informations » sur les futurs avions spatiaux (Bourane pour les Soviétiques, Hermès pour les Européens), a précisé encore M. Lüst. Des discussions préliminaires « *au niveau des ingénieurs* » ont été engagées à ce sujet. Une seconde rencontre aura lieu en janvier ou février prochains pour préciser la forme que pourrait prendre cette collaboration. La possibilité pour les Européens d'utiliser les installations d'essais soviétiques de Bourane pour tester Hermès a même été évoquée.

Le conseil de l'ESA a enfin approuvé le budget de l'Agence pour 1990. Il se monte à 1,7 milliard d'écus (11,79 milliards de francs), contre 1,6 milliard d'écus en 1989.

FAITS DIVERS

En Dordogne

Un bébé tué par un chien

Alors que ses parents l'avaient laissé seul, dans leur voiture, en compagnie d'un des trois chiens de la famille, un bébé d'une quinzaine de jours a été tué par l'animal, vendredi 22 décembre.

M. Jean-Louis Pinson, quarante-trois ans, de Saint-Michel-de-Rivière, commune de la Roche-Chalais (Dordogne), s'était rendu au village avec sa compagne et ses trois enfants âgés de six ans, quatre ans et quinze jours. Le drame a eu lieu alors que les parents et les deux aînés étaient partis faire des courses, laissant le nouveau-né seul sur la banquette arrière du véhicule. Quand la mère est revenue, l'enfant avait eu la tête broyée par l'animal, qui s'est enfui dès qu'elle a ouvert la portière.

M. Pinson, qui menaçait sa compagne qu'il tenait pour responsable de la mort de l'enfant, a été admis à l'hôpital psychiatrique de Montpon-Ménestréol. La mère, fortement choquée, a également dû être hospitalisée.

L'animal, un bâtard de berger allemand, responsable de la mort de l'enfant, ainsi que les deux autres chiens de M. Pinson, ont été mis en observation, notamment pour déterminer s'ils sont atteints de la rage.

□ **Le corps d'un capitaine anglais retrouvé sur une plage bretonne.** – Après le naufrage, dans la nuit du 16 au 17 décembre, d'un cargo irlandais, l'*Arklow-Victor*, le corps du capitaine a été retrouvé sur une plage du Finistère, et identifié, lundi 25 décembre, par sa famille. David Rowan, cinquante et un ans, originaire de Liverpool, capitaine du navire dont la cargaison s'était désarrimée au large des côtes du Finistère, était tombé à la mer au cours d'une opération d'hélitreuillage. Les cinq autres hommes d'équipage avaient pu être sauvés.

AGENDA

CARNET DU Monde

Décès

– M. Jean Autin,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Michel Veyron,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Micheline-Marie Autin,
M. et Mme Claude Gandic
et leurs enfants,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Emmanuel AUTIN-LUBIN,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918, 1939-1940,
plaque d'or de la Ville de Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 27 décembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Séverin, Paris-5e, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, boulevard Saint-Michel,
75005 Paris.

– M. et Mme Michel Poitevin,
M. et Mme Jean-Paul Demaille,
ses enfants,
Isabelle et Xavier Demaille,
Marie-Véronique et Guillaume *Poitevin,*
ses petits-enfants,
Les familles Demaille, Poitevin, Deleau et Boucheron,
Tous ses amis,
Et ses anciens clients,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme le docteur Marie-Thérèse CHOQUART,
ancienne interne
et ancien chef de clinique
des hôpitaux de Paris,

survenu le 14 décembre 1989, à Paris, dans sa quatre-vingt-dixième année, munie des sacrements de l'Eglise.

Selon sa volonté, la cérémonie religieuse a été célébrée dans la plus stricte intimité, suivie de l'inhumation au cimetière de Gouy (Aisne), dans le caveau de famille.

9, rue Alphonse-Penaud,
75020 Paris.
9, boulevard Morland,
75004 Paris.

– Mme Berthe Cohen,
née Derai,
Josiane et Albert Sarfati,
Jacques et Michelle Cohen
Frédérique Sarfati,
épouse Seror,
Jean-Jacques Seror
et leurs enfants,
Michèle et Pascale Sarfati,
Sandra et Marc Cohen,
Muriel et Pierre Bec,
Les familles Cohen, Nouchi et Baroghel,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Mardochée COHEN,
ancien huissier de justice à Saint-Cloud
(Hauts-de-Seine),

survenu le 22 décembre 1989.

L'inhumation aura lieu le 27 décembre, à 16 h 15, au cimetière de Garches (Hauts-de-Seine), dans la plus stricte intimité.

Ni fleurs ni couronnes.

La famille ne reçoit pas.

– Henri, Lydie et David Koskas,
Samuel V. Motta,
Charles Motta,
Helen et Jack Harris,
et leurs filles,
Les familles parentes et alliées,
ont la tristesse de faire part du décès de

Hélène COHEN
née Uzan,

et rappellent le souvenir de sa fille chérie,

Claudine MOTTA,
née Koskas.

La famille ne reçoit pas.

26, rue de Clichy,
75009 Paris.

– Mme René Coirier,
son épouse,
M. et Mme Erik Coirier,
M. et Mme Jean-Pierre Aubin,
ses enfants,
Christian, Axel, Emmanuel, Florence et Ingrid,
ses petits-enfants,
M. et Mme Marcel Coindo,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. René COIRIER,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 15 décembre 1989, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le vendredi 22 décembre, en l'église de Saint-Hilaire-des-Loges (Vendée).

« Heureux ceux qui ont le cœur pur, car ils verront Dieu. »
(Mat. V, 8.)

CARNET DU MONDE
Renseignements : 42-47-95-03
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques .... 87 F
abonnés et actionnaires . 77 F
Communicat. diverses .. 90 F

– M. et Mme Elie-Georges Darmon,
ses parents et leurs familles,
Joël Costi,
son ami,
Ses nombreux amis,
ont la douleur d'annoncer le décès, le 19 décembre 1989, à Saint-Mandé, de

Albert-David DARMON,

en sa quarantième année.

Les obsèques ont eu lieu le *21 décembre, au nouveau cimetière de* Vincennes.

66, rue d'Elbeuf,
76100 Rouen.
1 *bis*, rue du Midi,
94300 Vincennes.

– M. et Mme Georges Darmon,
Joël Costi,
tiennent à remercier chaleureusement M. le professeur Roué (Service des maladies tropicales et infectieuses de l'hôpital d'instruction des armées Bégin, à Saint-Mandé), les médecins, les infirmières et le personnel de service qui ont assisté

Albert-David DARMON

dans sa maladie.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Jeannette HENRY,

survenu à Paris, le 15 décembre 1989, à l'âge de cinquante-neuf ans.

De la part de
Sa sœur et ses frères,
Belles-sœurs et beaux-frères,
Nièces et neveux,
Cousins et cousines,
Parents et amis.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 19 décembre, à Periers-sur-le-Dan (Calvados).

Rue de la Chasse,
14920 Mathieu.

– Mme Gérard Dufour,
Le baron et la baronne Wallerand des Lyons de Feuchin
et leurs enfants,
Mlle Charlotte et Marine Dufour,
M. et Mme Bruno *Favier*
et leurs enfants,
Mme Victoire de Castellane,
M. Gilles Dufour,
M. et Mme Jean-Jacques Brun
et leurs enfants,
M. et Mme Michel Verluise
et leur fille,
M. et Mme Gilles Van Gaver
et leurs enfants,
M. Francis Brun
et ses enfants,
Le professeur Paul-Emile Duroux
et son épouse,
Les familles Duroux, Ducharne, et Longevialle,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Gérard DUFOUR,
agent de change,

survenu le 22 décembre 1989, dans sa cinquante-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 28 décembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 *bis*, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16e.

L'inhumation aura lieu à Caluire (Lyon), dans la stricte intimité familiale.

– La société de Bourse Dufour-Lacarrière-Pouget et James Capel,
L'ensemble de leur personnel,
ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

M. Gérard DUFOUR,
agent de change,
président-directeur général,

survenu le 22 décembre 1989, à Paris, et s'unissent par la pensée à la famille.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Mme Bernard Huré,
M. Jacques Huré,
Le lieutenant-colonel et Mme François Chaumel de Jarnieu,
leurs enfants et petit-fils,
Mme Pierre de La Tour du Gray,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jean-Claude Huré
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard HURÉ,

survenu à Nice, le 15 décembre 1989.

Les obsèques ont eu lieu à Nice, dans *l'intimité familiale.*

Cet avis tient lieu de faire-part.

Villa Les Terrasses,
1, parc Liserb,
06000 Nice.

– Son épouse,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont le regret de faire part du décès du

docteur Louis VAILLE,
président
de la Société académique de l'Aube,

survenu tragiquement le 19 décembre 1989.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Sanary-sur-Mer (Var).

Anniversaires

– Il y a dix ans, le 5 janvier 1980

Jean-Marcel CHALVIDAN,

quittait les siens et ses amis, à l'âge de trente-sept ans.

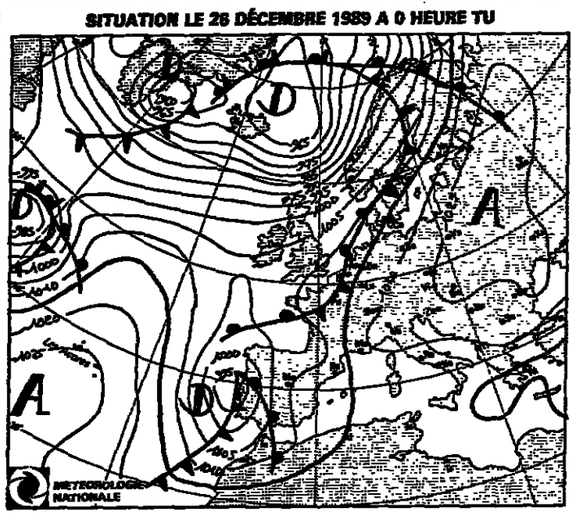
Sa famille demande une pensée affectueuse à ceux qui l'ont connu, aimé et estimé, en associant à son souvenir celui de son père, le

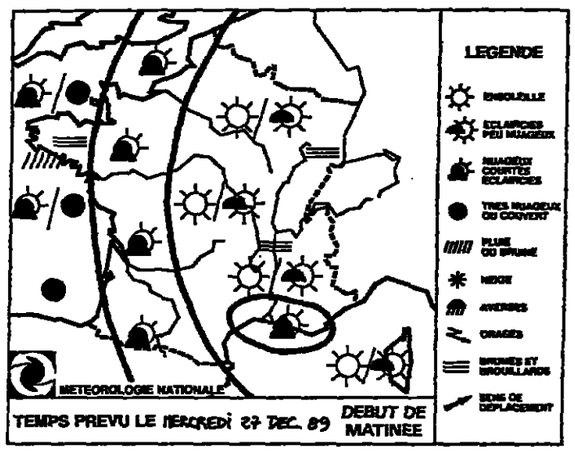
capitaine Jean CHALVIDAN,
mort pour la France le 22 août 1944.

Une messe du souvenir sera célébrée à Troche (Corrèze), le dimanche 31 décembre 1989, à 9 h 30.

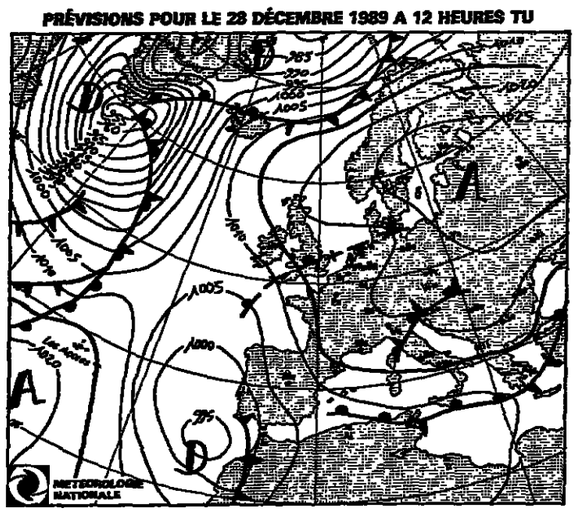
MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28 DÉCEMBRE 1989 A 0 HEURE TU





PRÉVISIONS POUR LE 28 DÉCEMBRE 1989 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 26-12-1989
Valeurs extrêmes relevées entre le 25-12-1989 à 6 heures TU et le 26-12-1989 à 6 heures TU

FRANCE				ÉTRANGER									
AJACCIO	17	3	D	TOURS	9	5	C	LOS ANGELES	27	13	C
BIARRITZ	15	8	C	TOULOUSE	14	7	N	LUXEMBOURG	8	0	D
BORDEAUX	10	5	C	POINTE-A-PITRE	30	22	D	MADRID	6	5	P
BOURGES	9	2	C					MARRAKECH	16	11	N
BREST	11	7	N					MEXICO	18	2	B
CAEN	11	5	B					MILAN	4	2	B
CHERBOURG	10	6	B					MONTRÉAL	-6	-12	*
CLERMONT-FER.	13	6	-					MOSCOU	1	-3	C
DIJON	11	-3	D					NAIROBI	25	16	B
GRENOBLE/ST-H	9	-3	D					NEW-YORK	-3	-9	C
LILLE	9	6	C					OSLO	8	7	C
LIMOGES	11	7	C					PALMA-DE-MAL.	16	8	D
LYON	13	3	-					PÉKIN	1	-4	D
MARSEILLE-MAR.	15	9	D					RIO-DE-JANEIRO	25	22	D
NANCY	13	-3	D					ROME	15	2	D
NANTES	11	8	N					SINGAPOUR	-	-	-
NICE	16	5	D					STOCKHOLM	5	3	C
PARIS-MONTS	11	7	C					SYDNEY	27	22	D
PAU	9	3	-					TOKYO	8	7	C
PERPIGNAN	14	11	D					TUNIS	16	7	D
RENNES	10	8	C					VARSOVIE	4	-1	C
ST-ETIENNE	13	1	D					VENISE	8	0	B
STRASBOURG	7	-3	D					VIENNE	4	0	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Evolution probable du temps en France entre le mardi 26 décembre à 0 heure et le dimanche 31 décembre à 24 heures.

Pour ces derniers jours de l'année, le *temps froid sera de retour. En contrepartie,* le soleil sera souvent au rendez-vous.

L'Est et le Sud-Est *seront moins favorisés* avec un ciel plus nuageux.

Mercredi : ensoleillé à l'Est, nuageux à l'Ouest.

Sur la Bretagne et la Basse-Normandie, le ciel restera le plus souvent très nuageux.

De l'Aquitaine au Midi-Pyrénées, aux Charentes, au Poitou, aux Pays de Loire, au Centre, à la Haute-Normandie, au Bassin parisien, à la Picardie jusqu'au Nord, les nuages seront très nombreux le matin mais les éclaircies seront de plus en plus belles au cours de la journée.

Sur toutes les autres régions, après dissipation des brumes et brouillards, parfois givrants dans l'Est, la journée sera bien ensoleillée. Des nuages d'entrées maritimes envahiront encore le ciel du Languedoc ; de petites pluies sont *même possibles sur les Cévennes.*

Le vent d'autan soufflera assez fort.

Les températures minimales seront en baisse. Elles varieront de – 4 à 2 degrés *sur la moitié est, localement 5 à 8 degrés* sur le pourtour méditerranéen, et de 2 à 6 degrés sur la moitié ouest.

Jeudi : brumes et brouillards puis soleil.

Les nuages bas ou les brumes et brouillards parfois givrants dans l'Est, seront présents sur la majeure partie du pays le matin. Dans la journée, de belles éclaircies se développeront plus ou moins tardivement.

Sur la Bretagne et sur le Cotentin, les nuages persisteront toute la journée.

Les températures minimales seront encore en baisse. Elles s'étageront de – 5 à 1 degré sur la moitié est, de 2 à 6 degrés sur la moitié ouest. Elles seront voisines de 5 à 7 degrés près de la Méditerranée.

Les températures maximales seront comprises entre 4 et 9 degrés sur l'Est et entre 6 et 12 degrés du nord au sud sur les autres régions, entre 11 et 14 degrés sur le pourtour méditerranéen.

Vendredi : nuages des Alpes à la Corse, soleil ailleurs.

Des Alpes à la Côte d'Azur et à la Corse le ciel *sera nuageux. Les nuages* pourront même donner quelques ondées sur la Côte d'Azur et la Corse. Le vent de nord-est soufflera fort entre la Corse et Côte d'Azur.

Sur le reste de notre pays, il y aura des bancs de brouillard givrant le matin. *Dans la journée le soleil se montrera mais* en certains endroits de l'Est et du Nord-Est ainsi que près du golfe du Lion le ciel pourra rester gris et brumeux toute la journée.

Les températures minimales s'abaisseront jusqu'à – 5 ou – 6 degrés sur l'Est et le Nord-Est. Ailleurs, elles seront comprises entre 0 et – 4. Près de la Méditerranée, il fera plus doux : de 4 à 7 degrés.

Les températures maximales seront *de 0 à 2 sur le Nord-Est et l'Est, elles* seront de 3 à 7 degrés sur les autres régions mais atteindront 9 à 12 près de la Méditerranée.

Samedi et dimanche : un peu plus froid.

Du Jura aux Alpes à la Côte d'Azur et à la Corse le ciel restera nuageux. De petites averses pourront encore tomber sur la Corse.

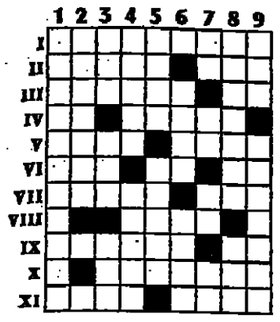
Ailleurs, mis à part des bancs de brouillard givrant le matin, c'est le soleil *qui devrait dominer. Cependant sur l'Est* et le Nord-Est, les brouillards pourront persister toute la journée. Des nuages élevés venant de l'Atlantique voileront le ciel de la Bretagne.

Les températures auront tendance à baisser.

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5161



HORIZONTALEMENT

I. Font avoir des mots avec autrui. — II. Devant lui, on n'hésite pas à se mouiller. Théâtre où peuvent se jouer de dramatiques scènes. — III. Avec lui, ce n'est pas toujours la même chanson. Morceau de trompette. — IV. Reçoit beaucoup de monde. Quittée en s'en allant. — V. Telle qu'il ne vaut mieux pas trop en dire. On y voit les choses de haut. — VI. San Antonio y a sa place. Fut espéré par maints amoureux. Participe. — VII. Début de la pièce. Fils de vigneron. — VIII. Se tordre ou se gondoler. — IX. Est très pâle même quand elle se porte bien. Préfixe. — X. Feuille d'alimentation. — XI. Partie de cycle. Offertes à l'amour.

VERTICALEMENT

1. Pour lui, ce qu'on porte rapporte. — 2. Empêche d'aller droit au but. — 3. Ce que l'on peut dire quand on est frappé. Va dans des sabots. A eu un illustre maître. — 4. Ce que peut trouver celui qui nous cherche des poux. Fort en variété. — 5. Fait un tour. Est dure en son centre. — 6. Paraît avant que l'on paraisse. Travaille pour élaborer. — 7. On y fait de belles sorties. Participe. Réfléchi. Qui nous en a donc appris. — 8. Aimait la fantaisie. Battue par les flots. — 9. Se met à table. Ont une taille de guêpe.

Solution du problème n° 5160

Horizontalement

I. Policier. — II. Réalistes. — III. Es. Eude. — IV. Codes. Ira. V. Apogée. En. — VI. Uhlan. Pst ! — VII. Ta. Lésas. — VIII. Igues. Nef. — IX. Oersted. — X. Ruade. — XI. Scènes. Ut.

Verticalement

1. Précautions. — 2. Œsophage. — 3. La. Dol. Urge. — 4. Illégales. — 5. Ci. Sénestre. — 6. Ise. Eus. — 7. Etui. Panda. — 8. Redressé. Dû. — 9. Séant. Fret.

GUY BROUTY

PARIS EN VISITES

MERCREDI 27 DÉCEMBRE

« La Conciergerie du palais des Capétiens aux cachots de la Terreur », 14 h 30, devant l'entrée, 1, quai de l'Horloge (Aux Arts, et caetera).

« L'Opéra Garnier », 15 heures, en haut des marches (Association internationale de tourisme culturel).

« Approche de l'islam à la Mosquée de Paris », 14 h 30, entrée de la Mosquée, place du Puits-de-l'Ermite (Mme Hulot).

« Les arts précieux (vitraux, émaux, orfèvrerie) au Moyen-Age », 14 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Mme Brossais).

« Les Catacombes de Paris dans les anciennes carrières », 15 heures, devant l'entrée place Denfert-Rochereau (M. Lépany).

« La villa des Jardies, demeure de Balzac puis de Gambetta », 15 h 30 (accès gare Saint-Lazare, arrêt Sèvres Ville d'Avray), 14, rue Gambetta à Sèvres (Mme Lagoutte).

« Exposition Cartier au Petit Palais », 15 heures, entrée de l'exposition, avenue Winston-Churchill (Association culturelle Paris et son histoire).

« Visite de l'Opéra-Bastille », 15 heures, sortie rue de la Roquette, métro Bastille (Association culturelle Paris et son histoire).

« Daumier lotographe et sculpteur au Musée Marmottan », 15 heures, 2, rue Louis-Boilly (Mme Mathilde Hager).

« Nocturne à l'exposition Cartier », 18 h 30, hall du Petit Palais (Mme Mathilde Hager).

« La Pyramide, la crypte et l'aménagement du Grand Louvre », 11 heures, métro Louvre (Mme Marie-Christine Lasnier).

« L'Opéra Garnier », 14 h 30, hall d'entrée (Mme Marie-Christine Lasnier).

« La peinture italienne », 11 h 30, sous la Pyramide du Louvre (Musée du Louvre).

« Une heure, une œuvre », 12 h 30, (Musée du Louvre).

« La peinture française du Moyen-Age au XVIIe siècle », même RV (Musée du Louvre).

« Visite de l'exposition David », 19 h 45, même RV (Musée du Louvre).

« Le Musée Picasso et l'hôtel Salé », 14 h 10, dans la cour au 5, rue de Thorigny (Mme Christine Merle).

« Cours et ruelles méconnues du Vieux Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (Mme Cazes).

« Hôtels et jardins du Marais », place des Vosges, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (M. Guérin).

« La cathédrale orthodoxe russe », 15 h 30, 12, rue Daru (Association internationale de tourisme culturel).

« Les matériaux du futur », Cité des sciences et de l'industrie, La Villette. Par Alain Perez (Industries et techniques).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 23 décembre 1989 :

UN DÉCRET

● N° 89-912 du 19 décembre 1989 portant création d'un Haut Conseil à l'intégration.

UN ARRÊTÉ

● Du 28 novembre 1989 fixant la liste des écoles et établissements français d'enseignement situés hors du territoire de la République française.

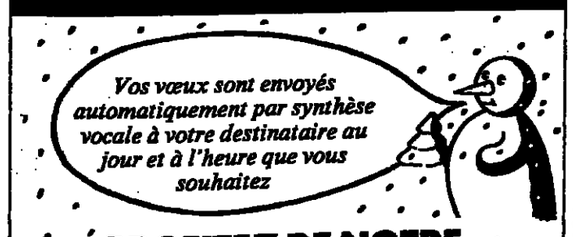
Est publié au *Journal officiel* du 24 décembre 1989 :

UN AVIS

— Relatif au calendrier prévisionnel des recrutements pour 1990 (fonction publique de l'Etat, armées et Ville de Paris).

SPECIAL FETES

ABONNEZ UN AMI AU « MONDE » ET PRESENTEZ-LUI VOS VŒUX PAR TELEPHONE



PROFITEZ DE NOTRE OFFRE EXCEPTIONNELLE

3 MOIS : 292 F au lieu de 370 F
prix de vente au numéro

6 MOIS : 576 F au lieu de 740 F
prix de vente au numéro

LE MONDE sur minitel 3617 tapez ALLOLM

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 26 décembre

TF 1

20.30 **Cinéma : King Kong.** ■
Film américain de John Guillermin (1976).
22.40 **Feuilleton :**
Les uns et les autres (2e épisode).
23.40 **Journal, Météo et Bourse.**
0.00 **Feuilleton : Heimat.**
1.00 **Drôles d'histoires** (rediff.).
1.35 **Feuilleton : C'est déjà demain.**

A 2

20.35 **Cinéma :**
Papy fait de la résistance. ■■
Film français de Jean-Marie Poiré (1983). Avec Christian Clavier, Michel Galabru, Gérard Jugnot.
22.20 **Divertissement :**
Coluche et la politique.
D'André Halimi.
23.15 **Quand je serai grand.** Pierre Durand.
23.20 **Informations : 24 heures sur la 2.**
23.40 **Météo.**
23.43 **Soixante secondes.** Elia Kazan.
23.45 **Théâtre : Arrivée porte 33.**
Pièce de Patrick Liegibel, avec Evelyne Bouix, André Dussolier.

FR 3

20.35 **La dernière séance.**
Un monde fou, fou, fou, fou. ■■
Film américain de Stanley Kramer (1963).
23.15 **Dessins animés.** Bug's Bunny ; Tex Avery.
23.35 **Journal et Météo.**
0.00 **2e film :**
10 000 chambres à coucher. ■
Film américain de Richard Thorpe (1956). Avec Dean Martin, Anna-Maria Alberghetti (v.o.).
1.50 **Série : Max folies.**
Max fait le tour du monde.
2.05 **Musique : Cocktail de nuit.**

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma : La bamba.** ■
Film américain de Luis Valdez (1986). Avec Lou Diamond Phillips, Esai Morales, Rosana De Soto.
22.15 **Flash d'informations.**
22.20 **Cinéma : Mangeclous.** ■
Film français de Moshé Mizrahi (1988). Avec Pierre Richard, Bernard Blier, Jacques Villeret.
0.15 **Cinéma :**
Douce nuit, sanglante nuit. ■
Film américain de Lee Harry (1987).

LA 5

20.30 **Drôles d'histoires.**
20.40 **Téléfilm :**
L'aventurier du bout du monde.
22.15 **Spécial Paris-Dakar.**
22.30 **Série : Vendredi 13.**
23.25 **Magazine : Nomades.**
0.00 **Journal de minuit.**

M 6

20.30 **Téléfilm : Sans famille.**
De Jacques Ertaud, d'après Hector Malot (2e partie).
23.15 **Téléfilm :**
Les aventures d'Yvon Dikkebush.
De Maurice Failevic, avec Ronny Coutteure.
Dans une petite ville du Nord.
0.40 **Six minutes d'informations.**
0.45 **Musique : Boulvrock'n hard.**
2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

20.30 **Je me souviens des années 80.**
20.35 **Documentaire : Lord of the dance.**
22.25 **Film d'animation :**
La demoiselle et le violoncelliste.
De Jean-François Laguionie.
22.30 **Documentaire : Cent enfants attendent un train.**
D'Aguero Ignacio.
23.30 **Je me souviens des années 80.**
23.35 **Documentaire :**
Higelin s'en va-t-en rêve.
0.30 **Documentaire : Katia et Volodia.**
De Dominique Delouche.

FRANCE-CULTURE

20.00 **Musique : Le rythme et la raison.** Gilles Vigneault. 2. Le village de Natashquan.
20.30 **Archipel science.** La flamme d'une bougie : une question scientifique méconnue.
21.30 **Rétro.** Noël malgré tout.
22.00 **Conte musical.** Ernesto et le dragonéon, de Michel Arbatz.
22.40 **Nuits magnétiques.** Banlieue chante.
0.50 **Musique : Coda.** Tchin-Tchin.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 17 novembre lors des Rencontres de Metz) : *Giardino religioso*, de Maderna ; Furin No Kyo pour soprano et dix-sept instrumentalistes, de Zender ; Terza, de Van Keulen ; Suite indirecte pour orchestre de chambre, de Alsina, par l'Orchestre de chambre de la radio néerlandaise, dir. : Hans Zender ; sol. : Nancy Shade, soprano.
22.30 **La galaxie des traditions.**
23.07 **Club d'archives.**

Mercredi 27 décembre

TF 1

15.10 **Club Dorothée Noël**
Cap danger ; Bobobops ; Les chevaliers du zodiaque ; Salut les musclés ; Le clip ; Les jeux.
17.15 **Série : Tonnerre de feu.**
18.00 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
18.55 **Avis de recherche.**
19.00 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.25 **Jeu : La roue de la fortune.**
19.55 **Tirage du Tac-O-Tac.**
20.00 **Journal, Météo, Tapis vert et Loto.**
20.35 **Variétés : Sacrée soirée.**
Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Spécial Cabaret. Avec Les Inconnus, Vanessa Paradis, Jeannie Longo, Kaoma, Melody, Avalanche, Philippe Lafontaine, Jean-Pierre François et des extraits des revues : Paradis latin, Michou, Moulin-Rouge, Lido, Crazy Horse Saloon.
22.20 **Feuilleton :**
Les uns et les autres (3e épisode).
23.15 **Rétro info : L'année 89.**
Rétrospective des grands événements mondiaux de 1989, présentée par Patrick Poivre d'Arvor, Anne Sinclair, Bruno Masure et Jean-Pierre Pernaut.
0.20 **Journal, Météo et Bourse.**

A 2

15.45 **La planète magique.**
Emission présentée par Groucho et Chico. Voyage dans le temps ; Nos héros les animaux ; Show Bug's Bunny ; Mamie Casse-cou ; Tom et Jerry.
17.25 **Série : Les voisins.**
17.50 **Série : Les pique-assiettes.**
18.15 **Série : Mac Gyver.**
19.10 **Jeu : Dessinez, c'est gagné !**
19.40 **Jeu : Rira, rira pas.**
20.00 **Journal et Météo.**
20.35 **Téléfilm : Capitaine Johnno.**
De Mario Andreacchio, avec Damien Walters, Joe Petruzzi.
22.25 **Magazine : Place publique.**
De Claude Sérillon.
Bicentenaire : un an, ça suffit.
23.47 **Quand je serai grand.**
Jean-François Kahn.
23.50 **Informations : 24 heures sur la 2.**
0.15 **Cinéma :**
Nous avons gagné ce soir. ■■
Film américain de Robert Wise (1949). Avec Robert Ryan, Audrey Totter, George Tobias.

FR 3

15.40 **Magazine : Une pêche d'enfer.**
16.00 **Flash d'informations.**
16.03 **Magazine : Une pêche d'enfer** (suite).
16.40 **Téléfilm : L'homme en fuite.**
18.15 **Série Max folies.** Le duel de Max (2).
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.**
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
19.55 **Les contes de Noël.** Le roi et le bouffon.
20.05 **Jeux : La classe.**
20.35 **Variétés : Elsa sous la neige.**
Avec Elsa, Tom Novembre, Eddy Mitchell, Marlène Jobert, Bernard Lavilliers, L'Affaire Luis Trio, Jean-Louis Aubert, Alex Métayer, Texas, Philippe Lafontaine.
21.35 **Téléfilm : Rendez-vous au Ritz.**
De June Howson, avec Deborah Kerr.
Les deux femmes d'un même défunt.
22.20 **Journal et Météo.**
22.40 **Magazine : Océaniques.**
▶ Buster Keaton (2e partie).
23.35 **Variétés :**
Sa Ki Pa Sav Zouke Ce Zanimo (1).

CANAL PLUS

15.35 **Téléfilm : Une compagne pour Noël.**
De David Jones, avec Jason Robards, Julie Harris.
16.55 **Documentaire : Sur la piste de l'animal le plus secret.**
En Afrique (2e partie).
17.25 **Cabou cadin.**
Cedric et Chloé ; Babar : Les savanes fous.
18.15 **Dessins animés : Ça cartoon.**
Présentés par Philippe Dana.
18.30 **Top 50.**
Présenté par Marc Toesca.
19.20 **Magazine : Nulle part ailleurs.**
Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
21.00 **Cinéma : L'étudiante.** □
Film français de Claude Pinoteau (1988). Avec Sophie Marceau, Vincent Lindon, Elisabeth Vitali.
22.40 **Flash d'informations.**
22.45 **Cinéma : Les enfants de Salem.** ■
Film américain de Larry Cohen (1987). Avec Michael Moriarty, Samuel Fuller, Ricky Addison Reed.
0.20 **Cinéma : Bugsy Malone.** ■
Film américain d'Alan Parker (1976). Avec Scott Baio, Jodie Foster, Florrie Dugger (v.o.).
1.50 **Documentaire :**
Wodaabe, les bergers du soleil.
De Werner Herzog.

LA 5

15.25 **Feuilleton : Thibaud ou les croisades** (5e et 6e épisode).
16.30 **Dessins animés.**
Les triplés ; Gigi ; Les Schtroumpfs.
17.30 **Magazine : En route pour l'aventure.**
18.00 **Dessins animés.** Gwendoline ; Super nana.
18.50 **Journal images.**
19.00 **Série : Happy days.**
19.30 **Le bar des ministères.**
20.00 **Journal.**
20.30 **Drôles d'histoires.**
20.40 **Téléfilm : Nom de code SHE.**
Une femme sur les traces d'une organisation internationale du crime.
22.20 **Magazine : Ciné Cinq.**
22.30 **Série : La loi de Los Angeles.**
23.25 **Magazine : Réussites.**
0.00 **Journal de minuit.**

M 6

15.30 **Feuilleton :**
Les aventures de Tom Sawyer.
16.05 **Jeu : Force clip.**
17.05 **Série :**
L'homme de fer.
18.05 **Variétés : Multitop.**
18.35 **Série : Campus show.**
19.00 **Série : Magnum.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série :**
Madame est servie.
20.30 **Téléfilm : Pierrot mon ami.**
De François Leterrier, avec Jacques Dutronc, Anne Jousset.
D'après Raymond Queneau.
22.05 **De la vague rose... au grand bleu :**
Les années couleur.
Magazine présenté par Eric Poret.
23.00 **Six minutes d'informations.**
23.05 **Magazine : Culture pub.**
23.35 **Variétés : Fréquenstar.**

LA SEPT

16.00 **Méthode Victor : Anglais.**
16.30 **Documentaire :**
Sur les pas de Monsieur Hulot.
De Sophie Tatischeff.
17.30 **Je me souviens des années 80.**
17.35 **Cinéma : Mon oncle.** ■■
Film français de Jacques Tati (1958). Avec Jacques Tati, Adrienne Servantie.
19.00 **Court métrage.**
19.30 **Documentaire :**
Oana, une adolescence.
De Nicole M. André.
20.00 **Documentaire : Palettes.**
D'Alain Jaubert.
20.30 **Je me souviens des années 80.**
20.35 **Téléfilm : L'argent** (3e partie).
De Jacques Rouffio.
22.00 **Magazine : Imagine.**
22.30 **Documentaire : It just happened.**
De Gérard Paquet et Robert Kuperberg.
23.30 **Je me souviens des années 80.**
23.35 **Danse : Cendrillon.**
Ballet de Rudolf Noureev, musique de Prokofiev.

FRANCE-CULTURE

20.30 **Tire ta langue.**
21.30 **Correspondances.** Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.
22.00 **Communauté des radios publiques de langue française.**
22.40 **Nuit magnétiques.** Banlieue chante.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** Tchin-Tchin.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 25 novembre Salle Gaveau) : Quintette pour piano et cordes n° 2 en mi bémol mineur op. 26 de Dohnanyi ; Intermezzo pour piano en mi majeur op. 116 n° 4 de Brahms ; Romance sans paroles pour piano en fa dièse mineur de Mendelssohn ; Quintette pour piano et cordes en ut mineur op. 32 de Vienne ; Arabesque pour piano en ut majeur op. 18 de Schumann ; Quintette pour piano et cordes en fa mineur op. 34, par le Fine Arts Quartet (Ralph Evans, Yefim Boico, violons, Jery Horner, alto, Wolfgang Laufer, violoncelle), Serguei Edelman, Brigitte Meyer et Robert McDonald, pianos.
23.07 **Jazz-club.** Eric Lelann (trompette), L. Winsberg (batterie), E. M'Bappe (basse), A. M'Boup (percussions).

Audience TV du 25 décembre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point =202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	42,2	Santa Barbara 12,0	Dessinez 8,4	Actual. région. 13,5	Publicité 2,7	Spéc. Roum. 4,6	Magnum 3,5
19 h 45	46,1	Roue fortune 14,2	Rira, rira pas 7,1	19-20 infos 11,7	Nulle part 3,1	Spéc. Roum. 5,7	Magnum 4,0
20 h 16	53,0	Journal 19,7	Journal 15,4	La classe 7,0	Publicité 1,8	Spéc. Roum. 5,7	M= servie 2,7
20 h 55	53,9	Olympe 8,5	Fol. grandeurs 21,7	Winch. 73 9,9	Bugsy Malone 0,9	Spéc. Roum. 8,8	Sans famille 4,9
22 h 06	44,4	Les uns... 3,7	Folies grand. 25,0	Publicité 5,8	Lundi sport 0,7	Sherl. Holm. 5,2	Sans famille 4,1
22 h 44	29,2	Les uns... 5,5	Prof. comique 6,8	Soir 3 7,5	Lundi sport 1,4	Bande anri. 6,1	Jazz 6 1,0

ÉCONOMIE

Les économies occidentales face au défi de l'ouverture à l'Est

La Hongrie vend sa matière grise

Intéressé par la qualité des chercheurs hongrois, Paris cherche à améliorer ses échanges scientifiques avec Budapest. En attendant d'accroître ses relations commerciales.

BUDAPEST

de notre envoyée spéciale

Quand, en 1987, M. Jacques Marionnet, producteur de fraises et d'asperges à Soings-en-Sologne, reçut la visite de Hongrois, il était à cent lieues de se douter que, deux ans plus tard, il deviendrait leur patron. Il fut formé « sur le tas » par son grand-père Alexandre et son père André. Sa société, de cent personnes, qui réalise un chiffre d'affaires de 35 millions de francs, est aussi l'un des plus gros *réservoirs génétiques d'asperges*, c'est-à-dire un endroit où se trouve rassemblé un très grand nombre de variétés. Ce qui intéressait particulièrement les visiteurs hongrois. Leur *société*, Meriklon, alors filiale de Rozmaring, une importante coopérative hongroise spécialiste de la reproduction de végétaux *in vitro*, cherchait en effet des variétés d'asperges, une plante peu répandue en Hongrie.

De son côté, M. Jacques Marionnet avait bien créé, douze ans auparavant, un laboratoire de culture *in vitro*, mais il ne réussissait pas à en maîtriser la technique. Or ce mode de culture permet de produire des plants dont le rendement, de 15 à 20 *tonnes par hectare, est deux fois* supérieur à celui obtenu de façon traditionnelle. La complémentarité entre les deux firmes était donc évidente. Un accord fut rapidement conclu, et M. Jacques Marionnet remit ses meilleures variétés à Meriklon, qui, au printemps suivant, devait lui livrer 500 000 à 1 million de plants. Hélas ! il ne vit rien venir.

« *Nos partenaires hongrois connaissaient bien la technique, mais ils étaient incapables de produire. On a donc pris la direction de la société, puis, avec un associé parisien, j'ai racheté l'entreprise et ses brevets.* » Meriklon, qui employait hier soixante-dix personnes dont trente à des tâches administratives, en fait travailler aujourd'hui quatre-vingts dont soixante-dix à la production. Profitant des congés de maternité (trois ans en Hongrie, mais sans obligation de réembauche) et de retraites *anticipées, il a modifié le personnel* et les conditions de rémunération. Hier salariés, les employés sont aujourd'hui payés à la tâche en fonction de la qualité et de la quantité des plans produits. La rémunération, qui, pour les meilleurs, *aurait été multipliée par deux*, est néanmoins six fois inférieure à celle qui serait versée à des Français. Lorsque l'on sait que les coûts de main-d'œuvre représentent 60 % du prix de revient d'un plan fabriqué *in vitro*, on comprend tout l'intérêt de cette délocalisation « high tech ».

Autre PME, autre style. M. Alain Nivot, vétérinaire, directeur technico-commercial de France Embryon, a rencontré le Hongrois qui devait devenir son partenaire dans une ferme française alors qu'il était en train d'opérer. Sa société de six personnes, basée à Saint-Etienne et à Geaune, dans le sud-ouest de la France, est le leader européen de la transplantation d'embryons de vaches et de pouliches. La technique intéresse les Hongrois : pour la mettre en pratique avec leurs propres bêtes mais aussi pour « fabriquer » des trotteurs français à partir d'embryons transportés congelés à –196 °C.

Plutôt que de reprendre ou de créer une *société* en Hongrie, M. Alain Nivot a préféré jouer la prudence. Il vient de signer un accord de transfert de technologie avec une école vétérinaire et des haras hongrois. Des vétérinaires de ce pays viendront en stage à Geaune *pour apprendre la technique*. Dans un deuxième temps, il pourrait leur vendre du matériel et éventuellement, dans une troisième étape, rapatrier de Hongrie des embryons qui auront été fabriqués à moindre coût, profitant du faible prix de la main-d'œuvre.

Ces deux exemples sont assez typiques des possibilités qui s'offrent en Hongrie aux entreprises européennes de toute taille. *Qu'il s'agisse de grands groupes* (sociétés mixtes créées par Rhône-Poulenc et Saint-Gobain par exemple, contrat conclu par Thomson pour la construction d'un studio de télévision à Budapest, négociations en cours par Matra, dont le VAL pourrait équiper le métro de Budapest, par EDF pour une centrale nucléaire, par Alcatel dans les télécommunications, etc.) ou de PME.

Modèle occidental

En changeant de régime, les Hongrois se retrouvent dans une situation économique très délicate. Les entreprises, hier protégées par l'Etat, doivent affronter la concurrence propre à *une économie de* marché alors que leurs échanges avec l'URSS sont en déclin. Le chômage, qui touche actuellement vingt mille personnes (pour une population de dix millions d'habitants), s'accroît rapidement. Le taux d'inflation a atteint 15,7 % en 1988, presque le double de ce qu'il était en 1987. Il leur faut se réorganiser et trouver de nouveaux débouchés. Ils sont donc avides de connaissances, *dans le domaine* technique mais aussi dans celui de la finance ou du management. Qu'il s'agisse d'entreprises privées (comme Meriklon) ou publiques, M. Henri Guillaume, directeur général de l'ANVAR, qui accompagnait M. Hubert Curien en Hongrie, fut ainsi mitraillé de questions de la part des responsables de la politique de recherche en Hongrie.

Les dépenses de recherche et *développement* – 32 milliards de forints (3,2 milliards de francs environ), soit 2,6 % du PNB hongrois – sont actuellement financées à hauteur de 80 % par les entreprises ou les coopératives. Le tiers de cette somme provient d'un fonds géré par un organisme d'Etat, l'Office national de développement technique (OMFB), constitué en prélevant sur les entreprises 4,5 % de leur bénéfice imposable. *Entre les tenants d'un libéralisme* à outrance, qui préconisent la suppression pure et simple de tout organisme d'Etat pour gérer la recherche, et les partisans d'un transfert des fonctions de l'OMFB à un ministère de la recherche (à créer), les responsables hongrois sont donc avides de modèles occidentaux.

En quête de conseils, ils ont aussi de la matière grise à revendre. *D'autant plus* que les laboratoires de recherche d'Etat doivent également se vendre à l'extérieur pour trouver des financements. Et si possible vers des pays à devise forte pour s'acheter produits et équipements. Dans les biotechnologies, *comme le montrent les exemples* cités plus haut, mais aussi en physique, en chimie ou en informatique.

Le pays compte actuellement quatorze instituts de recherche et deux mille sociétés d'informatique. Malgré un équipement des plus *limités* (*le parc d'ordinateurs* n'est que de trois cent mille machines, des PC essentiellement) par manque de moyens financiers mais aussi à cause de la réglementation du COCOM, les entreprises hongroises ont néanmoins exporté pour *120 millions de francs* de logiciels environ en 1988, vers des pays occidentaux. Plus de la moitié provient de contrats de sous-traitance passés par des sociétés occidentales, qui tirent ainsi partie d'une main-d'œuvre qualifiée et à bon marché.

Si les *accords se multiplient* depuis quelques mois, seulement vingt-cinq sociétés mixtes ont été créées en Hongrie par des entreprises françaises. Il est vrai que ces accords ne sont pas sans risques dans ce pays en pleine instabilité *politique et où la propriété est* encore mal définie. L'élection du nouveau Parlement, qui devrait avoir lieu le 25 mars prochain, pourrait permettre de clarifier la situation.

ANNIE KAHN

Paris essaye de rattraper son retard

« Nous avons le sentiment profond que nous pouvons accroître nos relations *techniques culturelles* et industrielles de façon harmonieuse. C'est un ensemble de coopérations qu'il faut construire avec une ambition nouvelle. » M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, a *ainsi commenté, lors d'une visite de* deux jours à Budapest, la signature, le 21 décembre, d'une déclaration d'intention portant sur l'accentuation des coopérations scientifiques et techniques entre la France et la Hongrie. Selon les *termes de cet accord, la coopération* devrait porter essentiellement sur les industries agroalimentaires et les biotechnologies, l'informatique et l'électronique, la chimie, l'énergie, la médecine et l'environnement, les sciences sociales et *humaines. Elle s'effectuerait par le* biais d'échanges de chercheurs et de jumelages de laboratoires. En revanche, au souhait exprimé par M. Frigyes Geleji, président de l'Office national de développement technique hongrois, que son pays *participe à Eurêka et aux programmes européens comme* BRITE ou ESPRIT, le ministre, accompagné de M. Michel Carpentier, responsable de la DG 13 (Direction des *télécommunications*, des industries de l'innovation et de l'innovation) de la CEE et du programme ESPRIT, n'a pu donné qu'une réponse mitigée.

A quatre semaines de la venue de M. François Mitterrand à Budapest, M. Hubert Curien a ainsi posé une première pierre pour améliorer *les échanges commerciaux* et scientifiques avec la Hongrie. Les chercheurs hongrois, aux qualités reconnues, se tournent plus volontiers vers l'Allemagne ou les Etats-Unis que vers la France. Une raison parmi d'autres qui explique *pourquoi la France ne détient* actuellement que 2 % du marché hongrois contre 13 % pour l'Allemagne, 3,5 % pour l'Italie et 2,3 % pour les Etats-Unis.

Le flot de réfugiés pose de sérieux problèmes à la RFA

Alors qu'il manque 600 000 logements, les Allemands de l'Est continuent d'arriver au rythme de 2 000 par jour

FRANCFORT

correspondance

Certaines grandes *villes ouest*-allemandes comme Hambourg, Brême ou Francfort, ainsi que la plupart des grands centres industriels au sud du pays, sont déjà à cours de capacités pour accueillir les nouveaux venus. La plupart *sont logés temporairement* dans des casernes ou des établissements scolaires situés à la périphérie des grandes villes et le ressentiment dans la population locale ne cesse de s'accroître au fur et à mesure que les logements se font de plus en *plus rares*.

A Berlin-Ouest, où 700 réfugiés continuent d'affluer chaque jour, les abris publics sont plein à ras bord. Les autorités de la ville ont annoncé le 28 novembre qu'elles n'accepteraient plus de réfugiés à *moins qu'un membre* de leur famille, déjà installé à l'Ouest, puisse garantir le gîte et le couvert. Les autres seront automatiquement transférés dans d'autres centres d'accueil dans le reste du pays.

Malgré cette limitation, le flot de réfugiés qui *avait quelque peu* diminué en novembre après l'ouverture du mur a recommencé à augmenter depuis trois semaines en raison des incertitudes qui pèsent sur l'avenir politique de la RDA. Selon les dernières statistiques *officielles, quelque* 11 625 réfugiés est-allemands sont passés à l'Ouest dans la première semaine de décembre ce qui porte leur total depuis le début de l'année à 312 000. Pour faire face à cet exode, le ministre de la défense, M. Gerhard Stoltenberg, a annoncé vendredi 8 décembre que 7 500 lits allaient être aussitôt libérés dans les casernes à Hambourg, Lübeck et Karlsruhe. Au total, 30 000 places supplémentaires pour accueillir les nouveaux venus devraient être aménagées d'ici à la fin de l'année grâce à des initiatives locales.

Optimisme dans le bâtiment

Le gouvernement de Bonn, qui doit faire face à des élections générales dans un an, a annoncé début novembre un programme ambitieux pour lutter contre la pénurie de logements en acceptant de débourser 4,4 milliards de deutsch*emarks sur quatre ans* pour la construction de logements sociaux. Le porte-parole de la fraction CDU/CSU au Parlement pour les questions de logements, M. Dietmar Kansy, n'a pas exclu par ailleurs une rallonge budgétaire de *1 milliard de deutschemarks* à l'automne prochain – soit deux mois avant les élections – dont le financement sera également assuré pour moitié par les Länder.

Ce programme, qui devrait permettre la mise en chantier dès l'année prochaine de logements sociaux, se heurte toutefois à de nombreuses critiques. Le président du nouveau syndicat des syndics ouest-allemands (GdW - Gesamtverband der Wohnungswirtschaft), M. Jurgen Steinert, qui représente 1 800 associations en RFA, estime, par exemple, que la pénurie de *logements n'est pas* seulement le fait de la récente vague d'émigration des *Übersiedler* (Allemands de RDA) et des *Aussiedler* (Allemands des autres pays de l'Est). Selon lui, il manque actuellement plus de 600 000 logements en *République fédérale* en raison des changements dans le mode de vie et le niveau des revenus de la population. A court terme, il sera donc très difficile de résorber les goulets d'étranglement.

Du côté de l'industrie du bâtiment, on est toutefois un peu plus *optimiste*. Le *président* du syndicat des constructeurs allemands (ZDB - Zentralverband des Deutschen Baugewerbes), M. Fritz Eichbauer, a estimé qu'au total *280 000* nouveaux logements pourraient être mis en chantier en 1990 à condition que la pénurie chronique de main-d'œuvre puisse être résorbée. Le départ à la retraite chaque année d'environ trente mille personnes dans l'ensemble de la branche, qui ne peuvent être que partiellement remplacées, pèse lourdement sur la structure des salaires et pourrait se traduire par une inflation de 5 % – soit beaucoup plus que les 3 % prévus pour l'ensemble de l'économie – dans le bâtiment *en 1990*.

A moyen et à long terme, l'arrivée massive d'une main-d'œuvre jeune et qualifiée en provenance des pays de l'Est doit toutefois permettre de résorber les effets négatifs du vieillissement de la population ouest-allemande. La demande intérieure, restée très molle jusqu'à *présent*, devrait également être stimulée, particulièrement en ce qui concerne les biens de consommation courante.

Sur le front du chômage, toutefois, les pronostics à court terme restent pessimistes malgré un nom*bre record de créations d'emploi en* novembre. Selon l'office du travail de Nüremberg, le nombre de chômeurs a augmenté de 4 % en novembre par rapport à octobre pour atteindre 1,950 millions de sans emploi soit 6,8 % de la popula*tion active. Avec plus de* 700 000 nouveaux arrivants depuis le début de l'année en provenance de l'est, ce mauvais résultat n'est pas surprenant. Une autre raison concerne les difficultés d'insertion des Aniedlers, dont la plus grande *partie ne parle pas l'allemand*. Ainsi 41 600 *Übersiedlers* ont trouvé un emploi en novembre contre 27 400 Aniedlers. Au total 120 000 réfugiés en provenance des pays de l'Est sont à la recherche d'un emploi avec des différences *significatives toutefois* entre les deux catégories puisque 50 % des Aniedlers sont au chômage contre 30 % pour les *Übersiedlers*, dont la majorité est arrivé, en RFA depuis la fin août.

CH. HOLZBAUER-MADISON

□ **Baisse du chômage en Europe, au mois d'octobre.** – Avec 14,1 millions de demandeurs d'emploi en septembre, le chômage dans les douze pays de la Communauté a baissé de 0,7 % par rapport au mois précédent et de 7,4 % en un an, en données brutes. Pour octobre cette fois, le taux de chômage, *comparé à la population* active, est estimé à 9,1 %. Le chômage a diminué dans tous les pays, à l'exception du Danemark et du Luxembourg. En raison de la méthode utilisée par les Pays-Bas pour collationner leurs statistiques, les chiffres sont connus avec un mois de retard pour l'ensemble de la CEE.

En données corrigées des varia*tions saisonnières et selon des esti*mations normalisées afin de permettre les comparaisons internationales, le classement par pays s'établit comme suit (sans tenir compte de la Grèce, dont les données ne sont pas fournies) : Espagne et Irlande, 16,9 % ; Italie, 10,8 % ; France, 10 % ; Pays-Bas, 9,9 % ; Belgique, 9,4 % ; Danemark, 7,4 % ; Grande-Bretagne, 6,2 % ; Portugal et RFA, 5,6 % Luxembourg, 2,2 %.

Des coopératives laitières de l'Ain signent des accords avec une chaîne de magasins polonaise

Un groupe de coopératives laitières du département de l'Ain (1) vient de signer plusieurs accords avec la chaîne de magasins polonais SPOEN pour organiser la fabrication et la distribution de produits agroalimentaires (lait, viande, pain), dans la région de Torun.

BOURG-EN-BRESSE

de notre correspondant

Dénommée « Bresse up », la nouvelle société contrôle six magasins et trois usines. Elle envisage d'ouvrir un supermarché, le 23 mars 1990, à Torun, avec l'objectif immédiat de multiplier les références de produits de consommation courante à des prix compatibles avec le niveau de vie des familles polonaises.

Ce système de coopération, qui se veut exemplaire, a pour objectif essentiel de servir les intérêts des consommateurs polonais en démontrant, très vite, la possibilité de mettre sur pied un embryon de filière de production et de distribution de produits agroalimentaires de qualité, non subventionnés et à des prix raisonnables. Le groupe français qui souhaite que son sys*tème de coopération fasse boule de* neige envisage à terme d'étendre *ses différents domaines d'interven*tion et de trouver d'autres partenaires, français en particulier, pour organiser ce que M. Bernard Derrien, directeur de la fromagerie de Servas et animateur principal du groupe, appelle des « *ateliers relais* ».

Selon M. Derrien, le finance*ment de ces unités industrielles* et commerciales pourrait être assuré par des prêts réduits à long terme et non des subventions, en vue de court-circuiter le système actuel de distribution polonais aux mains de la Nomenklatura et d'en rendre la maîtrise aux seuls consommateurs de la région concernée. « *En aucun cas, il ne s'agit, pour nous, de reprendre des outils de production, bien que nous soyons sollicités* », précise M. Derrien. « *Nous voulons démontrer que les Polonais peuvent s'en sortir en faisant autrement. Il est aussi facile, par exemple, de mettre en vente, au même prix, un bon chausson aux pommes qu'un mauvais.* »

Le groupe français a pu nouer ses contacts en Pologne par l'intermédiaire du syndicat CFDT de l'Ain et de Solidarnosc. Les techniciens français interviennent dans le cadre d'une mission technique de conseil en fabrication, organisation et gestion des organismes qu'ils mettent en place. Le coût de cette intervention est, pour l'instant, entièrement supporté par les entreprises de l'Ain.

LAURENT GUIGON

(1) Les coopératives de Servas (Bresse Bleu), Grièges, Bourg-en-Bresse (Dicoplait) et Saint-Trivier-de-Courtes.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV ASSOCIATIONS

SOCIÉTÉ POUR LA GESTION DE L'ÉPARGNE A COURT TERME DES ASSOCIATIONS

SICAV-ASSOCIATIONS devient SICAV de CAPITALISATION

Conformément à ses objectifs initiaux, SICAV-ASSOCIATIONS qui est une SICAV court terme adaptée aussi bien à la gestion de trésorerie des personnes morales qu'à une clientèle de particuliers, offre dorénavant à ses actionnaires la possibilité de bénéficier des avantages de la capitalisation des revenus.

Lors de sa dernière séance, le conseil d'administration a décidé de soumettre à une prochaine assemblée générale extraordinaire des actionnaires un projet de modification des statuts afin de permettre dès l'exercice clos le 29 décembre 1989 la capitalisation des revenus des titres de créances acquis par la SICAV. Par ailleurs, le conseil d'administration a décidé de comptabiliser, à partir du 1er octobre 1989, les titres de créances détenus par la SICAV selon la règle du produit encaissé.

Cette mesure permettra à chaque actionnaire d'obtenir une valorisation de son placement uniquement sous la forme de plus-values.

Siège social et bureaux :
5, avenue de l'Opéra, 75001 Paris - tél. : (1) 49.27.63.00

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COFRACOMI

Les assemblées générales de COFRACOMI et de SICOMELEC qui se sont tenues le vendredi 22 décembre 1989, sous les présidences respectives de MM. Roland Van Moere et Claude Hauville, ont approuvé la fusion-absorption de la société SICOMELEC, SICOMI du groupe THOMSON, par COFRACOMI.

Au terme de cette opération, COFRACOMI, au capital de 572 MF, se trouve maintenant dotée de 680 MF de fonds propres et le total de ses engagements s'élève à 1 500 MF dont 200 MF investis en patrimoine et 1 300 MF ont été consentis en crédit-bail immobilier.

Le capital de COFRACOMI est réparti entre le GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS (25,5 %), le groupe THOMSON (25,5 %), les 49 % restant étant détenus par vingt investisseurs institutionnels, compagnies d'assurances, caisses de retraite, actionnaires d'origine de COFRACOMI.

COFRACOMI se situe ainsi aux premiers rangs des SICOMI indépendantes.

AFFAIRES

CAPITAL ET INTÉRÊT

Les SICAV de moins-value dans le collimateur

Un amendement à la loi de finances 1990 voté dans la nuit du 14 au 15 décembre a mis fin brutalement à une source d'évasion fiscale que les gestionnaires de fonds communs de placement exploitaient depuis deux ans. Une vive émotion règne dans les milieux financiers à cause de la nature rétroactive de cet amendement.

Les gérants de SICAV et fonds communs de placement passent leur temps à exploiter les failles de la fiscalité. Mais quand l'hémorragie est trop forte, le ministère de l'économie et des finances s'émeut et comble le déficit. Chaque année, les uns et les autres jouent ainsi à cache-cache, l'imagination des premiers n'étant jamais prise en défaut par la rigueur des seconds. Dans la nuit du 14 au 15 décembre, un amendement à la loi de finances 1990, rétroactive au 1er janvier 1989, a mis fin à un système d'évasion fiscale trop favorable aux particuliers disposant de gros patrimoines de valeurs immobilières. Ce n'est pas tant le principe de la rétroactivité qui fait aujourd'hui le désespoir des milieux financiers. Car le ministère des finances en a déjà usé dans le passé. Mais, cette fois-ci, non seulement le trou a été bouché mais les banquiers accusent l'Etat de tripler ou quadrupler indûment ses revenus.

Le processus comme toujours était fort complexe. Il est né au moment où l'Etat a remboursé le fameux emprunt Giscard, connu des spécialistes sous le nom de 7 % 1973. On s'en souvient peut-être, l'Etat a dû rembourser en 1988 une somme qui avoisinait les 60 milliards de francs. Grâce à une gestion astucieuse, le budget de l'Etat n'a pas eu trop à souffrir, mais l'escarcelle de certaines institutions et celle de certains particuliers se sont alors prodigieusement gonflées.

Un seul problème : les détenteurs d'emprunt Giscard devaient éviter de payer des impôts proportionnels aux plus-values réalisées. Celui qui attendait simplement le remboursement était automatiquement taxé à 42 %. Il fallait donc trouver un moyen pour ne payer que la fiscalité minimum : soit 15 %. C'est là qu'un système ingénieux a été mis au point. Profitant du fait que les primes de remboursement (différence entre le prix d'émission d'un emprunt et sa valeur de remboursement) des *emprunts émis avant 1985 étaient* exonérées de l'impôt sur le revenu si elles étaient distribuées, les gestionnaires de fonds communs de placement ont mis au point un double système. Peu avant la date de remboursement de l'emprunt Giscard, certaines institutions et bon nombre de riches particuliers ont vendu leurs titres à des fonds communs de placement créés pour l'occasion. La plus-value réalisée n'était plus alors taxée qu'à 15 %. Simultanément, ces mêmes particuliers ont souscrit les parts de ces fonds communs de placement.

Quand ce fonds se faisait rembourser lui-même un peu plus tard par l'Etat, la seconde étape commençait. Le gérant du FCP distribuait alors aux souscripteurs la prime de remboursement, ce qui en faisait un revenu libre d'impôts. Parallèlement, le fonds commun de placement ainsi appauvri voyait sa valeur chuter vertigineusement. D'où une moins-value qui venait alors en déduction des plus-values réalisées ailleurs. Autrement dit, après avoir encaissé des primes importantes, un particulier pouvait également déduire des pertes fictives de ses revenus annexes.

Les limites de l'imagination financière

Ce dispositif expérimenté avec l'emprunt Giscard a été reconduit avec l'emprunt de la Caisse nationale de l'énergie (CNE). Et c'est là que le service de la législation fiscale de la rue de Bercy a un peu brutalement réagi. Par un amendement *rétroactif sur 1989, les pouvoirs* publics ont d'abord prévu de taxer au titre de l'impôt sur le revenu les primes de remboursement supérieures à 10 % des primes versées par les OPCVM. Autrement dit, les particuliers qui profitaient en toute légalité de cette faille de la législation allaient désormais être taxés au niveau de leur tranche d'imposition naturelle, c'est-à-dire la plus élevée : 56,8 %. D'où un émoi certain dans le Landerneau financier. Car l'Etat ne se contentait pas de boucher la faille, il l'exploitait à son avantage. Au lieu d'éviter de perdre environ 1 milliard de francs, le dispositif lui permettait d'en gagner 3 ou 4. Et les banquiers de s'insurger contre le caractère peu élégant du procédé. « *Le problème, c'est la rétroactivité tardive. Les particuliers sont venus souscrire des parts de fonds communs présentés comme exonérés, ils pensaient effacer leurs plus-values imposées à 17 %, et brusquement ils se retrouvent taxés à 56,8 %. Ce n'est pas de jeu.* » Lors de son point de presse hebdomadaire, jeudi 21 décembre, le ministre de l'économie et des finances s'est rendu à ces arguments, non sans préciser préalablement que « *l'imagination financière, à encourager, avait pour limite la moralité fiscale* ». Les particuliers, a-t-il reconnu, « *auraient pu prendre en compte le prélèvement forfaitaire (NDLR :* c'est-à-dire opter pour la taxation à 27 % appliquée aux revenus d'obligations en 1989) s'ils avaient eu *connaissance du projet de suppression* des SICAV de moins-value. « *Les banquiers crient mais ils sont quand même gênés,* expliquet-on rue de Bercy, *ils savent très bien que ce produit est un peu limite. Aujourd'hui, ils sont prêts à accepter la rétroactivité mais nous demandent de ne pas taper trop fort.* » Le service de la législation fiscale est donc en train de corriger le tir et planche sur un moyen de taxer les fameuses primes à 27 %.

YVES MAMOU

BIBLIOGRAPHIE

« Marchés financiers, gestion de portefeuille et des risques », de Bertrand Jacquillat et Bruno Solnik

Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se conserve

par Michel Pebereau

Les marchés financiers sont à la mode. La déréglementation leur a donné une dimension nouvelle, dans tous les pays industrialisés. L'ouverture des frontières a élargi leur horizon. Le rétablissement de la situation financière des entreprises et la reprise économique ont permis un essor exceptionnel des marchés d'actions depuis le début des années 80, cependant que le maintien de taux d'intérêt réels positifs, à des niveaux sans précédent, soutenait le marché des obligations. Le succès des valeurs mobilières est tel que la création de Bourses figure au premier rang des réformes envisagées dans plusieurs des pays de l'Est, dans leur conversion à l'économie de marché.

Pourtant, le krach d'octobre 1987 et l'accident de septembre 1989 sont venus rappeler que les hausses des cours ne sont pas éternelles, et qu'en économie de marché le risque est toujours la contrepartie du rendement. L'ayant un peu trop oublié dans l'euphorie boursière qui a prévalu de 1983 à 1987, certains opérateurs, certains épargnants en ont conclu un peu vite que les marchés étaient imprévisibles et irrationnels. Après avoir adoré les placements boursiers comme une source intarrisable de plus-values, ils sont tentés de les brûler comme des succédanés de Loto.

L'une des grandes vertus de l'œuvre de Bertrand Jacquillat et de Bruno Solnik est de remettre de l'ordre dans les idées, à partir d'une analyse scientifique rigoureuse et d'une observation sans complaisance des réalités du marché et de la gestion des portefeuilles. Deux idées essentielles se dégagent de leur remarquable ouvrage : les grands marchés financiers sont de plus en plus efficients ; et sur un marché efficient les performances de gestion sont étroitement dépendantes des risques.

Les marchés sont de plus en plus efficients. Toutes les informations disponibles sur les valeurs mobilières, l'offre et la demande de titres de toute nature, l'économie sont reflétées très rapidement dans les cours. De ce fait, le cours d'un actif est en général très proche de sa valeur intrinsèque, de sa « vraie valeur ». Cette efficience résulte du nombre et du professionnalisme des opérateurs, ainsi que de la concurrence. Il est dans ces conditions bien difficile d'obtenir, au niveau de la gestion d'un portefeuille, une performance supérieure à la moyenne. D'où l'intérêt de la gestion indiciaire, qui se fixe pour objectif de dupliquer exactement un certain indice, quel que soit l'horizon de placement. Ce constat est étayé par une analyse théorique solide, mais aussi par des tests statistiques et des études de performances de fonds d'investissement. Il constitue une incitation à la modestie pour les professionnels, et à la réflexion pour les épargnants.

Cela ne signifie pas qu'une gestion active du portefeuille est impossible. Mais elle s'accompagne de risques. La gestion active implique des choix au niveau de la répartition des fonds entre grandes monnaies et marchés financiers, puis, pour chacune d'elles et chacun d'eux, entre actions, obligations et bons du Trésor, enfin entre différents secteurs d'activité, et entre différentes sociétés.

Ces choix sont indissociables du risque. Le risque d'un investissement, c'est la probabilité de ne pas réaliser la rentabilité espérée. Ce risque, la théorie moderne des marchés financiers permet de le mesurer. Elle le décompose en un risque de marché, commun à toutes les valeurs dans un espace national, et un risque spécifique à chaque valeur, lié au secteur d'activité de l'entreprise concernée, à la qualité de sa gestion, à l'ampleur de la concurrence. Si le second risque peut être maîtrisé par une bonne diversification du portefeuille, le premier ne peut être éliminé. Tout au plus le gestionnaire peut-il le réduire ou l'amplifier par une composition du portefeuille plus défensive ou plus agressive : mais en réduisant les risques de perte, il diminue les possibilités de gain, et en augmentant celles-ci, il accroît sensiblement ceux-là. Professionnels et épargnants ne devraient jamais oublier que la recherche de performances a pour contrepartie la montée des risques en cas d'accident de marché. Si les nouveaux instruments financiers offrent de multiples moyens de prendre ou de couvrir des risques, ils ne modifient en rien ce théorème fondamental.

On l'a compris, l'ouvrage de Bertrand Jacquillat et Bruno Solnik est sans concession. Enseignants, étudiants, professionnels et épargnants y trouveront une analyse très complète des marchés financiers, une description précise et accessible de l'arsenal des nouveaux instruments mis en place depuis les débuts des années 80 (futures options, swaps et autres caps et floors). Mais ils y découvriront surtout une application rigoureuse à la science financière d'une des grandes lois de la science physique : rien ne se perd, rien ne se crée, tout se conserve. Une loi qui devrait inciter chacun à l'humilité et à la prudence.

► **Michel Pebereau est président du CCF.**

► **« Marchés financiers, gestion de portefeuille et des risques, par Bertrand Jacquillat et Bruno Solnik. Editions Dunod, 413 pages.**

Le Monde 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61

ABONNEMENTS
BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voie normale
3 mois	365 F	399 F	584 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

_____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

921 MON 03

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE* ou 36-15 - Tapez *LM*

Le Monde PUBLICITE SA
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

WAGONS LITS

ACTIVITÉ DU GROUPE AU COURS DES TROIS PREMIERS TRIMESTRES DE 1989
Chiffre d'affaires consolidé par secteur (en milliards de francs belges)

	1988	1989	Variations
Secteur ferroviaire	8,2 %	8,6	+ 4,9 %
Secteur du tourisme	11,2	12,6	+ 12,5 %
Secteur de l'hôtellerie	9,2	10,1	+ 9,8 %
Secteur de la restauration	24,4	27,4	+ 12,3 %
Activités diverses	3,3	3,6	+ 9,1 %
Sous-total	56,3	62,3	+ 10,7 %
Location de voitures	2,4	7,3	N.S.
Total	58,7	69,6	+ 18,6 %

L'augmentation du chiffre d'affaires du groupe, hors location de voitures, progresse de 10,7 % par rapport à l'année précédente.

La progression du chiffre d'affaires dans le secteur de la location de voitures n'est pas comparable d'une année sur l'autre, le chiffre d'affaires 1988 n'enregistrant que notre part dans le chiffre d'affaires EUROPCAR du 15 mai au 30 septembre, alors qu'en 1989 l'activité résulant de la fusion EUROPCAR-INTERRENT est enregistrée à partir du 1er janvier.

L'ensemble des activités progresse de manière satisfaisante dans une conjoncture favorable, particulièrement en tourisme et en hôtellerie.

Malgré une augmentation sensible des résultats dans ces deux secteurs, le résultat global net courant du groupe pour 1989 ne sera vraisemblablement pas en augmentation car les résultats de la location de voitures sont en retrait important par rapport aux prévisions, du fait de la hausse importante des taux d'intérêt et d'une conjoncture particulièrement défavorable en Grande-Bretagne.

les **ASSURANCES GENERALES DE FRANCE** ont pris **une participation de 48 %** dans la **M.A.A. Assicurazioni Auto e Rischi Diversi SPA.**

LA BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CRÉDIT

était le conseiller des actionnaires de la compagnie d'assurances italienne dans cette opération.

BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CRÉDIT

21, avenue George V - 75008 PARIS

LBi *Livret BOURSE INVESTISSEMENTS*

SICAV

EN 1990 INVESTISSEZ DANS LA PERFORMANCE DES ENTREPRISES FRANÇAISES

L'objectif de Livret BOURSE INVESTISSEMENTS est d'investir dans les meilleures entreprises françaises afin de vous faire bénéficier de leur dynamisme. Cette politique a ainsi permis à votre Sicav de réaliser depuis cinq ans un gain annualisé de 16,82 %.

Pour l'année 1989, Livret BOURSE INVESTISSEMENTS affiche déjà une performance de 17,42 %. (Performances coupon net réinvesti arrêtées au 30/11/89).

Les perspectives de rentabilité des entreprises françaises offrent pour 1990 de bonnes opportunités sur le marché de Paris dont vous pouvez profiter grâce à la Sicav Livret BOURSE INVESTISSEMENTS.

LBi *Livret BOURSE INVESTISSEMENTS*
Société d'Investissement à Capital Variable
Groupe Caisse des dépôts et consignations

Où souscrire ?
A la Caisse d'Épargne Ecureuil, à la Poste, au Trésor Public

INDUSTRIE

Un investissement de cinq milliards de francs

Pose de la première pierre de l'usine Pechiney à Dunkerque

DUNKERQUE

de notre correspondant

La pose de la première pierre – ou plus exactement la première coulée de béton – de l'aluminerie Pechiney de Dunkerque a eu lieu samedi 23 décembre. La manifestation, qui est intervenue un an après l'annonce officielle du projet, a mobilisé deux ministres, MM. Delebarre, ministre de l'équipement et des transports, maire de la ville, et Chérèque, ministre de l'aménagement du territoire, aux côtés de M. Gandois, PDG de Pechiney.

Présentée par M. Gandois comme *« le modèle de l'usine du vingt et unième siècle »*, l'unité sera implantée sur la zone industrielle et portuaire de Dunkerque, à proximité de la centrale nucléaire de Gravelines. Non seulement EDF fournira l'aluminerie en courant à bas prix – ce qui a suscité un moment les foudres de Bruxelles – mais l'entreprise nationale sera également associée (à 49 %) à Pechiney au sein d'une société d'exploitation pour financer le fonds de roulement (500 millions de francs).

Autre innovation : l'électrolyse de l'alumine s'effectuera dans une série de deux cent soixante-quatre cuves parcourues par un courant continu de 300 000 ampères.

Mise en service fin 1991, l'usine atteindra sa vitesse de croisière à la mi-1992. L'unité – dont l'investissement représentera quelque milliards de francs – produira alors 215 000 tonnes d'aluminium et aura créé deux mille emplois directs et indirects.

Cette unité innovera également dans l'organisation du travail, sur le plan de la formation des hommes et de l'autonomie des équipes. La pose de la première pierre a été l'occasion de la signature d'une convention entre l'État et Pechiney. Les deux partenaires prennent des engagements communs dans la formation et le recrutement et aussi dans le développement économique local, notamment pour les marchés de sous-traitance.

« Cette convention, a souligné M. Chérèque, *permettra de développer une méthodologie de gestion de grands projets industriels. »* C'est l'Ecole des mines de Paris (centre de projets et de produits nouveaux), en liaison avec la direction régionale de l'industrie et de la recherche, qui assurera le suivi de l'opération.

GUY LEVIFVE

□ **Rejet du projet Rich pour Pechiney-Noguères.** – Dans un entretien au journal *les Echos* du 26 décembre, M. Jean Gandois, PDG de Pechiney, annonce qu'il a refusé la proposition de rachat des bâtiments et installations de l'usine de Noguères par l'américain Marc Rich, *un spécialiste du commerce* des métaux basé en Suisse. *« Je lui ai répondu par la négative, estimant que ce projet n'était pas viable, qu'il faisait courir au personnel que nous nous sommes engagés à reclasser et à la région dans laquelle nous créerons des emplois, des risques certains et excessifs »*, déclare M. Gandois.

TRANSPORT

□ **Bénéfices en baisse pour Air France en 1989.** – Au cours d'un comité central d'entreprise réuni jeudi 21 décembre, la direction et les syndicats d'Air France se sont mis d'accord sur un nouveau mode de calcul de l'intéressement pour l'année 1989 afin de tenir compte de la baisse des bénéfices de la compagnie cette année. La prime d'intéressement devrait être comprise entre 1 200 et 2 100 francs par salarié, contre 2 900 à 6 500 francs l'année précédente, et l'enveloppe globale s'élèverait à 50 millions de francs contre 120 millions. Le maintien du système antérieur n'aurait permis d'y consacrer qu'une somme beaucoup plus réduite. En effet, selon les syndicats le bénéfice net de la compagnie avoisinerait les 600 millions de francs en 1989 contre 1 200 millions en 1988.

□ **American Airlines rachète des lignes aériennes.** – American Airlines a racheté la semaine dernière pour 349 millions de dollars (2,04 milliards de francs) les lignes aériennes assurées par Eastern Airlines en Amérique centrale et en Amérique du Sud, et pour 195 millions de dollars (1,14 milliard de francs) la ligne Chicago-Londres de TWA. American Airlines, qui dessert déjà la zone caraïbe et sept pays en Europe, a l'intention d'étendre son réseau à l'étranger, notamment vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande. M. Robert Crandall, président d'American Airlines, a indiqué qu'il attendait aussi du développement extérieur des retombées sur le trafic intérieur de la compagnie.

□ **Air Canada vend une partie de ses actions dans Guiness Peat.** – Air Canada vient de vendre pour 212 millions de dollars (environ 1 240 millions de francs) 5,4 % du capital de Guiness Peat Aviation (GPA), la première compagnie mondiale de location d'avions, dont elle détenait 14,7 %. Les acquéreurs sont des investisseurs institutionnels canadiens, irlandais, japonais et américains. La compagnie aérienne canadienne, récemment privatisée, a annoncé son intention de ramener sa participation dans GPA à 7,5 % et d'utiliser le produit des ventes pour réduire son endettement et financer l'acquisition de nouveaux appareils.

— AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS —

VALREAL
valeurs réalisables

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE

VALREAL devient SICAV de CAPITALISATION

Conformément à ses objectifs initiaux, VALREAL qui est une SICAV court terme adaptée aussi bien à la gestion de trésorerie des personnes morales qu'à une clientèle de particuliers, offre dorénavant à ses actionnaires la possibilité de bénéficier des avantages de la capitalisation des revenus.

Lors de sa dernière séance, le conseil d'administration a décidé de soumettre à une prochaine assemblée générale extraordinaire des actionnaires un projet de modification des statuts afin de permettre dès l'exercice clos le 29 décembre 1989 la capitalisation des revenus des titres de créances acquis par la SICAV. Par ailleurs, le conseil d'administration a décidé de comptabiliser, à partir du 1er octobre 1989, les titres de créances détenus par la SICAV selon la règle du produit encaissé.

Cette mesure permettra à chaque actionnaire d'obtenir une valorisation de ses placements uniquement sous la forme de plus-values.

Siège social et bureaux :
5, avenue de l'Opéra, 75001 Paris - tél. : (1) 49.27.63.00

MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1988	15 déc.	22 déc.
Valeurs franç. à rev. variable	127,4	128,7
Valeurs industrielles	121,8	122,6
Valeurs étrangères	120,9	118,9
Pétrole-Energie	142,4	141,7
Chimie	114,8	114
Métallurgie, mécanique	131,8	130,6
Electricité, électronique	118,3	116,9
Bâtiment et matériaux	109,8	111,4
Ind. de consommat. non alim.	117,6	117,6
Agro-alimentaire	132,9	135,5
Distribution	144,6	147,8
Transports, loisirs, services	141,8	145,3
Assurances	202,4	201,3
Crédit bancaire	119,2	118,7
Sicomi	104,2	106,2
Immobilier et foncier	121,4	122
Investissement et portefeuille	132,1	134,7
Base 100 : 31 décembre 1988		
Valeurs franç. à revenu fixe	96,8	96,5
Emprunts d'Etat	97	98,4
Emprunts garantis et assimilés	95,4	95,2
Sociétés	94,8	94,5
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	4 822,7	4 888,9
Valeurs étrangères	4 782,5	4 713,2
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	852,8	859,5
Valeurs étrangères	840,3	829,7
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. fr. à rev. fixe	118,6	118,3
Emprunt d'Etat	117	118,3
Emprunts garantis et assimilés	116	115,9
Sociétés	115,6	115,3
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	549,2	548,6
Produits de base	363,7	367,5
Construction	530,6	532,3
Biens d'équipement	354,8	349,9
Biens de consom. durables	818	810,2
Biens de consom. non durables	648,2	648,7
Biens de consom. alimentaires	837,8	862,6
Services	544,1	551,4
Sociétés financières	885,5	885,9
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	553,8	579,6
Valeurs industrielles	511,8	512,1
BOURSES RÉGIONALES – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	385,9	387,4

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	14 décembre 1989
Total actif	750 770
dont	
Or	200 414
Disponibilités à vue à l'étranger	77 087
ECU	60 307
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 599
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	63 222
Concours au Trésor public	28 870
Titres d'Etat (bons et obligations)	64 704
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	300
Effets privés	177 511
Effets en cours de recouvrement	38 066
Total passif	750 770
dont	
Billets en circulation	243 531
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	97 172
Compte courant du Trésor public	52 555
Reprises de liquidités	18 420
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 931
ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	60 659
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	230 678

TAUX DES OPÉRATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres .... 9,50 %
- Taux des pensions à 5 à 10 jours 10,25 %
- Taux d'escompte .... 9,50 %
- Taux des avances sur titres .. 10,50 %

FRANCFORT

Prochain lancement d'un indice sur obligations

La Bourse de Francfort publiera un indice officiel sur obligations, appelé REX, à partir d'avril prochain. Cet indice vise à remplacer une série d'indices privés déjà existants, dont les plus connus sont ceux établis par la BHF, une banque d'affaires de Francfort, et par la Commerzbank.

Le REX sera calculé à partir d'un portefeuille d'obligations notionelles (synthétiques) émises par l'Etat fédéral ouest-allemand. Celles-ci auront dix échéances différentes (allant de un à dix ans) et trois intérêts nominaux (coupons de 6 %, 7,5 % et 9 %).

L'indice officiel sur actions, le DAX, en place depuis juin 1988, sera l'objet, à partir de l'été prochain, d'un contrat à terme sur la DTB, la Bourse à terme ouest-allemande, dont l'ouverture est programmée à la fin janvier.

Les autorités boursières ouest-allemandes ne prévoient pas, pour le moment, de créer un contrat à terme sur le nouveau REX. Pour l'été 1990, seul est prévu un contrat à terme sur un emprunt fédéral synthétique (Bundesanleihe), dont l'échéance sera comprise entre huit et dix ans.

TOKYO, 26 décembre ↑

Record battu

Nouvelle séance de hausse mardi à Tokyo, où un nouveau record d'altitude a été battu. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement s'est poursuivi toute la journée, mais en se ralentissant toutefois. En fin de matinée, l'indice Nikkei avait culminé à 38 773,09 (+ 349,47 points). Il s'établissait, en clôture, à 38 681,31, avec un gain limité à 257,69 points (+ 0,7 %), néanmoins son niveau le plus élevé depuis le 18 décembre (38 586,18). Selon les professionnels, cette hausse est imputable tant aux achats de fin d'année qu'au soulagement ressenti après le relèvement du taux de l'escompte. Une forte activité d'arbitrageurs provenant des filiales de maisons de courtage étrangères a été enregistrée. Les financières, les valeurs appartenant aux secteurs de l'équipement, de la haute technologie et des communications ont été activement recherchées. Les échanges ont toutefois été modérés, portant sur 600 millions de titres, contre 500 millions la veille.

VALEURS	Cours du 25 déc.	Cours du 26 déc.
Akai	850	842
Bridgestone	1 720	1 770
Canon	1 800	1 820
Fuji Bank	3 640	3 690
Honda Motors	1 820	1 850
Matsushita Electric	2 290	2 340
Mitsubishi Heavy	1 140	1 180
Sony Corp.	8 570	8 600
Toyota Motors	2 600	2 600

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Bridgestone table sur une baisse de 62 % de son bénéfice.** – La firme japonaise Bridgestone Corporation, un des premiers fabricants mondiaux de pneumatiques, s'attend à une baisse de 62 % de son bénéfice net. Pour l'exercice 1989, qui se terminera le 31 décembre prochain, Bridgestone table sur un bénéfice net consolidé de 15 milliards de yens (623 millions de francs) contre 39,9 milliards de yens (1,65 milliard de francs) pour l'exercice précédent. Malgré des ventes en hausse de 43 % à 1 700 milliards de yens (71 milliards de francs) selon ses prévisions, Bridgestone explique qu'elle a enregistré des frais financiers importants liés à ses financements, notamment pour ses opérations aux Etats-Unis, et a souffert de coûts de production plus élevés, d'une baisse des performances à l'étranger, notamment en Amérique latine, et d'une concurrence accrue sur le marché européen. Des modifications comptables consécutives à la fusion avec l'américain Firestone (USA) en mai 1988 ont également pesé sur les comptes. Pour l'année 1990, le fabricant de pneumatiques table sur une croissance de près de 67 % de ses résultats par rapport à ses dernières prévisions pour 1989. Le bénéfice net devrait ainsi atteindre 25 milliards de yens (1 215 millions de francs).

□ **Succès de l'OPA d'Allied-Lyons sur Dunkin' Donuts.** – Le groupe agro-alimentaire britannique Allied-Lyons a réussi son OPA de 325 millions de dollars (2 milliards de francs) sur la chaîne américaine de restauration rapide Dunkin'Donuts, spécialisée dans les beignets. La société américaine réalise un chiffre d'affaires annuel de 800 millions de dollars dans ses 1 850 points de vente franchisés à travers le monde.

□ **Le Crédit lyonnais prend 29,85 % du capital de Woodchester Investments.** – Le Crédit lyonnais a acquis 29,85 % du capital de Woodchester Investments PLC, société implantée en Irlande et en Grande-Bretagne. Cette acquisition sera effective après l'aval des autorités administratives britanniques compétentes. Woodchester Investments est spécialisée dans le crédit bail de biens d'équipements automobiles et de matériels agricoles, le crédit à la consommation, l'affacturage, l'assurance et les financements hypothécaires. Woodchester Investments emploie 840 personnes. Pour le premier semestre de l'année, le résultat net s'est élevé à 9,5 millions de livres irlandaises (85,6 millions de FF) tandis qu'en 1988, le bénéfice net s'était monté à 137 millions de francs.

□ **La société Magnant rachetée par un groupe d'investisseurs.** – La société Magnant a été rachetée par un groupe d'investisseurs animé par le financier et promoteur immobilier Jean-Claude Aaron. M. Aaron, l'homme de la tour Montparnasse, est entouré de MM. Jean-Michel Aaron (son fils), Sylvain Coenca, Jean-Claude Fabiani et Louis de Montauzan. Ces investisseurs ont acquis la société Sofic qui détient 55,37 % du capital de Magnant, une société autrefois spécialisée dans le tannage du cuir, aujourd'hui coquille vide possédant des actifs immobiliers dans Paris.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amault & Associés	....	380	Locamic	....	133
Asystel	....	142	Matra Communication	....	214 20
B.A.C.	....	307 60	Metallurg. Minière	....	240 10
B. Demachy & Assoc.	....	575	Métroservice	....	....
Banque Tarneaud	192	193	Métroservice (bons)	6 50	1
B.I.C.M.	....	800	Molex	208	201 40
Boiron	....	410	Navale-Delmas	....	1115
Boisset (Lyon)	....	281 20	Olivetti-Logabax	240	....
Câbles de Lyon	....	2570	Om. Gest.Fin.	....	550
Calberson	....	670	Pinault	....	538
Cardif	....	740	Presbourg (C In & Fin)	....	94
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	....	....	Présence Assurance	....	519
C.D.M.E.	....	1850	Publicat. Filipacchi	....	714
C. Equip. Elect.	....	340	Razel	....	700
C.E.G.E.P.	....	288	Rémy & Associés	....	354
Ciments d'Origny	....	703	Rhône-Alpes Écu (Ly.)	....	300
C.N.I.M.	....	710	St-Honoré Matignon	....	251 90
Codetour	....	280	S.C.G.P.M.	....	710
Conforama	....	1168	Segin	309	....
Creeks	....	426	Sélection Inv. (Lyon)	....	111
Dafsa	....	180	S.E.P.	....	416 10
Dauphin	....	630	Serbo	....	550
Devanlay	....	1140	S.M.T.Goupil	....	338
Deville	....	505	Sodinforg	....	....
Dolisos	....	....	Supra	....	278
Editions Belfond	....	165	Thermador Hold. (Lyon)	....	280
Elysées Investissem.	....	14 50	TF 1	....	319 90
Finacor	....	216	Unilog	....	187
Gascoor	....	642	Union Financ. de Fr.	....	507
Gr. Foncier Fr. (G.F.F.)	....	308 90	Viel et Cie	....	201
Guintoli	....	916	Yves Saint-Laurent	....	1189
I.C.C.	....	263 40			
Idia	....	281			
Idianova	....	143			
IM2	....	300			
Int. Metal Service	....	1034			
Le gd livre du mois	....	440			
Loca Investissement	....	280			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 22 décembre 1989

Nombre de contrats : 14 606.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier
Accor	880	27	–	2	25
Bouygues	800	–	10,50	–	–
CGE	520	4,50	27	–	–
Elf-Aquitaine	520	2	23	20	29
Eurotunnel SA-PLC	50	7,80	13,40	0,35	4,90
Lafarge-Coppée	1 550	30	100	9	49
Michelin	152	11,50	21	0,75	5
Midi	1 400	32	–	7	–
Paribas	680	53	80	5	26
Pernod-Ricard	1 700	–	24,50	–	–
Peugeot	850	4	40	36,50	52
Saint-Gobain	640	–	37,50	17	32
Source Perrier	2 000	13,50	138	–	–
Société générale	520	11,20	–	1,50	22,90
Suez Financière	440	13,50	35	1	16
Thomson-CSF	160	2,10	11,50	8	12

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 22 décembre 1989

Nombre de contrats : 23 559.

COURS	ÉCHÉANCES Déc. 89	ÉCHÉANCES Mars 90	ÉCHÉANCES Juin 90
Dernier	104,94	104,92	105,50
Précédent	104,96	105	105,56

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Mars 90	OPTIONS D'ACHAT Juin 90	OPTIONS DE VENTE Mars 90	OPTIONS DE VENTE Juin 90
105	0,76	1,55	0,84	1,07

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,8050 F ↓

Sur des marchés des changes fermés pour la plupart, sauf en France et en Asie, le dollar s'est à nouveau affaibli mardi 26 décembre, tombant, à Paris, de 5,8550 F à 5,8050 F. C'est, précisément, d'Asie qu'est venue la baisse, après le relèvement d'un demi-point du taux d'escompte de la Banque du Japon, qui a raffermi le yen par rapport au dollar.

FRANCFORT	22 déc.	26 déc.
Dollar (en DM)	1,72	1,6975
TOKYO	22 déc.	26 déc.
Dollar (en yens)	143,78	142,30

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (26 déc.) .... 10 7/8-11 %
New-York (22 déc.) ... 8 1/8-8 3/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 30-12-88)	21 déc.	22 déc.
Valeurs françaises	130,8	131,5
Valeurs étrangères	119,2	118,8
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	547,4	548,52
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 976,83	1 981,37
NEW-YORK (Indice Dow Jones)		
Industrielles	2 691,1	2 711,39
LONDRES (Indice « Financial Times »)		
Industrielles	1 864,50	1 862,2
Mines d'or	315,20	312,9
Fonds d'Etat		84,99
TOKYO	25 déc.	26 déc.
Nikkei Dow Jones	38 423,62	38 681,31
Indice général	2 847,30	2 866,95

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 22 DECEMBRE

Cours relevés à 17 h 30

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3770	C.N.E. 3% ★	3800	3810	3820	+ 0 53
1038	B.N.P. T.P.	1038	1037	1037	- 0 10
1210	C.C.F. T.P.	1210	1210	1210	....
1068	Créd. Lyon. T.P.	1071	1065	1067	- 0 37
1835	Renault T.P.	1850	1858	1821	- 1 57
2050	Rhone-Poul. TP	2030	2080	2080	+ 2 46
1248	St-Gobain T.P.	1249	1248	1250	+ 0 08
1250	Thomson T.P.	1250	1250	1260	+ 0 80
895	Accor	894	899	908	+ 1 57
660	Air Liquide	673	670	671	- 0 30
2500	Als. Superm.	2550	2606	2606	+ 2 20
560	A.L.S.P.I.★	581	585	581	....
3020	Arjom. Prioux★	3073	3055	3095	+ 0 72
620	Aussedat-Rey★	615	615	615	....
1040	Av. Entrepr. ★	1050	1041	1051	+ 0 10
490	Av. Dassault ★	503	500	540	+ 7 36
405	BAFIP ★	400	403	400	....
390	Bail-Equipem.★	358	364 90	355 50	- 0 70
1000	Bail Investis★	1021	995	1000	- 2 06
385	B.N.P. C.I. ★	403 50	407 90	412	+ 2 11
800	Bolloré Tech.	895	895	907	+ 1 34
630	Cie Bancaire ★	637	640	666	+ 4 55
810	Bazar H.-V. ★	788	785	785	- 0 38
645	Béghin-Say ★	680	685	717	+ 5 44
1590	Berger (Ma)	1600	1600	1600	....
750	Bic ★	770	770	803	+ 4 29
910	B.I.P. ★	930	915	950	+ 2 15
615	B.I.S.★	640	643	640	....
3290	Bongrain S.A. ★	3220	3220	3238	+ 0 56
1010	Bon-Marché ★	1025	1015	1034	+ 0 88
670	Bouygues ★	682	676	680	- 0 29
148	B.P. France ★	150	154	150	....
740	B.S.N.★	757	758	760	+ 0 40
740	Canal Plus★	770	769	768	- 0 26
520	Cap Gem. S.★	510	510	500	- 1 96
3480	Carrefour★	3630	3580	3560	+ 0 85
210	Casino★	212	213 80	219	+ 3 30
135	Casino A.D.P.★	146 50	143	143	- 2 39
1050	Castorama D.I.	1085	1130	1130	+ 4 15
150	C.C.M.C.	150	150	150	....
685	C.E.G.I.D.	727	739	727	....
245	Centrest	251	250	252 50	+ 0 60
580	C.E.P. Comm.	570	580	580	+ 1 75
1150	Cerus (ex Dam. L.)	......	439	444	440
	+ 0 23	620	Cerealem★	......	638
635	623		- 2 60	645	C.F.A.O.★
674	709	712		+ 5 64	510
C.G.E. ..	622	520	517		- 0 96
1780	C.G.I. Informat.	1740	1760	1745	+ 0 29
1530	C.G.I.P.★	1564	1542	1545	- 1 21
685	C.G.P.	687	688	692	+ 0 73
1320	Chargeurs S.A★	1362	1360	1359	- 0 22
795	Cica	795	805	805	+ 1 26
1610	Ciments franç.★	1635	1621	1670	+ 2 14
695	Club Méditerr.★	708	712	710	+ 0 28
230	C.M.B. Packag.	229	235	239	+ 4 37
172	Codetel★	172 10	177	178	+ 3 43
420	Cofimeg★	420	420	419	- 0 24
895	Coles ★	930	930	920	- 1 08
230	Cpt. Entrepr.★	230	234	225 50	- 1 96
1160	Compt. Mod. ★	1200	1202	1214	+ 1 17
380	Concept S.A.	379	375	375	- 1 06
1230	Créd. Foncier ★	1300	1285	1301	+ 0 08
520	C. F. Internat. ★	536	526	535	....
220	C.C.F.★	226 80	225	220	- 3
715	Cr. Lyon. (CI) ★	717	710	709	- 1 12
1200	Crédit Nat.★	1218	1217	1215	- 0 25
385	C.S.E.E. ★	385	390	389	+ 1 04
4030	Damart S.A. ★	4130	4140	4240	+ 2 66
2190	De Dietrich★	2190	2198	2226	+ 1 64
220	Dév. R.d.C. (Li)	219 50	219 50	219 50	....
340	Dév. R. Sud-Est	356	333	350	- 1 41
590	D.M.C.	581	583	586	+ 0 86
390	Drouot Assur★	385	391	391	+ 1 56
5260	Docks France ★	5670	5740	5750	+ 1 41
925	Dumez ★	917	925	923	+ 0 65
2340	Eaux (Gén.)★	2374	2373	2356	- 0 76
495	Ecco ★	496 50	498 50	499	+ 0 50
1100	Electrofinanc. ★	1094	1097	1098	+ 0 37
475	El. S. Dassault★	460	465	455	- 1 09
485	Elf-Aquitaine	503	498	504	+ 0 20
415	— (certific.)★	428	415	411 50	- 4 08
1310	Epeda B.-F.	1390	1390	1390	....
3000	Essilor★	3000	3040	3011	+ 0 37
1430	Essil. Int.(DP)★	1450	1470	1451	+ 0 07
610	Esso S.A.F. ★	702	705	667	- 4 99
2550	Eurafrance★	2650	2596	2640	- 0 38
1980	Eurocom ★	1985	1985	1995	+ 0 50
92	Eurodisneyland	91 20	91 50	92 20	+ 1 10
4450	Euromarché★	4750	4800	4810	+ 1 26
1040	Europe n° 1 ★	1083	1080	1082	- 0 09
53	Eurotunnel ★	58 10	59	57 85	- 0 43
1920	Exor ★	1975	1950	1955	- 1 01
1580	Facom★	1590	1610	1619	+ 1 82
1220	Fiches-Bauche★	1192	1239	1220 c	+ 3 39
205	Finextel★	212	207	207	- 2 36
355	Fives-Lille★	389 50	391	392	+ 0 64
2450	Fromager. Bel★	2650	2630	2670	+ 0 75
1980	Gal. Lafayette★	1998	1950	2011	+ 0 65
540	Gascogne★	561	570	570	+ 1 60
1710	Gaz et Eaux★	1735	1795	1765	+ 1 73
910	Géophysique★	920	925	920	....
635	Gerland★	652	652	680	+ 4 29
715	Groupe Clé★	731	731	730	- 0 14
2280	Gr. Victoire	2276	2265	2265 c	....
1140	— (certif.)	1138	1127	1127 c	....
1180	GTM-Entrep.★	1203	1181	1192	- 0 91
1220	Guyenne-Gas.★	1246	1230	1230	- 1 28
390	Hachette ★	414 50	411	415	+ 0 12
1380	Havas ★	1357	1358	1360	+ 0 22
625	Hénin (La)★	657	650	645	- 1 83
1260	Hutchinson ★	1279	1280	1285	+ 0 47
325	Imétal ★	327	327 10	328 10	+ 0 34
135	Ingénico ★	144	146 90	151 40	+ 5 14
5830	Inst. Mérieux★	6000	6180	6120	+ 2
520	Interbail★	529	526	528	- 0 19
1850	Intertechnique★	1820	1820	1800	- 1 10
1260	J. Lefebvre★	1285	1281	1286	+ 0 08
1210	Labinal ★	1190	1220	1235	+ 3 78
2590	Lab. Bellon★	2524	2600	2521	- 0 12
1490	Lafarge-Coppée	1555	1584	1570	+ 0 96
1430	Labon ★	1429	1480	1480	+ 3 57
3650	Legrand ★	3750	3750	3770	+ 0 53
1900	Legrand (DP) ★	1920	1895	1910	- 0 52
2080	Leroy-Somer★	2063	2041	2060	- 0 15
770	Locabail Im.★	785	776	783	+ 0 51
515	Locafrance ★	528	520	520	- 1 52
870	Locindus★	870	890	875	+ 0 57
350	Luchaire★	363	369	383	+ 5 51
5110	L.V.M.H.★	5300	5290	5300	....
535	Lyonn. Eaux ★	570	569	589	+ 3 33
77	Mais. Phénix★	79 80	78 80	79 15	- 0 81
310	Majorette (Ly)★	318	319	319	+ 0 31
490	Mar. Wendel ★	490	495	490	....
395	Matra ★	396 10	397	400	+ 0 98
4900	Merlin-Gerin ★	4915	4920	4921	+ 0 12
260	Metaleurop★	264 30	264 90	269	+ 1 78
240	Mérologie Inc.★	254	250	247 10	- 2 72
163	Michelin	163 10	163 50	162	- 0 67
1370	Midi (Cie)	1428	1434	1435	+ 0 49
176	Midl. Bk SA★	182	182	176	- 3 30
490	Min Salsig (Ma)	490	490	490	....
199	M.M.BM. ★	202	205	204	+ 0 99
143	Moulinex★	143	145	142 10	- 0 63
....	Navig. Mixte ★	1917	1919	1888	- 1 51
190	Nord-Est ★	200	197 50	204	+ 2
315	Nordon (Ny)	315	315	315	....
785	Nouvelles Gal.★	781	797	818	+ 4 74
795	Occid. (Gén.)★	802	798	795	- 0 87
1620	Omn.F.Paris★	1659	1630	1625	- 2 05
400	Olipar ★	408	410	403	- 1 23
4680	Oréal (L')★	4830	4770	4834	+ 0 08
715	Paribas	733	724	735	+ 0 27
460	Paris-Réesc.★	463 90	463	465	+ 0 24
1660	Pechelbronn ★	1660	1675	1622	- 2 29
305	Pechiney CIP★	317	314	314	- 0 95
195	Pechiney Int.	202 50	202 90	201	- 0 74
580	Penhoet★	580	573	610	+ 5 17
1480	Pernod-Ricard★	1492	1485	1500	+ 0 54
800	Peugeot S.A.	812	820	813	+ 0 12
470	Plastic Omn.★	478	473	470	- 1 67
630	Pollet ★	621	624	625	+ 0 64
1180	Prétabail Sic.★	1176	1180	1189	+ 1 11
905	Primagaz★	935	950	930	- 0 53
700	Printemps★	718	712	730	+ 1 67
4410	Promodès★	4459	4322	4450	- 0 20
530	Radiotechn. ★	538	538	532	- 1 12
175	Raff. D. Total ★	175 50	170	177 50	+ 1 14
3560	Redoute (La) ★	3600	3570	3600	....
460	R.-Poulenc CIP★	457 90	461	462 10	+ 0 92
350	Robur financ.	353	353	353	....
172	Rochette (La)	162	160 30	158 50	- 2 16
2150	Roussel-Uclaf★	2180	2100	2180	+ 1 40
4880	R. Impér. (Ly)	4965	4905	4910	- 1 11
187	Sade	187 50	190	190	+ 1 33
1580	Sagem ★	1569	1533	1560	- 0 57
620	Saint-Gobain	627	625	633	+ 0 96
1520	St-Louis ★	1557	1575	1594	+ 2 38
2970	Salomon	2925	2990	2925	....
588	Salvepar	595	580	580	- 0 84
1070	Sanofi ★	1110	1103	1120	+ 0 90
1690	S.A.T. ★	1610	1584	1550	- 3 73
315	Saul-Chât (R)★	324	315	316	- 2 47
1000	Saupiquet (Na)	1008	1048	1048	+ 3 96
920	Schneider ★	944	935	937	- 0 74
51	S.C.O.A.★	52 40	45 80	43 25 •	+ 1 53
1120	S.C.R.E.G. ★	1110	1100	1148	+ 3 42
1050	Seb ★	1090	1080	1059	- 2 84
500	Sefimeg ★	515	510	519	+ 0 78
805	Sextant A.	644	620	628	- 2 48
1600	S.F.I.M. ★	1649	1670	1640	- 0 55
235	S.G.E.★	247	248 90	253 50	+ 2 63
840	Silic★	839	838	836	- 0 36
610	Simco	610	610	614	+ 0 66
1080	St. Rossignol★	1108	1150	1060	- 4 33
925	Sligos ★	905	902	920	+ 1 66
590	Société Génér.	532	528	532	....
141	Sodecco	141	144	144	+ 2 13
173	Sodero (Na)	173	170	170	- 1 73
755	Sodexho ★	751	760	745	- 0 80
98	Sogenal (Ny)	98	98	98	....
455	Sogerap★	460	463 10	467	+ 1 52
2530	Somm.-Allib. ★	2608	2601	2560	- 1 84
1840	Source Perrier★	1875	1892	1914	+ 2 08
775	Sovac ★	774	775	770	- 0 52
730	Spie-Batignol.★	735	735	735	....
1180	Strafor ★	1200	1212	1239	+ 3 25
435	Suez	453 80	455	455 50	+ 0 37
410	Synthelabo ★	440	439 50	438	- 0 45
149	Thomson-C.S.F.	148	149 50	154	+ 4 05
580	Total (CFP) ★	577	575	574	- 0 52
103	— (certific.)★	108 10	105 50	108 90	+ 0 75
395	Truffaut (Fin.)	409	406	409	....
455	U.F.B.-Locab. ★	467	469	465	- 0 43
1100	U.I.C. ★	1092	1100	1120	+ 2 56
700	U.I.F. ★	704	691	690	- 1 99
970	U.I.S.★	1020	1010	1030	+ 0 98
235	U.C.B. ★	245	255	248	+ 1 22
890	Unibail★	900	880	900	....
820	Valéo ★	843	832	840	- 0 36
455	Vallourec ★	483	485	495	+ 2 48
410	Via Banque★	417	421	405	- 2 88
1350	Zodiac	1383	1414	1420	+ 2 68
990	Elf-Gabon ★	1090	1065	1070	- 1 83
130	Amax Inc.	133	138 30	138 30	+ 3 98
187	Amer. Express	186 10	186	186	+ 0 49
270	Amer. Teleph.	260	255	258	- 0 77
178	Anglo Amer. C.	181 50	174	179	- 1 38
590	Amgold	589	589	589	....
295	Banco Santander	300	300	299 90	- 0 03
965	BASF (Akt)	960	973	973	+ 1 35
980	Bayer	990	993	994	+ 0 40
116	Buffelsfont.	118	117 90	117 90	- 0 08
182	Chase Manh.	197	200 50	200 50	+ 1 78
116	Echo Bay Mines	115 50	113 20	113 80	- 1 47
98	De Beers	98	97 90	98 50	+ 0 51
2640	Deutsche Bank	2625	2647	2601	- 0 91
1410	Dresdner Bank	1405	1411	1411	+ 0 43
87	Driefontein Cst	88 50	87 50	87 40	- 1 24
735	Du Pont-Nem.	737	732	732	- 0 68
245	Eastman Kodak	242	240 80	240 80	- 0 58
35	East Rand	35	34 45	34 40	- 1 71
255	Electrolux	255	258	258	+ 1 18
815	Ericsson	815	812	812	- 0 37
295	Exxon Corp.	301	300	300	- 0 33
245	Ford Motors	251	254	256	+ 1 99
85	Freegold	86 40	83 85	83 60	- 3 24
175	Gencor	175 80	169 20	169 20	- 3 75
375	Gén. Electr.	373 50	372	373	- 0 13
545	Gén. Belgique	568	554	535	- 0 54
245	Gen. Motors	243 50	250 50	250 50	+ 2 87
57	Gd.Metropolitain	57 60	57 30	57 30	- 0 52
50	Harmony	50	49 50	49 50	- 1
270	Hewlett-Packard	271	264	265	- 2 21
61	Hitachi	61 30	60 90	60 55	- 1 22
920	Hoechst Akt.	924	925	927	+ 0 32
118	Homestake	120	113 60	113 60	- 5 33
106	Imp. Chemical	105	102	103 10	- 1 81
560	IBM	565	556	554	- 1 95
350	ITT	348	344 10	344 10	- 1 12
199	Ito-Yokado	186 10	186	186	- 0 05
200	Mac Donald's	197	197	197	....
93	Matsushita	93 50	93 80	91	- 2 67
22	Maxwell	22 30	22 15	22 20	- 0 45
450	Merck	448	447	447	- 0 22
475	Minnesota M.	471 50	465	465	- 1 38
360	Mobil Corp.	367	361	361	- 1 63
240	Morgan J.P.	242	244	244	+ 0 83
32600	Nestlé	32900	33000	33000	+ 0 30
1080	Nixdorf	1098	1085	1085	- 1 18
143	Norsk Hydro	143 50	142 30	142 20	- 0 91
198	Ofsil	200 10	195 10	195	- 2 55
1930	Petrofina	1938	2005	2006	+ 3 48
240	Philip Morris	240	237	236	- 1 67
138	Philips	138 80	140 10	140 20	+ 1 01
111	Placer Dome	111	110 50	110 50	- 0 45
380	Quilmès	365	374	374	+ 2 47
510	Randfontein	511	510	510	- 0 20
440	Royal Dutch	441 50	440 50	443 80	+ 0 52
53	Rio Tinto Zinc	53	53 10	53 10	+ 0 19
22	Saat. & Saatchi	24	23 85	23 85	- 0 63
70	St Helena Co	71 70	71	71	- 0 98
280	Schlumberger	287	284 20	284 40	- 0 21
45	Shell transp.	45 10	44 50	44 50	- 1 33
2260	Siemens A.G.	2284	2315	2320	+ 1 58
345	Sony	341	341	341	....
151	Sumitomo	154	151 80	151 80	- 1 43
46	Telefonica	46	46 10	46 10	+ 0 22
220	T.D.K.	217	214 90	214 90	- 0 97
51	Toshiba Corp.	51	50 50	50 60	- 0 78
475	Unilever	480	480	482	+ 0 42
310	Unit. Techn.	312	305	305	- 2 24
650	Vaal Reefs	662	658	658	- 0 60
415	Volvo	414	410	410	- 0 97
300	West Deep	303	295	295	- 2 64
330	Xerox Corp.	338	336	338	- 0 59
137	Yamanouchi	130 10	137 10	136 50	+ 4 92
2 42	Zambia Corp.	2 40	2 44	2 43	+ 1 25

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	121 35	5 135
8,80 % 78/93	99 78	4 376
10,80 % 79/94	101 80	3 225
13,25 % 80/90	100 90	7 333
16,20 % 82/90	100 35	15 224
16 % juin 82	102 08	8 682
14,60 % fév. 83	104 65	12 160
13,40 % déc. 83	112 20	0 037
12,20 % oct. 84	105 35	2 507
11 % fév. 85	109 65	9 162
10,25 % mars 86	103 64	8 011
OAT 12,75 % 83	....	..
OAT 10 % 2000	105 33	5 726
OAT 9,80 % 1997	104 50	0 244
OAT 8,80 % 1996	102 19	8 763
Ch. France 3 %	....	..
CNB Bques janv. 82	99 06	4 166
CNB Paribas	100	4 166
CNB Suez	100 10	4 166
CNI janv. 82	99 15	4 166
PTT 11,20% 85	103 80	0 746
CFF 10,30% 88	101 15	8 533
CNE 11,50% 85	102 90	5 728
CRH 9% 86	97	5 748
CRH 10,90% déc. 85	106 60	9 595
C.N.C.A. T.P.	....	109
C.E.E. 6% janv. 89-99	....	52
Drouot Ass. Obl. conv.	....	..
Métrologie I. 6% 5/7	....	8 230

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Apache (Sté. Fin.)	....	1480
A.G.F. (St Cent.)	....	1185
Alsthom	....	....
Applic. Hydraul.	....	1275
Arbel	....	960
Astorg	....	320 30
Avenir Publicité	....	1850
Ass Mid Assurances	....	380
Bain C. Monaco	....	550
Banque Hypoth. Eur.	....	380
Béghin-Say (C.I.)	....	460
[illegible]	....	2320
B.N.P. Intercontin.	....	300
Bénédictine	....	3724 o
B.T.P. (Compagnie)	....	109
[illegible]	....	660
Cambodge	....	759
C.A.M.E.	....	195
[illegible]-Lorraine	....	944
[illegible]	....	29 30
[illegible]-Frig.	....	402 20
[illegible]	....	6450
[illegible]	....	143

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Cérès	....	....
Champex (Ny)	157	157
C.I.C. (Financ. de)	....	228
C.I. Maritime	....	724
Citram (B)	2400	....
Clause	....	1050
Cofradel (Ly)	....	1152 o
Cogifi	....	405
Comiphos	....	800
Cie Industrielle	....	9990
Comp. Lyon-Alem.	....	588
Concorde (La)	....	1540
C.M.P.	....	20
Créd. Gén. Ind.	....	539
Cr. Universel (Cie)	....	722
Créditel	....	142
Darblay S.A.	....	627
Degremont	....	725
Delalande S.A.	....	1905
Delmas Vieljeux	....	5300
Didot-Bottin	....	1110
Eaux Bass. Vichy	....	1261
Eaux Vittel	....	4100
E.C.I.A.	....	1905
Electro-Banque	....	350 10
El-Antargaz	....	1145 o
E.L.M. Leblanc	....	615
Enelfi-Bretagne	....	360 c
Entrepôts Paris	....	1629 d
Europe Soudre Indust.	....	95
Eternit	....	2180
Finalens	....	220
FIPP	....	....
Frac	....	1929
Foncière (Cie)	....	776
Fonc. Lyonnaise	....	916
Foncina	....	520
Forinter	....	....
Fougerolle	....	920
France I.A.R.D.	....	1286 d
France (La)	....	18150
From. Paul Renard	....	2026 d
GAN	....	2300
G.F.I.I.	....	314 50
Gaumont	....	787
Geneflm	....	351
Gévelot	....	530
Gr. Fin. Constr.	....	430
Gds Moulins Paris	....	1460
G. Transp. Ind.	....	833
Imm. Plaine-Monceau	....	....
Immindest	....	....
Immobail	....	435
Immobanque	....	800
Immob. Marseille	....	8490
Immofice	....	534
Invest. (Sté Cent.)	....	3340
Jaeger	....	248
Lambert Frères	....	525
Lille-Bonnières	....	1811
Loca-Expansion	....	280
Locafinancière	....	405
Locatel	....	400
Louis Vuitton	....	1344
Louvre (Sté)	....	4021
Lucia	....	2018

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Machines Bull	....	78
Magasins Uniprix	....	169
Magnant S.A.	....	112 30
Maritimes Part.	....	356
Métal Déployé	....	615 -
Mors	....	144 80
Navig. (Nat. de)	....	229
Nozal	....	283 80
Opeorg	....	420
Oréal (L') C.I.	2190	2150
Origny-Desvroise	....	1340
Palais Nouveauté	....	1254
Paluel Marmont	....	705
Parfinance	....	253
Paribas-CIP	370	370
Paris France	....	233
Paris-Orléans	....	255 70
Partecha	....	434
Patern. Ries. Div.	....	1630
Pathé-Cinéma	....	....
Piper-Heidsieck	....	2260
P.L.M.	....	411 10
Porcher	....	711
Promodès	1760	1770
Publicis	....	1069
Rochefortaise S.A.	....	1000
Rosario (Fin.)	....	860
Rougier et Fils	....	400
Rozières (usine de)	....	624 o
Sacer	....	785
SAFAA	....	410
Safic-Alcan	....	848
SAFT	....	3180
Saga	....	236
Salins du Midi	....	670
Satam	....	132 90
Savoisienne (M)	360	363
SCAC	....	850
Semelle Maubeuge	....	520
S.E.P. (M)	175 50	175 50
Sicl	....	455
Simnor (LI)	....	....
Sinvim	....	403 50
Siph (Plant. Hévéas)	....	475
Sofal financière	....	810
Soficel	....	1140
Soflo	....	603
Soficomi	....	729
S.O.F.I.P. (M)	452	469
Sofragi	....	1600
Sopagri	....	166
Sophie-Bail	....	480
Soudure Autog.	....	932
Sovabail	....	625
Suez (Fin. del-CIP	233	240
Stemi	....	748
Taittinger	....	4250
Télémécanique Elect.	....	....
Testut-Aequitas	....	860
Tour Eiffel	....	380
Ufiner S.M.D.	....	820
Ugine A. Chat. Gueug.	....	410 80
U.A.P.	....	680
U.T.A.	....	2798
Vicat	....	3100
Viniprix	....	2499

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Vitos	....	170
Waterman S.A.	....	933
Brass. du Maroc	....	214 20 d

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	871	....
Akzo	395 50	....
Alcan Alum	128 50	128 50
Algemene Bank	120	119
American Brands	395	397
Arbed	867	870
Asturienne Mines	191	196
Bco Pop Espanol	452	452
Banque Ottomane	1800	....
B. Régl. Internat.	41110	41100
Br. Lambert	710	715
Canadian-Pacific	126 10	124 10
Chrysler corporation	110	110
CIR	21 50	21 20
Commerzbank	980	992
Dart. and Kraft	....	....
De Beers (port.)	....	....
Dow Chemical	394	400
Gén. Belgique	....	....
Gevaert	1200	....
Glaxo	145 10	....
Goodyear	265 70	267 70
Grace and Co	170 50	173
GTE corporation	399 60	408 50
Honeywell Inc.	490	....
Johannesburg	1400	1420
Kubota	54	53
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	34	....
Mineral-Ressourc.	90 10	89
Noranda	119	119
Olivetti	21 70	21 90
Pakhoed Holding	418	418
Pfizer Inc.	381	386
Procter Gamble	385	385 10
Ricoh Cy Ltd	49 20	50
Rolinco	313 50	313 60
Robeco	316 10	317 50
Rodamco	240	238
Saipem	10	....
Sama Group	35 60	33 40
Shell fr. (port.)	....	....
S.K.F. Aktiebolag	127	126
Steel Cy of Can.	100	....
Tenneco	336	....
Thorn EMI	72	72 50
Toray indust. inc	43	....
Vieille Montagne	....	....
Wagons-Lits	1380	1352
West Rand	14 10	14 10
Whitman Corporation	168	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
American Petrofina	....	....
Banque Hydro-Energie	340	....
Butonl	850	....
Calciphos	185	186 50
Chambourcy (M.)	978	....
Cochery	380	....
Cogenhor	120	120
C. Occid. Forestière	180	....
Coparex	347	347
Europ. Accumul.	71 05	....
Gachot	118 90	126
Guy Degrenne	590	....
Haribo-Ricqlès-Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Merlin Immobilier	240	....
Nicolas	821	....
Particip. Percier	357	367
Rorento N.V.	177 30	178
St-Gobain-Emballage	1980	....
Sema-Metra	318 50	318 50
S.E.P.R.	2100	2250 d
S.P.R.	580	....
Sté Lecteurs du Monde	490	....
Ufinex	380	....
Union Brasseries	104	....
Wonder	1470	....

SICAV (sélection) 22/12

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1162 37	1134 02
Action	240 21	233 78
Actions France	606 62	584 69
Actions sélectionnées	665 82	661 03
Aedificand	686 60	661 78
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1236 30	1206 15
A.G.F. 5000	714 37	698 95
A.G.F. ECU	1076 26	1065 60
A.G.F. Foncier	128 98	123 88
A.G.F. Interfonds	445 22	434 36
A.G.F. Invest	133 34	130 09
A.G.F. OBLIG.	1119 27	1113 70
A.G.F. Sécurité	11011 30	11011 30
Agfimo	721 03	703 44
Altefi	208 63	201 09
A.L.T.O.	179 51	173 02
Amsi-Gan	6522	6226 25
Amplitude	889 84	850 30
Arbitrages court terme	5718 84	5707 41
Associc	1161 51	1161 51
Atout Futur	375 41	363 07
Aurecic	1529 75	1485 19
Avenir C.I.C.	114 15	110 83
Avenir Alizés	1569	1538 24
Axa Europe	124 67	119 02
Axa Investissements	132 28	126 28
Axa N.P.I.	106 56	101 73
Axa Valeurs PER	137 61	131 37
Bred Associations	2593 83	2586 07
Capitacic	1046 94	1031 47
Capital Plus	1688 81	1688 81
Cardec-Pierre	36 29	34 73
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Comis	1057 11	1041 49
Compavalor	5607 64	5599 24
Comptoretraite	113 38	110 08
Conversimmo	432 60	415 96
Credinter	564 18	538 04
Crédit Mutuel Capital.	1040 26	1019 86
Diam	1160 12	1121 97
Drouot-France	910 97	868 86
Drouot-Investiss.	1116 30	1065 88
Drouot-Sécurité	256 50	243 91
Drouot-Sélection	147 71	141 01
Ecocic	1151 97	1134 95
Ecureuil Capitalisation	2070 12	2049 62
Ecureuil Investissement	421 60	408 32
Ecureuil Monepremière	53305 75	53305 75
Ecureuil Monétaire	31399 56	31399 56
Ecureuil Trimestriel	1981 27	1961 65
Elicash	2212938	2212938
Energie	276 19	263 67
Eparcic	2864 03	2864 03
Eparcourt Sicav	4318 36	4307 59
Epargne Associations	25411 22	25373 16
Epargne-Capital	8850 01	8584 37
Epargne Court-Terme	543 44	543 44
Epargne Croissance	1669 62	1634 93
Epargne-Industr.	102 62	97 97
Epargne Inter	617 51	600 98
Epargne-J	56884 23	56884 23
Epargne Long-Terme	194 08	188 89
Epargne Monde	1380 56	1343 63
Epargne Première	11777 18	11689 49
Epargne-Oblig.	198 86	193 56
Epargne-Quatre	1079 50	1050 61
Epargne-Unie	1409 05	1356 12
Epargne-Valeur	466 73	454 24
Epsilon	1169 21	1157 63
Eurocic Leaders	1141 78	1108 52
Eurodyn	1208 69	1166 65
Euro-Gan	7350 01	7016 72
Fonsicav (div. par 10)	11397 61	11397 61
Foncival	273 28	264 66
France Avenir 4/4 Rat.	......	......
France-Gan	10052 43	9696 69
France-Garantie	269 05	266 51

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
France-Index Sicav	119 62	116 70
France-Investiss.	457 96	446 79
France-Obligations	482 16	457 58
Francic	512 40	487 48
Francic Pierre	126 07	122 40
Francic Régions	1332 06	1289 26
Fructi-Associations	28 67	28 67
Fructi-Epargne	30 11	29 38
Fructicapi	34 25	33 74
Fructicourt	113514 03	113514 03
Fructidor	238 10	234 58
Fructifrance	985 83	961 79
Fructimmo	32 92	32 12
Fructivar	4408 54	4387 55
Fructi ECU	576 71	568 19
Fructi-Première	10956 87	10793 96
Futuroblig	1163 58	1125 32
Gestilion	59147	58999 50
Gestion Associations	163 46	159 85
Horizon	1271 46	1234 43
Interepar	108985 81	103979 52
Interoblig.	11987 11	11626 07
Intersélect France	579 71	582 83
Japacic	198 47	192 69
Jeune épargne	241 62	238 05
Laffitte-Amérique	235 73	226 04
Laffitte Europe	294 08	280 74
Laffitte-Expansion	297 12	283 65
Laffitte-France	378 02	380 88
Laffitte-Immobilier	275 78	263 27
Laffitte-Japon	448 42	428 09
Laffitte-Oblig.	140 07	133 72
Laffitte-Rend.	193 03	184 28
Laffitte-Tokyo	380 04	372 35
Latitude	5426 66	5418 53
Leumi Court terme	10143 54	10143 54
Leumi Long terme	5427 46	5269 38
Lion-Associations	11672 45	11672 45
Lion-Institutionnels	23605 38	23605 36
Lionplus	779 59	771 87
Lion Trésor	2164 08	2142 63
Livret Bourse Investis.	565 33	548 86
Livret portefeuille	748 54	724 90
Méditerranée	204 47	195 20
Mensuel CIC	10122 40	10021 18
Mondiale Investissem.	451 08	430 63
Monecic	5805 21	5805 21
Monedan	53746 29	53746 29
Moné.J.	58238 59	58238 59
Mutualité Dépôts	10947 57	10925 92
Mutuelle Unie SB.	156	149 93
Natio-Epargne	14252 18	14111 07
Natio-Epargne Trésor	6364 96	6352 28
Natio-Court terme	225491	225491
Natio-Inter.	1206 79	1173 62
Natio-Monétaire	20406 50	20406 50
Natio-Obligations	549 20	534 50
Natio-Patrimoine	1514 98	1474 44c
Natio-Placements	66548 85	66548 85
Natio-Revenus	1023 87	1013 73
Natio-Sécurité	11347 43	11347 43
Natio-Valeurs	882 19	866 58
Nippon-Gan	7016 75	6698 57
Nord-Sud Développ.	1245 12	1242 63
Normatif	12180 56	11922 11
Obli Association	122 48	121 25
Oblicic Mondial	2298 49	2265 51
Oblicic Régions	1046 69	1031 21
Oblig. toutes catég.	151 24	149
Oblilion	1088 74	1078 65
Oblisécurité	10274 93	10274 93
Oraction	1310 16	1267 08
Orvalor	6405 61	6174 08
Paribas Epargne	16552 98	16529 84
Paribas Opportunités	127 58	122 38
Paribas Patrimoine	566 69	545 51
Paribas Revenu	90 19	89 30

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Patrimoine Retraite	178 90	175 39
Pervalor	706 19	685 62
Phénix Placements	259 62	258 33
Pierre Investiss.	775 13	756 22
Placement A	1250 71	1226 19
Placement court-terme	72402 40	72267 88
Placement J	5763 86	5752 36
Placement Premier	53839 08	53831 40
Plénitude	117 71	114 56
Poste Gestion	52171 94	52171 94
Première Obligations	10834 07	10823 15
Prévoyance Ecureuil	114 58	111 49
Pér/Association	23543 11	23543 11
Quartz	126 79	123 67
Rentacic	183 32	180 91
Revenus Trimestriels	5317 34	5264 69
Revenu Vert	1144 62	1127 70
St-Honoré Bio-aliment.	958 11	912 75
St-Honoré Global	286 16	272 23
St-Honoré Matignon Fl.	244 71	233 61
St-Honoré Pacifique	627 98	599 50
St-Honoré P.M.E.	588 41	533 09
St-Honoré Real	12032 02	11964 08
St-Honoré Services	534 64	513 98
St-Honoré Technol.	832 70	794 94
Sécuricic	1410 88	1409 47
Sécuri Taux	11212 88	11212 88
Sicadan (Cardan BP)	706 18	695 74
Sicav-Associations	1492 44	1490 20
S.F.I. fr. et ét.	728 65	707 44
Sicav 5000	461 46	439 38
Sinafrance	712 03	692 97
Sivam	461 94	449 58
Sivarente	215 18	213 05
Sivinter	447 50	435 52
S.N.I.	1310 04	1271 88
Sogepargne	334 75	322 65
Sogevar	1153 26	1100 98
Sogiinter	1425 44	1360 80
Soleil Investissement	584 11	557 62
Stratégie Actions	1244 36	1196 50
Stratégie Rendement	1169 05	1132 25
Technocic	1187 11	1152 63
Techno-Gan	6376 88	6087 72
Thésora	528 62	523 39
Transcontinents	88 24	86 51
Trésor Plus	1041 53	1031 22
Trésor Réel	11480 39	11480 39
Trésoricic	111460 12	111460 12
Tallen	5123 57	5072 84
U.A.P. Investiss.	486 33	470 68
U.A.P. moyen terme	110 54	106 54
Uni-Associations	110 63	110 53
Unifrance	626 39	603 75
Unifoncier	1611 34	1458 71
Uni-Garantie	1356 63	1330
Uni-Régions	3395 90	3273 16
Unirente	2339 78	2262 82
Univer	193 87	193 87
Univers-Actions	1321 70	1278 24
Univers-Obligations	1627 25	1573 74
Valorem	597 61	583 03
Valorg	1689 49	1687 80
Valrel	42756 09	42734 72
Vauban	23240 36	23228 13

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 22/12	COURS DES BILLETS Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	5 913	5 854	5 680	6 170
ECU	6 930	6 932	....	....
Allemagne (100 DM)	341 480	341 720	331	351 500
Belgique (100 F)	16 248	16 258	15 700	16 750
Pays-Bas (100 fl.)	302 500	302 750	293	312
Danemark (100 krd)	87 810	87 990	85	92
Norvège (100 k)	88 770	88 470	85 500	92 500
Grande-Bretagne (£ 1)	9 518	9 474	9 150	9 950
Grèce (100 drachmes)	3 696	3 700	3 400	4 200
Italie (1 000 lires)	4 574	4 574	4 400	4 900
Suisse (100 fr.)	379 300	377 370	361	390
Suède (100 krs)	94 340	93 850	91	98
Autriche (100 sch)	48 485	48 570	47	50 100
Espagne (100 pes.)	5 301	5 302	5 050	5 600
Portugal (100 esc.)	3 893	3 879	3 650	4 350
Canada ($ can 1)	5 087	5 048	4 900	5 300
Japon (100 yens)	4 110	4 076	3 970	4 190

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 22/12
Or fin (kilo en barre)	78600	77800
Or fin (en lingot)	78700	78000
Pièce française (20 fr)	451	451
Pièce française (10 fr)	398	....
Pièce suisse (20 fr)	504	503
Pièce latine (20 fr)	455	447
Souverain	575	573
Pièce de 20 dollars	2780	2800
Pièce de 10 dollars	1520	1520
Pièce de 5 dollars	900	....
Pièce de 50 pesos	2845	2825
Pièce de 10 florins	473	475
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	...
Or Hongkong		...
Argent Londres		...

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu

Le Monde

CHINE : la campagne contre les « forces réactionnaires internationales »

Cinq ressortissants de Hongkong et de Macao ont été arrêtés

Les autorités chinoises ont annoncé, lundi 25 décembre, l'arrestation de cinq ressortissants chinois de Hongkong et de Macao, accusés d'avoir organisé la fuite à l'étranger de dissidents du continent. La présentation qui a été faite de l'affaire, assortie d'une tirade contre *« les forces réactionnaires internationales »*, indique une nouvelle crispation policière qui n'est vraisemblablement pas étrangère à la chute de Nicolae Ceausescu, suivie d'heure en heure par un nombre très élevé de Chinois.

PÉKIN
de notre correspondant

La dernière en date de ces interpellations remonte au 5 décembre, mais les principales ont eu lieu à la mi-octobre. Les cinq personnes ont été arrêtées à Canton et dans la zone économique de Shenzhen, jouxtant Hongkong. Toutes sont accusées d'avoir agi en liaison avec le groupe d'activistes de Hongkong soutenant le mouvement dissident sur le continent.

L'un des ressortissants de Hongkong, M. Luo Haixing, avait déjà aidé au départ pour la France, en juillet, d'une personnalité non identifiée travaillant à Pékin, ont précisé les autorités. Le fonctionnaire *en question est* vraisemblablement un des proches collaborateurs de l'ancien secrétaire général du Parti communiste, M. Zhao Ziyang, qui se sont réfugiés à Paris. La police, sans expliquer les raisons de cette annonce tardive, a présenté cette affaire comme *« un coup majeur infligé aux forces réactionnaires d'outre-mer qui tentent de faire de Hongkong et de Macao des sanctuaires pour les criminels recherchés sur le continent »*.

Dans un commentaire publié mardi, le *Quotidien du peuple*, organe du Parti communiste, s'en est pris avec virulence aux activistes de la colonie britannique qui, *« animés de mobiles politiques réactionnaires visant à renverser le gouvernement central et le système socialiste en Chine, ont activement collaboré avec un petit nombre de contre-révolutionnaires et d'individus enferrés dans une position réactionnaire sur le continent pour mener à bien quantité d'actions dirigées contre le gouvernement chinois et les larges masses populaires chinoises »*. Parmi ces actions, le journal souligne la gravité de la mise sur pied, après la répression militaire des 3 et 4 juin à Pékin, de filières entre le continent et Hongkong.

Au total, selon des sources bien informées dans la colonie britannique, ces filières ont permis de faire sortir du continent au moins cent cinquante ressortissants de Chine populaire fuyant la répression, dont une soixantaine vers la France, entre la mi-juin et la mi-septembre. On sait en particulier que des responsables haut placés dans le dispositif de sécurité de la province de Canton ont pris part à ces opérations plus ou moins activement. La province méridionale fut un temps gouvernée par M. Zhao Ziyang, qui y a conservé de nombreux amis.

Durcissement

Le ton du commentaire du *Quotidien du peuple* permet toutefois de comprendre que l'annonce tardive des cinq interpellations est beaucoup plus liée à la situation dans les pays de l'Est, en particulier l'insurrection roumaine, qu'au simple problème policier lui servant de prétexte. Le journal s'indigne que ces filières — qu'on sait aujourd'hui pratiquement taries — aient permis *« à des criminels contre-révolutionnaires de premier plan, recherchés par la police chinoise, de se soustraire au châtiment de la loi chinoise et de continuer à se livrer à leurs activités contre la Chine, contre le communisme et le socialisme, sous la protection des forces réactionnaires internationales »*. Cela faisait plusieurs semaines que l'on n'avait pas vu un tel langage sous la plume de l'anonyme « commentateur » attitré du journal. Il est en totale contradiction avec les propos destinés à calmer le jeu vis-à-vis de l'Occident proférés ces derniers temps par les responsables chinois. On avait par exemple relevé la modération des informations publiées par la presse officielle sur l'entrevue de M. Qiao Shi avec M. Gérard Le Gall, membre de la direction du Parti socialiste français, la semaine dernière : aucune référence explicite aux exilés politiques chinois n'y figurait.

Autre signe de durcissement, M. Li Peng et plusieurs autres responsables ont annoncé que la Chine n'enverra désormais à l'étranger que des étudiants *« politiquement intègres »*. C'est-à-dire certainement pas ceux qui, lundi à l'université de Pékin, se réjouissaient ouvertement devant des étrangers de l'arrestation de Nicolae Ceausescu et de son épouse, avant leur exécution, rapportée sans le moindre commentaire ce mardi par l'agence Chine nouvelle.

FRANCIS DERON

L'honneur de la flotte colombienne

« Rassurez-vous, il n'y a pas derrière chaque conteneur débarqué de nos navires au Havre ou à Anvers un paquet de cocaïne ou de marijuana. » M. Enrique Vargas, président de la compagnie de navigation colombienne Flota mercante grancolombiana, a lancé cet appel il y a quelques jours à Paris au milieu d'affaires français, pour tenter d'expliquer que l'image de la Colombie ne doit pas être ramenée à la caricature que le trafic de drogue contribue, en Europe, à lui donner ; et qu'il existe dans ce pays des chefs d'entreprises corrects, qui sont décidés à relever le gant de l'honorabilité.

La flotte marchande colombienne veut être un vecteur de cette reconquête auprès des opinions publiques européennes. Après tout, les navires — et les avions — sont les symboles et les outils les plus en vue des échanges entre la Colombie et ses partenaires commerciaux (la France étant au quatrième rang, et la RFA au deuxième).

Parmi les sept grands armateurs colombiens — tous privés, — la Flota mercante est la plus importante. Elle possède quinze cargos polyvalents et gère, avec les navires loués, une flotte de trente-deux bateaux. Créée à l'origine — en 1946 — avec le concours du Venezuela et de l'Equateur, elle est aujourd'hui propriété à 80 % des planteurs de café colombiens et à 20 % de la banque de développement de l'Equateur.

La Colombie n'exporte pas seulement vers les ports européens du café, mais du ferronickel, des textiles, des fruits, du coton et du tabac. Au retour, le frêt est essentiellement représenté par des produits manufacturés, notamment des pièces automobiles qui sont assemblés sur place.

« Nos relations commerciales avec la France sont excellentes, notamment avec la Compagnie générale maritime (CGM). Mais notre coopération au plan technique est plus avancée avec un armateur allemand de Hambourg. C'est avec l'appui de ce partenaire que nous envisageons d'acquérir, en 1990, trois nouveaux navires porte-conteneurs », explique M. Vargas.

La Flota mercante grancolombiana a fixé son siège commercial pour l'Europe à Rotterdam. Or le Havre, son concurrent, s'est forgé une réputation internationale dans l'importation et le négoce du café. C'est aussi la tête de ligne de la CGM. Le port normand voudra-t-il, pourra-t-il, détrôner le géant néerlandais comme partenaire numéro un de l'Amérique latine ?

F. GR.

L'ESSENTIEL

DEBATS

Immigrés : « Les instruments de l'intégration », par Alain Touraine ● Sciences : « Chercher en français », par Xavier Deniau. ● Bibliographie : Touvier entre deux portes 2

ETRANGER

La révolution roumaine ..... 3 à 5

Nouvel afflux de juifs soviétiques en Israël
Plusieurs centaines de milliers d'immigrants sont attendus dans les prochaines années 6

Les suites de l'intervention américaine au Panama 7

POLITIQUE

Contrats Etat-provinces en Nouvelle-Calédonie
Pour une meilleure répartition des fonds publics 8

SOCIETE

Noël : l'appel du pape en faveur des pays de l'Est
Dans son message de Noël, Jean-Paul II a lancé un appel à la solidarité de l'Europe en faveur des pays de l'Est. Les cérémonies qui ont eu lieu le 25 décembre dans les grandes capitales de ces pays témoignent du rôle joué par les croyants dans les récents événements 9

CULTURE

La mort de Samuel Beckett ..... 10 et 11

Perverses . marionnettes
Des poupées et des hommes sans corps dans leurs imperméables jouent un jeu cruel et poétique : *Dérives*, de Philippe Genty, au Théâtre de la Ville 11

COMMUNICATION

La bataille pour le contrôle de Mondadori
Match nul entre M. Berlusconi et M. De Benedetti 12

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le bilan 1989 ..... 13 à 16

SCIENCES ◆ MÉDECINE

Afrique : recherche médicale en souffrance. Les responsables francophones de la recherche médicale viennent de lancer un appel solennel aux hommes politiques 17
Les mauvais « cents », de l'étang de Thau. La présence de salmonelles oblige les laboratoires chargés du contrôle de la qualité des eaux à alerter les pouvoirs publics 18

BICENTENAIRE

● L'Afrique et la Révolution française.
● La célébration, de Téhéran à Beyrouth 20

ECONOMIE

M. Hubert Curien en Hongrie
Paris cherche à accroître ses échanges scientifiques avec Budapest, en attendant d'améliorer ses relations commerciales 24

Coup d'envoi de l'usine Péchiney de Dunkerque
Un instrument industriel de 5 milliards de francs et une coopération exemplaire entre Péchiney et EDF 26

Affaires
Les SICAV de moins-value 25

Services
Abonnements 25
Annonces classées 20
Carnet 22
Cinéma 21
Marchés financiers 26-27
Météorologie 22
Mots croisés 23
Radio-télévision 23
La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 26 décembre 1989 a été tiré à 438 263 exemplaires

Quand « l'Humanité » perd le nord

L'Humanité du mardi 26 décembre s'emporte contre le directeur de *Libération*, Serge July, auquel l'organe central du PCF reproche d'avoir écrit que, en Roumanie, *« l'épopée du communisme s'achève dans l'identification avec le fascisme »*. La veille, pourtant, *l'Humanité écrivait* que les morts, les blessés, les suppliciés de Roumanie *« sont les victimes de fascistes »*.

L'appareil communiste français perd le nord. Il y a de quoi. Quand *l'Humanité* exprime sa rage d'entendre encore accoler les mots *« Ceausescu »* et *« socialisme »*, il faut rappeler que cette accolade était authentifiée le mois dernier par le PCF *lui-même, officiellement représenté* au congrès du parti frère roumain par M. Pierre Blotin, membre de son bureau politique. Voici cinq ans encore, M. Georges Marchais passait ses vacances en Roumanie, à Costanza, avec croisière sur le yacht de Ceausescu.

La quotidien du PCF prétend faire croire à ses lecteurs que les événements de Roumanie représentent *« un nouvel élan du socialisme »*, mais il suffit d'allumer son téléviseur pour savoir ce que les Roumains pensent de ce socialisme-là, voire du socialisme en général, déconsidéré à jamais, à leurs yeux, par l'ancien hôte de M. Marchais et ses camarades communistes.

P. J.

□ **COMORES : vers la formation *d'un gouvernement provisoire.*** — Les principaux partis politiques des Comores ont décidé, lundi 25 décembre, de former un gouvernement d'unité nationale provisoire. Celui-ci aura pour tâche d'organiser des élections multipartites

□ **Décès de Auxence Ickonga, ancien PDG d'Air Afrique.** — Le ministre à la présidence du Congo, chargé du contrôle d'Etat, Auxence Ickonga, est décédé vendredi 22 décembre d'une crise cardiaque au centre hospitalier universitaire de Brazzaville. M. Auxence Ickonga, avait dirigé de juin 1985 à février 1989 la compagnie multinationale Air Afrique. — *(AFP.)*

□ ***Le CIC Paris vend une partie de* son siège.** — Le Crédit industriel et commercial (CIC) de Paris a vendu, pour environ 2 milliards de francs, une partie de son siège rue de la Victoire, à l'issue d'une procédure d'appel d'offres. L'acheteur est un groupement comprenant Paribas, la Cogedim et France-Développement immobilier (Fradim).

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt en date du 19 octobre 1989, la Cour d'Appel de BOURGES, jugeant correctionnellement, statuant sur appel d'un jugement du Tribunal Correctionnel de CHATEAUROUX du 25 janvier 1989, a confirmé le jugement déféré en ce qu'il a déclaré :
— M. DILHAIRE Ryszard, né le 14 mai 1945 à FRANCFORT (RFA), gérant de société, demeurant à CHATILLON-SUR-INDRE (36), Ferme de Gratte Paille ; et
— M. MARLIER Francis, né le 8 février 1950 à LISIEUX (14), exploitant agricole, demeurant à CHATILLON-SUR-INDRE (36), Ferme de Gratte Paille : Coupables des délits de fraude fiscale et de tenue d'écritures incomplètes, inexactes ou fictives,
● l'a réformé sur la peine et statuant à nouveau, a condamné :
M. Ryszard DILHAIRE à la peine de 6 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende, et
M. Francis MARLIER à la peine de 3 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 15 000 F d'amende.
● Les a condamnés, en outre, solidairement, au paiement des impôts fraudés et à celui des pénalités afférentes.
● A ordonné la publication d'un extrait du présent arrêt aux frais des condamnés dans « LE JOURNAL OFFICIEL », « LE FIGARO » et « LE MONDE ».
● A ordonné l'affichage d'un extrait du présent arrêt pendant 3 MOIS dans les lieux d'affichage public de la commune de LUCAY-LE-MALE.
● Les a condamnés aux dépens.
● A dit que la contrainte par corps sera exercée, s'il y a lieu. Le tout, en application des articles 1741, 1742 et 1743 du Code Général des Impôts.
Pour extrait conforme.

LE GREFFIER.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 26 décembre

Effritement

L'effritement est au programme de la séance matinale rue Vivienne. Mais il résulte essentiellement du manque d'affaires. Trêve des confiseurs oblige. La tendance redevient toutefois plus résistante. En recul de 0,16 % à l'ouverture, l'indice CAC-40 n'accusait plus vers 11 heures qu'une perte infime (– 0,08 %).

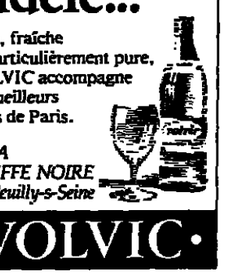
Fidèle...
Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.
À LA TRUFFE NOIRE
92 Neuilly-s-Seine

·VOLVIC·

LATREILLE
SPÉCIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT
SOLDES ANNUELS à tous nos rayons
62 rue St André-des-Arts 6e
Tél : 43.29.44.10
PARKING ATTENANT À NOS MAGASINS

TAPIS PERSANS
FAITS MAIN points noués soldés à
50% et à 30%
ARADEN 307 x 202 31.000 F = 15.500 F
KERMAN 261 x 151 29.000 F = 14.500 F
HAMEDAN 175 x 107 5.000 F = 2.500 F
SENNER 160 x 145 11.000 F = 5.500 F
ISPAHAN laine et soie 158 x 107 31.000 F = 21.700 F
MAISON DE L'IRAN
65, Champs-Elysées (8e)

LA REVUE DES JOURNAUX DU TEMPS PASSÉ :
Comment les bolcheviks ont pris le pouvoir
Le Premier Tour de France
Vrain-Lucas : l'escroquerie du siècle
La chute de Paris dans la Presse mondiale
Hitler devient le Führer et en "tiré à part"
4 JOURNAUX REPRODUITS INTEGRALEMENT
Le Journal de Russie des 9,10,11 novembre 1917 et La Matin du 10 novembre 1917
Chez votre marchand de journaux.
Le n° 69 F Abt un an 185 F 4 N°s
15, rue Douy-Delcupe 93100 Montreuil
DERNIERS JOURS POUR SE PROCURER LE N° 2 - SORTIE DU N° 3 LE 28 DÉCEMBRE



dé on
ODEON THEATRE NATIONAL
Torquato Tasso
de Johann Wolfgang von Goethe
Texte français et mise en scène de Bruno Bayen
Décor de Michel Millecamps ■ Costumes de Rosalie Varda
Lumière de Marie Nicolas
Avec, par ordre alphabétique,
Marcel Bozonnet*, Philippe Girard, Catherine Hiégel*, Muriel Mayette*, Grégoire Œstermann
*de la Comédie-Française
Coproduction Théâtre national de l'Odéon, Comédie-Française, Compagnie Pénélope
Jusqu'au 31 décembre 1989
Soirée à 20 h 30. Matinée le dimanche à 15 h.
Renseignements 43 25 70 32
« ... Incomparable bonheur de cet art du théâtre, lorsqu'il va si simple, et si haut. »
Michel Cournot